
Martin Verlet

Grandir à Nima (Ghana)

Les figures du travail
dans un faubourg populaire d'Accra



GRANDIR À NIMA, GHANA

Collection « Hommes et Sociétés »

Conseil scientifique : Jean-François BAYART (CERI-CNRS)

Jean-Pierre CHRÉTIEN (CRA-CNRS)

Jean COPANS (Université Paris-V)

Georges COURADE (IRD)

Alain DUBRESSON (Université Paris-X)

Henry TOURNEUX (CNRS)

Directeur : Jean COPANS

KARTHALA sur Internet : <http://www.karthala.com>
Paiement sécurisé

Couverture : Illustration d'Othéo, in *Les peintres de l'estuaire*,
Nicolas Bissek et Karthala, 1999.

© IRD Éditions et KARTHALA, 2005

ISBN (IRD) : 2-7099-1552-9

ISBN (KARTHALA) : 2-84586-666-6

Martin Verlet

Grandir à Nima (Ghana)

**Les figures du travail
dans un faubourg populaire d'Accra**

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

**IRD
213, rue La Fayette
75010 Paris**

*Pour Maguy, ma femme
ouvrière
des jours
et des rêves*

NOTE LIMINAIRE

Je tiens tout d'abord à remercier ici les gens de Nima, hommes, femmes, enfants, tous ceux qui m'ont accueilli durant plusieurs années, parlé, écouté, et tant appris. Ils ont vraiment réussi à faire, pour moi, de Nima, « la terre heureuse ».

Ma reconnaissance va aussi à ceux qui, à l'IRD/ORSTOM, m'ont rendu possible cette recherche de terrain, en particulier Didier Spire, Roland Waast et Bernard Schlemmer. Elle va avant tout au professeur Pierre-Philippe Rey qui eut la patience d'accompagner ce travail, de l'éclairer de son expérience et de ses conseils. Mes remerciements vont aussi à Jean Copans qui a œuvré à l'édition de ce texte. Je tiens en outre à rendre un hommage particulier à Claude Meillassoux, qui fut mon maître de toujours.

Mais comment ne pas dédier cet ouvrage à celle qui en fut l'inspiratrice de tous les instants, ma femme Maguy. Sans elle, cet ouvrage n'eût jamais vu le jour. Cette mémoire des autres est aussi la sienne.

Introduction

Gentils enfants d'Aubervilliers
Gentils enfants de prolétaires
Gentils enfants de la misère
Gentils enfants du monde entier
Jacques Prévert

Ce livre a pour sujet la crise des unités domestiques, et la mise au travail des enfants, qui en est l'un des symptômes les plus manifestes. Le champ d'observation sera un quartier populaire d'Accra, Nima, qui, au cours des décennies passées, fut l'un des creusets de la classe ouvrière au Ghana. Sous l'effet des politiques d'ajustement structurel, qui furent conduites avec une singulière fermeté au Ghana, à partir d'avril 1983, sous la direction de Jerry Rawlings, le tissu social se délite ; le marché du travail se rétrécit ; par dizaines de milliers, des salariés se retrouvent au chômage, à la dérive, en situation de désaffiliation sociale. Conséquence directe de la dérèglementation du marché du travail, la dérégulation des unités domestiques s'aggrave, entraînant une redistribution des rôles et une redéfinition des activités économiques au sein des familles. À la suite du retrait de l'homme salarié, on assistera à la professionnalisation du travail des femmes, puis à la mise au travail, plus précoce, plus systématique, des enfants.

Dans le temps court, c'est-à-dire les deux dernières décennies, l'exploitation du travail des enfants telle que nous l'observons à Nima coïncide avec l'application des programmes d'ajustement structurel, préconisés et pilotés par le FMI et la Banque mondiale, mis en œuvre par l'État ghanéen. Sur les classes laborieuses, l'ajustement se traduit d'abord par le recul du travail salarié, par la ruine des systèmes de protection sociale, par la dégradation des conditions de vie, par l'érosion des réseaux de solidarité primaires, par la vulnérabilité de masse. Dans la longue

durée, laquelle correspond grossièrement au XX^e siècle, le phénomène s'inscrit plus amplement dans une triple trajectoire : celle des formes de la ville ; celle des métamorphoses du travail salarié ; celle enfin des vicissitudes des unités domestiques. Ces trois trajectoires s'entrecroisent, se mêlent, se confondent.

L'invention d'un terrain : Nima

La démarche de l'anthropologue s'apparente à celle de l'arpenteur de terrain. Il repère, il balise, il observe, s'entretient, se familiarise avec le quotidien, découvre, à travers l'Autre, les relations sociales qui se tissent au sein d'une communauté et qui inspirent sa culture singulière, déchiffre les rites et les symboles, donne un sens aux représentations et aux formes de l'imaginaire. Le terrain est aussi nécessaire à l'anthropologue que le serait le temps à l'historien ou l'espace au géographe. Le terrain n'est pas seulement le lieu physique où se conduira la recherche. Il est aussi, plus fondamentalement, une construction intellectuelle. Terrain de découverte, il détient un pouvoir heuristique propre. Ainsi l'invention du terrain fut-elle le préalable à cette recherche.

Le terrain, en tant que lieu des observations, constituera le prisme à travers lequel sera scruté le véritable objet en question : les métamorphoses du travail. Cet objet est la projection de deux trajectoires croisées : le retrait de l'homme salarié, conséquence de la crise de l'ajustement structurel et de la dérèglementation du marché du travail, d'une part ; l'exploitation du travail des enfants, résultant de la dérégulation domestique, d'autre part.

Pourquoi ce choix de terrain ? Pourquoi Nima ? À proximité du centre administratif et commercial d'Accra, les faubourgs populaires de Nima et de Mamoobi se sont constitués historiquement, aux marges de la cité, comme une ville à part. Les formes de cette agglomération au sein de la ville se sont profondément modifiées dans le temps. D'une archéologie des formes de la ville, il ressort que trois sédimentations se sont cristallisées au fil des générations pour structurer les configurations urbaines que nous découvrons aujourd'hui : les mouvements migratoires ; les avatars du travail salarié ; la présence de l'islam.

Les faubourgs jumeaux de Nima et de Mamoobi regroupaient, en 1970, 11 % de la population d'Accra. Ils comptent aujourd'hui 140 000 habitants. Nima, constituée, avec Kumasi et Tamale, l'un des principaux

lieux de la présence de l'islam au Ghana. L'espace urbain est fortement contrasté. Deux pôles opposés symbolisent cette extrême différenciation du tissu urbain : le *gutter*¹, qui représente la ruralité, la pauvreté, l'exclusion ; Nima Highway, qui affiche une vitrine d'urbanisation, d'opulence, de modernité. Le *gutter*, ce sont « les eaux usées de la misère », pour reprendre l'expression d'Eugène Dabit. Nima Highway, c'est l'intrusion, au sein du quartier populaire, de la ville étrangère.

De toutes les empreintes qui ont façonné Nima dans sa genèse séculaire, la plus marquante fut, sans aucun doute, le travail migrant, son ascension, puis sa dévalorisation. Quartier populaire, le devenir de Nima se confond intimement avec le destin des classes laborieuses au Ghana. Qualifier Nima de *zongo*², c'est désigner, d'un seul mot, la ville à part, étrangère à la ville, sa population de travailleurs migrants, l'empreinte de l'islam sur la vie sociale.

Toutefois, ce choix de Nima comme terrain d'observation ne représentait-il pas une gageure ? L'écart séparant la figuration théorique du projet de recherche et la connaissance concrète du milieu était béant. Ville à part, Nima était réputé pour être un quartier rebelle, insaisissable. De plus, il fallut opérer sur trois registres différents : écouter le récit des enfants ; entendre la parole de leurs parents ; interroger les patrons et les maîtresses. Ces registres multiples exigèrent des approches distinctes, modulées. La patience de l'observateur, la durée de sa présence, son attention proche, sa disponibilité furent les gages de la familiarité avec les gens de Nima et de l'intelligence de leur devenir.

À terrain singulier, approches particulières. La familiarité aide à affiner la problématique, à dessiner les perspectives. Le travail de l'arpenteur exige un regard plus rapproché. L'une des difficultés initiales vint de la combinaison de deux espaces de temps. Le temps long, séculaire, impose de se pencher sur les archives, de sonder la mémoire des vieux. Or l'histoire s'énonce au présent. Aussi, le temps court, celui de l'ajustement et de la débâcle du travail salarié, fut-il le référent permanent, le véritable socle qui donna consistance au terrain.

La dissonance des voix, la discordance des discours constituèrent une autre embûche. Libérer la parole de l'Autre, et plus particulièrement celle des opprimés, des humiliés, des offensés, celle du prolétaire déchu, de la femme laborieuse, celle de l'enfant travailleur. L'homme condamnait la

-
1. Pour les gens de Nima, le mot *gutter* renvoie immédiatement à l'égout à ciel ouvert, au cloaque, qui partage Nima de Mamobi, puis, s'incurvant vers le Sud, sépare Nima de Lagos Town, le quartier voisin.
 2. Un *zongo* est la section d'une ville où se regroupent les migrants venus du Nord, c'est-à-dire des zones soudanaises et sahéliennes. La population des *zongo* est composée majoritairement de musulmans.

femme au silence. L'autorité du patron étouffait la voix de l'apprenti. La sévérité de la maîtresse rendait muette la servante. La mère privait sa fille du droit à s'exprimer. Ainsi se reproduisaient, dans le discours, les structures de domination et les rapports d'exploitation. L'essentiel risquait de demeurer inexprimé, inaudible, inaperçu. Il fallut donc lever les barrières et dégager des lieux différenciés de prise de parole. Parfois, les entretiens prenaient un tour cocasse, insolite. Je me souviens de mes rencontres avec Al'Haji Tanko, lequel tenait un magasin de mode, en bordure de Nima Market que jouxtait un atelier de fabrication. Hausa, originaire de Salaga, était devenu un homme considérable. Son entregent politique était de notoriété publique. Il appartenait à la « Jet-Society » ghanéenne de Londres et d'Amérique. Muet, il avait pour doublure son frère jumeau qui n'était pas plus disert que lui. Qui était là ? Qui parlait réellement ? Qui pourrait vraiment le dire ? Une technique bien étrange du secret.

Détenant le pouvoir sur Nima, les Dogon se refusaient à toute évocation de leur histoire, brouillant les pistes, dissimulant les faits. Ce fut à travers un détour par Madina, et à partir d'entretiens avec les Dogon originaires de Nima qui s'étaient récemment installés dans ce quartier du nord d'Accra, que je parvins à une vision plus claire de leur passé à Nima.

L'enfant (*infans*) serait privé de la capacité de parler. Or, une fois dégagée des rapports de domination et d'exploitation qui l'assourdissent, une fois prise à part, l'expression de l'enfant se révélera étonnante par son impertinence, sa lucidité, sa liberté.

Métamorphoses du travail et dérégulation domestique

Pour l'anthropologue, l'objet en question est celui qu'il explorera du regard. Cet objet se dresse comme un point d'interrogation. L'attention se focalisera sur le travail et ses métamorphoses, sur la dérégulation domestique qui résultera de la disqualification de l'homme de labeur.

Le paradoxe de la marchandise se reflète sur cette marchandise particulière qu'est la force de travail. Jeté sur le marché, le travail salarié est un facteur d'insertion sociale, en même temps que d'aliénation. Il est intégration, et déracinement. Il contribue à l'autonomie, mais impose la sujétion. Il est réalisation de soi, mais aussi mise en condition. Rapport social, il est soumission à une domination, à une exploitation, en même

temps que résistance à celles-ci. Toutefois, la ruine du salariat viendra révéler à quel point le travail structura les relations sociales dans un quartier populaire comme Nima. La condition salariale y fut, pour les générations passées, le principal élément constitutif du lien social. À présent, le rétrécissement du marché du travail et la raréfaction de l'emploi salarié introduisent insidieusement la désagrégation et l'anomie sociales. Les unités domestiques se dissocient, les solidarités communautaires s'épuisent, le milieu social s'étiole, cependant que l'environnement urbain tombe en décrépitude.

Redeployment, redeployed : tels sont les termes, empruntés à l'anglais, qui désignent, au Ghana, la vague de licenciements massifs, la perte de l'emploi, d'une part ; la condition du chômeur, de l'autre. La précarisation de l'emploi et la disqualification du travail salarié constituent à Nima un phénomène relativement récent, puisqu'il correspond, à partir de 1986, à la seconde phase de la mise en œuvre, par le gouvernement ghanéen, des programmes d'ajustement structurel impulsés par le FMI et la Banque mondiale. Dans notre analyse de l'ébranlement de la condition salariale sur Nima et de « l'implosion de la catégorie travail », pour reprendre l'expression du sociologue allemand Claus Offe, nous mettrons à l'épreuve plusieurs des notions travaillées par Robert Castel dans son ouvrage *Les métamorphoses de la question sociale*³. En particulier, les notions de déconversion, d'invalidation sociale, de désaffiliation, de relégation, de vulnérabilité de masse, d'individualisme négatif ne semblent pas dénuées de pertinence par rapport à notre propos. Certes, les séquences séculaires retracées par Castel ou par le philosophe Dominique Meda⁴ pour esquisser les trajectoires de « l'invention du travail » en Europe sont fort différentes du parcours, plus ramassé, plus précipité, de la formation des classes laborieuses dans les agglomérations urbaines du Ghana, laquelle se produit en l'espace de quelques décennies, c'est-à-dire sur cinq générations. Mais, pour ne prendre qu'un unique exemple, comment ne pas penser au prolétaire de Nima, brusquement jeté au chômage, dépouillé de son statut professionnel, déchu de son rôle de chef de famille, privé de ses repères, déprécié socialement, face à l'image, évoquée par Castel, de ces « individus placés en situation de flottaïson dans la structure sociale et qui peuplent ses interstices sans y trouver une place assignée⁵ ».

3. Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

4. Meda D., 1995, *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier.

5. Castel R., *op. cit.*, p. 13.

Sur Nima, trois formes de travail se combinent : le travail domestique ; le travail indépendant, lequel est curieusement qualifié, à partir d'un usage édicté par les institutions financières internationales, de « travail informel » ; le travail salarié, aujourd'hui menacé.

Dans un milieu social construit à partir des migrations, les trajectoires sont quelque peu bousculées, brouillées, surtout lorsque la tendance dominante est au « redéploiement », à la perte de l'emploi. On observe un passage abrupt du travail libre au travail salarié, avant que la ruine du salariat ne précipite le retour du travail libre, celui « informel » des femmes, et l'expansion du travail sous tutelle, celui de l'enfant exploité. Mais la figure du travail qui reste gravée et qui imprègne le milieu social sera celle du chômeur, dont la vie n'est plus que tâtonnements et déchéance, qui erre comme un fantôme attristé dans les venelles étroites de 441 ou du *gutter*⁶ à la recherche de son passé, de son existence sociale.

Revenons sur ce passage abrupt du travail libre au travail salarié. Le travail libre ? C'est celui du paysan qui ensemence la terre dans une communauté villageoise des Nord lointains. Le travail salarié ? C'est celui du tâcheron, du manoeuvre, du terrassier, de l'homme de labeur. Ce qui unit le paysan dans son village et le prolétaire dans le *zongo*, ce sera un arrachement, une rupture : celle de la migration au long cours, celle de l'exil. L'énigme de ce passage, de cette coupure reste cependant entière. Comment ces immigrés du Nord, adolescents, illettrés, ne connaissant que le travail de la terre, ne parlant que la langue de leur enfance, n'ayant d'autre horizon que celui de la communauté villageoise, après avoir cheminé pendant plusieurs semaines vers les plantations et vers les villes du Sud à la recherche d'un emploi rémunéré, ont-ils réussi à se transformer, de façon quasi instantanée, en prolétaires disciplinés, disponibles, diligents, assidus ?

Le processus d'extraction d'une force de travail malléable, contrôlable, mobilisable par le colonialisme n'alla certes pas sans aléas. Néanmoins, le recrutement de soldats africains par les armées coloniales avait fourni une sorte de banc d'essai⁷. Dans les premiers temps, recrutés localement, les conscrits désertaient fréquemment leur régiment pour rejoindre leur village. À l'approche de la saison agricole, les casernes se vidaient. À l'annonce de funérailles ou de cérémonies sociales, les défections se multipliaient. Une parade fut trouvée. Les supplétifs

6. 441, *Fifty-Fifty*, *Two-Two*, *Gutter* sont les mots familiers qui identifient les divers quartiers de Nima.

7. Killingray D., 1982, *Colonial Army in the Gold Coast. Official Policy and Local Response (1890-1947)*, Londres, University of London, Ph. D. Thesis.

africains furent recrutés au loin. Dans le cas de la Gold Coast, l'embryon de la force armée fut constitué de Hausa venus du nord du Nigeria. Coupées de leurs racines, les recrues étaient contraintes d'accepter leur condition. En même temps que les conscrits, le colonialisme recruta des *malamai*⁸ qui maintinrent la présence de l'islam comme élément fondateur de ces communautés de déracinés.

Rompre les liens du migrant avec son pays natal, avec son milieu social, tel fut l'une des prémices de l'extraction d'une force de travail stable, exploitable, soumise. L'expérience de l'enrégimentement des militaires africains et leur constitution en corps spécialisé fut donc la matrice à partir de laquelle fut créé le salariat en Gold Coast. Comme le militaire, l'apprenti prolétaire fut recruté au loin. Aussi n'est-ce pas un hasard si les premiers travailleurs migrants destinés à former les éléments précurseurs des classes laborieuses en Gold Coast furent des Dogon originaires du Soudan français, des Zerma (Zabarima) du Niger, des Hausa et des Yoruba du Nigeria, des Mossi et des Busensi de la Haute-Volta. Malgré ce stratagème, le migrant restait sous l'attraction de son pays natal. Au temps où Nima n'était qu'un campement, le travailleur continuait d'être un villageois, un travailleur de la terre. Il se déplaçait au rythme des saisons, regagnant sa communauté à l'approche de la saison des pluies. De plus, il considérait son exil comme une condition provisoire, pressé de rejoindre son pays d'origine au bout de 5 ou 6 années de travail dans le Sud.

Alors que Nima se constituait en bidonville, on observa un enracinement progressif du migrant. Ses liens avec sa communauté d'origine se distendirent. Désormais, il se consacra uniquement à son travail salarié, abandonnant toute activité agricole. Les séjours dans les villes du Sud s'allongèrent. Puis, le migrant s'établit de façon définitive, sans perspective de retour au pays natal, sauf pour de courtes visites à la famille. Le milieu urbain se cristallisa avec sa culture cosmopolite, sa langue commune, le Hausa, ses communautés de « pays », ses liens d'appartenance et ses formes de solidarité. L'islam, auquel la majorité de ces déracinés adhèrent en même temps qu'ils apprenaient leur métier de prolétaire et qu'ils se familiarisaient avec leur nouvel environnement, fut un puissant facteur de cohésion sociale dans ce monde à part.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, avec l'enracinement plus profond des travailleurs migrants, le bidonville s'étendit, se structura, se socialisa. Les perspectives favorables du marché du travail attirent de nouveaux candidats à la prolétarianisation. Nima accueille alors

8. *Malam* (pluriel, *malamai*) : le mot désigne, en Hausa, le lettré, l'enseignant musulman.

par milliers des villageois originaires des *N.T.'s*⁹ qui s'établissent auprès de leurs « pays ». Devenu citoyen, sa condition se stabilisant, le migrant est tenté de constituer une famille. L'arrivée d'épouses, venues directement du village d'origine de ce dernier, modifiera considérablement la vie sociale à Nima. Elle se traduira par l'éclatement des unités domestiques et leur fragmentation en familles, ainsi que par un intense renouveau de la vie villageoise. Dans une première étape, les femmes resteront au foyer, s'abstenant de toute activité professionnelle, le salaire des hommes suffisant à faire vivre les siens. La dégradation des conditions économiques, à partir de 1975, rendra nécessaire l'apport économique du travail de la femme. Celles-ci se consacreront au petit commerce afin de procurer à la famille un revenu d'appoint. Le marasme économique poussera les hommes à mener de front deux activités. Certains choisiront le chemin de l'exil, quittant Nima et leur famille pour trouver un emploi au Nigeria, en Europe ou en Amérique du Nord.

L'implosion de l'économie, puis la crise de l'ajustement structurel précipiteront la débâcle du travail salarié. Le secteur privé réduira ses effectifs dès la fin des années 70. À partir de 1985, la vague des licenciements massifs s'amorcera et décimera le secteur public lequel employait la plupart des travailleurs de Nima. Un modeste flux migratoire drainera des Tchamba et des Kotokoli fuyant le climat d'instabilité politique du Togo, ainsi que des Asante, des Fante, des Nzima, des Éwé venant tenter leur chance à Accra ou visant à se rapprocher de leur lieu d'emploi.

Nima, à vrai dire, n'est plus une terre d'accueil. C'est devenu un tremplin vers les migrations lointaines, à la recherche de nouveaux gisements d'emploi. En profondeur s'opère un remaniement social qui bouscule les équilibres sociaux jadis institués. La disqualification du travailleur salarié eut pour effet de priver l'homme de son rôle de chef de famille. Celui-ci part à la dérive. Les familles, récemment formées, se désagrègent. Les femmes deviennent chefs de famille. Mais la famille monoparentale ne peut perdurer qu'en se recomposant¹⁰. Elle s'adjoint des éléments extérieurs. Ce sera le retour à l'unité domestique, non plus fondée exclusivement sur la parenté et l'alliance, mais s'organisant en tant que collectivité résidant dans la même maisonnée, partageant, le soir, la nourriture des mêmes marmites, associant les activités économiques de

9. Au temps de la Gold Coast, les *N.T.'s* (*Northern Territories*) constituaient une entité administrative coloniale englobant l'ensemble des terres (« le Protectorat ») situées au nord de la Volta Noire et de la Volta Blanche. Cet ensemble est aujourd'hui éclaté en trois Régions administratives : Northern Region, Upper West, Upper East.

10. Nash J., Fernandez-Kelly M.P. (eds), 1983, *Women, Men and the International Division of Labour*, Albany, N.Y., State University Press of New York.

chacun, tissant des liens denses de solidarité et de connivence. Pour faire face à la pénurie, le travail des femmes se spécialise, se professionnalise. Dans le sillage de la femme, le travail des filles est immédiatement mobilisé. Puis, les gamins seront précipités sur le marché du travail. Le travail des hommes se raréfiant, le travail professionnel, indépendant, des femmes ne suffisant plus à pourvoir aux besoins de l'unité domestique, l'ultime recours sera le travail sous tutelle, celui de l'enfant exploité.

Les oscillations de l'unité domestique à la famille, puis le retour du balancier, de la famille vers l'unité domestique, reflètent les avatars de la condition du travailleur migrant. L'adolescent qui s'arrache à l'univers villageois pour accéder à un emploi rémunéré ne s'encombre pas d'une famille. Son seul horizon devient l'argent, pour construire son retour au pays natal, parmi les siens. Ainsi se constitueront sur Nima des noyaux élémentaires de familiarité et de proximité où l'on partage la même maisonnée, où l'on utilise les mêmes filières de découverte d'un emploi, où, le soir, on mange la même soupe, où les revenus se partagent autant que de besoin : l'unité domestique. L'islam deviendra le ciment social de ces unités proches, disparates, flexibles, contribuant à leur cohésion et à leur reproduction sociale. On cherchera aussi à se retrouver entre « pays », le migrant de souche accueillant volontiers ses parents ou ses familiers.

Des familles, aux contours variables, prirent corps sur Nima vers la fin des années 40. Celles-ci constituaient aussi des milieux d'accueil, incorporant des parents, des proches, des « pays ». Elles ne se distinguèrent des unités domestiques que par le rôle de pivot tenu par le chef de famille, l'homme salarié. Le retour des unités domestiques correspondra à la redéfinition des rôles et de la valeur économique de chacun.

La chronique des « métamorphoses du travail » scande la formation des classes laborieuses au Ghana, leur ascension, puis leur déchéance. La notion de « dérégulation domestique » exprime les incidences, vécues à la base, des programmes de libéralisation sous contrainte et d'ajustement structurel sur les classes laborieuses urbaines. Elle met en évidence leur impact social et domestique. La dérèglementation du marché du travail a engendré la dérégulation des unités domestiques. La réponse sociale sera la recomposition de l'univers domestique sous l'emprise de l'impérialisme globalisé, la résistance des plus appauvris par une mobilisation de leurs capacités d'imagination, de toutes leurs ressources en force de travail. À la professionnalisation de l'activité des femmes, s'ajoutera la mise au travail des enfants.

L'enfant exploité est né de l'homme salarié, condamné au chômage, et de la femme, devenue négociante, contrainte à s'affairer dès l'aube sur le marché. Le Ghana n'est probablement pas le pays où le travail des

enfants revêt les formes les plus extrêmes ni les plus généralisées. L'Asie du Sud, avec les gosses employés dans l'industrie du tapis en Inde ou celle de la taille du diamant en Thaïlande, l'Amérique latine, avec les enfants fouillant la terre dans les mines d'or du Brésil ou les mines d'étain de Bolivie, offrent des images plus saisissantes de l'asservissement de l'enfance¹¹. Cela ne signifie pas que le travail des enfants n'existe pas au Ghana. Les gosses y sont employés précocement dans de grandes exploitations agricoles du nord du pays où l'on cultive le riz et le coton. Ils s'activent dans les fabriques de menuiserie ou les ateliers de confection de Kumasi. On les retrouve sur les chantiers clandestins d'orpaillage, ou dans les villages de pêcheurs de la Volta et du littoral atlantique, pour ne pas parler des *trokosi*, les fillettes condamnées à la servitude du fait de l'endettement de leurs parents.

Dans les grandes villes, l'enfance au travail est volontiers assimilée aux « enfants des rues », les *street children*¹². Or cette catégorie n'est qu'une mince frange, particulièrement visible, à l'intérieur d'un univers infiniment plus vaste, celui de l'enfance exploitée. Cet univers, nous nous efforcerons de l'observer, de le décrire, de l'écouter parler. Nous relierons cette catégorie particulière du travail sous tutelle aux autres formes du travail, le travail salarié, le travail indépendant, le travail gratuit, puisque les unes et les autres participent d'un marché unique, celui de l'emploi.

Lorsque je commençai ce travail, au cours de l'été 1993, l'existence même de la mise au travail des enfants était largement occultée, niée. Ce phénomène n'existait pas au Ghana où l'on ne pouvait observer que les activités domestiques des gamins et des gaminés, celles-ci contribuant à leur intégration dans l'ensemble familial et au processus de socialisation de l'enfant. Tel était du moins le discours officiel, dominant. Alors que je clôturai mon étude, les perceptions s'étaient sensiblement modifiées. Toutefois, la vision restait étroitement réductrice. L'accent était mis essentiellement sur les *street children* ou sur les formes les plus outrées de l'asservissement des enfants, la vente des fillettes comme marchandises négociables et exportables, ou la servitude pour dette. En revanche, les formes les plus communes de l'exploitation du travail précoce continuent d'être passées sous silence, en particulier l'apprentissage ou la mise en condition des domestiques.

De plus, l'interprétation du phénomène tend surtout à criminaliser les parents aussi bien que les enfants. La mise au travail des enfants

11. Schlemmer B. (éd.), 1996, *L'enfant exploité. Oppression, mise au travail, prolétarianisation*, Paris, Karthala.

12. Marguerat Y., Poitou D. (éds), *A l'écoute des enfants des rues en Afrique noire*, Paris, Fayard.

n'existerait que dans les familles désunies, disloquées. Elle résulterait de l'indifférence ou de la négligence des parents, ceux-ci livrant leurs rejetons à l'abandon. Dans d'autres cas, la responsabilité sera reportée sur l'enfant lui-même. L'enfant au travail restera perçu comme un fugueur, un voyou, un délinquant en puissance. Or il apparaît que, dans 90 % des cas, les parents sont parfaitement au courant de l'activité professionnelle de leur enfant. Dans 80 % des cas, la femme jouera un rôle majeur dans cette mise au travail précoce. À peine 10 % des enfants avouent avoir pris le chemin du travail par libre choix. Enfin, loin d'être le reflet d'un désordre familial, l'activité lucrative de l'enfant constitue le plus souvent un facteur économique essentiel de la recomposition des familles ébranlées, à leur reconfiguration en unités domestiques élargies. Elle est une réponse sociale à la contrainte extérieure, aux politiques d'ajustement structurel, à la dérèglementation du marché du travail. Elle est résistance, en même temps que dérive et subordination. Ce sera bien à l'interprétation de ce phénomène de l'exploitation de l'enfance sous ses formes renouvelées que je m'intéresserai primordialement.

Entre l'activité domestique et le travail précoce, les lignes de démarcation se révèlent fragiles. Plusieurs similitudes apparentent les deux phénomènes. Dans les deux cas, les rapports sont empreints de domesticité. L'activité domestique n'est nullement exempte d'une bonne dose d'exploitation, les fillettes en étant les premières victimes. Il s'agit, ici et là, de parcours parallèles de socialisation, conduisant à l'autonomisation du sujet. Entre les deux, il existe toutefois une ligne de partage abrupte. La mise au travail de l'enfant aura pour finalité son exploitation, c'est-à-dire la conversion de sa force de travail en marchandise, en valeur, en argent. Les abus seuls ne créent pas la différence. La nature et le degré de l'exploitation tracent la véritable ligne de partage.

« Grandir » désignera ici le passage de l'enfance à la maturité, c'est-à-dire une phase, indéterminée, floue, transitoire, de disponibilité, d'ouverture, de quête de soi et de rencontre avec les autres, un parcours balisé entre la dépendance et l'autonomie, entre l'intérieur (l'univers domestique) et l'extérieur (l'inconnu, l'étranger), entre l'informulé et le programmé. Dans son itinéraire d'apprentissage, l'enfant reste malléable, vulnérable. Sa socialisation sera une forme d'ajustement. Une fois passée la « petite enfance », on se rapprochera d'un seuil imperceptible où l'on devient un « grand », un adolescent d'abord, puis un adulte reconnu comme tel. L'on rêve secrètement de devenir un « grand homme » (*big man*), c'est-à-dire quelqu'un qui pèse son poids de Mercédès, de ciment et de dépendants. Les démographes, les technocrates, les législateurs se disputent interminablement sur les limites exactes de l'enfance. Pour ma

part, je retiendrais, plus ou moins arbitrairement, un parcours décennal d'apprentissage et de socialisation, conduisant l'enfant de 6 ans à 16 ans. À vrai dire, peu m'importe l'enfance en tant que « classe d'âge ». Ce qui retiendra plutôt mon attention, sera l'enfance en tant que « génération ».

La notion de « génération » correspond à l'usage qu'en faisait Albert Thibaudet dans son « Tableau de la littérature française », à savoir une expérience historique commune qui vous projette dans l'avenir. Il ne s'agira pas ici seulement de cet ajustement social, de ce processus paisible, patient, convenu de domestication, de normalisation, de socialisation de l'enfant qui est le mode d'initiation à l'âge adulte et de constitution de la famille sérielle, puis de la société. La génération en question eut pour « âge historique » la crise, plus globale, de l'ajustement structurel. Celle-ci fut son unique horizon. Grandir sous influence, tel fut son destin. Les gamins et les gamines que nous avons rencontrés à Nima étaient uniformément des éléments de cette enfance ajustée. Ils avaient « grandi » sous ajustement.

Le regard réfléchi

À ses débuts, cette recherche sur Nima fut surtout une affaire de circonstance. Avec Francis Gendreau, démographe du CEPEDE, Claude Meillassoux, anthropologue au CNRS, Bernard Schlemmer, sociologue à l'IRD/ORSTOM, nous avons pris l'habitude d'organiser, périodiquement, des rencontres scientifiques. La dernière en date de ces initiatives avait été un Colloque sur « les déséquilibres alimentaires et les déséquilibres démographiques », qui se tint à Paris, du 14 au 16 mars 1990. Nous avons achevé la publication de l'ouvrage en rendant compte : *Les spectres de Malthus*¹³. Il nous parut dès lors opportun de prévoir une nouvelle rencontre. Une proposition de thème fut avancée : l'enfance au travail. La mise sur orbite de ce colloque sur « l'enfant exploité » coïncida avec mon départ pour le Ghana, au début de l'année 1993, pour un programme de recherche de longue durée sur les rapports du local et de l'étatique. Je dois bien l'avouer, ce thème de l'enfance laborieuse, bien que cette forme d'exploitation correspondît à une dure réalité, ne m'inspirait guère. N'était-ce pas se laisser aller à une réévocation, plutôt anachronique, du Rapport Villermé ou de la description, par Friedrich

13. Gendreau F., Meillassoux C., Schlemmer B., Verlet M. (éds), 1991, *Les spectres de Malthus*, Paris, ORSTOM/EDI.

Engels, de la situation de la classe laborieuse en Angleterre sous l'effet de la révolution industrielle ? De plus, je me méfiais des dérives misérabilistes ou caritatives, qui risquaient de contaminer nombre des interventions. Il m'était toutefois difficile de me défausser purement et simplement. Par ailleurs, dans mon programme sur les trajectoires longues du local et de l'étatique dans l'espace politique et sur le champ social ghanéens, j'avais retenu un quartier populaire d'Accra comme l'un de mes terrains de recherche : Nima.

Nima, la ville du migrant, de l'étranger, avec son cosmopolitisme et ses capacités d'invention, ne me ramenait-il pas aux enquêtes stimulantes de R.E. Park et des sociologues de l'École de Chicago¹⁴ ? Je redécouvrais cette « culture du déracinement » qu'évoquait R. Redfield. D'autre part, la figure de l'Anti-Ville que profilait Nima ne récusait-elle pas l'outrance de l'imposition locale d'une métropole omnipotente, centralisatrice, aux structures de décision calquées sur le modèle étatique ? Je sacrifiai, dans les premiers jours, à un exercice imposé. Bientôt, cette recherche dérivée prit son autonomie et son élan, au point que j'y consacrai vite l'essentiel de mon activité. Je cessai de traîner les pieds, et adoptai la démarche, sereine, patiente, attentive, de l'arpenteur de terrain, du guetteur du quotidien, du découvreur de l'anodin. Le terrain de Nima m'avait bel et bien capturé, comme le Château engloutirait le personnage imaginé par Kafka.

« Qui est là ? » On se souviendra de ce jeu d'ombres projeté par Peter Brook sur la scène des Bouffes du Nord. Qui ? Hamlet en personne ? Le fantôme d'Hamlet ? Ou bien le personnage qui prétend figurer le revenant du Château d'Elseneur ? « Qui est là ? » Telle est la question que suscitera immédiatement l'apparition de l'anthropologue sur le terrain. L'anthropologue est fondamentalement l'Autre. Il est, dès les premiers pas, l'objet de la curiosité de tous, voire de la suspicion de chacun. « Son terrain » n'est pas « le sien », mais le lieu des autres. Il n'est qu'un rôdeur, un voyeur, un usurpateur : un intrus. Mon initiation fut, modestement, une fastidieuse enquête d'identité que je subis longuement. À Nima, chacun est un étranger à sa manière. Mais, j'étais incontestablement plus étranger que quiconque.

« Qui est là ? » La réponse la plus directe serait : « Qui suis-je ? » Ostensiblement, je suis un « Blanc » – *Bature*, *Kwasi Oburuni*¹⁵. La vieillesse me voult et ralentit mon allure. Le vieillard que je suis s'avérerait cependant moins la cible de sarcasmes que l'objet de respect, celui que

14. Grafmeyer Y., Joseph I. (éds), 1979, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier.

15. *Bature* en Hausa et *Kwasi Oburuni* en Twi sont les termes qui qualifient l'étranger, l'Occidental, le plus souvent Blanc et Européen.

l'on doit au père du père, à celui dont la ligne de vie se confondra bientôt avec la présence et la sagesse des ancêtres. Je serai vite connu comme le « Professeur », celui qui enseigne à l'Université de Legon, qui détient un savoir et aurait pour vocation de le transmettre. Familier de l'islam en Égypte, au Soudan, en Arabie Saoudite, je fus ensuite reconnu comme une sorte un peu singulière de *malam* à la suite de longues conversations sur la lignée des 7 Imam, opposée à celle des 12 Imam, sur l'itinéraire *sufi* et les *turuq*¹⁶, sur la Shia et sur le Wahhabisme, sur l'interprétation des rêves. Avec les jeunes, les discussions prenaient un tout autre tour. Comment émigrer vers la France ? Quels seraient les avantages de cette destination, comparés aux Pays-Bas, à l'Allemagne ou au Canada ? Plus sérieusement, le footballeur ghanéen Abedi Pele, longtemps sous contrat à l'A.S. Monaco, n'aurait-il pas dû signer avec l'Olympique Lyonnais, plutôt que de choisir l'A.C. Milan, où il risquait de languir sur le banc des remplaçants ?

L'établissement de ma carte d'identité fut l'indispensable examen de passage qui me rendra possible mon permis de séjour à Nima. Je n'étais guère maître du jeu, n'ayant, à ce stade, qu'à répondre à une enquête. Lorsque ma personnalité fut cadrée et ma fiche signalétique remplie par le regard attentif des gens de Nima, je continuai de me voir assaillir de questions, aiguës, pertinentes, diablement embarrassantes. Comment expliquer, à moins d'imposture, l'utilité de ma recherche, ou prétendre que les gens de Nima pourraient en tirer le moindre bénéfice ? Au fil des mois et au cours de mon errance, des liens de connivence s'établirent ; une certaine familiarité se noua. Par chance, rien ne viendra briser cet infracassable noyau d'altérité qui fait que l'observateur demeure irrévocablement un Autre, et que le sujet restera un objet, quelque peu insolite, parmi d'autres objets qui s'affirmeront rapidement comme les véritables sujets, les principaux acteurs, les maîtres du terrain.

La recherche sur Nima débuta en juin 1993. Elle se poursuivit jusqu'à l'été 1996¹⁷. Toutefois, même si j'avais ouvert ailleurs de nouveaux chantiers de travail, à Takyiman, au cœur du pays Bono, puis à Bawku, à l'extrémité nord-est du Ghana, je ne clôturai pas le terrain de Nima. J'y revins à plusieurs reprises afin d'observer les évolutions à l'œuvre et de préciser certains détails. Ma dernière visite se déroula à la mi-avril 2001 alors que je m'apprêtais à regagner la France. Dans mes conclusions, j'évoquerai ce « Nima revisité ». À vrai dire, je m'étais fixé, pour ces

16. L'islam d'inspiration *sufi* désigne sous le nom de *tariqa* (pl. *turuq*) la voie propre à une confrérie. La Tijaniyya est la confrérie la plus populaire au Ghana.

17. Un assistant de recherche de l'Institute of African Studies de Legon, Bugri Nachinaba, guida mes premiers pas sur Nima. Kofi Sakyi prit, fort efficacement, le relais.

quelques semaines d'ultimes observations, un objectif resserré : actualiser les données économiques qui avaient été bousculées par les taux d'inflation.

La rencontre, l'entretien, les hasards de l'itinérance, l'observation du quotidien, l'enregistrement du vécu, le dialogue avec un univers proche, mais étranger, circonscrit dans d'étroites limites, la fréquentation de l'insolite et de l'inattendu : la matière première du discours anthropologique n'est faite que de particules élémentaires, de mots, d'aperçus, de détails. Or, mon dessein théorique supposait une mise en perspective, un scénario. Il me fallut établir des canevas d'entretiens ouverts à toutes les interrogations, de préférence à des questionnaires fermés, butés, obtus. Entre juillet 1993 et décembre 1995, j'en esquissai quatre, cette succession rythmant ma traversée des apparences. Plus tard, l'un de ces canevas libres se focalisera sur l'islam à Nima, un autre sur les « milieux de travail », un dernier sur les rapports de l'Anti-Ville avec la Cité qui la ronge. Ce travail de script, de mise en scène ne me faisait toutefois pas oublier que c'était moi d'abord qui me trouvais mis en situation. Les acteurs les plus immédiats, les plus familiers furent les gens de Nima : les gosses, leurs parents et leurs proches, leurs patrons. Mais ce cimetière de la condition salariale était hanté par des acteurs invisibles, aux stratégies aveugles, lesquels représentent les forces négatives de cette histoire : le FMI, la Banque mondiale, les pays « donateurs », le ministère de l'Économie et des Finances du Ghana, l'AMA, c'est-à-dire la municipalité d'Accra.

De 1993 à 1996, le matériau d'enquête s'accumula. Les réticences ou les refus de s'exprimer furent fort rares. Je me souviens toutefois d'un fiasco dans un salon de couture où je fus confronté à une résistance en bloc. L'atelier était la propriété d'une fidèle de l'Église pentecôtiste qui, bizarrement, incitait ses fillettes au mutisme ou à la stupidité. Ce fut bien l'exception, car la règle générale était plutôt au dialogue, à la narration détaillée, malicieuse de l'expérience personnelle et de la relation avec les autres. Ce ne furent pas moins de 350 entretiens avec des enfants, plus de 150 avec les parents, et un nombre identique avec les patrons ou les maîtresses qui profitaient habilement du travail précoce. Parfois, comme avec Baba Issa, un Wangara de Mamooobi, avec Hajia Luzzeck, qui animait deux ateliers de couture non loin du *gutter*, ou bien avec le « Philosophe de la chaussure » (*Shoe Philosopher*), bien d'autres encore, un rapport plus dense, plus amical se scella qui m'incitait à multiplier les rencontres. Musarder, déambuler au hasard des venelles, découvrir l'essentiel sans le rechercher furent d'autres pratiques fécondes d'observation.

La démarche anthropologique n'est pas simplement affaire de pratiques, de techniques d'investigation. Plus essentielle, la question de la méthode l'éclaire et lui confère une pertinence. Mon projet, qui visait à retracer des trajectoires de longue durée, avait pour passage obligé la reconstitution d'histoires de vie. Le récit autobiographique est le bien familier des anthropologues du travail. Il révèle les glissements, les ruptures, les mutations. Mon protagoniste principal sur Nima n'était-il pas le travailleur dissocié, l'homme rompu, l'homme floué ? Les histoires de vie ne prennent toutefois un sens que resituées dans un milieu social en mouvement. Comme le notait Claude Levi-Strauss, « les biographies ne parlent pas toutes seules ».

La perspective d'ensemble s'inscrit dans la problématique du local au mondial, ébauchée par Rajni Khotari¹⁸ et d'autres sociologues indiens¹⁹, que j'avais faite mienne dans mon programme de recherche sur la dialectique du local et de l'étatique²⁰. L'une des références majeures sera cette anthropologie de la mondialisation dont Arjun Appadurai esquisssa le champ d'investigation²¹.

Nous avons pu observer, sur plusieurs décennies, les vagues acérées, successives, dévastatrices, programmées, de l'impérialisme nouveau. Les déferlements en chaîne de la libéralisation, du mondialisme, de la globalisation sont à l'œuvre comme les termites qui rongent les terroirs, et minent le bois des fragiles poutrelles qui structuraient les économies dominées. Tout cela pour les précipiter dans l'océan universel de la loi du plus fort. Nous confronterons ces rapports impérialistes de domination à la parole et au regard des véritables acteurs du futur : ceux qui savent vivre, partager et réinventer une culture, ceux qui sont opprimés, dominés, asservis certes, mais ont conscience que la vie est autre, donc leur. La domination se trouvera confrontée aux réponses, aux résistances, aux ripostes, encore fragmentaires, de ceux qui la subissent. Leur voix sera la mienne.

Enfin, à moins de tomber dans les travers de « l'observateur purement empirique » que fustigeait Kant, la construction d'un objet scientifique imposait de travailler certaines notions, certaines catégories. Ce fut le cas,

-
18. Khotari R., 1988, « Party and State in our Times : The Rise of Non-Party Political Formations », *Lokayam* (13).
 19. UNESCO, 1998, « Interconnexions entre le local et le mondial », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, août 1988.
 20. Verlet M., 1992, « Du local au mondial. Lieux et parcours du politique : le paradigme ghanéen », p. 345-357, in Haubert M., Leimdorfer F. (éds), *État et société dans le Tiers-Monde. De la modernisation à la démocratisation*, Paris, Publications de la Sorbonne.
 21. Appadurai A., 1991, « Global Ethnoscapes : Notes and Queries for a Transnational Anthropology », in Fox R. (éd.), 1991, *Recapturing Anthropology : Working in the Present*, Santa Fe, N.M., School of American Research Press, p. 191-210.

par exemple, de l'idée de « dérégulation domestique », de celles de « serviciabilité », de « dissociation », de « dépossession sociale », ou, plus largement, de « système généralisé d'offre et de demande de services ». Toutefois, le gouffre qui sépare les notions, les catégories à l'œuvre, de la réalité en mouvement et de l'expérience vécue m'incita à regarder du côté d'Imre Marton²². Son maniement de la dialectique du général abstrait et du général concret inspirera ma réflexion.

Quotidiennement, le chercheur tient un journal de terrain où il exprimera ses humeurs et ses interrogations. Je sacrifiai à cet exercice imposé. Les lettres à ma femme fourmillaient aussi de mes impressions de terrain. Ces notes au jour le jour, jetant à vif des observations, des sentiments, des doutes, des ébauches d'interprétation, constituent des matériaux bruts qui dévoilent les coulisses d'un terrain. Mais, au fil des jours, le travail de la taupe qui creuse le quotidien et révèle le vécu s'accumulera en un amas informe de notations, d'informations, de descriptions. Absurdement, la profusion de matériaux bruts de terrain paralysera, au départ, le travail de mise en forme, d'écriture. Comment passer de l'instantané, du spontané, du direct à un discours théorique et intelligible. Il faudra en prendre son parti, même à contrecœur : ne sera présenté qu'une partie infime de la collecte. Les Musées nationaux ne sont-ils pas riches surtout de leur Réserve ?

On le sait, Malinowski rêvait d'égaler Joseph Conrad en tant qu'écrivain. À la lecture des *Argonautes du Pacifique Occidental* ou des *Jardins de Corail*, on doit admettre qu'il n'était pas si loin de réaliser son ambition. L'anthropologie ne cessera jamais de s'entretenir avec l'écriture. Dans *Les enfants de Sanchez*, Oscar Lewis donne la parole aux membres d'une famille mexicaine, l'anthropologue s'effaçant pour donner libre cours au matériau brut qu'il a préalablement enregistré²³. Pour R.E. Parks, le discours de l'anthropologue urbain se confondrait avec une forme supérieure de reportage journalistique. Dans *Afrique fantôme*, l'écrivain Michel Leiris se fera le complice de l'ethnographe qui observe minutieusement les rites de possession chez les Éthiopiens du Gondar. Il pourra aussi arriver que l'écrivain s'aventure sur le terrain de l'anthropologue, comme le fit Antonin Artaud dans *Les Taramuharas*.

L'anthropologie et l'écriture entretiennent ainsi des relations étroites, ambiguës. Écrire l'anthropologie, c'est libérer la parole de l'Autre, rendre vivants ses gestes et ses mouvements, laisser affleurer son imaginaire et

22. Entretien avec Imre Marton, philosophe et anthropologue hongrois, le 27 septembre 1987.

23. Lewis O., 1963, *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard.

ses désirs. Le travail de restitution des observations de terrain, ne sera certes pas, la part la plus facile de ce jeu de patience. Mon seul souci d'écriture sera, très simplement, de traduire les dires et les désirs des acteurs concrets. Il sera de faire entendre la voix des Autres, celle des enfants, celle aussi des femmes, celle enfin des travailleurs sans travail.

L'anthropologue noue également des rapports inavoués avec la philosophie. La pensée des Philosophes des Lumières puisait dans les relations des ethnographes. Michel Foucault n'évoque-t-il pas cette « philosophie d'ombre » qui ne cesse de hanter les sciences de l'homme et de la société ? Mais la quête de sens du philosophe ne s'identifie pas complètement à celle de l'anthropologue cherchant à comprendre une enfance autre.

La pratique discursive gouverne et mutile. La mise en ordre du magma de l'expérience vécue exigera un strict protocole. Je tenterai pour ma part de jouer sur trois registres. Le plus haut ébauchera une mise en perspective, théorique, discursive, des données de terrain. Le registre médian présentera, à l'état brut, les témoignages. La voix de basse sera celle du coryphée qui exprimera, dans des alternances de parabase, l'opinion de l'auteur. Ce sera le retour d'Ulysse aux Ithèques et vers Pénélope : en un simple mot, le retour du sujet oublié. « Qui est là ? »

1

Sannu da zuwa !

*Sannu da zuwa*¹ ! : « Bienvenue à Nima ! » Longtemps aux marges de la ville, Nima, comme toute « zone » périurbaine, fut l'objet ambivalent de la fascination et de la répulsion. Fascination ? En témoigne le nombre des observateurs qui firent de ce bidonville le lieu privilégié de leur recherche. Enquêtant sur les migrations en Gold Coast, Jean Rouch centrera son regard sur Nima, entre 1952 et 1954². Le témoignage d'Annorbah-Sarpei, véritable observateur-participant, apportera une note plus impressionniste³. Une étude de Sanbrook et Arn s'interrogera sur l'émergence de la conscience de classe parmi les populations laborieuses du Ghana⁴. Ce quartier populaire d'Accra s'est constitué comme une sorte d'archétype des mutations urbaines, du passage du village à la « zone », puis à cet état indéfini, actuellement observable, de brouillon bâclé, inachevé d'aménagement et d'urbanisation. Nima paraît symboliser de multiples transitions : celles du migrant au citadin, de la condition salariale au travail indépendant, au travail sous tutelle ou au travail gratuit, celle de la famille à l'unité domestique.

La répulsion ? Depuis toujours, Nima détient une bien triste réputation. En dépit d'une ébauche d'urbanisation, la « zone » demeure la part maudite de la ville. Le témoignage de H.N. Wellington est tout à fait explicite à cet égard :

-
1. En Hausa, *Sannu da zuwa* ! signifie « bonjour », « salut », « bienvenue ».
 2. Rouch J., 1956, *Migrations au Ghana (Gold Coast). Enquête 1953-1955*, Paris, Société des Africanistes.
 3. Annorbah-Sarpei J., 1983, *Letters from Nima* (première édition, 1969), Accra, Asempa.
 4. Sandbrook R., Arn J., 1977, *The Labouring Poor and Urban Class Formation : The Case of Greater Accra*, Montréal, McGill University, Center for Developing-Area Studies.

« Le premier jour de mes enquêtes sur Nima, je me rendis directement au commissariat de police (Nima Police Station) pour demander une protection rapprochée puisque j'allais devoir y travailler. C'était une zone très peu sûre, avec de nombreuses prostituées et un taux élevé de criminalité. Les journaux d'Accra mentionnaient répétitivement Nima dans leurs chroniques de faits divers⁵ ».

L'escorte policière lui fut accordée. Se familiarisant avec le milieu, il finit par s'en passer. Il rit aujourd'hui de ses appréhensions d'hier. En effet : « Au départ, nous pensions qu'il s'agissait d'une société anarchique. Puis nous découvrîmes une forte cohésion sociale ». Toutefois, son jugement final restera critique : « Comparé à d'autres quartiers d'Accra comme James Town, Nima se signale par d'impressionnantes statistiques de criminalité. Ce faubourg est depuis longtemps réputé pour ses désajustements sociaux⁶ ».

Négative, l'image publique de Nima a force de symbole. Elle est si déplorable que le mot sera volontiers utilisé comme un qualificatif péjoratif marquant le mépris et le dégoût. Je me souviens d'un cours d'Asante Twi, à Legon. L'enseignant, David Adu-Amankwa, était à la recherche d'équivalents pour expliquer le sens des adjectifs les plus usuels. Le mot *bone*, lequel signifie « mauvais », « méchant », fut immédiatement traduit par *Nima*. Parvenu au qualificatif *fi*, qui veut dire « sale », « dégoûtant », il évoqua derechef Nima comme le plus proche synonyme. Interpellé sur les trottoirs de Circle, le jeune de Nima se gardera bien de révéler son origine, celle-ci suffisant à faire de lui un coupable désigné. À la recherche d'un emploi, l'habitant de Nima préférera déclarer résider à Accra New Town ou Adabraka de façon à conserver une chance d'être embauché. Il est vrai que le citoyen se méfie toujours de ses banlieues et des classes laborieuses qui les peuplent.

L'image que Nima projette vers l'extérieur, celle d'un repaire hanté par l'écume de la ville, est cependant bien trompeuse. Elle s'inscrit en total décalage avec la singularité d'un milieu innervé par des réseaux sociaux actifs et multiples, ainsi qu'avec la densité des ramifications communautaires qui s'y tissent. Face à la Ville qui le repousse en lisière, Nima se recompose en une constellation d'univers villageois. Wellington note : « Bien que situé dans un contexte urbain, Nima se caractérise par ses formes d'architecture et sa texture rurale⁷ ». Pour J. Annorbah-Sarpei, Nima est un « village urbain ». Selon lui, « l'agréable atmosphère rurale

5. Entretien avec H.N. Wellington, Kumasi, le 7 mars 1995.

6. Wellington H.N., 1969, *Nima : A Case Study of Spontaneous Urban Housing Growth*, p. 5.

7. Wellington H.N., 1969, *op. cit.*, p. 17.

de Nima-Mamoobi devrait être préservée. La zone arrive au sixième rang des centres urbains ghanéens et forme une communauté stable, dotée de structures sociales très fortes et marquée par la vitalité de ses relations familiales⁸ ».

Il sera ici question des formes urbaines, rurales, symboliques, sacrées de l'Anti-Ville, des activités qui y structurent la vie quotidienne, de la trame des relations sociales qui s'y déploient.

Les formes de la ville

Espace hier vacant, délaissé, Nima est devenu un lieu d'appropriation, de convoitise. La toponymie reflète les disputes. L'appellation de *Ruga*, l'établissement originel, qui fut largement submergé après la construction du quartier résidentiel de Kanda, est d'origine Fulani. Elle signifie « pâture », « campement d'éleveurs », « parc à bétail », « kraal ». Les Fulani, qui en furent les fondateurs, introduisirent le terme *Nima*, qui désignerait « la belle terre », « la terre heureuse », une sorte de Terre Promise. Les Hausa lui imprimèrent une connotation plus mercantile de possession, d'enrichissement. En Hausa, *Nema* veut dire « la propriété », « les biens ». L'endroit serait assimilé à un sas d'accès aux ressources, à l'argent. Plus récente, la récupération sémantique lancée par la communauté Ga traduit une visée de réappropriation foncière. *Nii Ma* serait « la terre du Prince », ce qui légitimerait ses droits de propriété. Le mot *Mamoobi* aurait été donné par la communauté Ga. Son sens serait « les citadins de la vieille ville », c'est-à-dire la population Ga originaire d'Osu. Il exprime la prétention des Ga d'être les maîtres des lieux. Les musulmans, qui, à partir de Nima, furent les précurseurs de l'expansion de ce quartier, l'avaient les premiers baptisé du nom de *Al'Hamdu*, c'est-à-dire « le lieu béni ». Ces flottements dans l'identification de l'espace vécu reflètent une image brouillée. Car comment définir, comment qualifier l'identité, la spécificité de Nima ? Parler de « zone » ? De *zongo* ? De « bidonville » ? De « banlieue » ? De « faubourg » ? Ou bien s'agit-il de l'envers de la ville, de ses « communs » ?

L'apparition de Mamoobi est postérieure à celle de Nima. Nima fut la matrice, établissant la filiation. Ce fut lorsque les terres de Nima se raréfièrent et enchèrèrent que Mamoobi prit son essor. Cependant, les deux quartiers jumeaux ne se ressemblent pas totalement. Lors des

8. Annorbah-Sarpei J., 1974, *Operation « Help Nima »*, Accra, Asempa, p. 23.

célébrations de l'Id'El Fitr ou de l'Id'El Adha, les deux communautés ne s'assembleront pas sur le même *musalla*⁹. Chacune possède son marché. Plusieurs traits distinguent par ailleurs Mamooobi. L'espace y est plus ouvert, plus aéré. Les artères carrossables y sont plus nombreuses. Les marques d'urbanisation sont plus apparentes. La communauté Ga est plus largement implantée. Les gens du Nord y sont pour la plupart d'origine togolaise, les Kotokoli et les Tchamba constituant la majorité. Enfin, les populations du sud du Ghana (Éwé, Fante, Akwamu) y sont installées en plus grand nombre. Mais ces différences ne sauraient effacer les profonds liens d'appartenance à une seule et même communauté urbaine, le partage d'une même condition. Le *gutter* constitue le trait d'union entre les deux quartiers. L'islam les réunit, la mosquée Kado de Nima constituant le lieu privilégié de rapprochement. Mamooobi a grandi sous la poussée de Nima, et la majorité de sa population en est issue, imposant son mode de vie, son état d'esprit. C'est pourquoi il nous arrivera parfois de parler, de façon extensive, de Nima, pour désigner l'ensemble de l'agglomération, c'est-à-dire l'établissement originel et son excroissance, le pôle et de son satellite. Nous pourrions aussi évoquer Mamooobi ou Nima de façon particulière, sans jamais oublier toutefois qu'il s'agit des deux facettes d'un même ensemble social.

Le territoire de Nima/Mamooobi forme un quadrilatère oblong qui s'étire du sud-est au nord-ouest, et dont Nima Highway constituerait l'épine dorsale. Il s'étend sur une surface totale de 291 hectares, dont 158 sont occupés par Nima, et 133 par Mamooobi. Les limites sont fortement accusées, isolant Nima des quartiers voisins. Au sud, la Ring Road sépare avec netteté Nima des quartiers du centre d'Accra, East Ridge, Asylum Down, Adabraka. Vers l'est, la démarcation est tout aussi tranchée, Kanda Highway traçant une frontière stricte avec le quartier résidentiel de Kanda. Au nord, Achimota Highway tient à distance Mamooobi de la zone aisée de Roman Ridge. Au nord-ouest, le contour devient plus flou, Mamooobi s'ouvrant directement sur Kotobabi. Puis, lorsque l'on descend plus au sud, le *gutter* vient établir une claire séparation entre Nima et Accra New Town, Lagos Town et Kokomlemle. Le bidonville se trouve ainsi comme enfermé à l'intérieur d'une enceinte malaisément franchissable et rejeté à l'extérieur de la Cité.

Deux itinéraires transversaux nous permettront de mieux découvrir ce paysage urbain hybride. Partons tout d'abord de Ruga, à l'est, qui fut le premier cheminement vers Nima.

9. Le terme *musalla* désigne l'espace public, l'esplanade sur laquelle s'assemble la communauté musulmane et se tient la prière collective à l'occasion des célébrations de l'Id'El Fitr ou de l'Id'El Adha.

« C'est à travers Ruga que passait le sentier qui, de Nima conduisait à la ville, aux casernes, aux lieux de travail. C'est à Ruga que longtemps les gens de Nima puisèrent leur eau. Ruga n'est plus qu'un vestige du quartier qui fut largement entamé par le lotissement de Kanda à l'époque de Nkrumah. Ruga fut alors voué à la disparition et subit l'assaut des bulldozers. Il fallut tout l'entregent politique de ses notables pour que soit préservé, îlot encastré dans le semis des villas de ce quartier résidentiel qu'est devenu Kanda, un quadrilatère de maisonnées, de baraques disjointes et de parcs pour les chèvres. Une mosquée vient rappeler qu'ici, on est en terre d'islam, parmi les Fulani et les Hausa. Tout en conservant leur mémoire propre, les rescapés de Ruga appartiennent à Nima : ils y fréquentent le marché, participent aux fêtes, s'assemblent dans les mosquées. Devenus adultes, leurs enfants s'installeront à Nima. Une sorte de trait d'union semble désormais relier ces deux quartiers que séparent la muraille et le glacis de Kanda. L'ouverture de Kanda Highway vient accuser physiquement une séparation entre Ruga et Nima qui n'existe nullement dans les représentations ni l'imaginaire¹⁰. »

Sous Acheompong, avait été édifiée, à la limite de Kanda, une muraille de parpaings gris et de fils de fer barbelés protégeant les citadins de Kanda des classes laborieuses de Nima. Elle se dresse encore aujourd'hui, ayant été épargnée par l'ouverture de Kanda Highway, les expropriations affectant uniquement les gens de Nima.

Une fois franchi Kanda Highway, nous butons sur une pimpante mosquée blanche et verte qu'édifièrent, et que fréquentent, le vendredi, les gens de Ruga. Puis, nous pénétrons dans le cœur de Nima, dans le réseau serré, sinueux des venelles de 441 (*Four-Four-One*). Le passage est étroit. Le sol est poussiéreux, spongieux, et laisse apparaître des écueils de rocaïlle. L'extérieur des maisons est aveugle. Le seuil ouvre sur un monde d'effervescence et de labeur, animé par les femmes et les enfants, apaisé par les vieillards. Dans la cour centrale ou sous les vérandas, on fait bouillir de la bière de mil (*pito*), on fabrique de l'huile de palme, on s'active autour des foyers pour préparer le repas du soir. Une école coranique se tient dans un coin. Dans l'une de la douzaine de chambres qui s'agencent rectangulairement autour du patio commun, un salon de coiffure est ouvert. Dans une autre, on découvrira un atelier de couture. À l'extérieur, une fillette, sur une tablette de bois, propose à la vente, du sel, du piment, des sardines, du sucre et des friandises.

Ici et là, le chemin s'élargit et l'on traverse une placette où des hommes jouent aux dames, et où, plus rarement, un groupe de jeunes se

10. Lettre à Maguy. Nima, le 7 décembre 1994.

disputent autour d'une table de ping-pong. Parfois, nous dépassons un appentis où une affiche de film américain de Série B signale l'existence d'une salle de vidéo-cinéma. Puis, nous parvenons à un autre quartier, *gutter*, qui représente l'extrémité nord de Nima. L'atmosphère de bas-fonds s'épaissit, bien que le paysage ne soit pas très différent de celui aperçu à *Four-Four-One*. Situé en contrebas, *gutter* voit passer dans ses ruelles, qui forment des dizaines d'égouts à ciel ouvert, les eaux usées des hauts du bidonville. En saison des pluies, ce quartier se transforme en cloaque fétide. Nous arrivons enfin au véritable *gutter*, le drain stagnant qui sépare Nima de Mamooobi. Une passerelle franchit l'égout central, conduisant directement à un quartier jumeau, *Mamooobi Gutter*. Dirigeons-nous plutôt à travers le marché au bois, et franchissons Nima Highway.

Les bas de Nima West ressemblent aux bas-fonds déjà parcourus. Puis, lorsque l'on remonte vers les hauts du quartier, on traverse un tissu urbain plus composite. Un gigantesque dépôt d'ordures se dresse à mi-pente. Puis on atteint le secteur qui fut remanié par une opération d'aménagement. Quelques embryons de rues pénètrent dans le tissu dense de l'habitat. Lorsque l'on parvient à l'Islamic Research Center, l'espace devient plus ouvert, et certaines résidences d'apparence plus cossues témoignent de transformations récentes. On atteint ici une zone de transition qui évoque Lagos Town, situé de l'autre côté du *gutter*.

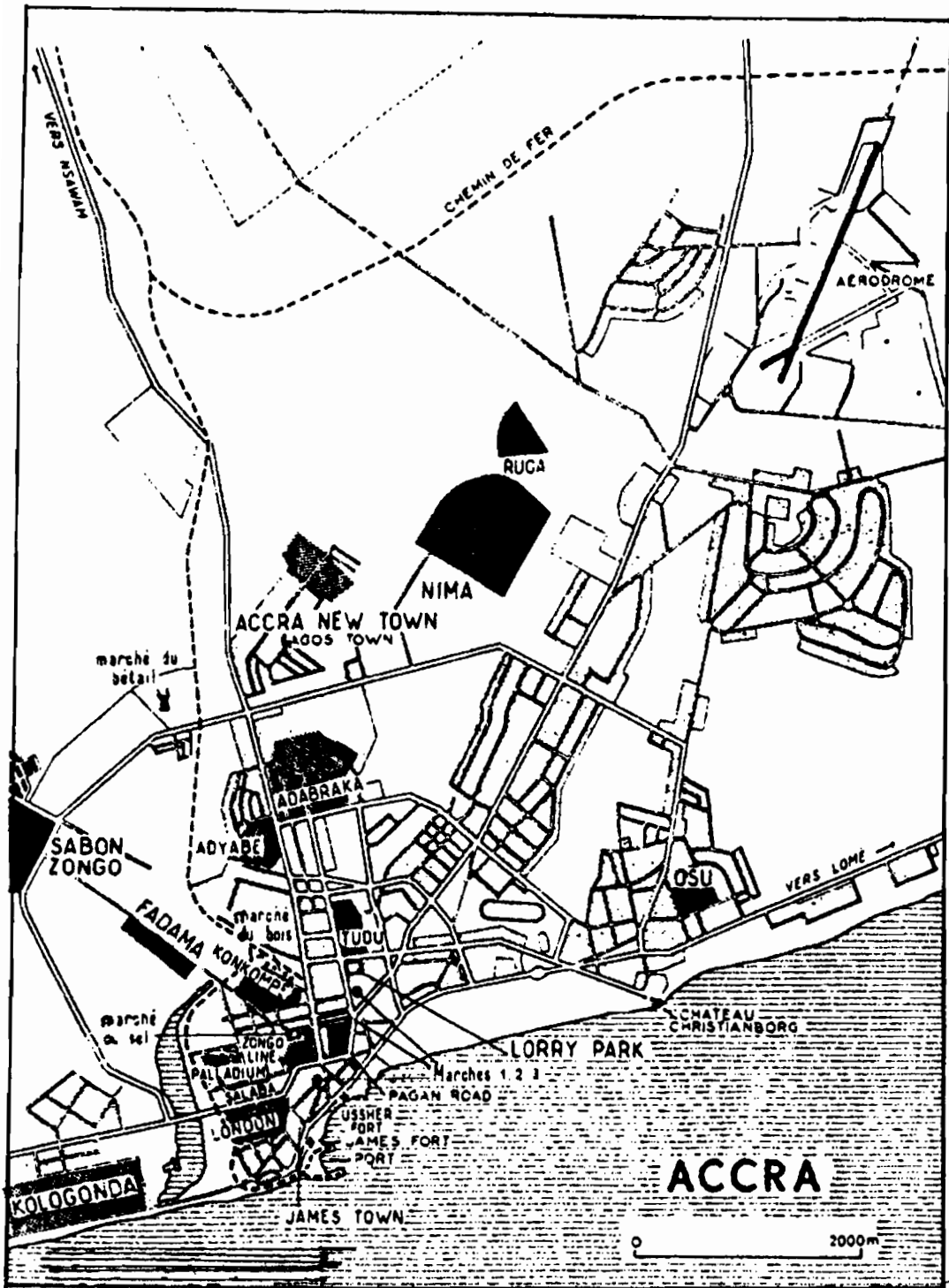
La seconde transversale partira du commissariat de police, Nima Police Station. Celui-ci regarde vers la Ring Road et vers Circle. Il tourne ostensiblement le dos à Nima. Les policiers se défient des gens de Nima. Ils les craignent. Ces derniers se méfient d'eux, et les tiennent à distance. Nous remontons Nima Highway. Sur notre gauche, l'espace est occupé par des garages et des ateliers de réparation de voitures. Ici on trouve un spécialiste des Mercedes. Plus loin, un garage réparant les Peugeot. Ailleurs, on rafistolera les Datsun, les Nyssan et les Toyota. De l'autre côté de la route, on aperçoit des groupes scolaires modernes. Les écoliers ne viennent pas de Nima, mais des quartiers du centre d'Accra, Asylum Down, Adabraka, Circle. De même, ceux qui viennent faire réparer leur 4x4 Nyssan ou leur Mercedes sont d'ailleurs. Cette périphérie semi-urbanisée n'appartient pas à Nima. Elle constitue un appendice extérieur à l'usage des habitants du centre ville, une sorte de glacis qui éloigne l'objet de leurs fantasmes.

Une fois parvenu à « Nima Round-About », on passe à un milieu urbain plus mélangé. C'est une zone de transition, un vestibule de Nima. Sur la gauche, une route descend vers le *gutter* qu'un pont franchit, conduisant à Lagos Town et à New Town. Sur la droite, s'élève un hôtel

de seconde catégorie, Panafrican Hôtel. Une voie débouche sur le Grand Hôtel Park qui sert de lieu de prière collective pour la communauté musulmane lors des célébrations de l'Id'El Fitr et de l'Id'El Adha. On aperçoit plus loin un quartier semi-résidentiel appelé « Frankie's », du nom d'un bar-dancing fort populaire. Au-delà, une vaste superficie est occupée par le complexe de l'église presbytérienne qui, outre le lieu du culte, comprend une école et un centre de formation. L'endroit est fréquenté quasi exclusivement par des fidèles Éwé et Fante venus d'Adabraka et de Circle. Revenons au Rond-Point. L'empreinte de Nima se renforce sans devenir prédominante. Sur notre droite, nous dépassons le vaste complexe de l'église catholique, fréquentée par des gens du Sud, étrangers à Nima, la St Kizito Catholic Church, qui abrite un groupe scolaire, puis une station d'essence Shell toute moderne jouxtant les locaux récents de la maternelle de l'Association des femmes, 31st December Women's Movement. Sur l'autre trottoir, quelques boutiques se sont récemment ouvertes. Le bâtiment le plus connu et le plus ancien est le cinéma Univers (« Dunia Cinema ») qui, à l'occasion, sert de lieu de réunion aux communautés et aux associations de Nima. Une fois dépassés les locaux du sous-district, on trouve le bureau de poste, une bâtisse vétuste.

La passerelle métallique vert de gris qui sert de passage piétonnier au-dessus de Nima Highway marque la véritable entrée à l'intérieur de Nima. Sur la droite, la gare routière s'anime dès 4 heures du matin. Le marché est actif quotidiennement, avec toutefois un jour, le mercredi, où il se répand dans les artères voisines. Lorsque l'on descend Nima Highway pour se diriger vers Mamooobi, les échoppes basses des libraires qui vendent des livres religieux en Hausa, plus rarement en arabe, annoncent la mosquée centrale, Kado Mosque, où se tient la prière du vendredi, ainsi que des réunions sociales de la communauté musulmane. À l'ombre du mur, des mendiants sont assis en permanence. En face, sur le trottoir de droite, se dresse la seule banque de Nima, Bank for Housing and Construction, laquelle ouvrit ses portes en 1997. Quelques immeubles à deux étages ont récemment surgi. L'un abrite une officine pharmaceutique fort accueillante, Asuo Afram Chemists. Les trottoirs sont larges, et des revendeurs y ont dressé leurs étals, vendant des fruits ou du poisson séché. D'autres ont disposé leurs produits, des ignames, du manioc, de la fripe, de vieilles chaussures, du bois de feu, à même le sol. Quelques immeubles à un étage sont séparés par des interstices de baraquements et de terrains vagues. Du côté gauche de l'artère centrale, les immeubles à étages font figure d'exception. Les maisons basses, les terres en friches se succèdent. Incongrue, une bâtisse de trois étages de

Carte n° 1
Le centre d'Accra en 1952



couleur ocre vient d'être érigée, sans que personne ne sache véritablement quelle sera sa destination finale. Contigu, un vaste terrain vacant, protégé par des barricades de tôles et de planches, est la propriété de l'Église apostolique. On peut observer que, même le long de cette saignée urbaine que constitue Nima Highway, l'urbanisation reste balbutiante, inaboutie.

Une fois franchi le *gutter*, l'artère centrale semble plus densément aménagée. Les « Forex Bureaux », les échoppes se font plus nombreux. Sur la droite, plusieurs immeubles se côtoient, l'un abritant diverses institutions islamiques. On peut apercevoir l'imposante mosquée Kotokoli, qui fut construite, au cours de la dernière décennie, avec l'argent d'un parvenu qui fit fortune dans le trafic transfrontalier de main-d'œuvre. Dressant fièrement la masse de ses trois niveaux et de ses deux minarets ouvragés, elle semble lancer un défi à l'ancienne mosquée Kado qui s'élève, plus modestement, sur les hauteurs de Nima. Au-delà du marché de Mamooobi, on entre dans une zone de transition. La clinique iranienne, à la limite de Kotobabi, est visible. Puis l'on pénètre, comme à l'entrée de Nima, dans l'aire intermédiaire des garages et des ateliers de réparation automobile. La route tourne à angle droit vers la gauche, et conduit bientôt à une nouvelle mosquée toute blanche. Celle-ci, de dimension plus réduite et ne comprenant qu'un seul niveau, Rasul Al Akram Mosque, est le lieu de prière pour la petite communauté chiite d'Accra. Un nouveau virage à angle droit nous dirige vers Achimota Highway. Nous traversons une marche urbanisée, identique à celle de l'entrée de Nima autour du poste de police, qui n'a rien à voir avec Mamooobi, mais vient conforter la barrière que constitue la voie à circulation rapide. Tournant le dos à Nima-Mamooobi, le lycée de filles, Accra Girls Secondary School, symbolise cette rupture entre deux mondes.

Ces deux parcours transversaux laissent apparaître la polarisation cardinale qui organise l'espace vécu en deux milieux antagonistes. Nima Highway, l'un des axes qui structurent Nima, représente l'intrusion de la ville extérieure dans un univers villageois et au sein d'une cité musulmane. C'est une balafre étrangère dans un tissu social compact. Didier Daeninck, dans son ouvrage *En marge*, écrivait : « Paris s'est toujours insinué dans sa périphérie. Un voyage sur la Seine, passé les lumières de la Défense, nous montre les cicatrices des "communs" de la ville ». Transposés, ces mots s'appliqueraient aux choses vues à Nima.

« Si l'on circule sur Nima Highway, large, bitumée, bordée par des semblants de trottoirs, on observe tous les signes extérieurs d'une ville.

Des boutiques, des échoppes, des immeubles s'alignent de chaque côté de l'avenue : pharmacies, salons de coiffure, ateliers de confection, chop bars, magasins de matériel électrique, de plomberie, Forex, Vidéo Cinémas. L'atmosphère est celle, banale, urbaine, d'une rue commerçante, bruyante, agitée, affairée, tumultueuse. Mais Nima Highway, cette large balafre qui éventre le bidonville du nord au sud, est étrangère à Nima. Percé dans les années Acheampong, cet axe rectiligne avait une fonction stratégique (le contrôle, le maintien de l'ordre) et urbanistique. Il constituait une tête de pont jetée en vue d'une opération de plus large envergure, l'objectif visé étant d'anéantir Nima, de nier son existence en tant que communauté sociale¹¹ ».

Le second axe cardinal qui structure et confère son identité à Nima est le *gutter*. Si Nima Highway représente une sorte d'artifice urbain, un linéament de ville, un élément rapporté, surimposé, extérieur, le *gutter* ouvre sur l'intérieur même de Nima.

« Nima, c'est d'abord un égout à ciel ouvert, une profonde échancrure, ourlée par des amas d'ordures et d'immondices – le *gutter*. L'égout prend naissance sur les hauteurs de l'aéroport. Il fut creusé par l'armée américaine durant la Deuxième Guerre mondiale. Il se fraye sa tranchée d'est en ouest dans la ravine qui sépare la colline de Nima de celle de Mamooobi. Puis, brusquement, vire vers le sud, traçant la frontière avec les quartiers plus aérés, plus huppés de Lagos Town et de Accra New Town, habités par des fonctionnaires, des employés, des ménages appartenant aux classes moyennes de la société ghanéenne. Il va ensuite se perdre dans le Korle Lagoon, en bordure de l'Océan. Le *gutter* est le cœur même du bidonville. Il lui donne son odeur. Il est le réceptacle de mille ruisseaux charriant les eaux usées et les déchets, qui suivent, au centre des venelles, les lignes de pente des deux collines. Les tout-petits, pieds nus et ventre nu, pataugent, sautillent, s'éclaboussent dans ce marécage brunâtre et fuyant. Ainsi, l'égout innerve-t-il, par ses minces et multiples veinules, l'ensemble des bas-fonds, et reproduit-il dans les ruelles étroites et tortueuses les mêmes odeurs suffocantes, la même pestilence. Pour les gosses, le *gutter* est le principal espace de jeu et d'aventure. C'est le terrain de l'évasion et de l'imaginaire. Le *gutter* est le territoire rêvé de leurs loisirs. On dit ici *play gutter* pour désigner les formes d'évasion et d'escapade inventées dans l'éboulement des ordures. *Play gutter* est une

11. Lettre à Maguy, Nima, le 2 mars 1994.

activité presque aussi populaire que jouer au football. C'est tout dire. Le *gutter* fait Nima et Mamooobi¹². »

Dans son mémoire, H.N. Wellington différencie trois cercles qui témoigneraient des degrés plus ou moins avancés d'urbanisation. Toutefois, la texture de Nima n'a rien de concentrique. Elle emboîte des strates, distinctes, enchevêtrées d'aménagement de l'espace. Pour ma part, je préférerais parler de paysages urbains en damier, contrastés, stratifiés. Le premier, aux deux extrémités nord et sud, est la frange urbanisée, la part laissée à la ville extérieure. Cet espace marginal est étranger à Nima. Un second paysage, celui du quartier « Frankie's » ou des hauts de Mamooobi, celui aussi des secteurs aménagés de East Mamooobi et de Nima West, laisse apercevoir un milieu de mixité, de transition. L'espace, interstitiellement urbanisé, conserve fortement l'empreinte du bidonville qui refuse de se laisser déposséder. Un troisième type de paysage reflète les effets de l'ouverture en 1975 de Nima Highway. Une traînée d'urbanisation scinde le bidonville en deux parties. Celle-ci se propage le long de quelques rues latérales. Conquis par la ville, cet espace reste cependant disputé. Les gens de Nima se réapproprient insidieusement ce milieu, transformant l'artère commerciale en aire foraine, en espace public et point de rencontre, en lieu de prière, en cadre de la vie nocturne. Paradoxalement, l'ouverture de Kanda Highway n'aura eu qu'un effet mutilant. Il n'a nullement engendré une poussée d'urbanisation et d'activités commerciales. Le paysage de l'intérieur de Nima conserve, intacts, les traits de la constellation villageoise, de la cité musulmane, du bidonville, du quartier populaire. Plusieurs secteurs de Nima, comme *Kasuwa*, derrière le marché, *Two-Two*, qui fut l'ancien domaine des prostituées, *Fifty-Fifty*, non loin de la mosquée Noga et de la mosquée Hausa, *Dogo Bola*, à proximité de la mosquée centrale, *Four-Four-One* ou *Gutter*, ont résisté aux assauts de la ville. Il en est de même, de l'autre côté du *gutter*, sur le versant qu'occupe maintenant Mamooobi, de *Al'Hamdu*, de *Mamooobi Gutter* ou de *Mamooobi Kasuwa*.

L'espace vécu est lui-même diversifié. Y coexistent un espace public, un espace ouvert, un espace sacré, un espace clos. L'espace public est celui réservé aux équipements collectifs. Il est exigu, car, à Nima, les infrastructures font défaut. Hormis Nima Highway, les voies publiques, carrossables constituent un réseau limité, irriguant seulement les deux glacis extérieurs, la zone du marché et de la gare routière, East Mamooobi et Nima West. Ailleurs, la densité de l'habitat interdit toute pénétration

12. *Ibid.*

des automobiles. Le système de drainage est plus limité encore, puisqu'il se réduit aux rares axes aménagés. Les ordures, sur les monticules des dépôts, sont rarement enlevées. Des toilettes publiques sont disséminées dans les divers quartiers. Le nombre de points d'eau à usage public s'est multiplié. Mais, il n'existe aucune institution publique de santé. Les écoles, qui se sont ouvertes récemment, sont d'initiative privée. De Nima, l'espace public ne prend que la portion congrue.

L'espace ouvert correspond aux lieux de vie, de rencontre et d'échanges. Le marché central, celui de Nima, le marché satellite, sur Mamooobi, symbolisent cette ouverture. Mais la population de Nima s'est appropriée des pans entiers de l'espace public. Nous avons évoqué la reprise de possession des bas-côtés de Nima Highway. Des lieux de rencontre, de petites places de village viennent aussi échancrer le lacis serré des ruelles à l'intérieur de Nima. Parfois, ce sera un espace extérieur qui sera annexé et ouvert comme terrain de jeu ou espace de prière, comme c'est le cas de « Brigade Camp », rebaptisé « Montréal Park » par les gosses de Nima.

L'espace du sacré occupe une superficie considérable. Les musulmans ont diffusé dans tous les recoins de Nima des lieux de prière. Outre la mosquée centrale de Nima, Kado Mosque, et la mosquée Kotokoli qui lui fait face sur le versant opposé de Mamooobi, on trouve un nombre important de mosquées secondaires. Les unes rassemblent les musulmans d'une communauté particulière. Il en est ainsi de la mosquée Noga sur *Fifty-Fifty* que fréquentent surtout les Mossi, de la mosquée de Malam Baro, en face du marché, où se retrouve une partie de la population Dogon, de la mosquée Hausa en descendant sur *Two-Two*, ou des deux mosquées Fulani de *Four-Four-One*. Les autres constituent les points de rassemblement de musulmans appartenant à des obédiences particulières. Les fidèles de la Ahmadiyyah Mission fréquentent une mosquée du côté de « Frankie's ». Les *Wahhabbi* se sont appropriés l'immeuble du Islamic Research Center. Quant aux représentants de la *Shia*, ils ont maintenant leur propre mosquée sur les confins de Mamooobi. Mais, lors de la prière de midi, ou bien chaque vendredi, l'espace de l'islam se dilate et se répand dans les rues, aux abords du marché et sur *Fifty-Fifty*.

L'emprise foncière des églises chrétiennes est sans commune mesure avec leur influence sociale. Les unes se sont établies ici parce que les terrains y furent jadis plus aisément disponibles que sur Adabraka ou sur Asylum Down. C'est le cas en particulier de l'église presbytérienne, Presbyterian Church of Hope, qui s'est acquis une immense surface sur les hauts de Nima. Il en est de même pour la paroisse catholique qui, sur sa vaste concession, a ouvert un groupe scolaire, un dispensaire, un centre

de formation professionnelle pour les filles, une coopérative de crédit. De son côté, l'Église apostolique détient une large superficie sur la Nima Highway, qu'elle garde en réserve. Les évangélistes occupent un important lopin de terre, qu'ils ont enclos d'un mur, sur les hauts de Mamooobi, où ils ont ouvert une centre de formation que fréquentent surtout des Frafra. Les Églises spiritualistes, Muzama Disco Kristo Church ou Church of the Lord Aladura que fondèrent les Yoruba, les seules véritablement familières aux gens de Nima, ont une présence plus discrète.

L'espace clos est fait de ruelles étroites, d'habitations basses, aveugles, serrées les unes contre les autres, de murs de torchis. Une porte étroite ouvre sur l'univers domestique, jalousement protégé de l'extérieur. Des baraques de planches, des appentis de tôles s'agglutinent dans les interstices. Parfois, un arbre se dresse au centre de la maisonnée. Il signale que nous accédons à un « palais », la demeure d'un responsable d'une communauté de « pays », Sarkin Mossi ou Sarkin Zabarima. Le passage d'une communauté villageoise à une autre est marqué par un élargissement de la venelle qui s'épanouit en placette où l'on s'assemble, on devise, on se repose, on joue.

Hétéroclite, l'habitat est en correspondance avec la disparité des paysages urbains. À chaque paysage correspond sa forme dominante d'architecture. Dans leur gradation, les types d'habitat traduisent le passage de la précarité du campement ou du bidonville, que symbolisent l'abri, l'auvent ou la baraque, à l'établissement permanent d'une cité musulmane, sous la forme de la maisonnée, puis à l'intrusion de l'urbanisation, laquelle se matérialisera par la résidence, pour en arriver au centre commercial, que figurera l'immeuble. Le mouvement des formes architecturales conduit de l'errance à l'enracinement, de l'exil au séjour, de l'intérieur, musulman, villageois, domestique, à l'extérieur, banalisé, urbanisé, étranger. La coexistence de strates distinctes d'habitat manifeste que la normalisation, l'intégration urbaines n'ont pas abouti. Dans son cœur, Nima persiste à lier plusieurs projets : la constellation villageoise, la Cité divine, la ville à part, le faubourg populaire, l'agglomération urbaine. Les formes de l'habitat renvoient ainsi à l'archéologie de Nima, à son histoire. Les figures de la ville sont multiples, et reflètent des pratiques sociales, des cultures, des états d'esprit différenciés.

La forme la plus élémentaire de l'habitat est constituée par la baraque. Celle-ci représente le passage du campement de l'éleveur au bidonville du travailleur migrant. Toutefois, il ne s'agit nullement d'un vestige du passé. Les cahutes surgissent aujourd'hui comme une réponse à la contrainte spatiale. Les baraques occupent près de 10 % des surfaces

habitées, leur emprise tendant à s'élargir. Tantôt, elles s'édifieront sur un terrain vague. Le plus souvent, elles s'insinueront dans le tissu construit, s'adossant aux maisonnées comme de simples appentis, ou se casant entre deux habitations. Parfois, elles se dresseront comme une riposte aux opérations subies d'aménagement au bulldozer, comme ce fut le cas sur East Mamooobi, partant à la reconquête de l'espace confisqué par l'ouverture de rues. Les matériaux sont composites : planches, tôles, toile de jute, sacs en plastic, parpaings, zinc, ciment, carrosseries d'automobile, faisceaux de branches, torchis. Cela ira du simple abri, largement ouvert aux intempéries, à la cabane, plus solidement fabriquée et aspirant à se constituer en maison, avec un sol de ciment, avec une alimentation en électricité, avec un auvent protecteur sur le seuil, tenant lieu de vivoir, de cuisine et de patio. La baraque, le plus souvent, ne comprend qu'une seule pièce intérieure. Peut y être accolé un hangar bas qui servira de remise ou de dortoir pour les enfants.

La forme la plus populaire d'habitat correspond à la maisonnée. C'est un ensemble clos, construit naguère en pisé et aujourd'hui, plus usuellement, en briques de terre séchée, mélangée de ciment. La toiture est faite de tôle ondulée. Le mur extérieur est dépourvu d'ouvertures. Ni fenêtres, ni fenestrons, ni lucarnes. Seule l'étroite porte d'entrée permet d'accéder à l'intérieur. La forme est celle d'un rectangle légèrement oblong d'une envergure de 20 m x 24 m. Le centre est occupé par une cour, qui est l'empire des femmes et des fillettes, lesquelles s'en servent comme endroit de cuisine, deux ou trois foyers témoignant de la présence de plusieurs unités domestiques, ou de la cohabitation de plusieurs épouses, qui y font la lessive ou y transforment des produits pour la vente. Le patio représente l'espace de la vie commune. Une véranda, plus ou moins continue, aménage un abri protecteur sur le pourtour. C'est là que l'on préférera dormir si l'harmattan ne souffle pas, si l'orage ne cingle pas les murs. Des portes ouvrent sur les pièces d'habitation. Chaque maisonnée en comprend de 12 à 14. Une chambre est occupée par deux personnes en moyenne. La plupart des familles disposent de deux chambres au minimum. Quant à l'unité domestique, elle utilisera de 4 à 6 pièces, parfois plus. La maisonnée est habitée par un total de 25 à 30 personnes. La population est d'origine variée, mais les « pays » s'efforceront de se rapprocher, et les musulmans préféreront se retrouver entre eux. La maisonnée est l'archétype de la cité musulmane. Elle représente la forme architecturale de l'enracinement de la classe laborieuse et de la pérennisation du *zongo*. L'intérieur de Nima, ses bas-fonds sont formés d'une trame serrée de maisonnées qui correspond à 70 % de l'espace habité.

Plus récente, l'apparition de la résidence introduit sur Nima une forme insolite, étrangère d'habitat. Celle-ci est le symptôme de l'intrusion urbaine, de la pénétration de communautés originaires du Sud : Éwé, Ga, Fante. Un mur d'enceinte isole la parcelle appropriée de l'extérieur. La cour ne constitue pas un espace de vie, mais un second écran protecteur. Le bâtiment, compact, ne comprend qu'une demi-douzaine de pièces. Exceptionnellement, il comportera un étage. Mais, plus fréquemment, l'habitation se réduira à un plain-pied. Ce corps de logis abritera une famille restreinte appartenant à l'élite sociale et provenant le plus souvent d'un autre quartier de la capitale. Ce type de famille aspirera à vivre à part, affichera sa distinction. Une telle conception de l'habitat comme enclos privé paraît aberrante aux gens de Nima, qui voient dans le lieu de vie, l'ébauche d'une communauté. Les résidences essaient à la périphérie de Nima. Elles occupent moins de 10 % de l'espace habité, mais, avec la spéculation foncière qui sévit sur Accra, elles gagnent insensiblement du terrain.

Plus exceptionnelle, plus étrangère encore, une autre forme d'habitat fit son apparition sur Nima depuis l'ouverture de Nima Highway : l'immeuble. Elle traduit l'expansion du centre commercial d'Accra le long de la voie à grande circulation. La plupart des locaux sont occupés par des bureaux ou des magasins. Rares à Nima, ces immeubles à deux étages se sont multipliés sur Mamoobi. Ils n'occupent à présent qu'une portion négligeable de l'espace construit.

Familière, une autre forme de construction s'égaille un peu partout : le kiosque. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une habitation, mais d'une structure précaire abritant un atelier ou une boutique. Mal tolérés par la municipalité, ces kiosques, qui sont uniformément peints de couleur bleu, sont déplacés fréquemment d'un lieu à un autre pour échapper à la destruction.

De ce voyage à l'intérieur de Nima, nous retiendrons plus particulièrement ces deux formes persistantes de l'espace vécu que l'urbanisation amorcée n'a guère réussi à effacer : le village urbain, la cité musulmane.

Les travaux et les jours

Comme l'espace habité, le temps sera, sur Nima, façonné par le travail. Mais si, à l'intérieur de l'Anti-Ville, les formes de l'environ-

nement et de l'habitat sont empreintes d'une impressionnante perdurabilité, le rythme des jours a profondément fluctué sous l'effet des métamorphoses du travail. Dans les premiers temps, la migration de travail était saisonnière. Elle vivait selon les rythmes de la communauté rurale. Elle n'entraînait que des hommes jeunes ou des adolescents de 16 à 18 ans, durant la saison morte. Tous descendaient à pied de la zone soudano-sahélienne au début du mois d'octobre, certains s'arrêtant dans la zone forestière pour se faire embaucher sur les plantations de cacao ou se joindre à une équipe de bûcherons, d'autres poursuivant leur chemin jusqu'aux villes du littoral. Pour ceux qui trouvaient un emploi de manoeuvre sur Accra, Nima ne représentait qu'un campement provisoire. Dans le courant du mois d'avril, ils remonteraient vers le nord afin de participer, dans leur village natal, aux travaux agricoles et aux célébrations sociales. Une demi-douzaine de navettes saisonnières leur permettront de soutenir le groupe familial au pays, de s'établir, de se marier. D'autres, plus jeunes, moins expérimentés, prendront le relais. La première génération des travailleurs migrants se conformera à ce cycle saisonnier, se partageant entre l'exil et le retour, l'activité agricole et le labeur sur les chantiers ou les plantations, entre la communauté rurale et la ville étrangère.

Les générations suivantes de travailleurs migrants abandonnèrent ce rythme binaire, saisonnier, et délaissèrent progressivement les activités agricoles. L'emploi se fit permanent. Nima devint la communauté de vie. La ville extérieure constitua le lieu du travail stable, continu. Le village natal se transforma en but occasionnel de visite. Les retours s'espaceront au rythme de la célébration des funérailles. Ils seront rarement définitifs. Le travail continuera de se décliner au masculin. Les épouses sont rares, les prostituées, nombreuses. Se convertissant à l'islam, l'exilé s'intègre à une nouvelle communauté. À Nima, il vit dans un espace en marge, hors normes, hors-la-loi. Il se sent protégé de la ville aliénante. Dans son espace de vie, il se familiarise avec une culture, sahélo-soudanienne, composite, cosmopolite, musulmane, celle des gens du *zongo*, que Abner Cohen qualifie avec pertinence d'« ethnicité urbaine¹³ ». À travers son milieu de travail, il subira l'empreinte de la culture étrangère, celle des Blancs, celle des chrétiens, celle des citadins. Pour sa part, il n'appartient pas à la Ville. Il lui demeure étranger. Le seul rythme que celle-ci lui imposera sera son horaire de travail.

Une étape nouvelle s'ouvrira, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, avec l'arrivée des femmes venues du nord qu'ont choisies pour épouses les hommes de labeur, implantés à Nima. Celles-ci imposeront

13. Cohen A., 1969, *Urban Ethnicity*, Londres, Tavistock.

leurs propres rythmes, leurs pratiques sociales, leur culture de village. Durant la journée, l'homme part à l'extérieur, rejoint son milieu de travail. La femme devient la maîtresse de l'espace intérieur, celui de l'unité domestique, puis familiale, celui du village recomposé. S'impose ainsi un cycle diurne, fait de l'absence de l'homme et de la présence de la femme, qui ressuscite, au sein de la cité musulmane, l'univers villageois. Des communautés de proximité se forment avec leurs lieux de rencontre, leur espace public, leur marché, leur ambiance rurale. Lorsque, à la tombée de la nuit, l'homme de labeur regagne sa maisonnée, il sera happé par cette culture qui mêle l'islam au terroir.

Avec l'approfondissement du marasme économique dans la seconde moitié des années 70, l'ordre des jours se complique. L'élément nouveau sera constitué par la mise au travail des femmes. Le rythme de leurs activités ne coïncide pas avec celui des hommes. Elles commencent dès l'aube, avant le dernier chant du coq. Soit elles doivent préparer la nourriture qu'elles vendront, dès le matin, sur les trottoirs aux travailleurs qui vont rejoindre le lieu de leur emploi. Soit il leur faudra se rendre à James Town pour acheter à la criée du poisson frais, ou à Agboblshie Market pour s'approvisionner en légumes qu'elles revendront dans la journée sur le marché. Le cycle du travail des hommes s'est simultanément brouillé. Le salaire ne suffisant plus à faire face aux besoins de la famille, les gains des femmes restant aléatoires, nombre d'entre eux combineront deux activités, l'une de jour, l'autre nocturne. Certains seront contraints de reprendre le chemin de l'exil, vers le Nigeria en particulier. S'amorcera un effacement du rôle, économique, social, parental, des hommes.

Avec la crise de l'ajustement structurel qui hantera les deux dernières décennies, le rythme des travaux et des jours s'embrouillera un peu plus. Dès lors qu'il devient nécessaire de mobiliser la moindre parcelle de force de travail pour survivre et que les familles se recomposent en unités domestiques, les activités se diversifient, chacune obéissant à un emploi du temps particulier. Plusieurs éléments viennent s'ajouter qui fractionnent les séquences de la vie sociale. Le chômage crée la condition flottante de l'homme désœuvré qui s'épuise dans l'attente et l'errance. La tendance à la scolarisation imprime un calendrier particulier aux écoliers. Le système de l'alternance impose ses cadences syncopées ; à une semaine de classe dans la matinée, succédera une autre, dans l'après-midi. Le travail des femmes se professionnalise, et nombre d'entre elles se livrent au commerce à longue distance ou au trafic transfrontalier, ce qui engendre de fréquentes périodes d'éloignement. L'installation récente d'habitants originaires des régions méridionales, venant souvent d'autres quartiers de

la capitale, représentant des couches sociales plus aisées, christianisés en majorité, introduit également de nouveaux modes d'usage du temps.

Un jour ordinaire à Nima commencera avant l'aube. Dès 3 heures du matin, une partie des femmes se lèveront afin de préparer des aliments destinés à la vente. Une heure plus tard, les fillettes se retrouveront autour des points d'eau pour remplir de vastes cuvettes qu'elles emporteront sur la tête jusqu'à la maisonnée. Leur seconde corvée sera de collecter les ordures ménagères avant de les déverser sur la décharge la plus proche. Peu après 4 heures, les premiers transports collectifs, taxis et *trotros*¹⁴, quitteront Nima. Les passagers sont surtout des commerçantes qui partent s'approvisionner sur les marchés de Makola, de Kantamanto ou d'Agbobloshie. Vers 6 heures, alors que le jour se lève, les stations de transport s'activent. Jusqu'à 9 heures, il deviendra difficile d'embarquer sur un véhicule, et les files d'attente s'allongeront. Peu après, le marché commencera à s'animer. Le long des rues, les passants sont nombreux. Ils s'arrêtent volontiers sur un banc, auprès d'un étal où une femme vend du riz aux haricots ou du thé au lait, avant de reprendre leur marche vers leur lieu de travail. En effet, beaucoup de travailleurs ont gardé l'habitude de s'y rendre à pied. Dès 7 heures, les écoliers en uniforme, chemise jaune, culotte ou jupe marron, empruntent les transports publics pour gagner leur école ou leur collège. Hormis les English-Arabic Schools, il n'existe pas sur Nima d'institutions d'éducation destinées aux enfants du quartier. Ceux-ci fréquentent des établissements situés à la périphérie, à Kanda, à Adabraka, à Kotobabi. Nima Highway s'encombre, à cette heure du jour, de véhicules descendant vers le centre d'Accra. On s'affaire autour des boutiques le long de l'artère commerciale. Une intense activité de revente au détail, de services, de petite production (salons de coiffure, ateliers de couture, échoppes de réparation de radios ou de deux roues, hangars de menuiserie...) se dissémine dans les ruelles, sur les placettes et jusqu'à l'intérieur des maisonnées.

Peu après une heure, le travail s'interrompt. C'est l'instant de la prière. Les aînés gagneront la mosquée centrale ou les mosquées de quartier. Mais la plupart s'assembleront sur des lieux de prière improvisés, à proximité de leur travail, sur le marché, sur les trottoirs de Nima Highway, ou le long des rues de *Fifty-Fifty*. Puis chacun reprendra le fil de sa journée. Les enfants qui ont eu école le matin regagnent Nima, alors que ceux qui sont de l'après-midi prennent le chemin des écoliers. Vers 5 heures du soir, les hommes qui ont un travail de nuit s'apprentent à gagner, à pied, leur lieu d'activité. À partir de 7 heures, les femmes, après

14. *Trotro* est le terme familier qui désigne, au Ghana, les minibus utilisés comme transports collectifs.

avoir passé leur journée sur le marché ou à des points de vente situés à l'extérieur de Nima, regagnent leur maisonnée afin de préparer le repas du soir. L'activité des stations de transport commencera à ralentir, alors que le marché restera fréquenté jusque vers les 10 heures du soir. Cependant, lorsque la nuit sera tombée, l'animation se déplacera vers les abords de Nima Highway où, sous la lumière des lampadaires, la vie sera intense jusqu'aux abords de minuit. Certains choisiront de dormir sur les trottoirs. La ville s'assoupit, vibrante seulement des rumeurs parvenant, amorties, du centre d'Accra. Bientôt, ce sera un autre jour, ponctué par les mêmes rythmes.

La routine quotidienne peut subir de légères modifications, sans que son ordonnancement se trouve totalement altéré. Le marché hebdomadaire, le mercredi, représente une journée particulière. La foire se répand dans les rues de *Fifty-Fifty*. Des commerçants affluent des autres *zongo*, Madina, Adenta, Sabon Zongo, Ashaiman. Des bus déversent des négociants venus de l'Eastern Region, de la Volta, du Togo. De 10 heures du matin à 4 heures de l'après-midi, la cohue devient compacte, et les échanges battent leur plein. Puis le marché retrouvera son rythme de croisière. Le vendredi, la prière du midi paralyse l'agglomération. La foule, vêtue de tuniques immaculées, se masse à l'intérieur et à l'extérieur de la mosquée centrale. Les activités ne reprennent timidement leur cours normal qu'en milieu d'après-midi. Mais, dès midi, Nima a revêtu un air de fête. Les dimanches se singulariseront par un ralentissement de l'activité. Ils sont uniformément mornes. Les transports sont rares. Le marché est en état de veille. On restera à l'intérieur de la maison à faire de la lessive, à deviser, à se reposer. Dans l'après-midi, certains se rendront au Stade d'Accra pour apporter leur soutien à l'équipe régionale de football, les « Hearts of Oak ». Les jours de pluie sortent également de l'ordinaire. Les transports sont paralysés. On s'arrête sous un abri ou l'on se terre à l'intérieur de la maisonnée, l'orage imposant un temps d'immobilité. Les jours de Ramadan se signaleront par le ralentissement des démarches et la mise en sommeil des activités. Vers le soir, il y aura un soudain regain d'activité. La nuit se transformera en fête.

Les fêtes à Nima peuvent survenir à n'importe quel moment. Les plus joyeuses sont celles qui célèbrent des fiançailles. Le cortège des femmes, claquant des mains, chantant, accompagné de musiciens Dagomba jouant de la viole ou de la flûte, martelant les tambours et les tambourins, scandant des louanges, remonte le long de Nima Highway ou parcourt les venelles des bas-fonds. Les funérailles musulmanes seront plus discrètes. On se rassemblera à l'intérieur et aux abords de la maison du défunt. Le corps a été enterré dès le lendemain du décès. Nous assistons à la

bénédictio du 7^e jour. C'est le moment d'évoquer des souvenirs et de réciter des prières.

La fête la plus importante marquera la fin des quarante jours de jeûne, Id'El Fitr.

« En arrivant vers Mamooobi, nous apercevons la population qui commence à converger, des multiples ruelles, vers une esplanade où les enfants ont l'habitude de jouer au football, Montréal Park. Tous sont en costume d'apparat, les notables étant protégés par de vastes ombrelles ou des parasols de couleur vive. Les femmes, avec les petits enfants, s'installeront à l'écart. Plus loin, s'assembleront les hommes. Chacun a pris le soin d'apporter son tapis de prière. Sur cet espace ouvert aura lieu, à partir de 9 heures, le "*salla*", la prière publique d'action de grâce qui clôt le Ramadan. Nous coupons à travers Mamooobi pour rejoindre les hauts de Nima. Un flot de fidèles remonte solennellement la Nima Highway, se dirigeant, au son des flûtes, des tambours et des tambourins, vers l'extrémité nord de Nima. Un large terrain vague, Grand Hôtel Park, sert traditionnellement de *musalla* aux musulmans de Nima. La foule, paisible, compacte, déborde très largement l'espace de prière. Le "Round-About" est envahi. Les fidèles s'alignent, faisant face à l'est, le long de la Nima Highway. La circulation est bloquée. À 9 heures précises, la prière collective, qui réunit l'ensemble de la communauté musulmane de Nima, commence. Elle sera étonnamment brève, à peine un quart d'heure. Pas de prêche. Seules les prières d'action de grâce sont propagées par des haut-parleurs. Les retardataires se forment en petits groupes de prière alors que déjà les fidèles se dispersent et se répandent à travers les ruelles de la ville à la rencontre d'amis, de familiers, de "pays" à congratuler. Les enfants, tout excités, chantent en suçant des glaces ou des bonbons. Les femmes se forment en multiples attroupements de connivence. Au passage, nous sommes salués par deux cavaliers : deux gamins du Polo-Club qui parquent sur leurs montures¹⁵. »

« C'est après la célébration de la prière de midi, *Salat-az-zuhr*, que la fête de l'Id'El Fitr prend pleinement son envol. Quel faste ! Quelle allégresse ! Les couleurs étincelantes des parures s'animent au son des tambours, des violes et des flûtes. La musique Hausa domine, avec des notes aux accents différents lancées par les musiciens Dagomba ou Kotokoli. Dans les rues, les hommes déambulent avec une lente majesté. Les femmes, en petits cortèges, tournoient, chantent, dansent. Les gosses se faufilent, jaillissent, disparaissent. Ici, l'on se presse devant le "Palais"

15. Lettre à Maguy, Nima, le 3 mars 1995.

d'un notable, d'un chef. Partout, on se salue gravement, on partage des noix de kola ou des oranges. C'est un jour faste pour l'aumône, et les mendiants sont à la fête. Demain, la célébration s'apaisera. Elle se poursuivra durant 3 jours à l'ombre des maisonnées. Les enfants deviendront les maîtres de la rue, les seuls acteurs visibles de ce temps de festivités. Mais la veille, toute querelle apaisée, toutes tensions éteintes, les communautés se seront mêlées, auront confondu leurs contours dans ce partage de gaieté rituelle¹⁶. »

Alors que la célébration de l'Id'El Fitr revêt un caractère essentiellement communautaire, celle de l'Id'El Adha prendra une tournure plus familiale.

« Après la prière collective sur l'habituel *musalla*, ce fut immédiatement la dispersion et la célébration domestique. La liesse sociale et familiale éclipsera bientôt la ferveur et l'unanimité religieuses. La communauté des croyants se fractionnera en noyaux domestiques, en cercles restreints de parenté et de familiarité, lesquels formeront, une fois la tunique exhibée, le repas partagé, les proches accueillis, les innombrables segments de la festivité. On assistera ainsi à une sorte de glissement du sacré au privé, de la communauté de croyance au groupe social le plus familier¹⁷. »

La commémoration du sacrifice d'Abraham représente une manifestation extrêmement populaire parmi les musulmans de Nima. Chaque chef de famille se fera un point d'honneur de sacrifier un mouton. Les notables, les nantis pourront égorger plusieurs boucs. Les plus démunis devront se contenter d'offrir à leurs proches une simple cuisse de mouton grillée. Ainsi la fête, paradoxalement, viendra-t-elle accuser les différences de condition.

Si, à la fin de l'année, les préparatifs de Noël donneront un vif coup de fouet à l'activité du marché, les fêtes chrétiennes demeurent des manifestations marginales, qui n'intéressent guère que les citoyens extérieurs à Nima, habitués à fréquenter l'église presbytérienne ou la paroisse catholique des hauts de la ville, les franges christianisées de quelques communautés originaires du nord du Ghana, Dagarti ou Frafra, et les nouveaux venus, issus des régions méridionales. Un jour de Noël, un jour de Pâques sur Nima ressembleront à un dimanche ordinaire.

16. Lettre à Maguy, Nima, le 5 mars 1995.

17. Lettre à Maguy, Nima, le 20 mai 1995.

À propos de Nima, H.N. Wellington évoque, après Peter Lloyd, la distinction entre les « bidonvilles de la désespérance », ceux dont on rêve de s'échapper au plus vite, et les « bidonvilles de l'espoir », ceux où l'on s'enracine, que l'on modèle tout au long des travaux et des jours, ceux où l'on inscrit les traits d'une culture inédite, où l'on invente un nouveau mode de relations sociales et où l'on aspire de se reproduire, au-delà même de la mort. Pour Wellington, sans aucun doute, Nima figurerait le « bidonville de l'espoir ».

L'étranger dans la ville

Ville à part, Nima a su modeler ses propres figures de l'urbanité, inventer ses formes de sociabilité, inspirer une culture bigarrée, composée, cosmopolite, marginale, plus rurale qu'urbaine, plus communautaire qu'individualiste, projeter un imaginaire social qui survalorise cette « prime à l'excentricité » dont parlait Georg Simmel dans ses « *Digressions sur l'étranger* ». Plus qu'un citoyen, l'homme de Nima, marqué par l'empreinte du Nord lointain, par les cultures de l'aire soudano-sahélienne et par un islam venu des sables, restera un étranger dans la ville. Étranger à la ville, par son état d'esprit, par son mode d'existence, par son sentiment d'appartenance, il est à la fois proche et distant. Cela signifiera qu'il imposera une distance à sa présence dans la cité.

Dans son enquête sur les migrations en Gold Coast, Jean Rouch décelait un phénomène de « surtribalisation » parmi les habitants des *zongo* :

« Contrairement à ce qui est admis d'habitude, les milieux transplantés sont loin d'être "détribalisés". Ils sont au contraire "surtribalisés". La ville, la vie mécanique n'affaiblissent pas leur orgueil de race, elles le décuplent. Ce n'est pas une conscience de classe qui naît chez les ouvriers de la Gold Coast, mais une conscience de tribu qui renaît, si toutefois elle avait disparu¹⁸. »

À l'époque, Rouch apercevait un univers tramé par les allégeances communautaires, les solidarités de « pays ». La réalité que nous observons aujourd'hui révèle un paysage social bien différent. Le processus urbain a

18. Rouch J., 1956, *Migrations au Ghana (Gold Coast). Enquête 1953-1955*, Paris, Société des Africanistes, p. 138-139.

entraîné dans le *zongo* l'apparition d'un cosmopolitisme élargi, d'une culture urbaine en marge, excentrée, d'un groupe d'appartenance qui transcende les particularismes de « pays ». Dans l'exil, s'effectue un travail d'invention des origines. Sur la population de Nima, près de 70 % des habitants sont originaires du Nord. 50 % d'entre eux sont issus de pays voisins du Ghana : le Burkina, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Togo. Au cours des années 60, ce pourcentage a tendu à fléchir. Puis, l'ancien équilibre s'est rétabli avec l'afflux de migrants en provenance du Nord Togo, Kotokoli, Tchamba ou Anufo. Le migrant qui s'enracine dans un milieu urbain que ses aînés ont créé prendra conscience de son appartenance à un vaste ensemble régional, le Nord, à une culture partagée, distincte, ramifiée, irradiante, celle des savanes et de leurs terroirs, celle des sociétés soudano-sahéliennes, conscience de son partage d'une commune condition, celle de l'exilé, de l'exploité, du sujet dominé.

Ainsi, l'« ethnicité urbaine » sera-t-elle une invention sociale qui agrandira le cercle des familiarités et ouvrira plus largement l'éventail des connivences et des solidarités. Cette « ethnicité urbaine » n'entretient que de lointains liens de parenté avec le quadrillage tribal imaginé par le colonisateur à l'époque de l'*Indirect Rule*. Analysant le passage du rural à l'urbain, Max Gluckman en arrivait à la conclusion que l'ethnicité serait essentiellement une construction culturelle. Il en sera ainsi pour les habitants de Nima qui construiront leur ethnicité urbaine sur la base de plusieurs strates de sédiments. Ils se percevront d'abord comme des « gens du Nord » (*People of the North*). Ils se présenteront plus avant en se revendiquant comme étant « de Nima », ce qui sera une manière aussi de se distancier du commun des citoyens en se reconnaissant étrangers à Accra, que personne ne considérera véritablement comme « sa » ville. Une dernière composante viendra apporter une coloration supplémentaire à l'image projetée. L'acculturation du migrant passera autant par son milieu de travail que par la vie partagée dans le *zongo*. C'est à travers son travail qu'il découvrira la ville. Ainsi se formera, à travers le double prisme du labeur et du bidonville, la conscience d'appartenir aux classes laborieuses, à la part marginalisée, assujettie de la société.

La langue commune, celle des relations sociales, sera le Hausa. Il s'agit d'un langage venu d'ailleurs, appartenant à l'une des multiples communautés qui composent l'identité dilatée des gens du *zongo*. On est bien loin du Hausa le plus pur, celui des habitants de Kano. L'homme de Nima parlera une version du Hausa mâtinée d'inflexions Akan. Comme on dirait ironiquement au cœur du pays Hausa : *Ya iya Hausa kamar jakin Kano*, c'est-à-dire : « Il parle Hausa comme un âne de Kano ». Si chacun parle le plus usuellement en Hausa, la plupart des communautés

s'appliqueront à transmettre, d'une génération à une autre, la pratique de la langue maternelle. Les Mossi, les Busensi seront particulièrement attentifs à cette préservation de leur patrimoine linguistique. Ils enverront volontiers leur enfant, lorsqu'il atteint l'âge de 7 ou 8 ans, dans la communauté villageoise pour se familiariser avec la vie sociale au pays et parfaire sa connaissance du Moore ou du Bissa. Plus rarement, dans certaines communautés, la langue maternelle aura tendance à s'estomper parmi les plus jeunes, comme c'est le cas chez les Zabarima du Niger.

Trois registres linguistiques se superposent. Le premier de ces registres correspond à la langue maternelle, que l'on parlera dans l'intimité de l'univers familial ou dans les relations avec les « pays ». C'est le registre intime. Différent, le registre intérieur, dont le Hausa est l'instrument, couvrira l'ensemble des relations entre les habitants de Nima, ou leurs échanges avec ceux des autres *zongo*. Il existe aussi un registre extérieur, où sera employé un idiome métissé, une sorte de pidgin mêlant des éléments de Ga, de Twi, de Hausa et d'anglais ghanéen. Ce registre extérieur servira de langue de relations avec les citadins et les gens du Sud. À ces trois registres – intime, intérieur, extérieur –, il conviendrait d'en ajouter un quatrième, le registre politique. Celui-ci aura pour véhicule l'anglais officiel. Sa fonction est d'aménager les rapports avec le pouvoir, avec l'État, avec les échelons supérieurs de la société, et au-delà, avec l'environnement international. On passera volontiers d'un registre à un autre, selon les dynamiques de métissage et de combinaison du multilinguisme urbain, avec cette surprenante agilité linguistique dont font preuve les étrangers dans la ville¹⁹.

À l'intérieur de cette enveloppe identitaire large que sédimenta l'invention de l'ethnicité urbaine à Nima, se dessinent plusieurs cercles de sociabilité, concentriques, emboîtés : l'unité domestique ; la communauté de voisinage ; la communauté d'origine ; la communauté de croyance.

La forme la plus élémentaire de la vie sociale correspond à l'unité domestique. Celle-ci constitue une structure plastique, composée, mobile. Sous sa forme la plus achevée, l'unité domestique se fonde sur la communauté de résidence, sur la combinaison des capacités de production de chacun, sur une gestion concertée des ressources et de la consommation, sur un sens latent de la solidarité. Cet ensemble fragile est fragmenté en familles nucléaires. La polygynie étant fort répandue parmi les musulmans de Nima, une seule famille peut être l'assise d'une unité domestique unique. Dans d'autres cas, plusieurs familles restreintes se retrouveront au sein de la même unité domestique. À Nima, les contours

19. Kropp-Dakubu M.E., 1977, *Korle meets the Sea. A Sociolinguistic History of Accra*.

de la cellule familiale se trouveront profondément remaniés. Nous sommes aux antipodes du modèle de la famille sérielle. Dans les sociétés segmentaires, il est courant que l'autorité parentale soit déléguée à un proche. Le garçon sera fréquemment confié, afin de parfaire son éducation, au frère du père, qui est le père classificatoire. La sœur de la mère, qui est considérée comme la mère classificatoire, se chargera d'élever la fille. Parfois, les enfants seront envoyés au village d'origine où ils passeront plusieurs années auprès des grands-parents. La famille éclatée est donc commune sur Nima. Souvent, des étrangers, proches ou « pays », viendront s'agglutiner au noyau familial. Par ailleurs, les familles monoparentales et les unités domestiques placées sous l'autorité d'une femme tendent à se multiplier et viennent renforcer ce phénomène d'adjonction d'éléments extérieurs.

Sous les effets de la crise de l'ajustement structurel et de la dérégulation du marché du travail, on observera, au sein de l'unité domestique, une radicale redistribution des rôles, la place des femmes et celle des cadets se voyant rehaussée. La position centrale de l'homme, qui constituait jusqu'à présent la clef de voûte de l'ensemble domestique, s'en trouvera entamée. Ainsi, l'unité domestique subit-elle de profonds remaniements, dans ses contours, dans sa composition, dans son agencement interne. Ces ajustements viseront surtout à sauvegarder ses capacités à assumer sa fonction de cadre élémentaire de la socialisation et de la reproduction sociale. Ils avaliseront la disqualification sociale de l'homme salarié.

La communauté de voisinage se construit à travers les relations sociales de quartier. La placette, qui s'ouvre dans le dédale des ruelles étroites, constituera l'espace public insolite qui accueillera les rapports et les échanges de proximité. Celle-ci figure une réplique urbaine de la place de village. Elle représente le lieu de rencontre quotidien entre les habitants des unités domestiques vivant dans un même environnement, venant briser l'isolement que construit l'architecture close des maisonnées. Exceptionnellement, comme sur une banale place de village, les femmes et les hommes s'y côtoieront ; s'y retrouveront les aînés et les cadets. Les communautés de voisinage ont le plus souvent un caractère hétérogène. S'y mélangent des gens d'origine et de culture variées. Si l'hétérogénéité reste la règle la plus courante, certains secteurs se singularisent par la prédominance d'un même groupe de « pays ». Ainsi, la majorité des Fulani et des Dogon se concentrent-ils autour du marché et de la mosquée Kado. La plupart des Hausa, des Mossi et des Zabarima résident sur *Fifty-Fifty*. *Al'Hamdu* est peuplé principalement de Kotokoli. La tendance cependant ne va pas dans le sens d'une homogénéisation,

mais, au contraire, d'un métissage accru, comme on peut le constater en déambulant le long des artères de East Mamooobi ou de Nima West.

Cet univers social de proximité abrite des « bases », des baraques ou des maisonnées qui sont aménagées en lieu de rencontre. La « base » est l'équivalent proche de ces « maquis » où l'on se réunira volontiers dans les pays francophones voisins. Chacun d'entre eux se singularisera par son appellation : « Lolita Base », « Ecomog », « Emmanuel », « Arkansas », « Angola », « Toronto Base », « Mexico », « Mandela ». Ces bases répondent à des fonctions multiples. Elles peuvent être le siège d'une association d'anciens combattants, comme « Burma Base », ou être le point de rendez-vous d'une équipe de football, comme « Pelé Base ». Certaines constituent le siège de syndicats ou d'associations corporatives. D'autres, plus mal famées, serviront de repaire à ces bandes qui, occasionnellement, se forment pour remplir un contrat professionnel, organiser une expédition de chasse, ou lancer un raid punitif à l'extérieur de Nima. Les « bases » sont des points de rencontre fort populaires parmi les jeunes et les vieillards, et un élément constitutif du tissu social de proximité. Mais, elles ne représentent qu'un élément secondaire qui scelle sur le *zongo* une empreinte urbaine et qu'estompe largement l'ambiance villageoise que diffuse la vie quotidienne dans les quartiers. Cette vie sociale de voisinage qui irrigue les bas-fonds confèrera à Nima sa si séduisante coloration rurale.

Les communautés d'origine trament, de façon plus diffuse, un tissu social plus ample, plus lâche. Plus de 34 communautés d'origine sont représentées à Nima sous une forme structurée. Leur cohésion est variable. Elle sera proportionnelle à la fréquence des retours au pays natal et à la vitalité des liens entretenus avec les parents restés là-bas. Les Busensi, les Mossi forment des groupes remarquablement soudés. En revanche, les Kusasi ou les Bimoba ont des rapports d'appartenance plus relâchés. Les Fulani et les Hausa jouissent d'un prestige reconnu. Les Dogon constituent un bloc de pouvoir. Les Tchamba et les Kotokoli attirent l'attention par leur dynamisme collectif. Les communautés de pays exercent de multiples fonctions. Elles tissent entre leurs membres un réseau de liens de familiarité et de solidarité. Elles constituent une instance d'apaisement des tensions sociales, des conflits qui peuvent surgir en leur sein. Elles représentent un lieu de célébration des événements qui marquent la vie sociale, funérailles, fêtes traditionnelles, cultes de terroir. Elle aménagent la coexistence avec les communautés voisines, et permettront de mobiliser la collectivité lorsque surviendront des tensions. Ce sera à travers elles que s'institueront les rapports avec les maîtres des lieux, les communautés Ga d'Osu et d'Accra. À travers elles, passeront

les échanges avec les « pays » implantés dans d'autres faubourgs d'Accra ou de Tema, et, le cas échéant, avec l'ambassade du pays d'origine. Elles remplissent ainsi un triple rôle social de légitimation et de reconnaissance, de représentation, d'ouverture sur l'extérieur.

Les structures qui organisent ces communautés primaires d'appartenance sont rudimentaires. Au sommet, siègera invariablement le chef, *sarki*, dont l'autorité sera essentiellement symbolique, et la fonction surtout représentative. Celui-ci est désigné par ses pairs. Il joue un rôle d'arbitre et de porte-parole. Il prendra les avis d'un informel conseil des aînés qui se réunira hebdomadairement. Des assemblées plus larges se tiendront chaque mois ou chaque trimestre. Leur fréquence importe moins que leur fréquentation, qui peut être dérisoire. Le *sarki* aura à ses côtés un responsable musulman, le *limam*. Dans les sociétés les plus dynamiques, une association des jeunes fera entendre sa voix, appuyant ou rejetant les décisions des notables.

À Nima, les communautés d'appartenance sont innombrables. Celle qui détient le pouvoir est incontestablement la communauté Dogon. Mais le prestige des Hausa reste considérable, et ceux-ci détiennent invariablement les offices d'*imam* ou de chef boucher, malgré les tentatives répétées des Dagomba de les évincer de ces positions influentes. Les processus urbains n'effacent pas ces différenciations, mais les englobent dans l'espace social plus vaste que construit l'« ethnicité urbaine ».

La communauté de croyance constitue sur Nima l'espace social le plus vaste et le plus dense. L'islam et la « ville à part » se sont développés de concert. Les musulmans représentent 70 % de la population. L'*imam* de la mosquée centrale assume en principe une fonction strictement rituelle. Il conduit la prière. Toutefois, sur Nima, son office a pris une tournure plus politique. Il est devenu le représentant de la communauté des croyants, leur guide, leur médiateur. Au niveau des communautés de voisinage, les lettrés musulmans, les *malamai*, sont des personnalités reconnues, considérées. On vient les consulter lorsque surviennent des tensions au sein de l'univers le plus proche, celui de la famille ou de l'unité domestique. Ils exercent volontiers une fonction d'arbitre entre les parents et de conseiller familial. Leur avis en matière de contrôle des naissances est écouté. Ils jouent un rôle d'éducateur auprès des femmes et des filles. Plusieurs d'entre eux animent des associations et des réseaux communautaires de solidarité. Ils sont de toutes les célébrations, baptêmes, fiançailles, funérailles, actions de grâce, rites de terroirs, sacrifices aux ancêtres, fêtes communautaires. On fait appel à eux comme guérisseurs. Ils jouent également le rôle de psychanalystes, du fait de leur

science de l'interprétation des rêves, de leur pouvoir de divination et de leur habilité à libérer les névrosés de leurs fantasmes.

À Nima comme ailleurs, l'islam est d'abord un ensemble de pratiques sociales, une routine quotidienne. Les musulmans vivent au rythme des 5 prières quotidiennes, de la période de jeûne, des deux grandes célébrations religieuses annuelles. Ces pratiques collectives sont visibles, partagées, et marquent les contours de la communauté des croyants. La vitalité de l'islam sur Nima est stimulée par l'existence à part, par la culture excentrée, par la condition d'étranger dans la ville. Dans un pays où l'islam n'inspire que 20 % de la population, dans les régions méridionales où sa présence sociale est marginalisée, être musulman sera afficher sa différence, revendiquer son « excentricité ». À l'intérieur du *zongo*, l'islam constitue le principal liant social. Il contribue à rapprocher les générations. Il construit son propre réseau associatif et tisse sa trame de solidarités. Sa fonction de socialisation s'est amplifiée avec la transformation de la *makaranta*²⁰, l'école primaire de l'enseignement coranique, en *madrassa*²¹, en collège d'enseignement secondaire, par le biais des English-Arabic Schools²². La compétition entre les Wahhabbi (*Al'Ul Sunna*) et les musulmans d'inspiration Sufi, qui représentent la majorité, insufflé à l'islam du *zongo* un nouveau dynamisme, un esprit d'entreprise et d'ouverture sur l'extérieur. Les *malamai* appartenant aux confréries, les *turuq*, sont devenus les principaux vecteurs de cet islam urbain modernisateur. Toutefois, on assiste à un regain de marchandisation de la fonction religieuse, ce qui engendre une âpre concurrence entre les lettrés, laquelle vient aiguïser l'émiettement de la communauté islamique sur Nima.

Un réseau dense et diversifié d'associations innervé également le tissu social. Le milieu associatif comprend plusieurs types d'associations aux fonctions variées : professionnelles, sociales, culturelles, sportives. Les unions professionnelles sont les plus structurées, les plus actives. Elles incorporent les membres d'un secteur d'activité particulier : coiffure, menuiserie, gargotes, confection, mécanique. Elles forment des corporations et des groupes de pression qui œuvreront à la reconnaissance et à la protection de leurs membres, qui prendront en main les prélèvements fiscaux, qui offriront les moyens de l'entraide, le cas échéant. Les unions de crédit participent à ce réseau associatif. La plupart des travailleurs indépendants ne pouvaient accéder au compte bancaire, puisque la

20. En Hausa, le mot *makaranta* (pl. *makarantoci*) désigne l'école coranique.

21. L'institution scolaire islamique appelée en arabe *madrassa* (pl. *madaris*) correspond à un collège où sont enseignés les sciences religieuses (*ilm*).

22. Les « écoles anglo-arabes » (English-Arabic Schools) sont des collèges d'enseignement secondaire où l'étude du Coran et de l'arabe s'ajoute au programme scolaire officiel.

première banque n'ouvrit ses portes, sur Nima, qu'à une date récente. De plus, les gens de Nima ne se fient pas aux banquiers. Les caisses d'épargne informelles sont constituées par le système du *susu*²³. Chaque jour, le travailleur indépendant remet un pourcentage de ses gains à un collecteur. Celui-ci, sur un petit carnet, à l'aide d'un crayon, inscrira les rentrées quotidiennes. Un état du compte sera établi chaque mois. Au collecteur reviendra l'équivalent d'un versement journalier. Une forme plus raffinée du système de *susu* revêtra un caractère plus collectif. Il ne s'agira plus seulement d'une caisse d'épargne, mais d'un fonds de solidarité. À tour de rôle, chacun des membres pourra disposer de l'ensemble des avoirs pour faire face à un aléa : funérailles, mariage, maladie.

Les amicales de « pays », de retraités, de vétérans sont innombrables. Les clubs sportifs qui encadrent les équipes de football du *zongo*, la plus populaire étant les « Nima Islamic Stars », les cercles culturels, les sociétés d'entraide et de solidarité témoignent d'une vitalité plus intermittente. Il existe également quelques ONG locales à vocation éducative ou caritative. Au sein de cette nébuleuse associative, on constatera que les structures les plus vivantes, les plus actives sont celles qu'animent les femmes. D'autre part, on observera une sorte de dédoublement de la vie associative. Chaque association profilera son ombre portée, une filiale où se retrouveront les musulmans. En outre, fut formé un Conseil musulman des aînés où la plupart des 34 communautés d'origine qui cohabitent à Nima se trouvent représentées.

Plusieurs facteurs d'anomie sont venus perturber, brouiller, effriter les formes instituées et les pratiques familiales de la vie sociale à Nima. Un lent processus de dissociation s'est opéré au cours des deux dernières décennies. Il coïncida très précisément avec la diffusion des effets désagréateurs des politiques d'ajustement structurel sur les couches populaires des quartiers urbains d'Accra. Ces phénomènes de dissociation des communautés du *zongo* correspondent probablement à ce que les institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale tout spécialement, désignent, de façon abstraite, comme « le coût social de l'ajustement ». Ce ne fut nullement un hasard si le Ghana, considéré comme « un pays miraculé par l'ajustement », fut retenu, à partir de 1986, comme la première cible du PAMSCAD, c'est-à-dire du programme mis en œuvre par la Banque mondiale pour atténuer les effets sociaux de l'ajustement sur les couches les plus pauvres de la population.

Le Ghana lança un SOS au Fonds monétaire international en avril 1983. L'économie ghanéenne avait été précipitée, au cours des années 70, dans une chute abyssale. Le constat de faillite est implacable. Le produit

23. Le système du *susu* est un mode d'épargne populaire très largement répandu au Ghana.

intérieur décline de 1 % chaque année. L'inflation fait rage. Les capacités d'épargne et d'investissement se raréfient. Le contrôle des changes provoque une surévaluation fictive du cedi²⁴. Les déficits publics se creusent, alors que les recettes fiscales s'abaissent. Le pays, qui a épuisé ses réserves en devises, plonge dans l'endettement. La ruine des infrastructures entrave les échanges. Le système des transports se désintègre. La production, tant agricole qu'industrielle, s'affaisse. La pénurie des biens de consommation de base sévit dans les villes. La corruption se généralise. L'appel au FMI constitue un dépôt de bilan sanctionnant la banqueroute d'une politique économique.

Dans ce contexte de naufrage, le diagnostic posé par les institutions financières internationales, sous la houlette du FMI, sera sévère. Le responsable premier serait l'État, dirigiste, centralisateur, prédateur. Celui-ci conduirait des politiques suicidaires. Le secteur public, inefficace, hypertrophié, paralyserait toute initiative des entrepreneurs privés. Les politiques de contrôle des importations et des changes interdiraient au marché international de jouer un rôle régulateur. Le milieu urbain, serait outrancièrement privilégié par rapport au monde rural lequel, du fait de prélèvements fiscaux et par le jeu des subventions, se traîne à la dérive. Généralisée, la corruption mine l'action gouvernementale et gangrène le tissu social.

La panoplie de remèdes préconisés appartient à l'arsenal classique des politiques d'ajustement structurel qui se généralisent sur le Continent africain depuis le début des années 80. Les grandes lignes ne varient guère d'un pays ausculté à l'autre. Seuls les rythmes de mise en œuvre diffèrent. Dans un premier temps, celui de l'électrochoc imposé par le Fonds monétaire international, l'objectif visé est la restauration des équilibres globaux. Une dévaluation drastique est opérée, préluant à l'ouverture du marché des changes. Les subventions à la production agricole sont supprimées. Le contrôle des importations est levé, ouvrant le marché local sur l'économie internationale. Les dépenses publiques sont réduites, en particulier dans les domaines touchant à la reproduction sociale : éducation, santé, protection sociale. Le système fiscal est renoué. Le processus de déguerpissement de l'État de l'espace économique est engagé, alors que s'amorce la privatisation du secteur public. Cette libéralisation sous contrainte a pour instruments la conditionnalité des déboursments financiers consentis par le FMI (crédits *stand-by*) et les procédures de négociation du rééchelonnement de la dette publique instruite par les institutions financières internationales (Club de Londres, Club de Paris).

24. Le cedi est la monnaie nationale du Ghana.

La seconde phase, après celle de l'électrochoc, sera celle de la mise sous perfusion. À ce stade, la Banque mondiale jouera les premiers rôles. L'ajustement structurel se transformera en état chronique. La visée restera identique : la libéralisation sous contrainte. L'accent est désormais placé sur les politiques sectorielles. Priorité est donnée à la rénovation des infrastructures, à la relance de la production dans les secteurs d'exportation des produits de base (exploitations minières, chantiers forestiers, plantations de cacao). La privatisation du secteur public, c'est-à-dire sa liquidation, s'accélère. Celle-ci provoque une vague de licenciements. Mis sous tutelle, l'État est appelé à faire sienne cette politique de libéralisation. La restriction des dépenses publiques se traduit durement dans les domaines de l'éducation, de la santé, des services collectifs. Une nouvelle économie de traite s'installe.

De 1986 à 1990, les interventions conjointes du FMI et de la Banque mondiale auront un impact effectif sur une économie délabrée. Elles contribuent à une stabilisation et à une certaine relance économiques, les taux de croissance annuels grimant à 5 %. Le taux d'inflation s'abaisse. L'infrastructure se rénove. Le secteur des transports connaît une renaissance. La condition des populations rurales s'améliore. Cet élan est l'effet d'une relance des investissements publics dont le montant égale celui des apports financiers extérieurs. Le mirage projeté par la Banque mondiale est de faire du Ghana un émule des « dragons asiatiques » en lui permettant d'accéder, dans un premier temps, au rang des « pays à revenu intermédiaire ». Ce mirage se dissipera bientôt.

Dès 1990, se profilent les signes de la crise de l'ajustement. L'inflation reprend. Les exportations tardent à se diversifier. Si le secteur des services, celui des transports et l'industrie touristique connaissent un essor remarquable, le processus de désindustrialisation se poursuit. Le chômage se propage dans les villes. Les inégalités sociales s'accroissent. L'année 1995 révélera l'approfondissement de la crise de l'ajustement structurel. L'instauration bâclée de la TVA provoquera une vague massive de mécontentement dans les villes. Éclateront les premières émeutes anti-FMI qu'ait jamais connu le Ghana. Dès lors, le marasme économique plonge le pays dans la désillusion et l'amertume.

La dissociation est inscrite en filigrane parmi les objectifs des institutions financières internationales. Rétablir les équilibres macro-économiques ne visera pas seulement à imposer une homogénéisation sous contrainte des espaces économiques, mais aussi à imprimer un modèle où l'être social, extrait de son milieu, dissocié, n'aurait plus sa place, mais serait sommé de s'effacer pour céder le pas à la généralisation de la figure de l'agent abstrait, asocial, amorphe, atone, pantin disloqué

sur un théâtre d'ombres atemporel, désocialisé, uniformisé, celui du marché-sorcier, où il ne serait plus question que d'avoirs, de pouvoirs, de rapports de force, de flux tendus et de rentabilité maximale, de la position dominante des uns et de l'évincement de l'Autre.

Les stratégies de pénétration du néolibéralisme conquérant et universalisant visent les sociétés au cœur. Elles s'emploient à dissoudre leurs cultures, à disloquer leurs systèmes sociaux, à modeler les pratiques sociales, à raboter leurs différences, à capter leurs désirs, à aliéner les consciences. Pour s'en tenir à leur dessein de dissociation, celui-ci se diffracte en un éventail d'objectifs combinés. L'ajustement structurel, en rationnant l'intervention publique dans les domaines de la santé et de la protection sociale, pousse à la ruine des systèmes institués de reproduction sociale. Les réseaux de solidarités primaires tenteront de prendre le relais d'un pouvoir public défaillant ou dépossédé de ses responsabilités. Leurs ressources et leurs capacités d'action s'épuiseront inexorablement. L'ajustement s'identifie foncièrement à une opération de recyclage d'une matière sociale déclarée inutilisable et jetée au rebut. L'opération passera par le concassage, la fragmentation et l'extraction de l'être social de la gangue de son milieu, de sa communauté d'appartenance, de sa culture et de son imaginaire, pour le fondre dans le moule néolibéral et le façonner en particule élémentaire de la nouvelle économie de marché. L'invention de l'agent économique présuppose la dépossession sociale.

La déréglementation du marché du travail, qui correspond à une visée primordiale des politiques d'ajustement, introduira un facteur supplémentaire de dissociation. L'apparition du chômeur dans un univers construit autour de la personne de l'homme de labeur, du tâcheron, du salarié, bouscule les équilibres sociaux. Le retrait de l'homme salarié provoque l'écèlement de la cellule familiale. Les unités domestiques qui se recomposent ne se structureront plus uniformément autour du pivot central de l'homme au travail. Mais ces unités domestiques en transformation deviendront vulnérables. La redistribution des rôles provoquera, dans certains cas, un regain de cohésion, un sursaut de mobilisation, mais, plus généralement, elle engendra l'esquive individualiste ou la querulence.

Plus avant, l'intrusion du néolibéralisme sous contrainte provoque une véritable partition sociale. Elle scinde le tissu social en deux parties inégales. D'un côté, se retrouveront ceux qui parviennent à tirer parti des règles nouvelles du jeu économique, et aspirent à accéder à la condition de nanti. De l'autre, dériveront ceux pour qui l'avenir se réduit à l'horizon du quotidien. Cette scission du tissu social, qui se produit aussi

dans les quartiers populaires où les contrastes qu'elle engendre revêtent des traits plus accusés, plus insolents, déchire l'ensemble des formes de la vie sociale à Nima. Elle n'empêchera pas que, dans son unité, le *zongo* sera désormais considéré comme une zone d'exclusion.

Certains facteurs d'anomie sociale, de dissociation, n'apparaissent pas comme de simples surgeons des politiques d'ajustement. Le processus de fissuration des communautés d'appartenance obéit à une dynamique propre. Les communautés d'origine constituent rarement des blocs homogènes. Les Fulani se divisent en plusieurs segments, selon que leurs parents vinrent du Nigeria, du Niger, du Burkina, de Guinée ou du Mali. Parmi les Dogon, il existe aussi des rameaux distincts entre ceux dont les ancêtres habitaient les montagnes et les falaises, et ceux qui s'étaient établis dans les plaines. Les Dagari de Lawra forment une communauté distincte de ceux de Nandom. Les Busensi natifs du Burkina ne se mêlent pas à leurs pairs grandis au Ghana. Les communautés se dissoudront en microscopiques amicales de « pays ». Un Kusasi de Binduri et un Kusasi de Zebilla s'ignoreront presque.

La communauté des musulmans n'échappe pas à ces tendances à la dissociation. La ligne de fracture majeure est celle qui oppose l'islam des anciens, d'inspiration confrérique, de l'islam doctrinaire et rigoriste importé d'Arabie Saoudite. Jadis influente, la Qaddiriyyah, qui inspirait de nombreux Hausa, s'est effacée. Elle céda le pas à la Tijaniyya, les disciples d'Ibrahim Niasse redoublant de prosélytisme à partir du début des années 50. Cette rivalité entre la mosquée de Kaolack et l'Université de Médine n'a pas pris sur Nima l'allure d'une guerre de religions comme ce fut le cas à Atebubu ou à Wenchi. Véhiculé par de jeunes lettrés formés en Arabie Saoudite et dans les pays du Golfe, le Wahhabisme dresse les cadets contre leurs aînés. Son audience est plus largement répandue parmi les jeunes générations et auprès des couches les plus aisées de la société musulmane. Par contrecoup, l'islam d'inspiration sufi s'est revivifié et empreint d'un esprit modernisateur. Il a aussi permis la survivance sous-jacente des rites et des croyances de terroirs. Chaque communauté de « pays » donnera à l'islam ses accents et une coloration singulière. Cette contextualisation du Coran est particulièrement sensible lors de la célébration des funérailles. Ainsi, sur Nima, l'islam urbain coexistera-t-il avec les islams enracinés dans les terroirs.

Un autre élément de dissociation résultera de la pénétration d'images, de représentations, de modèles de vie et de comportements projetant un univers étranger, global inaccessible. Les « médias » représentent le canal principal de cette imprégnation qui affectera plus spécialement les jeunes générations. Comparés à ceux de leurs aînés, les besoins de consom-

mation des adolescents deviendront démesurés. La tentation de l'individualisme grandira. Le divorce entre les générations s'accusera.

L'image extérieure de Nima en fait l'épicentre et le symbole de la violence urbaine. La chronique des faits divers entretient régulièrement cette exécration réputation. Qu'en est-il exactement ? Comme toutes les questions mal posées, la violence urbaine n'a pas de réponses. Nima, pour qui sait y vivre, est un lieu d'intense sociabilité. Les relations y sont paisibles, codifiées. Si violence il y a, celle-ci viendra d'ailleurs, et ne s'exercera que vers l'extérieur. L'« ethnicité urbaine » dicte ses règles de bonne conduite et son code d'honneur. L'islam constitue un facteur d'apaisement. S'ajouteront les procédures d'arbitrage et de gestion des conflits propres à chacune des communautés d'appartenance. Enfin, même si elle est érodée par l'individualisme naissant, la relation de cadet à aîné reste largement respectée.

Fumer un « joint » est une habitude ancienne à Nima. Le *wee*, c'est-à-dire le chanvre indien, provient de l'Eastern Region ou de la Volta. Le soir, les jeunes se réuniront autour des toilettes publiques de *Four-Four-One* pour partager des « joints », l'odeur permettant de déjouer le zèle des policiers. Plus récemment, les drogues dures, en l'occurrence la cocaïne, ont fait leur apparition. Accra, se substituant à Lagos, est devenu, au cours des dix dernières années, une plaque tournante reliant les pays producteurs d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique aux marchés européens et nord-américains. À Nima, la consommation reste limitée. En revanche, certains se laissent recruter comme passeurs. Leurs services seront payés en sachets de drogue. Il leur faudra donc refourguer la « came » à Circle ou ailleurs. De petits trafiquants, ils deviendront « dealers », contribuant à la diffusion parmi leurs proches de cette forme de dépendance et de dissociation.

Une mince frange de la jeunesse dérivera dans la marginalité, la délinquance. Les « bases » pourront être utilisées comme centres opérationnels par des bandes qui versent dans les activités illicites. La bande peut se constituer en noyau stable, agissant en corps, se spécialisant dans un secteur limité, sur un territoire reconnu : contrebande, carambouille, vol de voitures, cambriolages, règlements de comptes. Ou bien, elle pourra se former en groupe occasionnel, éphémère, destiné à remplir un « contrat » bien précis. Les exploits des bandes de Nima sont entrés dans la légende. Le 21 janvier 1995, une rumeur s'empare de Nima. Un commerçant libanais aurait battu à mort sa compagne Kotokoli vers les hauts de Nima West. En un tournemain, une bande se mobilise, s'arme et embarque sur la plateforme arrière d'un camion Kia. Ils seront 22, Kotokoli et Tchamba en majorité, à se joindre à cette expédition punitive. Parmi eux, se trouve

un infirme. Ils s'emparent sans coup férir, en plein après-midi, du poste de police de l'aéroport où ils espèrent mettre la main sur l'assassin. Ils forcent les portes des cellules et tombent sur un Libanais qui croupissait là. Ils lui flanquent une terrible raclée, le laissant pour mort sur le carreau. Puis, ils remontent sur la plateforme de leur véhicule et regagnent Nima en chantant. Ils seront vite arrêtés.

Une autre opération, incroyablement audacieuse, prit vite les allures d'une épopée. Un guérisseur réputé officiait dans une villa du côté de Kaneshie. Sur dénonciation, il fut arrêté et soupçonné de meurtres rituels. La villa fut investie par la police criminelle qui se promit d'effectuer des fouilles. La clientèle de ce Raspoutine appartenait aux hautes sphères de la société : personnalités politiques, hommes d'affaires, « reines du marché ». Désireux de faire disparaître toute trace compromettante, ce beau monde passa un contrat avec les bandes de Nima. Il leur fallait lancer un raid éclair, faire déguerpir les policiers, incendier la villa, récupérer des tibias et des crânes, et faire le ménage des lieux. En une nuit, la mission fut accomplie. Le lendemain, je fus interpellé par de jeunes amis de Nima, volubiles, hilares, exubérants : « Tu sais, ceux de la base Katanga se vantent de l'opération. Ils mentent. Ils se sont débinés. C'est nous qui avons fait le coup, nous, ceux de Montana ». À la suite de ce brillant fait d'armes, personne sur Nima ne fut inquiété.

Lorsqu'un jeune de Nima sera arrêté et incarcéré pour une longue période, ses camarades vous informeront d'un ton léger : « Dan est parti en voyage. Il a trouvé un travail à Lomé ». Plus tard, le disparu réapparaîtra, émacié, les cheveux plus courts. On ne parlera pas du travail à Lomé. À Nima, la délinquance prend volontiers un caractère bon enfant. Elle bénéficie d'une relative tolérance sociale dans la mesure où elle s'exercera uniquement à l'extérieur. La même tolérance entourera les larcins commis par les jeunes à l'encontre de leurs parents qui revêtent un aspect quasi rituel.

De multiples correspondances se tissent ainsi entre les formes de la ville et les formes sociales qui s'y déploient, les unes et les autres participant d'une même morphologie urbaine. Le paradoxe de Nima reste toutefois posé : être situé au cœur de la ville, qui tend, de manière ambivalente, à l'incorporer à son noyau central et à le reléguer à la périphérie ; demeurer, irréductiblement, malgré les marques d'érosion et de banalisation urbaines, un monde clos, hors limites, hors normes, un univers opaque, étranger. La proximité sera d'abord distance. Cette double excentricité, physique et culturelle, fera de Nima un milieu à part, extérieur à la cité, définitivement en marge.

Nima : du creuset à la décharge

L'archéologie des formes de la ville laisse affleurer les traces de l'histoire du travail sur Nima. Trois séquences sont identifiables, où se croisent les effets de l'urbanisation spontanée, et les vicissitudes du travail migrant. Le campement correspondait à la période formative des classes laborieuses sur Accra. À la phase d'expansion du marché urbain de l'emploi, répondit le bidonville. Puis, le faubourg populaire concordera avec le stade de la déchéance de la condition du travailleur migrant, à sa disqualification. Trois termes symboliseront ces parcours mêlés : le creuset ; le vivier ; la décharge.

Le creuset ? Nima fut en effet le lieu où se forgea le noyau d'une classe urbaine de manœuvres, de terrassiers, de domestiques, d'hommes de labeur. Certes, ce furent les pasteurs Fulani qui créèrent les premiers campements. Terre de pâture, Ruga mit du temps à s'extraire de son origine rurale. Ce fut d'abord exclusivement le territoire des éleveurs. Lorsque d'autres vinrent les rejoindre, les nouveaux arrivants n'effectuaient que des séjours saisonniers et maintenaient leurs attaches villageoises. Ceux d'entre eux qui séjournaient plus longtemps et restaient dans les vallonnements de Nima durant la saison pluvieuse y cultivaient des lopins de maïs et de manioc. Puis, avec le Plan décennal de développement mis en œuvre par le gouverneur Guggisberg et l'afflux sur Nima de migrants quittant Hausa Lane ou Adabraka, on assista à la constitution d'un groupe plus stable, permanent de travailleurs non qualifiés et d'hommes de peine.

Le vivier ? Au lendemain du tremblement de terre d'Accra de 1939, puis avec les débuts de la seconde guerre mondiale, l'attraction de Nima grandit, alors que le marché du travail s'élargissait sur Accra. La période conduisant de 1940 à 1981 fut celle où le campement se densifia, se

transforma en bidonville, en même temps que le noyau originel se muait en classe laborieuse. Devenue exclusive, l'activité rémunérée, continue, reconnue, façonna, avec l'islam, le lien social au sein de cette communauté d'exilés. Nima devient alors une réserve inépuisable de force de travail.

La décharge ? Au marasme économique succède le choc de l'ajustement. Retardée, la dérèglementation du marché du travail, engagée à partir de 1986, ruinerait les équilibres sociaux institués sur Nima. La force de travail est massivement mise au rebut. La débâcle du travail rémunéré, de l'activité salariée disloque les familles et redistribue les rôles au sein des unités domestiques. Avec le retrait de l'homme salarié, Nima, désormais devenu un espace contraint, vit dans l'incertitude de l'avenir.

Il existe, sur l'histoire et la sociologie du travail dans l'Ouest africain, une riche littérature. On retiendra tout particulièrement les travaux de Peter Gutkind, Jean Copans, Robin Cohen, Richard Sandbrook, Alain Morice ou Michel Agier. Plusieurs études de qualité concernent directement le Ghana, celles, par exemple, de Richard Jeffries, de Richard Sandbrook, Jan Arn ou Jeff Crisp. Les approches ressortissent le plus souvent à la sociologie historique ou à la sociologie du travail. Plus rarement, le regard sera celui de l'anthropologue. Ce sera le parti anthropologique que j'adopterai dans ma démarche.

Dans le chapitre précédent, nous avons pénétré dans les bas-fonds de Nima, partagé les routines de la vie quotidienne, observé les agencements sociaux, dressé une sorte d'état des lieux. La démarche sera ici toute différente. Elle nous fera cheminer sur des trajectoires longues, d'une durée quasi séculaire, où se combineront les mutations de l'environnement vécu et les métamorphoses du travail.

Le creuset (1910-1939)

La préhistoire du travail sur Nima passe par Ruga. Ce campement d'élevage créé par les Fulani fut l'élément fondateur et le véritable embryon de Nima. La peste bovine de 1908 sévit sur plusieurs quartiers du Centre d'Accra. L'épidémie incita les autorités britanniques à interdire la présence du bétail dans des quartiers dont la population se densifiait rapidement : Hausa Zongo, Zongo Lane, Cow Lane. Ces mesures restrictives poussèrent des éleveurs Fulani, alors installés à Cow Lane, à rechercher des terrains de pâture hors des limites de la ville. Ils firent

mouvement, et fondèrent Ruga, le « kraal », après avoir reçu l'autorisation d'y faire paître leurs troupeaux de la principauté Ga d'Osu dont dépendaient ces espaces vacants.

Cédons la parole aux anciens de Ruga :

« Notre ancêtre Osmanu fut le père fondateur de Ruga. Il vivait au centre d'Accra, à Cow Lane, élevant du bétail. Il venait du pays Hausa, de la région de Sokoto, au Nigeria. Il se consacrait uniquement à l'élevage et au commerce des bestiaux. Cow Lane devint surpeuplé. Or, à l'est de Cantonments, ce n'était que broussailles et forêt. Nul n'y habitait. La croissance d'Accra le contraignit donc à faire mouvement. Le fils du chef Ga d'Osu lui donna l'autorisation de s'installer ici. Ruga ne fut d'abord formé que de quelques abris de branchages. Osmanu s'installa vers 1910. Bientôt, d'autres Fulani vinrent le rejoindre. Il exerçait l'autorité sur la petite communauté composée de Fulani et de quelques Hausa. Depuis Adabraka jusqu'à la forêt d'Achimota, s'étendait un vaste espace de broussailles. Osmanu, après quelques années, se construisit une maison en dur, qui existe encore et où nous sommes aujourd'hui réunis. Jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale, Ruga ne fut qu'un campement d'élevage¹ ».

Au moment où se forma la communauté de Ruga, l'expansion du centre-ville provoque une série de remaniements du tissu urbain. La population de Cow Lane vient peupler Adabraka et Tudu, celle de Zongo Lane se déployant sur Sabon Zongo. L'histoire de Ruga reflète moins ces avatars de la morphologie urbaine que les origines rurales de Nima. Le travailleur de la ville n'est pas encore détaché de sa gangue rurale. Il reste un homme de terroir. Ses activités sont pastorales et agricoles. Les lendemains de la première guerre mondiale viendront apporter quelques retouches à ce modèle qui façonna la première génération du travail dans cet espace ouvert. Les gens de Ruga sont alors sollicités de divers côtés d'accueillir des nouveaux venus. L'armée démobilise. Et certains anciens combattants trouvent un refuge autour de Ruga. Ce sont en majorité des Hausa et des Zabarima. Ils cultivent, à la saison pluvieuse, des lopins de maïs et de manioc. Certains services publics établis vers Cantonments sont également à l'affût d'hébergements pour leurs travailleurs : Public Works Department, Water and Sewerage Corporation, Survey Department. La zone de Ruga est proche des lieux de travail. La visée de l'administration coloniale serait de rompre avec les cycles saisonniers de la main-d'œuvre, de détacher le travailleur urbain de son village d'origine.

1. Entretien avec les anciens, Ruga, le 6 décembre 1994.

Déjà, la peste bovine, qui frappa de nouveau le centre d'Accra en 1923, avait amplifié le mouvement des éleveurs Fulani vers Ruga. Au cours des années 20, la communauté s'élargit et se diversifia.

Ce ne sera pourtant que vers la fin des années 20 que Nima se transformera en creuset où la force de travail se dégagera de sa gangue rurale, et où le campement de pasteurs donnera naissance à un bidonville. Nima se forme alors, en même temps que se constitue une nouvelle génération de travailleurs urbains. Laissons les anciens de Ruga poursuivre leur récit :

« Nima doit son origine à une carrière située à Asylum Down. Un Fulani, nommé Mawlay, y était employé comme contremaître. Travaillait aussi là un Dogon, Ali Kado. Un autre Fulani, Alhadji Futa, était le protecteur des deux hommes. À cette époque, Fulani et Dogon étaient proches. Les Dogon parlaient la langue des Fulani. Mais les Fulani avaient du mépris à l'égard des Dogon. Malam Futa, qui résidait à Adabraka, ne s'établit pas à Ruga. Il ne s'installa pas non plus à Nima. Il délégua son autorité sur les terres en friches à Mawlay et à Ali Kado. Les premiers occupants passaient par Ruga pour gagner leurs abris. Et ils venaient puiser leur eau sur les terres de Ruga. Nima commença à se former à partir de 1929. En 1931, Mawlay y construisit une maison² ».

À ce récit, le représentant des Zabarima sur Nima viendra apporter quelques précisions. « Nima fut au début une zone de culture du manioc pour quatre personnes : Mawlay, Kola, Braimah Jimballa, Imoru Bosso. Ils cultivaient là, mais résidaient à Adabraka. Par la suite, ils furent autorisés par le chef d'Osu à y installer des cabanes à proximité de leurs champs de manioc³ ». Le représentant des Wangara ajoutera : « Malam Futa, qui parlait la langue Ga, s'entendit avec le chef d'Osu dont le territoire dépendait. Il désigna Mawlay pour le représenter. Ali Kado fut chargé de délimiter les parcelles à allouer⁴ ».

Les faits suivants semblent établis. La fondation de Nima date formellement de 1931. Alhadji Futa, un Fulani originaire du Mali, fut le fondateur de cette communauté. Riche commerçant, négociant en bétail, lettré réputé, enseignant coranique, homme d'influence, Malam Futa s'était installé à Adabraka. Dans sa maisonnée, il abritait de nombreux dépendants, Fulani et Dogon en particulier. Ceux-ci travaillaient comme manœuvres pour le Département des Travaux publics. Malam Futa

2. *Ibid.*

3. Entretien avec le représentant de la communauté Zabarima, Nima, le 12 juillet 1995.

4. Entretien avec Baba Issa, Nima, le 12 juillet 1995.

approcha les dignitaires de la Principauté Ga d'Osu. Il passa un accord avec Nii Odoi Kwao qui exerçait la fonction de *Damanste*, de « Chef de guerre », au sein du conseil traditionnel d'Osu. Celui-ci lui céda l'usage des terres de Nima selon un bail de 99 ans. En contrepartie, Malam Futa lui offrit les présents coutumiers : un mouton, 2 bouteilles de Schnaps, une petite somme d'argent. Ne souhaitant pas quitter sa demeure de Adabraka, Malam Futa délégua son autorité sur les terres à lui concédées à Mawlay, Fulani lui aussi, avec pour mission de veiller sur le sort de la communauté naissante. Un Dogon, Ali Kado, se vit conférer la responsabilité de délimiter et d'attribuer des parcelles où les migrants installeraient leurs habitations. Ce pouvoir bicéphale fonctionna normalement durant une quinzaine d'années. Il traduisait le caractère mixte des activités sur Nima, travail de la terre et labeur urbain. D'un côté, s'installèrent des pasteurs et des maquignons Fulani, ainsi que des cultivateurs Hausa. De l'autre, les lieux abritèrent des travailleurs migrants Dogon ou Mossi. Cette période formative marque le passage du campement au bidonville.

Cinq communautés se constituèrent bientôt sur Nima : les Fulani, les Dogon, les Hausa, les Zabarima, les Wangara. Les Fulani constituent un groupe disparate, car ils viennent d'horizons divers : Guinée, Soudan français, Niger, Nigeria. Ils ont une expérience ancienne des échanges à longue distance, du commerce du bétail et du trafic transfrontalier. Leurs attaches avec Accra ne sont pas nouvelles. Ils jouissent uniformément d'un certain prestige social, et exercent indirectement, à travers Malam Futa, et directement, à travers Mawlay, leur autorité sur cette collectivité en formation. Les Dogon sont originaires du Soudan français. Ils entretiennent des liens étroits avec les Fulani. Leur migration est plus récente : elle coïncide avec l'élargissement du marché de l'emploi sur Accra à partir de 1920. Eux non plus sont loin de constituer un bloc homogène. Ils sont fragmentés en nombreuses collectivités de « pays ». Les Hausa seront peu nombreux à s'installer. Ils ne le feront qu'après les Fulani et les Dogon. La plupart de leurs pairs préféreront rester à Hausa Lane et à Zongo Lane, ou venir peupler Zongo Tutu et Sabon Zongo. Leur autorité religieuse est incontestée. Et, malgré leur faible nombre, leur éminence sociale est largement reconnue sur Nima.

Les Zabarima furent au nombre des premiers à s'installer. Parmi eux, on compte nombre d'anciens militaires. Les conquêtes de Babatu dans le Nord, vers la fin du XIX^e siècle, avaient refoulé une partie d'entre eux vers les villes du littoral, Accra en particulier. Ils se dispersèrent dans les différents *zongo* de la capitale. La majorité d'entre eux s'établira à Nima. Ils constituent un groupe cohérent, mais faiblement structuré. Les Wangara sont les descendants de l'ordre des marchands parmi les

populations Mande. Ils sont familiers des échanges à longue distance depuis de nombreux siècles. Leurs filières de négoce sont en même temps des réseaux de diffusion de l'islam. Ils rivalisent avec les Hausa en zèle religieux. La communauté Wangara est d'origine diverse. Elle est composée de plusieurs groupes, les Dyula, qui sont des Malinke, les Marka (Bambara), les Yarse (appartenant à l'ensemble linguistique Moore-Dagbane). L'arrivée des migrants Mossi est plus récente. Leurs migrations saisonnières s'arrêteront longtemps à la zone forestière où ils travaillaient sur les plantations de cacao, ce qui leur permettait d'associer à ce travail saisonnier celui du commerce de la kola. Leur afflux dans la capitale correspondit à l'ouverture des grands chantiers de travaux publics à l'époque du gouverneur Guggisberg. Ils maintinrent longtemps leurs cycles saisonniers de travail, gardant des liens denses avec leur village d'origine. Considérant leur séjour à Nima comme provisoire, ils tardèrent à se structurer et confièrent la défense de leurs intérêts aux Wangara. Il en fut de même pour la petite communauté Busenga qui devint plus importante au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Les activités dominantes de ces communautés initiales diffèrent. Les Fulani sont des éleveurs, des négociants en bétail, des commerçants. Les Hausa sont, pour la plupart, des commerçants, des artisans, des professionnels de l'islam, des propriétaires de troupeaux, des cultivateurs, des anciens combattants. Les Zabarima se partagent entre l'armée, le commerce, l'artisanat et le travail de manœuvres. Une même diversité professionnelle caractérise les Wangara, commerçants par vocation, combinant le négoce avec les fonctions religieuses et les métiers de tâcheron. Le gros de la force de travail, qui se fera embaucher par les services techniques de l'État colonial et travaillera sur les chantiers, est composée de Dogon, de Mossi et de Busensi. Leur nombre dépassera bientôt celui des membres des autres communautés.

Le noyau initial se renforcera rapidement, ce qui s'explique par deux facteurs. La majeure partie de ceux qui peuplent Nima à ses débuts sont originaires d'autres quartiers du centre d'Accra progressivement congestionné : Zongo Lane, Cow Lane, Tudu, Adabraka. Les autres sont des nouveaux venus pris dans la vague des migrations de travail qui s'amplifient au cours des années 20. Les conditions de vie sont difficiles. Il faut aller puiser son eau à Ruga. Et le seul accès est un sentier qui part de Cantonments et traverse le campement des Fulani.

Disparate, l'entité sociale qui se constitue en l'espace de deux décennies est soudée par des liens communs d'appartenance. Il s'agit de migrants qui partagent le même souci de trouver une terre d'accueil, et qui, exilés, aspirent à retrouver une communauté. Tous, directement, ou

après un détour par la Côte d'Ivoire ou les Northern Territories, sont originaires de pays du Soudan ou du Sahel, et presque toujours, de territoires extérieurs à la Gold Coast. Enfin, à de faibles exceptions près, ce sont des musulmans. Pour eux, Nima offre quatre avantages rares. Les terres sont aisément disponibles, attribuées par leurs pairs, où ils pourront installer un abri ou séjourner auprès de « pays ». Situé en dehors des limites de la municipalité d'Accra, Nima représente une zone hors normes, échappant à la vigilance des autorités locales, aux contrôles policiers, à la législation et à la fiscalité. En outre, cet espace en marge se trouve situé à proximité du centre de la cité et des lieux d'emploi. Enfin, l'extériorité est considérée par les musulmans comme une protection, les préservant des aliénations et des tentations suscitées par la ville étrangère, mettant les fidèles de l'islam à l'abri de l'ardeur missionnaire des Églises chrétiennes. La croissance de Nima se trouve à la croisée de plusieurs projets : celui du *zongo*, qui soit le milieu d'accueil des migrants venus du Nord ; celui d'un milieu marginal, interlope, autonome ; celui du bidonville rapprochant les travailleurs de leur emploi ; celui enfin de la « Cité divine », communauté soumise exclusivement à la loi de Dieu. Ce projet de Cité divine que reflèteront les formes de l'habitat, sera avant tout celui des Wangara et des Hausa.

Les deux décennies au cours desquelles Nima émergera des taillis représentent une phase constitutive, de croissance, de passage. Les travaux de la terre, culture du maïs et du manioc, élevage des troupeaux, cessent d'être prédominants. Le migrant se tourne progressivement vers le travail urbain qui tend à devenir son activité exclusive. Ce passage s'amorce seulement. Le tremblement de terre qui secoua Accra le 22 juin 1939 marquera la véritable rupture. Une nouvelle ère s'ouvrira dans l'histoire du travail sur Nima.

Le vivier (1940-1981)

Désormais, Nima se constitue en bidonville, la poussée de l'urbanisation chassant vers l'extérieur les activités rurales, les classes laborieuses prenant la maîtrise de l'environnement et transformant définitivement le pâturage originel en cité ouvrière. Cette séquence, qui, globalement, correspond à une phase de croissance du marché de l'emploi sur Accra, se segmente en plusieurs épisodes distincts. L'impulsion viendra du gonflement de l'offre de travail, provoqué par la

deuxième guerre mondiale. Cet épisode (1940-1950), qui correspond à la guerre et à l'immédiat après-guerre, donne un élan décisif à la communauté naissante, lui faisant rompre les amarres avec son passé hybride. La ruralité s'efface. Le travail dans la ville s'impose comme le principal constituant du lien social. Puis s'ouvre, avec le nkrumaïsme, l'ère post-coloniale (1951-1966). Dans un premier moment (1951-1960), le marché du travail s'élargit. Simultanément, les flux migratoires s'accroissent et se diversifient. Le second moment, sans compromettre ces deux tendances majeures, amorce les opérations d'urbanisation forcée. Le dernier épisode, qui court de 1965 à 1981, est marqué par le coup de semonce donné aux migrations à longue distance, avec l'Alien Compliance Act de 1969. Il matérialise aussi les visées d'urbanisation contrainte qui se dessinaient déjà durant l'ère Nkrumah. Sous l'effet des vagues successives de migrations, l'espace sera bientôt saturé, Mamoobi accueillant désormais la majorité des nouveaux arrivants. Quartier populaire, Nima remplit une fonction unique : constituer un réservoir de main-d'œuvre non qualifiée sur le marché de l'emploi de la capitale ghanéenne. Pour le capitalisme colonial, ce sera un vivier abondant en force de travail disponible.

Dès la fin de l'année 1939, avec les travaux de reconstruction du centre d'Accra pour effacer les traces du séisme récent, s'ouvrent de nombreux chantiers. Plus importants seront les effets du conflit mondial, lequel entraînera une immense mobilisation de force de travail sur Accra. Les effectifs des travailleurs non qualifiés grossissent rapidement. Des bataillons africains sont formés, à Accra, par les Britanniques. Ces troupes seront envoyées combattre en Afrique orientale, en Abyssinie, contre les Italiens. Puis, elles embarqueront vers l'Asie, l'Inde, et participeront, en particulier, aux opérations en Birmanie. À partir de 1942, aux casernes britanniques viendra s'adjoindre la base américaine. L'aéroport d'Accra est transformé en plaque tournante d'un grand intérêt stratégique. Des moyens considérables sont investis dans la modernisation de l'aéroport. Les quartiers de Cantonments, de 37, de Roman Ridge, de Burma Camp, de Airport, où se concentrent les bâtiments militaires, sont vibrants d'activités. À proximité des casernes, se développent des zones résidentielles. Les besoins en manœuvres, en terrassiers, en porte-faix, en auxiliaires de l'armée, en gardiens et veilleurs de nuit, en domestiques, en prostituées, en trafiquants en tout genre grandissent soudainement. La majorité d'entre eux sont originaires des Nord lointains. La plupart trouveront refuge à Nima parmi leurs « pays ». Ainsi le bidonville voit-il son expansion vivement stimulée.

La période de l'immédiat après-guerre (1946-1950) viendra prolonger l'impulsion imprimée par les 5 années du conflit. En 1946, la démobilisation des anciens combattants aura des incidences directes sur le devenir de Nima. Ceux-ci sont en majorité originaires du Nord et musulmans. Ils se sont habitués à un mode de vie urbain. Nombre d'entre eux choisiront de s'établir à Nima. Leur expérience militaire les a ouverts sur le monde extérieur et en fait les porteurs d'un cosmopolitisme élargi. Elle les a marqués d'un esprit de corps et d'un sens de la discipline qu'ils imprimeront sur leurs milieux de travail. Ils partiront rapidement à la recherche d'emplois, et formeront bientôt une catégorie intermédiaire de travailleurs semi-qualifiés : chauffeurs, conducteurs d'engins, mécaniciens, topographes, contremaîtres. Certains utiliseront leur prime de démobilisation pour exercer un travail indépendant, petit commerce, artisanat. Avec eux, des activités diverses apparaîtront sur Nima, qui cessera d'être seulement un foyer de travailleurs. D'autres, préféreront construire une maison en dur, introduisant ainsi des formes moins précaires d'habitat, les toits en tôle ondulée remplaçant les couvertures de chaume. Enfin, les anciens combattants contribueront à la diversification de la population. En effet, une partie d'entre eux est originaire de la Gold Coast : Builsa, Kasena, Grunsi, Konkomba, Frafra.

D'autres facteurs contribuent à soutenir le marché du travail. Au lendemain de la guerre, les Britanniques relancent les plans de développement qui avaient été mis en veilleuse à la suite de la grande dépression de 1929. Ils entendent transformer les dispositifs de contrôle en appareil étatique, en privilégiant la modernisation des services techniques, le Département des Travaux publics en particulier. Simultanément, le secteur privé se renforce : compagnies commerciales, firmes d'import-export, industries de transformation. Alors que l'État représentait jusque-là le principal employeur, se constitue un actif secteur privé pourvoyeur d'emplois. Enfin, la population européenne devient plus nombreuse, les quartiers résidentiels qui prennent essor créant de nombreux emplois domestiques. La structure du travail sur Nima connaît ainsi de sensibles modifications. Si les activités agricoles continuent de décliner jusqu'à devenir marginales, le travail dans le secteur public perd son exclusivité. Le marché de l'emploi dans le secteur privé prend essor. Les activités domestiques de service se multiplient. Enfin, le travail indépendant fait son apparition avec les activités de petit commerce et d'artisanat. Si le Plan d'Accra de 1945 mentionne et localise le « village de Nima », la municipalité d'Accra continue de l'ignorer. Nima, c'est encore la « zone ».

La victoire électorale du Convention People Party (CPP) au début de l'année 1951 ouvre l'ère Nkrumah. Celui-ci est appelé à la tête du

gouvernement. Le premier épisode de la transition postcoloniale court de 1951 à 1960. De cette période historique, nous retiendrons surtout deux faits marquants, car ils intéressent plus directement Nima. Le premier datera du printemps 1951. C'est l'inclusion officielle de Nima au sein de la municipalité d'Accra. La mesure n'aura guère de conséquences immédiates. Le Département de l'Aménagement urbain et rural installe quelques toilettes publiques. Une demi-douzaine de points d'eau sont aussi créés. Sur le Plan d'Accra de 1954, apparaît, à l'est de Cantonments et de Kanda, une zone vaguement identifiée comme le « village Fulani », laquelle correspond au Nima d'alors. En 1957, Nima sera déclaré « espace gelé », ce qui signifie que toute intervention de l'État y est suspendue. Cette décision laisse présager des menaces qui touchent à l'existence même de Nima en tant que quartier. Mais celles-ci ne se préciseront que plus tard.

Le deuxième fait saillant sera la prise de pouvoir de la communauté Dogon qui se libérera de la tutelle des Fulani. Ce coup de force fut réalisé par l'assassinat du responsable Fulani, Mawlay, lors de la prière publique de l'Id'El Fitir, le 6 juillet 1951. Des tensions avaient surgi entre Ali Kado et la communauté Dogon d'une part, Mawlay et les Fulani de l'autre. Malam Futa semblait décidé à dessaisir Mawlay de sa délégation de pouvoir et à conférer l'autorité sur Nima à Ali Kado. Ce fut la rupture. Mawlay décida de faire bande à part. Lui et les siens iraient prier à l'écart des autres communautés. Les Fulani se rassemblèrent donc sur le terre-plein de l'église catholique où Mawlay conduisit la prière. Ce fut alors que les Dogon donnèrent l'assaut. Selon le représentant de la communauté Zabarima l'incident se déroula ainsi :

« La communauté de Nima devait se réunir pour la prière publique à Ruga, sous la conduite de Malam Chamba. À cette époque, les relations entre Malam Futa et Mawlay étaient tendues. Mawlay semblait décidé à se détacher de lui. Il avait le soutien d'une partie des Fulani, des Zabarima et des autorités traditionnelles Ga d'Osui. Malam Futa s'appuyait sur Malam Maharaba, un lettré Wangara fort influent qui s'était établi sur Nima au lendemain de la guerre. Il avait aussi l'appui de Malam Noga, un riche Mossi. Les Kado formaient un bloc uni ; ils avaient le renfort de la majorité des Wangara. Les Mossi gardèrent leur neutralité⁵ ».

L'un des notables de la communauté Dogon apporte certaines précisions sur cet épisode dramatique :

5. Entretien avec Usmanu Bukari, représentant Zabarima, Nima, le 15 juillet 1995.

« La tension entre les Fulani de Mawlay et les Dogon d'Ali Kado s'était exacerbée. Ils se disputaient les revenus tirés de l'allocation des parcelles et les taxes perçues sur le marché de Nima. Mawlay avait le soutien de Jimbala, un autre Fulani. En 1949, une rixe sanglante se déroula sur le marché. Les Dogon eurent le dessus. La population se divisa en deux camps opposés. Le conflit ressurgit à l'occasion de la prière collective clôturant le Ramadan, la célébration de l'Id'El Fitr. Traditionnellement, la communauté de Nima se réunissait sur un lieu de prière à Ruga. Mawlay et ses partisans décidèrent de conduire la prière à part, devant l'église catholique. Malam Futa rencontra Mawlay et tenta de le convaincre de se joindre à l'ensemble de la communauté. Ce dernier refusa. Malam Futa avait l'habitude de célébrer la fin du Ramadan à Accra. Néanmoins, il se rendit ce jour-là à Nima où il avait édifié une maison, non loin du marché. Les gens de Mawlay commencèrent à s'assembler. Certains étaient munis de lances, d'arcs et de flèches. Les Kado, armés de gourdins, attaquèrent l'assemblée de prière. Ils lancèrent des pierres sur leurs adversaires, les submergèrent par leur nombre et les contraignirent à la fuite. Mawlay, traqué, chercha refuge à l'intérieur d'une école. Il y fut débusqué et battu à mort. Sur des chevaux, Malam Futa, Malam Maharaba et Malam Bade Braimah, un Beriberi venu du Nigeria, conduisaient les vagues d'assaut Kado. Un policier Fulani participait à la prière avec les gens de Mawlay. Il courut au poste de police de Cantonments. Les forces de l'ordre vinrent immédiatement sur les lieux. Il y eut une première vague d'arrestations dans l'après-midi⁶ ».

L'affrontement avait coûté la vie à Mawlay. Les Fulani ne lui cherchèrent pas de remplaçant, et cessèrent d'exister en tant que communauté homogène. Les Dogon imposèrent leur hégémonie. Ils prirent le contrôle de la mosquée centrale et nommèrent leur *imam*, Malam Ahmadu. Dès le 6 juillet 1951, il y eut 82 arrestations. Malam Futa et Ali Kado furent bientôt relâchés. Au procès, qui se déroula le 7 décembre 1951, sur les 27 inculpés, 19 furent condamnés à 2 années de prison, et 8 furent acquittés. Les conséquences sur la vie sociale de Nima furent durables. Chaque communauté d'origine se constitua de manière autonome. Même si la prééminence des Dogon était établie, la fragmentation sociale s'installa. Ce fut cet état d'anomie sociale que constatèrent les membres de *Operation « Help Nima »* à la fin des années 60.

Cet épisode a retenu plus longuement notre attention du fait de sa double signification. Signification politique tout d'abord, puisqu'il s'agit bel et bien d'une prise de pouvoir.

6. Entretien avec Malam Bahro, notable Dogon, Nima, le 15 avril 1995.

« Sacrilège, le meurtre sur le lieu de prière fut un coup de force des Dogon pour se débarrasser de l'hégémonie Fulani. Dépositaires de l'autorité, contrôlant les terres, conduisant les prières, les Fulani étaient les véritables maîtres de Nima, les Dogon n'apparaissant que comme leurs vassaux et leurs tributaires. L'infraction au sacré n'était-elle pas nécessaire, parce qu'impensable et interdite, pour briser un ordre politique sacralisé ? La profanation n'avait-elle pas pour objet de rabaisser la superbe des Fulani en faisant tomber leur ciel en poussière ? Le rôle symbolique du cheval qui fixe ce crime indicible signale que le drame fut celui de la domination et de son refus. Le vendredi, les notables Fulani paraient sur leurs montures drapées dans les venelles étroites. Cet imaginaire des paysans et des cavaliers, des gens du peuple et des guerriers ressurgit ici. Mais l'image est inversée, les chevaux accompagnant les Dogon, les Fulani n'étant plus que des gens de la terre⁷ ».

Car, au-delà de cette signification proprement politique, il en est une autre, économique et sociale. Celle-ci reflète les évolutions du travail sur Nima. Les éleveurs, les agriculteurs y sont devenus minoritaires, marginaux. Le bidonville forme désormais une communauté de travailleurs de la ville, manœuvres, hommes de peine, domestiques. L'insurrection des Dogon exprime l'avènement des classes laborieuses dans l'espace social constitué par Nima et l'institution d'un nouveau type de lien social.

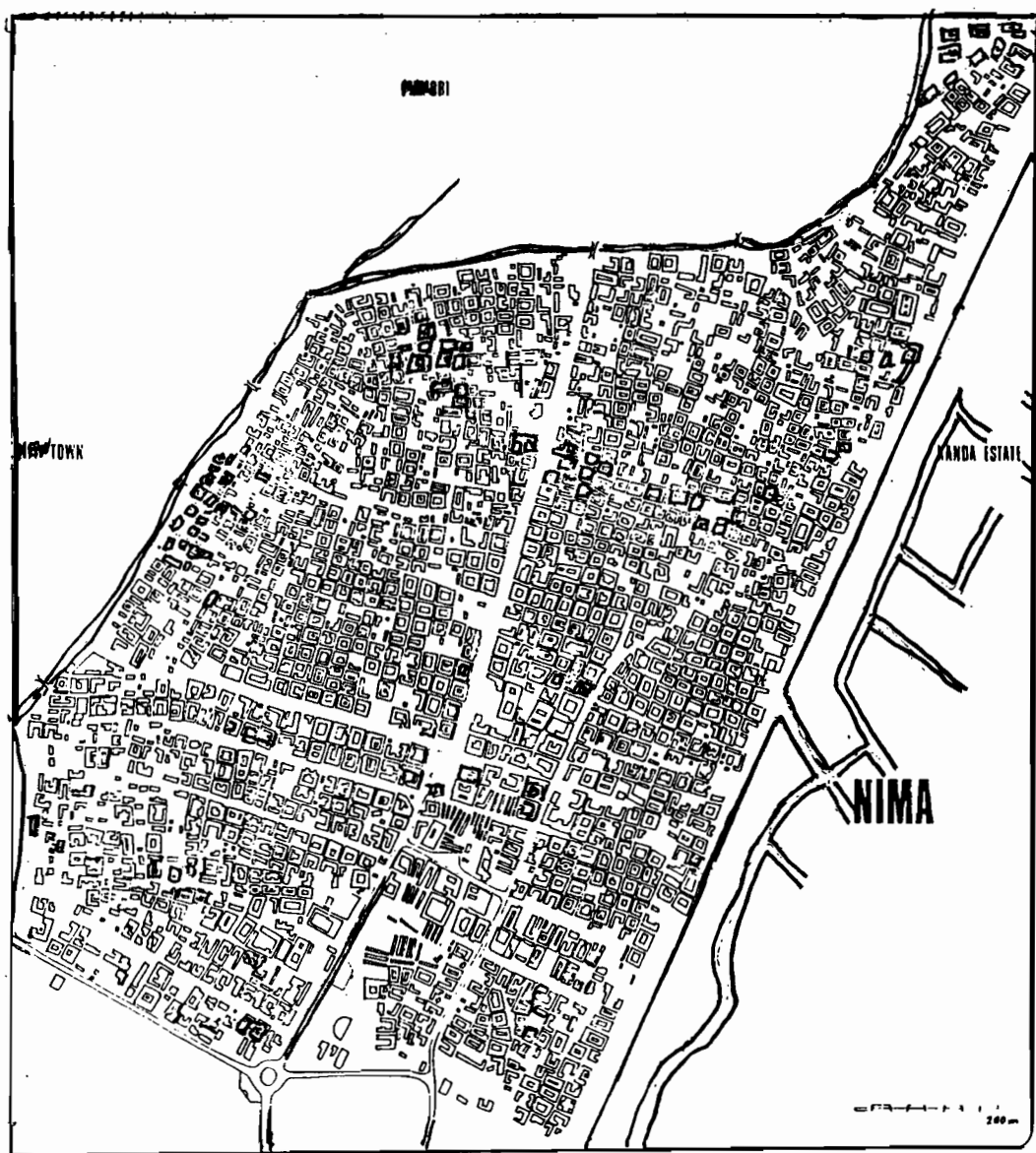
La signification religieuse de l'incident reste à vrai dire plus obscure. Mawlay est un Fulani originaire de Guinée. Il fut influencé par la première vague de l'islam Sufi dans la région. Originaire de Bobo Dioulasso, lettré, éducateur éclairé, Malam Maharaba appartient à l'islam modéré de tradition Wangara⁸. De plus, la Qadiriyya, qui inspira dans le passé les Hausa, n'existait plus à Nima que comme une pratique secrète. Enfin, les Fulani de Sokoto radicalisés par la croisade de Usman Dan Fodio, plus sectaires, proches du Wahhabisme, ne sont pas vraiment présents dans ce conflit. En revanche, le contrôle de la mosquée centrale fut un enjeu d'importance.

Les années 50 amplifient l'expansion du marché du travail qui s'était amorcée au cours de la décennie précédente. La construction du port de Tema et des cités ouvrières proches provoque un afflux de travailleurs migrants. Ils viennent en majorité du Nord. Mais, on relève une proportion importante de ceux originaires de l'Eastern Region et de la Volta. Le bidonville d'Ashaiman se forme. Les Fulani ne tarderont pas à

7. Lettre à Maguy, Nima, le 7 décembre 1994.

8. Wilks I., 1968, « The Transmission of Islamic Learning in the Western Sudan », in Goody J. (éd.), *Literacy in Traditional Societies*.

Carte n° 2
Nima en 1970 (Darmstadt Universität)



y conduire leurs troupeaux. Ashaiman deviendra rapidement le principal marché au bétail de la région d'Accra, Nima cessant d'être un lieu d'élevage et une foire aux bestiaux. De nombreux habitants de Nima travaillent sur l'immense chantier qui s'ouvre à Tema. Les migrants originaires des Northern Territories de la Gold Coast sont plus nombreux à s'implanter sur Nima, sans que se modifient fondamentalement les équilibres sociaux. Dans son étude sur les migrations, Jean Rouch donne un aperçu sur cette population en exil. Certains de ces migrants n'ont que 15 ou 16 ans. Sur Nima, comme dans les autres *zongo*, 80 % de la population est âgée de 16 à 45 ans. Elle est essentiellement masculine, avec une proportion de quatre hommes pour une femme. Selon leur occupation, les travailleurs migrants se divisent en deux « classes » : les « salariés », soit près de 70 % ; les « commerçants », de l'ordre des 30 %. Le travail migrant venu du Nord représente sur Accra plus de 60 % des salariés. Une certaine spécialisation se dessine entre les communautés d'appartenance. Dans les entreprises d'État et les travaux publics, on trouvera surtout des Kado, des Mossi, des Busensi. Les employés des maisons de commerce seront plutôt Zabarima ou Hausa. Ceux des services municipaux (nettoisement, maintenance, travaux d'équipement) sont des manœuvres Zabarima, Busensi ou Kado.

En juillet 1960, le Ghana devient une République pleinement indépendante. S'ouvre une phase nouvelle qui sera surtout marquée par la croissance de l'offre d'emplois, par la diversification communautaire de Nima et par les premières manifestations d'opérations d'urbanisme au bulldozer. Commençons par les transformations de l'environnement urbain. L'État ghanéen a pris la décision d'aménager sur Kanda un quartier résidentiel pour les hauts fonctionnaires et les cadres supérieurs des entreprises publiques. Le projet implique la disparition de Ruga. Malgré la résistance de la population Fulani et Hausa, les évictions seront effectuées. Le campement sera rasé. Seul subsistera un minuscule îlot Fulani autour de la mosquée. Cette opération coup de poing annonce aux gens de Nima le sort qui leur est réservé. Le pouvoir a prévu de les reloger à Madina ou à Ashaiman. En 1964, une Commission, Accra Slum Clearance Committee, présente son rapport. Il prévoit la disparition des bidonvilles de Nima, Labadi et James Town.

Le marché du travail sur Accra s'élargit. Les statistiques de l'emploi pour l'ensemble du Ghana attestent de cette croissance. On comptait, en 1960, 332 000 salariés dans les entreprises employant 10 personnes ou plus. Les effectifs passeront à 395 000 en 1965. L'augmentation est particulièrement importante dans le secteur public, qui, au cours de la même période, passe de 184 300 à 277 700 salariés, dans l'industrie, le bâtiment

et les travaux publics. Le nationalisme économique sous Nkrumah favorise le développement d'un capitalisme d'État fortement centralisé. À cette extension du marché du travail correspondra une nouvelle vague de migrations. Le panafricanisme du régime ouvre le pays à la main-d'œuvre venue des territoires voisins. Dans le même temps, la politique unitaire lève les obstacles à la mobilité interne. La population de Nima devient plus hétérogène, sans que la composition communautaire en soit radicalement altérée.

L'ère Nkrumah sera brutalement interrompue par le coup d'État militaire et policier du 24 février 1966. Sous les deux régimes suivants, militaire avec le Conseil national de libération (1966-1968), constitutionnel avec le gouvernement de Busia (1968-1972), on assiste à un tournant néolibéral. Pour la première fois, le FMI est appelé à intervenir dans l'économie ghanéenne. Mais les autorités politiques n'appliqueront que très timidement les mesures drastiques préconisées par les institutions financières internationales. Elles s'efforceront de réduire les dépenses budgétaires, sans toutefois diminuer les effectifs du secteur public. L'inflation sera légèrement ralentie. Quelques nationalisations seront décrétées, qui provoqueront de vives réactions de la part des syndicats. Les licences d'importation seront maintenues, mais leur nombre sera diminué, ce qui entraînera une concentration des activités commerciales. La réticence à s'attaquer aux déséquilibres monétaires donne la mesure des limites de ce processus de libéralisation honteuse. En décembre 1971, Busia se risque à procéder à une dévaluation de 78 % du cedi par rapport au dollar. Ce sera un tollé au sein de l'opinion publique. Discrédité, Busia sera aussitôt renversé par le coup d'État militaire du lieutenant-colonel Acheampong.

La tentation libérale n'influencera guère les tendances d'un marché du travail en expansion. Les effectifs des travailleurs des entreprises de 10 salariés ou plus qui s'élevaient à 395 800 en 1965 passent à 401 600 en 1971. La progression s'avère particulièrement sensible dans le secteur industriel où, de 32 500 en 1965, les effectifs s'élèveront à 56 700 en 1971. En revanche, le secteur du bâtiment et des travaux publics régresse, ce qui traduit un délaissement des grands projets d'infrastructure. L'emploi dans le secteur public reste stable, alors que le secteur privé se développe rapidement. Les statistiques de l'emploi sur Nima relevées en 1968 constatent un pourcentage de 67 % de travailleurs non qualifiés, celui des commerçants s'élevant toujours à 30 %. Cette main-d'œuvre migrante est principalement masculine, la proportion des hommes atteignant 67 %.

Les menaces d'urbanisation sous contrainte se précisent avec la publication, en 1968, d'un Plan pour Nima. Le projet passe par l'expulsion de 60 % de la population habitant sur Nima. Leur relogement s'effectuerait sur Madina, à 20 kilomètres de là, ou sur Ashaiman, situé à une quarantaine de kilomètres de distance. Il n'est pas question de réhabiliter le bidonville, mais de le raser. L'opération viserait à aménager un nouvel espace urbain, fortement intégré au centre d'Accra. Nima prolongerait le centre commercial de la capitale, traditionnellement engorgé. Serait aussi construit un quartier résidentiel réservé aux couches les plus aisées de la société. Nima perdrait ainsi son identité de ville à part et de quartier populaire. Ce fut pour réagir à ce plan d'urbanisme qu'un cercle réunissant des étudiants chrétiens de Legon lancera *Operation « Help Nima »* (OHP) dès 1968. Ces jeunes sont animés par l'idée de propager la foi chrétienne dans un milieu profondément musulman, ce qui, au départ, créera un malentendu avec les notables de Nima. Ils souhaitent, par ailleurs, apporter un appui technique à l'élaboration d'un projet alternatif de réhabilitation du bidonville. C'est dans ce cadre que seront effectuées les études de H.N. Wellington, puis des étudiants en architecture de l'Université de Darmstadt sur l'habitat et l'environnement urbain. Nous reviendrons plus longuement sur ces diverses interventions.

En 1969, une décision du gouvernement de Busia viendra bousculer les équilibres communautaires fragilement établis à Nima : Alien Compliance Act. Il s'agit d'un décret d'expulsion des ressortissants non ghanéens. Les Européens ne sont naturellement pas visés par cette mesure. En revanche, de nombreux Libanais sont contraints au départ. Le monde cosmopolite que constitue Nima est gravement affecté, d'autant plus que la majorité des migrants sont originaires de territoires voisins de l'Ouest-africain. Les principales victimes seront les Zabarima du Niger et les Gao du Mali, ainsi que les Yoruba qui s'étaient implantés à Nima au lendemain de la deuxième guerre mondiale, et constituaient une élite prospère de commerçants, d'employés, de fonctionnaires. Ces communautés furent forcées à l'exil massif. Si les Zabarima et les Gao revinrent à Nima une fois la crise passée, les Yoruba, qui avaient perdu tous leurs biens au cours de la rafle, préférèrent rester dans leur pays. Les Hausa ne furent guère touchés, car protégés par leur position religieuse. Quant aux Dogon et aux Mossi, qui représentaient la majorité des manœuvres sur Accra, leur force de travail était trop vitale pour l'économie, pour pouvoir être sérieusement inquiétés. La composition sociale sur Nima se vit sensiblement modifiée. De même que les Yoruba, les Hausa disparurent du bidonville, car ils décidèrent d'aller rejoindre leurs pairs à Sabon Zongo ou Accra New Town.

La séquence qui s'ouvre avec le coup d'État militaire du lieutenant-colonel Acheampong, le 13 janvier 1972, et qui conduit de 1972 à 1982, est marquée par la dégradation constante et abyssale de l'économie ghanéenne⁹. Elle se module en trois phases différenciées : les débuts du régime d'Acheampong (1972-1974) ; la crise de ce régime (1975-1978) ; l'inter règne politique (1978-1981). Dans un premier temps, le pouvoir d'Acheampong met en place un ordre autoritaire qui cherche une légitimité à travers une rhétorique populiste et socialisante. Le nouveau régime s'empresse de rompre avec le cours libéral imprimé depuis février 1966. La mesure de dévaluation est purement et simplement rapportée. Le Ghana décrète l'annulation unilatérale de ses dettes extérieures. Les primes et indemnités des fonctionnaires sont rétablies. Les crédits militaires sont fortement augmentés. Des distances sont prises avec le FMI. Après l'expérience avortée de libéralisation, le pouvoir ghanéen s'abstiendra, pour longtemps, de toute tentative de restauration des équilibres monétaires et financiers. Libre cours sera donné à l'inflation. Étroitement contrôlées, les importations sont réduites au nom d'une politique d'autosuffisance.

Le relâchement de la politique économique donne une impulsion au marché de l'emploi. Les effectifs salariés dans des entreprises de 10 personnes ou plus passent de 401 600 en 1971 à 451 600 en 1974. Le nombre des travailleurs du secteur public s'accroît notablement. Le secteur industriel continue de progresser, alors que celui du bâtiment et des travaux publics persiste à stagner. Sur Nima, l'espace disponible s'amointrit. La croissance démographique par l'afflux de nouveaux migrants se ralentit. L'expansion urbaine gagne désormais les hauteurs de Mamooobi. Cette extension de Nima accueillera la récente vague de migrants togolais, les Kotokoli et les Tchamba s'y installant en masse. Par ailleurs, certains habitants de Nima partent s'établir à Madina, à Adenta ou à Ashaiman.

L'événement le plus marquant pour Nima sera le démarrage d'une opération d'urbanisme de grande envergure durant ces premières années du pouvoir d'Acheampong. Depuis 1968, les étudiants de *Operation « Help Nima »* avaient commencé leurs enquêtes sur le terrain. S'ils entendaient agir comme interlocuteurs et groupe de pression face aux pouvoirs publics, leur intention était aussi de créer des structures locales de développement représentant et unissant les diverses communautés. L'accent fut mis sur les équipements collectifs et l'infrastructure. Les réalisations sur le terrain reteront modestes : une passerelle piétonne sur

9. Oquaye M., 1980, *Politics in Ghana, 1972-1979*, Accra, Tornado Publications.

le *gutter*, quelques travaux de drainage, la cimentation des abords de points d'eau et de quelques toilettes publiques¹⁰.

L'impact de l'action étudiante fut néanmoins considérable dans la mesure où elle libéra l'expression des communautés de Nima et les aida à manifester leur opposition aux projets du pouvoir. Le *Committee for the Development and Welfare of Nima-Mamoobi*, et son groupe de travail technique, *Nima-Mamoobi Housing Corporation*, sont l'émanation directe de leur intervention. Le comité était présidé par E.D. Dogboe qui résidait à Nima depuis 1949. Plusieurs notables y participaient, en particulier Malam Futa, Malam Bahro et Baba Issa. Le travail de H.N. Wellington fut réalisé à la demande des animateurs de OHN. Il établit de façon précise un état des lieux¹¹. L'équipe de l'Université de Darmstadt présentera une série de propositions en matière d'infrastructure et d'habitat. L'option de la réhabilitation est retenue, une reconstruction étant jugée irréaliste du fait de son coût exorbitant. Il est proposé de détruire 10 % de l'habitat existant, ce qui devrait affecter près de 6 000 personnes. Le reste serait réhabilité. La modernisation passe par une élévation des bâtiments, tout en conservant la structure des maisonnées et leur organisation rectangulaire autour d'une cour centrale¹². De cette série d'initiatives sortira, en 1973, un projet alternatif, le Plan de développement de Nima-Mamoobi¹³.

L'opération d'urbanisation au bulldozer démarrera le 22 octobre 1973. Les démolitions commencèrent immédiatement après. Huit cents maisonnées seront rasées, les habitants ne recevant aucune compensation¹⁴. La mosquée centrale, située sur l'emplacement de l'actuel marché, n'échappe pas à l'assaut des marteaux-piqueurs. En l'espace de deux années, Nima Highway sera ouverte. Un pont franchissant le *gutter* est construit ; il relie Nima et Mamoobi. Puis, faute de crédits, l'opération militaire tourna court. Nima redevient une zone gelée. C'est le retour à l'urbanisation spontanée.

La crise du régime Acheampong s'approfondit à partir de 1975. Le chaos économique s'installe. Le régime s'appuie sur deux piliers : les militaires de haut rang, qui contrôlent les postes clés de l'économie, les milieux d'affaires. Les dépenses publiques s'accroissent. S'institue un

10. Annorhah-Sarpei J., 1974, *Operation « Help Nima »*, op. cit.

11. Wellington H.N., 1969, *Nima : A Case Study of Spontaneous Urban Housing Growth*, op. cit.

12. Darmstadt Universität, 1971, *Nima*, op. cit.

13. Acolatse J.S., 1974, « Urban Renewal in Accra : The Example of Nima », Legon, Department of Geography, B.A. Thesis.

14. Nima-Mamobi Redevelopment Committee, 1973, Report of the Sub-Committee on Resettlement, miméo, n.p.

système hiérarchisé et généralisé de corruption que les Ghanéens désigneront du nom de *kalabule*. Le clientélisme, la spéculation sévissent. Le seul marché actif est le marché noir. La production décline. Les infrastructures se délabrent. En 1978, le taux d'inflation atteindra 116 %. Malgré le marasme de l'économie, le marché de l'emploi reste dynamique. On comptait 451 000 salariés dans les entreprises comptant 10 employés ou plus. Ils seront 481 000 en 1978. Les tendances précédemment observées se confirment : gonflement des effectifs du secteur public ; progression des entreprises industrielles et du secteur privé, lequel passe de 116 100 salariés en 1974 à 143 900 en 1977 ; déclin du secteur du bâtiment et des travaux publics.

La dérive de l'économie conduit à l'évincement d'Acheampong et son remplacement par l'un de ses pairs, Akuffo. Ce ne sera qu'un répit de quelques mois pour « *l'État Vampire*¹⁵ ». L'irruption de Jerry Rawlings sur la scène politique et la prise du pouvoir par l'AFRC (Conseil révolutionnaire des Forces armées) mettra un brusque coup d'arrêt à l'économie prédatrice. Ce bref épisode, qui ne durera que quelques mois (juin-septembre 1979), aura une vertu surtout morale et symbolique. Des élections rétabliront un régime constitutionnel. Elles seront remportées par Limann, avec le soutien de l'ancien courant nkrumaïste. Indécis, attentiste, le nouveau président s'abstiendra d'intervenir dans la sphère de l'économie. Il renouera avec le système précédent de corruption et d'incurie. Pour les habitants de Nima, ce furent des années noires. Les conditions de vie se détériorent avec des taux d'inflation à 3 chiffres, avec la pénurie des denrées de première nécessité et l'absence de moyens de transport. Pour faire face au marasme, plusieurs parades sont utilisées. Le développement de la pluriactivité se généralise, les hommes combinant un travail de jour et une activité nocturne. Les registres du secteur public se gonflent d'emplois fictifs. La mise au travail des femmes devient systématique. Enfin, de nombreux travailleurs prennent le chemin de l'exil, la majorité d'entre eux se faisant embaucher au Nigeria. L'annonce du renversement de Limann le 31 décembre 1981, durant la nuit de la Saint-Sylvestre, et du retour au pouvoir de Jerry Rawlings suscitera un sentiment d'immense soulagement parmi les couches populaires les plus appauvries, en particulier à Nima.

15. Frimpong-Ansah J.H., 1991, *The Vampire State in Africa. The Political Economy of Decline in Ghana*, Londres, J. Currey, XV + 205 p.

La décharge publique (1982-2000)

Le retour de Jerry Rawlings au pouvoir fut donc bien accueilli par la population de Nima. Sans engagement politique avéré, celle-ci était plutôt de sensibilité nkrumaïste. Le souvenir des déportations provoquées par l'Alien Compliance Act restait vivant. L'avènement d'un pouvoir rédempteur était attendu dans un horizon économique dévasté. S'ouvre alors une séquence de près de deux décennies qui sera primordialement marquée du sceau de l'ajustement structurel. Celle-ci est loin de constituer un bloc homogène. Elle se révèle différenciée, riche en péripéties.

Les épisodes de la vie politique fournissent une première toile de fond. Mais celle-ci reste bien lointaine pour les classes laborieuses des bas-fonds de la ville. Le moment révolutionnaire, celui de la mobilisation des comités de base et de la rhétorique populiste, constituera une brève parenthèse (1982-1984). Puis, après une période d'instabilité politique, le PNDC (Conseil national provisoire de défense) s'institutionnalise. S'établit un État d'exception, à ossature militaire, qui dirige les destinées du pays durant une décennie (1982-1992). Avant même que la stabilité politique ne soit totalement restaurée, un tournant vers la libéralisation s'amorce. En avril 1983, le FMI est appelé à la rescousse. Puis commence, avec les élections du dernier trimestre de l'année 1992, une longue période de transition démocratique (1992-2000). Cette trame politique se révèle cependant trop lâche pour restituer les aléas de l'environnement urbain et les vicissitudes des classes laborieuses.

Le contexte politique nous intéressera ici moins directement que les scissions imprimées par les mouvements de l'économie et par les fluctuations du marché du travail, puisque Nima vit avant tout selon les rythmes du travail. La périodisation que nous retiendrons conjuguera donc deux trajectoires, celle des contraintes économiques, celle de l'emploi. Nous distinguerons ainsi quatre séquences successives. La première phase est marquée par le chaos et l'instabilité (1982-1983). Puis, ce sera la première onde de choc de l'ajustement structurel (1984-1986). Par une série de mesures drastiques, le FMI entend imposer la restauration des grands équilibres macro-économiques. La phase suivante correspondra à la seconde vague des programmes d'ajustement (1987-1990). La Banque mondiale prendra le relais des politiques de libéralisation en engageant un ensemble de programmes sectoriels. Enfin, les années 90 seront celles de la crise des politiques d'ajustement structurel (1990-2000). L'impact de cette crise sera particulièrement dévastateur parmi les classes laborieuses urbaines, à Nima notamment.

De retour au pouvoir, Rawlings annonça d'emblée qu'il ne s'agissait « de rien de moins que d'une révolution ». Ce fut une période d'agitation et d'instabilité. L'État d'exception avait pour clef de voûte un pouvoir centralisé, personnalisé, autoritaire. Le discours messianique de Jerry Rawlings masquera l'absence de politique économique clairement formulée. L'adhésion populaire vient de l'engagement à moraliser la vie sociale, à rompre avec le système du *kalabule*¹⁶. Les comités de base oscillent confusément entre une logique de mobilisation et une logique de développement. Le pays sombre dans le creux de la vague. Au cours de la dernière décennie, le produit national brut a décliné de 1 % par an. Le revenu moyen a diminué de 30 %. L'infrastructure de base est ruinée. Les caisses de l'État sont exsangues, les rentrées fiscales représentant moins de 5 % du PNB. Les réserves en devises sont épuisées. Le système des transports est désagrégé. Les villes ne sont plus ravitaillées en produits de première nécessité.

Dans ce paysage de dévastation, une année noire, 1983, précipitera la plongée dans les abîmes. La sécheresse provoque des incendies de forêt. Les plantations de cacao sont détruites. Alors que la production de cacao régresse, les cours mondiaux s'effondrent. Le gouvernement du Nigeria décide alors d'expulser près d'un million de Ghanéens travaillant dans le pays. Ce cycle de calamités parachève le naufrage de l'économie. Le marché du travail est déprimé, atteignant son niveau le plus bas en 1981-1982. Le secteur privé est en voie de disparition, ainsi que les activités industrielles. Le marasme frappe de plein fouet la population de Nima. Les approvisionnements vivriers se raréfient. L'emploi se précarise. La mobilité est freinée par l'absence de moyens de transport. Les refoulés du Nigeria sont de retour. L'inflation rogne les revenus. C'est le cauchemar au quotidien.

Deux initiatives politiques annoncent le revirement néolibéral dès avril 1983. Le budget d'austérité est rendu public en même temps que la décision de recourir au Fonds monétaire international. La première vague de l'ajustement structurel (1984-1986) déferlera sur une économie au bord de la faillite. Au cours de cette phase initiale, le FMI prend les commandes et dicte ses remèdes. Il s'agit de rétablir les grands équilibres macro-économiques. De 1983 à 1986, les dévaluations se succèdent. Initialement échangé à 2,75 cedi au cours officiel pour 1 dollar, le cedi se dévalorise et le rapport passe désormais à 1 dollar pour 160 cedi. Les mesures préconisées par le FMI, et posées comme pré-conditions suivant la règle des crédits *stand-by*, bousculent les cadres de la vie économique.

16. Le terme *kalabule* désigne, au Ghana, un système de corruption généralisé et hiérarchisé. Il est l'équivalent du *magendo*, décrit par Immanuel Nabuguzi en Ouganda.

Les contrôles des prix sont abolis. Les subventions à la production et à la consommation disparaissent. Le système des licences d'importation se voit condamné. Les taux de change s'ouvrent à la loi du marché. Un nouveau Code des investissements est adopté. La fiscalité se fait plus rigoureuse. L'effet de choc de ces mesures économiques ne sera pas sans effet immédiat. Un taux de croissance de 5 % met un terme à la décennie de déclin. L'inflation est réduite, et avoisine désormais les 10 %. Les Clubs de Londres et de Paris, qui regroupent les institutions financières internationales, décident le rééchelonnement des dettes extérieures du Ghana. Cette phase de stabilisation politique sera aussi une phase de stabilisation économique. Le marché du travail connaît un regain de dynamisme. Les effectifs du secteur public s'accroissent. Le secteur privé, le secteur industriel se font plus actifs.

Sur Nima, l'impact sera plutôt mitigé. Le quartier est abandonné à son sort. Le chômage fait son apparition. La scolarisation se développe en même temps que le travail précoce. L'offre de santé primaire se réduit. Les régimes de protection sociale disparaissent. Les systèmes de reproduction sociale et les réseaux communautaires de solidarité s'épuisent. Les inégalités sociales s'accroissent.

Alors que la première phase des politiques d'ajustement structurel se concentrait sur les réajustements macro-économiques, la seconde se focalisera sur les réformes sectorielles (1986-1990). Le FMI passe la main à la Banque mondiale qui poursuit, sous le couvert du développement, les visées de libéralisation sous contrainte. L'un des volets des réformes sera la décentralisation. Celle-ci s'engage dès 1986 avec le renforcement du pouvoir des districts. Les politiques d'éducation sont fondamentalement modifiées. Les systèmes de santé sont mis à l'heure du marché. Les travaux de réhabilitation de l'infrastructure sont l'un des objectifs prioritaires afin de créer un environnement favorable aux investissements extérieurs. D'ambitieux programmes d'aménagement urbain sont démarrés (URBAN I, URBAN II, puis URBAN III). Le PAMSCAD (Programme d'atténuation de l'impact de l'ajustement structurel sur les couches les plus pauvres de la société) contribuera au financement d'équipements sociaux à partir de 1988. Bien que bâclée, l'enquête nationale sur les niveaux de vie, Ghana National Living Standard Survey (GLSS), révélera que 36 % des Ghanéens vivent au-dessous du seuil de pauvreté. À partir de 1987, la Banque mondiale commencera à s'intéresser à ce phénomène de la pauvreté de masse en tentant d'identifier des groupes particulièrement « vulnérables ». Le marché de l'emploi connaît un fléchissement général.

Pour les classes laborieuses de Nima, les politiques de réformes structurelles financées par la Banque mondiale et d'autres institutions de financement international ne signifieront toutefois pas la sortie du tunnel. Calquées sur le modèle étatique, les structures municipales de la capitale sont fortement centralisées et foncièrement autoritaires. Pour le Sous-District d'Ayawaso-East auquel appartient Nima, la libéralisation n'est qu'une façade. Les décisions viennent d'ailleurs. Les pouvoirs publics n'investissent pas sur l'éducation à Nima. La scolarisation est laissée à l'initiative privée, le gouvernement se contentant d'apporter son assistance à certaines écoles ouvertes par les *Malamai*, les « English-Arabic Schools ». Les systèmes de santé de base sont laissés à l'abandon. L'infrastructure et les équipements collectifs sont ignorés.

Les programmes d'urbanisation se traduiront par deux actions localisées. La plus importante touchera East Mamooobi. Celle-ci débute en 1984 sur des crédits d'une filiale de la Banque mondiale, l'IDA (Agence internationale pour le développement). Il est prévu de bitumer 2,4 kilomètres de ruelles et d'ouvrir quelques rues d'accès. Cinq toilettes publiques seront édifiées. 40 % des habitations seront équipées de l'électricité. Dix points de collecte des ordures seront aménagés. Ce projet ambitieux ne recevra guère l'aval de la population qui s'efforcera bien vite de reconstituer son espace de vie¹⁷. Un programme identique avait été prévu pour Nima West. Il se réduisit à l'ouverture de quelques rues. Puis il s'arrêta là. Si l'environnement urbain ne se modifia guère, le milieu social se décomposa insidieusement sous l'effet de la gangrène du chômage.

Les années 90 seront hantées par la montée de la crise de l'ajustement structurel. Devenus chroniques, les programmes de stabilisation économique révèlent leur inefficacité. Le retour de l'économie de traite et la respecialisation de l'économie dans la production de quelques produits d'exportation (cacao, or, diamant, produits forestiers) renforceront la dépendance par rapport au marché international. Le processus de désindustrialisation s'accélère. La politique de diversification des importations sera un échec. La monnaie nationale se déprécie inexorablement. Le marché de l'emploi se rétrécit. Les flux des migrations internationales s'amplifient, les destinations principales étant l'Afrique australe, la Libye, l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord. L'année 1995 marquera un tournant avec la rupture des grands équilibres économiques.

En 1993, Ravi Kanbur, directeur de la Banque mondiale au Ghana, tentera de dresser un bilan d'une décennie d'ajustement structurel. À ses

17. Aboagye-Atta K., 1990, East Maamobi Slum Upgrading Scheme : An Evaluation Study, Legon, Department of Sociology, M.A. Thesis.

yeux, la « saga » ghanéenne de l'ajustement structurel constitue un « incontestable succès ». Celui-ci serait dû largement aux apports extérieurs, de l'ordre de 8 % du produit intérieur brut, mais aussi au taux remarquablement élevé des investissements publics, entre 10 et 15 % du PIB. En effet,

« le Programme de stabilisation économique (ERP) représente en fait le brillant exemple d'une reconstruction de l'économie impulsée à partir du secteur public. Des progrès importants ont été réalisés dans la réhabilitation des infrastructures de base sans lesquelles ne peuvent affluer les investissements privés. Cependant, il est maintenant grand temps que le relais soit pris par le secteur privé. Le secteur public ne peut continuer à croître au même rythme que durant la période d'ajustement¹⁸ ».

L'économiste indien presse donc à une restructuration urgente du secteur d'État et à la privatisation de la majorité des entreprises publiques. Toutefois, il lui faut bien reconnaître que l'impact négatif de l'ajustement structurel sur les couches les plus pauvres est resté négligé. De plus, il s'avère, selon lui, bien hasardeux de cibler précisément les poches de pauvreté et de prendre des mesures effectives pour les résorber durablement.

La même année, 1993, une équipe d'économistes de la Caisse française de développement effectua un diagnostic de l'économie ghanéenne au terme de 10 années d'ajustement structurel, en s'intéressant plus spécialement au secteur financier¹⁹. Elle note la persistance d'un taux de croissance de 5 % par an sur l'ensemble de la décennie. Les investissements publics sont passés de 7 % du PIB en 1985, à 16 % en 1993, dont près de la moitié sont constitués par des apports financiers internationaux. Le salaire de base fut doublé. Les systèmes de protection sociale furent partiellement préservés. Ce serait ainsi profilé un « modèle keynésien » de l'ajustement. L'analyse ne masque cependant pas les ombres au tableau. L'inflation connaît un second souffle, s'élevant à 24,9 % sur 1993. Le cedi se déprécie. La balance commerciale se creuse. Le doublement des importations n'est que faiblement compensé par une hausse de 50 % des exportations. Ce ne sera qu'à partir de 1987 que le PNDC commencera à s'attaquer aux emplois fictifs. Les effectifs de la fonction publique resteront parmi les plus élevés d'Afrique. La pro-

18. Kanbur R., 1994, *Welfare Economics, Political Economy and Policy Reform*. Accra, World Bank, p. 13.

19. Boudy C., Leenhardt B., Lheriteau M.F., 1993, *Structural Adjustment and the Financial Sector in Ghana*, Paris, Caisse française de développement.

duction industrielle s'est effondrée. La liquidation des entreprises d'État attendra 1990 pour s'amorcer timidement. La progression de la privatisation piétine. Quant au secteur financier, il reste d'une incroyable vétusté. Le bilan reste donc contrasté. Il laisse toutefois pointer la réapparition des déséquilibres économiques globaux.

Les aléas politiques effleurent Nima. Musulmane, originaire du Nord, la population, dans sa grande majorité, adhère à l'action de Rawlings. Celui-ci a favorisé l'essor des écoles anglo-arabes. Il a aussi œuvré pour l'institutionnalisation de l'islam et sa reconnaissance officielle au Ghana. Les élections nationales de 1992 sur Nima exprimeront une large approbation des politiques de stabilisation politique et économique du PNDC²⁰. Celles de 1996 seront dominées par la question de l'unité nationale et de l'aboutissement de la transition démocratique²¹. En décembre 1996, Rawlings est consacré comme président. Le NDC reste largement majoritaire au Parlement.

Les années 90 seront marquées à Nima par un retour à l'urbanisation spontanée. L'unique grand projet sera l'ouverture de Kanda Highway. Quelques toilettes et douches publiques seront financées par la Banque mondiale. Les équipements collectifs, l'infrastructure de base, resteront ignorés par les pouvoirs publics. Nima est plus que jamais une zone « gelée », livrée à l'abandon. La coulée d'urbanisation, frayée par Nima Highway, change d'aspect avec l'apparition d'immeubles à étages, de boutiques, de dépôts. Mais les ordures ne sont toujours pas enlevées.

Au seuil des années 90, la Banque mondiale vaticine sur le destin économique du Ghana. Le stade de la stabilisation économique serait désormais dépassé. Le moment serait venu d'imprimer un rythme de croissance accélérée, afin de rejoindre le peloton des pays à revenu intermédiaire. Un mirage pointe à l'horizon : celui d'égaliser les pays à forte croissance du Sud-Est asiatique, les « nouveaux dragons » industriels. La stratégie est orientée vers l'économie d'exportation, la recherche de compétitivité, l'ouverture sur le marché mondial. Le quotidien se révèle plus glauque. La croissance se ralentit. Les indicateurs macro-économiques virent au rouge. Le taux d'inflation saute de 13 % à 27,7 %. Les taux d'investissement passent de 16 % à 13 %. Les déficits budgétaires se creusent. Le prix du carburant renchérit de 60 %.

1995 sera l'année noire avec les premières émeutes anti-FMI sur Accra. Le taux de croissance est tombé à 4,5 %. L'inflation se redresse à

20. Verlet M., 1997, « Ghana : l'effet Rawlings », *Afrique Contemporaine* (182), p. 89-100.

21. Verlet M., 1998, « Political Attitudes and the 1996 Elections : Market and Politics in Techiman South », in Ayee J. (ed.), *The 1996 General Elections and Democratic Consolidation in Ghana*, Accra, Gold Type.

70,8 %. Les cours du pétrole poursuivent leur hausse. La monnaie locale voit sa valeur chuter, un dollar s'échangeant contre 1 446 cedi. Le gouvernement ghanéen, malgré les injonctions des institutions financières internationales, se révèle absolument incapable de réaliser les objectifs macro-économiques fixés. Les contraintes économiques extérieures se resserrent. En avril, le projet de budget décide une hausse du prix des carburants de l'ordre de 30 %. Quelques jours plus tard, la taxe à la valeur ajoutée (VAT), de l'ordre de 22 %, sera décrétée. Les prix à la consommation flambent. Dans un pays qui est fait de mobilité, le renchérissement des coûts de transport est difficilement supportable. Les hausses spéculatives des prix se généralisent. Le taux d'inflation bondit à 80 %. Les manifestants investissent le centre d'Accra. Le ministre des Finances est contraint à la démission. La mesure d'imposition de la TVA sera rapportée. Cette phase critique est surtout révélatrice de la montée d'une crise plus profonde, plus durable, celle de l'ajustement.

À la veille de l'année 2000, de sérieuses turbulences secouent l'économie ghanéenne. L'impact des chocs extérieurs est durement ressenti : crise financière asiatique, récession de l'économie japonaise, cours élevés du pétrole, chute de l'or sur le marché mondial. Viendront s'ajouter des conditions domestiques adverses : sécheresse, pénurie énergétique. Les perspectives économiques sont moroses. Le système de corruption institutionnelle et généralisée, le *kalabule*, est de retour. L'effondrement de la monnaie nationale se poursuit. L'inflation atteint un taux supérieur à 20 %. Les déficits budgétaires persistent. Hormis l'essor de l'industrie touristique, la diversification économique est un fiasco. C'est dans ce climat de crise que se tiendront les élections nationales de décembre 2000.

Certes, le pouvoir en place peut reprendre à son compte quelques facteurs positifs. Le taux des investissements publics est resté élevé au cours des 15 dernières années. L'infrastructure de base a été modernisée. Le milieu rural a bénéficié de programmes importants d'équipements et de modernisation. Deux secteurs ont connu une forte expansion : les services, le tourisme. L'État ghanéen a su mobiliser une considérable aide internationale, dont il a réussi à utiliser efficacement les apports financiers, notamment dans les domaines de l'infrastructure, de la rénovation urbaine, des équipements scolaires, de la réhabilitation des marchés locaux. Le marasme du début des années 80 est désormais oublié. Mais l'environnement économique reste précaire.

Les jeunes sans emploi et les femmes laborieuses contribueront, de façon décisive, au renversement de la majorité NDC qui soutient Rawlings. Mitigé, le bilan économique des vingt années du pouvoir de

Rawlings est résolument contesté. Deux thèmes pèseront lourd dans l'échec final : le retour de la corruption, le rétrécissement du marché de l'emploi. Lors des élections générales de la fin de l'année 2000, le parti d'opposition de tendance conservatrice et néolibérale, le NPP, remportera très largement les élections présidentielles, s'imposant également, mais, de manière plus réduite, aux législatives. Le scrutin reflètera les évolutions sociales. Une couche opulente de propriétaires et de négociants a émergé. Quatre femmes vivent au conservatisme.

Les jeunes, tenus en marge, rêvent d'un changement, quoi qu'il puisse être. La défaite du parti au pouvoir, le NDC, fut sensible, y compris dans les quartiers populaires, des grandes villes. À Nima toutefois, une large partie de la population continua de manifester sa confiance à Rawlings. Une nouvelle page s'ouvre dans l'histoire politique du Ghana. Celle-ci se traduit-elle par un changement de cap sur le terrain de l'économie ?

Accédant au pouvoir en janvier 2001, le nouveau président, John Kufuor, tardera à imprimer un infléchissement dans la politique économique ghanéenne. Certes, il promet l'avènement « d'un âge d'or pour les affaires ». Or, en 2001 et en 2002, les changements sont rares à se concrétiser. Le taux d'inflation s'élève à 42 %. La privatisation du secteur public, qui est l'un des objectifs prioritaires du gouvernement, est ralentie par la résistance des syndicats. Les charges de fonctionnement qui pèsent sur l'État, en particulier sous forme de salaires, réduisent ses capacités propres d'intervention. Les programmes d'investissements prioritaires, dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture, de l'éducation, de la santé restent lettre morte du fait de l'absence de ressources financières. Les projets de modernisation et de développement dépendent plus étroitement que jamais de l'aide internationale. S'agissant de l'infrastructure routière, par exemple, seul un crédit de 200 millions de dollars de la Banque mondiale permet de réaliser un nombre limité d'aménagements.

À partir de 2003, certains signes plus favorables pointeront à l'horizon. Les cours du cacao et de l'or sont à la hausse. On observe une reprise des investissements étrangers dans le secteur minier. L'Anglo-American, par le biais de l'Anglo-Gold, s'assure le contrôle des Ashanti Goldfields. L'afflux de capitaux sud-africains ouvre la voie d'une modernisation des conditions d'extraction dans le gisement d'Obuasi et d'une notable expansion de la production d'or au cours des prochaines années.

Auparavant, en mars 2002, le Ghana avait bénéficié d'un substantiel allègement de sa dette extérieure de 3,7 milliards de dollars. Cependant, en 2003, le service de la dette représente encore 2,7 % du PNB.

À la fin de l'année 2003, le principal facteur d'euphorie est la hausse de 38 % de la production de cacao par rapport à l'année 2002. La récolte record de 2003 atteint 442 000 tonnes. Le prix d'achat de la tonne de cacao au producteur a été revalorisé de 41 %. Autre élément d'optimisme : le relatif rééquilibrage des équilibres macro-économiques. La dette a été allégée. L'inflation est réduite, le taux s'abaissant à 25 %. Le taux de croissance tend vers les 5 % (contre 1,8 % pour la période 1980-2000). Le gouvernement qui souhaite favoriser l'essor du secteur privé a lancé une campagne contre la corruption publique. Du fait de sa stabilité politique, le Ghana bénéficie d'une bonne image à l'échelle internationale. Le gouvernement ghanéen entend en profiter en obtenant des financements extérieurs au titre du NEPAD.

Les ombres au tableau ne manquent pas. La diversification de l'économie tarde à s'amorcer, à l'exception de deux secteurs en forte expansion : les services et le tourisme. Globalement, le Ghana continue de dépendre de deux produits d'exportation : le cacao et l'or. Les autres produits miniers (bauxite, diamants, manganèse) qui ne représentent que 3 % de la production minière ghanéenne constituent un apport marginal. La production forestière est en déclin. Le secteur manufacturier (22 % du PNB) périclité. Plusieurs branches, en particulier l'industrie textile, sont en perdition. La contrebande de produits en provenance de la Côte d'Ivoire, en particulier le riz et le cacao, perturbe le marché ghanéen. Malgré son image positive, le pays se montre incapable d'attirer durablement des investisseurs étrangers, le secteur minier étant l'exception. La hausse vertigineuse des cours du pétrole dresse une menace inquiétante sur l'évolution de l'économie. La hausse de 98 % du prix de l'essence à la pompe va se répercuter directement sur l'ensemble de l'économie. La sortie du tunnel est longue à apparaître. Autre indice préoccupant : le revenu annuel par tête diminue. Les nappes de pauvreté s'étendent, alors que les inégalités sociales se creusent.

En décembre 2004 ont lieu de nouvelles élections générales, présidentielles et législatives. Sont en lice les mêmes protagonistes qu'en décembre 2000 : Kufuor et le NPP d'un côté, John Atta Mills et le NDC de l'autre. Les questions économiques et sociales devraient être au centre des débats. Si le candidat sortant, Kufuor, jouit d'un préjugé plutôt favorable, rien n'est joué. Il sera intéressant d'entendre s'exprimer le jugement que les Ghanéens portent sur les évaluations économiques en cours.

Pour les classes laborieuses de Nima, les effets de la crise de l'ajustement structurel continuent d'être durement ressentis. Le démantèlement graduel du secteur public, le retrait de l'État en matière d'investissements, la réduction des programmes de réhabilitation des infrastructures, le

déclin du secteur industriel signifient une détérioration persistante du marché de l'emploi. L'économie de pauvreté répand ses ravages sur les couches les plus défavorisées, les plus vulnérables de Nima.

Le résultat des élections de décembre 2004 est sans surprise. Le candidat conservateur, J. Kufuor, obtient dès le premier tour l'investiture avec 54 % des suffrages. Son parti, le NPP, reste majoritaire au Parlement. Le basculement s'est opéré dans les quartiers des villes, y compris parmi les couches laborieuses. À Nima, toutefois, les équilibres politiques ne sont guère modifiés.

Sur Nima, les figures du travail se modifient, se déforment au cours des dernières décennies. L'univers du travail se métamorphose. Le chômage fait son apparition, après des décennies d'emploi assuré. Le paysage social se transforme avec une génération de travailleurs mis à la casse et qui n'existent plus que comme des fantômes errants. La moitié des familles sont affectées. Elles se reconstruiront autrement. Le travail cesse d'être exclusivement masculin. Les femmes redoublent d'activités, se spécialisent, se professionnalisent. Nima cesse d'être uniquement un foyer de travailleurs. Désormais, le quartier grouille d'activités, de jour comme de nuit. Nima est devenu un lieu de travail. La féminisation de la force de travail accompagne son rajeunissement. Paradoxalement, c'est alors que Nima s'ouvre à la scolarisation de masse que se développe la mise au travail précoce des enfants. Le travail indépendant devient l'un des principaux facteurs d'emploi.

La vie sociale est marquée par les inégalités qui s'accusent localement. Les liens communautaires se resserrent. L'islam gagne en vitalité. L'individualisme imprègne l'esprit des jeunes. Les mobilités urbaines accentuent les mélanges de population, la composante méridionale se renforçant. Le malaise social s'alourdit.

Hannah Arendt notait : « Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire²² ». Rejoignons donc sans plus attendre ce monde des travailleurs sans travail.

22. Cité par Castel R., in *Les Métamorphoses de la question sociale*, op. cit., p. 8.

3

Le retrait de l'homme salarié

Il sera question ici de l'homme et du travail. Car, dans le passé, le travail migrant fut un phénomène essentiellement masculin, et parce que le travail dans la ville tissa les rapports communautaires et fut l'élément constitutif du lien social sur Nima. Mais il s'agira d'un drame en deux actes. Le premier moment, le plus long, qui correspondra à une période de longue durée de croissance du marché du travail urbain au Ghana (1920-1980), sera celui de l'émergence du travailleur salarié, lequel deviendra la clef de voûte des formes élémentaires de la vie sociale dans le bidonville en formation. Le second acte, qui s'amorce dès la fin des années 70, puis se précipite avec les politiques de dérèglementation du travail imposées par les institutions financières internationales, et qui se confirmera avec la débâcle du marché de l'emploi qui marquera les années 90, sera hanté par l'apparition, dans les venelles de Nima, de la silhouette du travailleur sans travail, du chômeur.

Ces deux états opposés imprègnent tous les aspects de la vie sociale. À une période d'intégration et de resserrement des réseaux communautaires succède brutalement, en l'espace d'une décennie, une séquence d'anomie sociale, d'effritement des modes de protection et de reproduction sociales, de déréliction, de précarité ou, selon le mot de Michaël Walzer, de « désassociation ». À la figure devenue familière de l'homme travailleur se substituera dès lors celle, plus inquiétante, plus insolite, du travailleur déchu, privé de son emploi, d'un individu « fatigué de lui-même », pour reprendre l'expression d'Alain Ehrenberg, frappé inexorablement d'inexistence sociale, de dissociation.

L'état initial coïncide avec la formation du salariat urbain. Le travail naît de la mobilité, des mouvements migratoires à longue distance. Une figure du travailleur se dessine, se cristallise. Le profil est celui d'un

homme jeune, célibataire, illettré, non qualifié, d'un migrant venu du Nord, mal dégagé de sa gangue rurale, encore attaché à sa communauté villageoise, le plus souvent musulman, irréductiblement étranger à la ville. Le travail sera essentiellement masculin. Les réseaux de solidarité les plus proches associeront d'abord les travailleurs migrants par communautés d'origine. Des liens plus larges rapprocheront l'ensemble des musulmans. Les unités domestiques qui se constituent en foyers d'accueil sont donc des sociétés d'hommes qu'unissent les familiarités de « pays » et l'appartenance commune à l'islam. Les femmes, les enfants ne représentent qu'une minorité, et ne participeront que marginalement à cet univers du travail. Tous ces exilés partagent un même but : accéder à un travail rémunéré, accumuler rapidement un pécule. Le même rêve de retour au pays d'origine, de retrouver bientôt leur communauté villageoise les habite.

Cet état initial se confortera progressivement. Les situations de travail se stabiliseront. De saisonnier, le migrant se fixera à proximité des gisements d'emploi. Les classes laborieuses de Nima se constitueront à partir d'une matrice unique : celle du travail salarié. Cet univers du travail restera à dominante masculine. Les unités domestiques constituent des ensembles essentiellement masculins. Si, parallèlement, l'artisanat prospère, le commerce ne se développera que lentement. La consolidation de la condition laborieuse entraînera, vers les années 60, de profondes modifications des configurations sociales. Ce sera d'abord l'arrivée des femmes. Assuré dans sa situation de travail, le migrant devient un chef de famille. D'autre part, le travail indépendant, négoce, artisanat, prend de l'ampleur. Le travail se diversifie, mais tous partagent la même condition laborieuse, chacun ne vivant que de son travail, les inégalités sociales restant faiblement marquées. Avec des retouches mineures, notamment l'essor des activités de petit commerce des femmes, c'est ce modèle qui s'imposera jusqu'à la fin des années 70.

Le second état sera dominé par l'ébranlement de la condition salariale. Celui-ci provoquera le retrait de l'homme travailleur, lequel se voit déposséder, en même temps que de son emploi, de sa position sociale au sein de l'univers familial. En l'espace d'à peine deux décennies, un travailleur sur 3 perdra son emploi. Une famille sur 5 se trouvera affectée. Les formes de la vie sociale sont profondément altérées. Les figures du travail se métamorphosent. Le travail se décline désormais aussi au féminin. Le travail indépendant, commerce, artisanat, activités de service, prend son essor. Les enfants se trouvent précipités précocement sur un marché du travail dérégulé. Alors que les activités laborieuses avaient

jadis pour cadre principal la ville extérieure, le quartier populaire s'anime désormais d'une intense activité et se transforme en lieu de travail.

Ce renversement de tendance dans les situations de travail retiendra primordialement notre attention à ce stade, car il est à l'origine de la dérégulation des unités domestiques, de leur recomposition ainsi que de la métamorphose des activités laborieuses. Nous nous intéresserons avant tout au destin de l'homme au travail, à son ascension sociale en tant que prolétaire et chef de famille, puis à son basculement dans la dépendance, l'inexistence et la dépossession sociales.

La condition laborieuse

À la phase prolongée d'expansion du marché du travail sur Accra qui court de 1920 à 1980 répondirent l'activation des flux migratoires et le processus de formation d'une classe laborieuse urbaine. Celle-ci se concentra fortement sur ce campement de travailleurs que devient Nima. Elle est constituée pour 80 % de migrants descendus du Nord.

Les parcours de mise au travail et de prolétarianisation passent par des étapes récurrentes. Le jeune qui s'aventure à la recherche d'un emploi et de la richesse est extrait d'un terroir où il surveillait les animaux, avant de participer avec ses aînés aux travaux agricoles. On ne part pas seul, mais en équipe. Le pécule du voyage sera le plus souvent procuré par des parents. La destination finale a été repérée, puisqu'il s'agit le plus souvent de suivre les traces d'aînés, de « pays » qui ont pris le chemin du Sud. Les premiers voyages s'arrêteront dans la zone forestière, les jeunes se faisant embaucher en tant que travailleurs saisonniers sur les plantations de cacao ou sur les chantiers forestiers. Lorsque s'annonce au pays le temps des cultures, on reviendra au village en portant sur la tête une charge de kola ou de sel à marchander là-bas. Les séjours dans le Sud seront brefs, de 6 à 7 mois. Les départs seront irréguliers. Le village reste l'horizon rêvé. Puis, le jeune migrant ira rejoindre les siens dans un *zongo* de Kumasi ou des villes du littoral. L'attraction d'Accra est vive, car c'est la capitale du territoire colonial et le principal gisement d'emplois publics. L'arrachement à la communauté rurale se transformera bientôt en enracinement aux marges de la ville.

La quête d'un emploi s'opère par bonds successifs. Les filières de migration de travail sont bien connues. La première, celle de l'est, relie le pays Hausa à la Gold Coast à travers Sokodé, puis passe par Salaga,

Kumasi ou Koforidua, avant de filer sur Accra. Celle du nord-est, qui fut la plus ancienne et resta la plus active, part du Soudan français, de la Haute-Volta et du Niger pour, à travers Bawku, Tamale, Kumasi, aboutir à Accra. Celle du nord-ouest descend, par Leo, Wa, Techiman, jusqu'à Kumasi, avant de bifurquer, d'un côté vers les villes minières et le port de Sekondi-Takoradi, de l'autre vers Accra. Ultérieurement s'ouvrira une filière littorale. Il existe des échelles migratoires, les *zongo* disséminés le long des voies traditionnelles d'échanges à longue distance, des sas intermédiaires comme les zones de forêts avec les plantations de cacao et les chantiers forestiers, des villes relais comme Korofidua, Nkawkaw, Suhum ou Nsawam. Accra sera le mirage du migrant au long cours.

Arrivé à destination finale, il s'agira pour le migrant, jeté sur le pavé de la ville, de se trouver un point de chute. Ce sera le plus souvent auprès d'un frère aîné, d'un oncle, ou bien auprès de « pays ». Il sera intégré au sein d'une unité domestique. C'est là qu'il logera et qu'il fera son apprentissage du métier de prolétaire. Il sera d'abord soumis à l'expérience du labeur à la tâche. Mais il ne perdra pas de vue son but initial : accéder à un emploi stable et rémunéré. Plusieurs filières d'emploi sont ouvertes. Le plus facile sera de s'en remettre à un parent déjà établi, à un proche, à un « pays ». Mais, en ces périodes de gonflement de l'offre de travail, s'adresser aux Offices du travail (Labour Bureau) sera une solution efficace. En l'espace de quelques jours, le migrant se verra proposer un poste, le plus souvent dans le secteur public (75 % des emplois). Si l'intéressé a un passé militaire, toutes les portes lui seront ouvertes.

Les trajectoires professionnelles se révèlent segmentées. On passe d'un emploi à un autre. Mais cette segmentation va de pair avec la continuité de l'activité, avec une sécurité grandissante. On observe des glissements d'un travail à un autre, des périodes de retour au village, sans que les perspectives de se retrouver sans travail ne paralysent la mobilité. Le passage d'un emploi à un autre peut répondre à plusieurs exigences. L'interruption provisoire afin de retourner au pays natal sera provoquée le plus fréquemment par des événements de la vie familiale : le décès du père, la maladie de la mère, le désir de trouver une femme. Ce retour inopiné pourra se prolonger plusieurs années. Mais revenu dans le Sud, il ne sera guère sorcier de renouer avec les filières classiques de travail. Les changements d'occupation tiennent le plus souvent à l'exigence d'améliorer sa condition. Ainsi, on passera d'un emploi précaire à un emploi stable, d'un labeur à la tâche à un travail salarié, d'un travail pénible ou dangereux (mineur de fond, bûcheron, employé à piler du *fufu* dans un *chop bar*) à un travail plus plaisant ou plus sûr. Le salaire sera un facteur important de cette mobilité professionnelle, ainsi que la recherche de

promotion et de qualification. L'objectif commun est de s'établir dans un emploi public permanent, assuré et rémunérateur. Les besoins de ces travailleurs célibataires qui vivent, en petites collectivités, aux marges de la ville et à la lisière de l'État, qui ont gardé leurs habitudes de frugalité d'hommes du Nord sont relativement restreints. Même si les salaires d'ouvriers non qualifiés sont dérisoires, ils constituent une masse d'argent à laquelle ils n'étaient nullement habitués.

Si la segmentation des parcours de travail est la règle la plus générale, on note aussi une forte stabilité de l'emploi qui contraste avec la période récente de déréglementation du marché du travail. C'est ce qui ressort de quelques trajectoires typiques de ces travailleurs migrants de Nima.

Écoutons d'abord Bukari Usmanu, un vieux Zabarima :

« Je viens du Niger où j'étais cultivateur et pêcheur. J'ai émigré vers la Gold Coast en 1920. J'ai gagné Accra où je me suis établi à Kadri Zongo, dans le centre de la ville. Puis, je suis parti à Nsawam rejoindre mon frère aîné qui y travaillait pour la CFAO. En 1923, je fus embauché comme commis de magasin. Puis je fus transféré à Suhum jusqu'en 1939. Je revins à Accra où je me trouvais au moment du tremblement de terre. J'occupais alors un emploi au Survey Department (Service Topographique). Cela ne dura que quelques mois. Puis je fus embauché comme jardinier par un Européen qui habitait Tudu. Ce travail m'occupa trois ans environ. Ensuite, je fus employé par le Water Works and Sewerage Department. Je pris ma retraite en 1977, c'est-à-dire après 50 années d'activité. Sur mes six enfants, trois sont établis en Amérique. Ma fille est là-bas avec son mari. Sa sœur cadette l'a rejointe. Mon fils est aussi installé là-bas. J'ignore ce qu'ils font comme travail. Ils ne m'en ont jamais parlé¹ ».

Ce récit n'est pas infirmé par l'un de ses amis, Baba Diallo, un Wangara :

« Je suis venu en Gold Coast en 1932. J'étais un paysan appartenant au peuple Bambara. Je me suis d'abord installé à Adabraka au sein de la communauté Wangara. Mon installation à Nima date de 1942. Je commençai comme travailleur à la CFAO. Puis, j'obtins un poste de magasinier, toujours à la CFAO. Cet emploi se prolongea 35 ans. Je suis retourné deux fois au Mali. Ma femme est originaire de là-bas. J'ai quitté la CFAO en 1964. Par la suite, j'ai retrouvé divers emplois pour des périodes, chacune d'une demi-douzaine d'années, par exemple comme

1. Entretien avec Bukari Usmanu, Nima, le 19 novembre 1994.

garde-barrière à la Cour Suprême d'Accra. Je passe facilement d'un emploi à un autre en présentant mes certificats de travail. Mon frère et son fils viennent parfois du Mali me rendre visite. Je n'ai pas l'intention d'y retourner. J'ai plusieurs enfants. Le benjamin est à l'Université, à Legon. deux autres sont installés en Hollande, l'un comme dessinateur, l'autre comme métallurgiste. L'aîné est aux États-Unis, à New York, où il est pompiste dans une station-service. Ils ne me rendent pas visite, car ils risqueraient de ne pas pouvoir repartir. Ils m'envoient de l'argent et des vêtements. Nous correspondons par lettres. Lorsque j'ai migré, j'avais dans l'esprit de retourner au pays. Mais je suis resté, parce que j'ai trouvé la vie d'ici plus agréable. C'est la même chose pour mes enfants. Ils avaient l'intention de revenir, mais se sont fixés là-bas² ».

L'expérience de Abdul Raogo, un Mossi du Yatenga, n'est guère différente.

« Je quittai mon pays pour la Gold Coast il y a 70 ans de cela. Je fus d'abord travailleur saisonnier sur une plantation de cacao en Ashanti. Je retournais chaque année au village pour participer aux travaux agricoles et pour négocier les kolas que je ramenaïs du Sud. Je vécus ainsi durant quelques années. Puis, je descendis sur Accra où je m'établis d'abord à Sabon Zongo. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, je m'installai à Nima. En venant en Gold Coast, j'espérais devenir riche avant de regagner mon village natal. Mais je ne rencontrai pas la richesse, et il me fallut rester. Avant la guerre, je travaillais comme manœuvre pour les Gold Coast Railways. Lorsque la guerre éclata, je fus incorporé dans l'armée. Je ne participai pas aux combats. En effet, je fus employé comme auxiliaire à l'hôpital militaire d'Accra, "37" Military Hospital. Au bout de 20 ans de services, je fus démobilisé. C'était en 1960. Depuis, je touche une pension. Je tiens un petit commerce. Depuis quatre ou cinq générations, les Mossi avaient pris l'habitude de descendre en Gold Coast, d'abord pour se faire embaucher comme travailleurs saisonniers sur les plantations de cacao et les chantiers forestiers. Certains se faisaient employer dans les mines d'or. D'autres travaillaient dans les villes comme main-d'œuvre à bon marché. Lorsqu'ils revenaient régulièrement dans leurs villages, ils en profitaient pour commercer la kola et le sel. Nombre d'entre eux se fixèrent définitivement à Kumasi ou sur Accra. Dans la capitale, ils se faisaient recruter comme manœuvres dans les entreprises publiques : Gold Coast Railways, Public Works Department, Water Works and Sewerage Corporation, Survey Department. Certains se

2. Entretien avec Baba Wangara, Nima, le 20 novembre 1994.

firent policiers ou militaires. Le pourcentage de commerçants spécialisés restait relativement faible. Ceux qui passèrent par l'armée y acquirent une qualification technique et se reconvertirent comme électriciens, mécaniciens, chauffeurs ou personnel de surveillance. À présent, il n'y a plus de travail ici. Désormais les Mossi préfèrent émigrer vers la Côte d'Ivoire³ ».

Représentant de la communauté Wangara d'Accra, Baba Issa est à Nima une importante personnalité. Il a connu par le passé ce parcours du migrant :

« Mon grand-père était un Wangara habitant à Buna. Il appartenait à l'ordre marchand des Dyula. Il dut fuir Buna lorsque Samory s'empara de la ville et la mit à sac. Il se réfugia à Wenchî. Mon père, Karma Abubakar, était un *Malam* réputé. Pour ma part, je naquis dans le centre d'Accra, à Cow Lane, en juillet 1930. Je fréquentais l'école coranique à Cow Lane. Puis, je poursuivis mes études coraniques à Kumasi auprès de Malam Alhaji Kituwa. J'entrais en 1944 à Kumasi à l'école primaire catholique. Ma scolarité fut interrompue. Mon père se méfiait de cette éducation missionnaire. Il me retira de l'école en 1950. Il préférait me voir apprendre le métier de tailleur. Je fus donc placé comme apprenti auprès d'un tailleur de Tudu. Mon père avait tout organisé et versa les frais de formation. L'apprentissage dura cinq années, jusqu'en 1955. Je fus alors embauché par les Gold Coast Railways en 1956. Je fus affecté à Sekondi-Takoradi. Je confectionnais des uniformes sous la direction d'un tailleur Yoruba. Je restai six années à Sekondi-Takoradi. Le métier de tailleur ne me plaisant guère, j'acquis, alors que je travaillais à Takoradi, une formation d'électricien. Je fus bientôt muté de l'atelier de confection des uniformes à un emploi d'électricien. Je fus transféré à Kumasi où je restai, toujours aux Chemins de Fer, et toujours dans le métier d'électricien, de 1972 à 1976. Je fus alors muté sur Accra jusqu'en 1980. Je fus enfin nommé inspecteur des Travaux et affecté à Kumasi. En 1984, je donnai ma démission. J'avais été victime d'une électrocution sur une ligne durant un orage. Je choisis d'arrêter. J'assumai les fonctions de responsable des Wangara d'Accra à partir de 1985. Je fus officiellement intronisé comme Sarkin Wangara en 1993. J'anime désormais une ONG islamique de conseil familial et de contrôle des naissances, Moslem Family Counselling Service. Je participe à de nombreux comités sur les questions de population et de développement local. Il m'arrive fréquemment de participer à des conférences internationales au Moyen-Orient, en Europe ou en Amérique. Les Wangara ont ouvert ce pays aux

3. Entretien avec Abdul Raogo, Nima, le 8 novembre 1993.

échanges commerciaux. Ce sont eux qui fondèrent les premières villes, qui furent à l'origine des *zongo*, qui constituèrent le premier noyau de ceux que l'on appelle les *kramo*⁴ ».

Une trajectoire quelque peu différente est retracée par Moses Kabika, un menuisier-charpentier Birifor des hauts de Nima :

« Je suis né à Derge, non loin de Wa. J'ai 55 ans. De 7 à 19 ans, je travaillais au village, d'abord comme berger, puis en participant aux travaux agricoles. Mon frère aîné vint un jour rendre visite au village. Il réussit à me convaincre de venir à Accra avec lui, car la vie y était plus facile. Je me joignis à lui. Je trouvai mon premier emploi à Nkawkaw à piler du manioc et de l'igname dans un *chop bar*. J'allais d'un petit boulot à un autre. Ce travail était épuisant. Je décidai de regagner mon pays. Une seconde fois, mon frère me persuada de l'accompagner à Accra. Il m'installa à Nima. Il m'orienta rapidement vers le Bureau d'embauche (Labour Office). Ma demande fut enregistrée. Dès le lendemain, on me proposa un emploi. C'était en 1961. J'entrai comme manœuvre à la GNCC (Ghana National Construction Corporation). Je travaillai comme maçon, puis comme menuisier-charpentier dans l'industrie du bâtiment. Je restai 25 années à la GNCC. Je quittai en 1985 à cause des retards de salaires. Je reçus une indemnité de départ. J'ai retrouvé, en 1987, un nouvel emploi de préposé à la surveillance de l'Agence de l'aviation civile. Un ami de la GNCC me procura cette opportunité. C'est un travail de jour qui m'occupe de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Je m'y rends à bicyclette. J'ai une activité secondaire. Je fabrique des meules pour broyer les grains et les épices ainsi que des pilons. Je suis marié, et j'ai cinq enfants. Ma femme faisait le commerce de détail de maïs et de sorgho. Maintenant, elle vend des cosmétiques. Tous mes enfants vont à l'école, car c'est pour eux la meilleure chance de trouver plus tard un emploi. Les périodes de vacances, je les passe dans mon village d'origine. Je pars avec des cadeaux et de l'argent à distribuer à mes parents et à mes amis restés au pays⁵ ».

Entendons à présent le récit de Awini Apirago, un Kusasi de Bawku :

« Je suis originaire de Zongo Wiri, un quartier de Bawku. Dès les années 30, je descendais saisonnièrement dans la Région Ashanti pour travailler sur les plantations de cacao. Je faisais des allers et retours. À

4. Entretien avec Baba Issa, Nima, le 15 juin 1995.

5. Entretien avec Moses Kabika, Nima, le 3 février 1995.

partir de 1938, je me fixai de façon permanente à Accra. Je trouvai rapidement un travail à la Water Works and Sewerage Corporation. J'y travaillai 35 ans. Lorsque je quittai, on m'accorda une pension dont je vis aujourd'hui. Lorsque je m'installai à Nima, à la veille de la guerre, on n'y trouvait que des huttes disséminées. Il n'y avait pas d'eau. Des militaires, des policiers, des travailleurs du gouvernement colonial érigeaient des baraques. Ce sera au lendemain de la guerre que les anciens combattants construiront les premières maisons. Il n'y avait pas de boutiques. L'ouverture de boutiques date des dix dernières années. Au moment de l'Indépendance, il y eut un second essor. Dans le passé, il était facile de trouver un emploi. Aujourd'hui, c'est devenu presque impossible. Certains sont contraints de regagner leur village. D'autres sombrent dans la délinquance. Le chômage frappe désormais toutes les générations⁶ ».

Les parcours des gens du Sud qui se sont établis depuis longtemps à Nima ou Mamooobi ne diffèrent pas fondamentalement de l'itinéraire professionnel des migrants venus du nord. Tournons-nous d'abord vers un Éwé originaire de la Volta.

« Les Éwé ne formèrent une véritable communauté sur Nima que dans le courant des années 50. La majorité d'entre eux sont installés sur Mamooobi. Mais ils n'y représentent qu'une infime minorité si l'on compare avec la majorité des gens venus du nord. Jadis, ils se déplaçaient surtout en fonction de leurs activités de pêche. Mon père est originaire de Keta. Il vint à Accra dans les années 30. Je suis né à James Town où il résidait. Je fus envoyé à l'école à Keta auprès de parents. Je revins à James Town. Je travaillai d'abord comme piroguier sur le port d'Accra, aidant au débarquement des passagers ou au déchargement des cargos. Je trouvai ensuite un emploi de manœuvre en 1937 à l'occasion des travaux d'agrandissement de l'aéroport d'Accra. Je fus ensuite enrôlé dans l'armée. Je fus militaire de 1941 à 1947. J'appris à conduire des camions. Au lendemain de ma démobilisation, je trouvai un emploi de conducteur de camions pour un entrepreneur de Winneba. Cela dura 3 ans. Je fus alors embauché par A.G. Leventis jusqu'en 1961. Je retournai à Keta pour les funérailles de ma mère. Je regagnai bientôt Accra. De 1962 à 1963, je fus conducteur de camions sur le port d'Accra. Puis, je fus transféré sur le port de Tema, conduisant toujours des camions. Je quittai ce travail, en 1966, pour m'établir à mon compte. Je fis du transport routier entre Accra et Lomé, puis entre Lomé et la Côte d'Ivoire. En 1968, je fus recruté comme chauffeur de direction à la Banque Commerciale. Je poursuivis ce

6. Entretien avec Awini Apirago, Nima, le 21 octobre 1993.

travail jusqu'en 1981. Je donnai alors ma démission. J'achetai un véhicule. Je l'exploitais sur le trajet Accra-Lomé. Ceci jusqu'en 1986. Le renchérissement du prix des carburants me contraignit à abandonner. Je suis maintenant retraité, et vis dans la maison que m'a laissée mon père à Nima. J'ai une petite activité de vente d'alcool local (*akpeteshie*). Je ne parle pas le Hausa, mais je suis familier de la langue Ga. De nombreux Éwé sont maçons parce que c'est le métier du pauvre. Il ne nécessite pas d'outils coûteux⁷ ».

Les trajectoires de travail correspondent à une période d'offre soutenue de main-d'œuvre faiblement qualifiée. L'emploi public est l'objectif principal et sera le tremplin vers d'autres activités. Le système de rémunération se complique avec le temps. Le travail à la tâche est rétribué sur une base forfaitaire. L'emploi salarié est payé sur la base d'un salaire minimum journalier, réévalué périodiquement au gré des négociations entre les organisations syndicales (TUC) et le gouvernement. Ce salaire de base est modulé en fonction des accords par branches professionnelles. Le système est compliqué par les nombreuses primes et indemnités qui furent arrachées par des grèves et des luttes collectives : prime d'ancienneté, de transport, de repas, de logement, de fin d'année, indemnités d'heures supplémentaires. Ces primes et indemnités peuvent représenter jusqu'à 30 % du salaire de base. Tant que les salaires tomberont régulièrement, les liens avec le village d'origine resteront vivants. C'est de là que l'on fera venir les femmes. La période de constitution des familles sera la consécration d'une période longue de plein emploi. Celles-ci ne survivront pas à la récession du marché de l'emploi et à la déréglementation du travail salarié. Une première société se forma, essentiellement masculine, soudée par l'expérience commune de l'exil, unie par l'islam, tendue vers le travail. Les réseaux de solidarité sont forts. Ils s'enracinent dans les unités domestiques. Nima est alors essentiellement un campement de travailleurs à proximité des gisements de travail.

En 1970, on ne comptait sur Nima que 5 % d'inactifs, et un nombre équivalent de pensionnés. Ces derniers sont pour la plupart d'anciens militaires ou d'anciens policiers, Mossi, Frafra, Builsa, Grunsi, Wala. Le travail indépendant, qui deviendra par la suite si important, n'emploie qu'une minorité, de l'ordre de 30 % de l'activité sur Nima. Encore beaucoup de ces travailleurs indépendants exercent-ils leur activité en dehors du bidonville qui tarde à sortir de son statut de foyer de travailleurs. Le travail indépendant se dégage progressivement suivant ses propres filières. Il est souvent le prolongement d'une activité, sur Accra, d'éleveurs ou de

7. Entretien avec le chef de la communauté Éwé de Nima, Nima, le 31 décembre 1996.

cultivateurs. Ainsi nombre de Fulani deviendront-ils tailleurs, les Hausa se tournant plutôt vers le commerce ou l'artisanat. Plus communément, le passé militaire conduira au travail indépendant. Sous les drapeaux, il sera parfois possible d'acquérir une qualification technique qui permettra une reconversion en tant que chauffeur, mécanicien, électricien. Mais surtout, la prime de démobilisation, puis la pension régulière procureront des ressources que certains transformeront en capital pour créer une petite entreprise. Dans d'autre cas, l'expérience professionnelle sera utilisée pour travailler à son propre compte. Puis, avec la montée de la crise, le travailleur indépendant le deviendra par pure nécessité, afin de pallier la perte de son emploi salarié.

L'assise du travail salarié des hommes sera la base sur laquelle, dans les années 60, se construiront les familles. Toutefois, la cellule familiale ne dissoudra pas complètement la structure des unités domestiques. Elles coexisteront, se combineront. La venue des femmes conférera à Nima son ambiance rurale. Des réseaux de proximité renforceront la cohésion sociale qu'avait créée la communauté de travail, et les systèmes de protection sociale s'en trouveront renforcés. Au départ, l'activité des femmes ressuscitera les activités d'échanges des zones rurales, en même temps que leur présence reconstituera sur Nima des constellations villageoises.

L'ébranlement de la condition salariale viendra ruiner, en l'espace de deux décennies, une vie sociale, des systèmes de protection et de solidarité, des structures communautaires que l'activité laborieuse avait mis trois quarts de siècle à sédimenter.

Le travailleur déchu

Par le passé, le marché du travail subit, à diverses reprises, des fléchissements sensibles. Le phénomène n'est donc pas totalement nouveau. Toutefois, il ne s'agissait alors que de pauses, liées à la conjoncture, auxquelles succédaient des phases de reprise.

La Grande Dépression de 1929 frappa de plein fouet les territoires coloniaux. Les programmes démarrés dans le cadre du Plan décennal de développement initié en Gold Coast par le gouverneur Guggisberg furent ralentis ou interrompus. L'offre d'emplois publics s'en trouva rétrécie. Divers types de régulations permirent néanmoins aux travailleurs migrants de s'accommoder sans dommages graves à cette conjoncture déprimée. La pratique des mouvements saisonniers restait vivante. Il était toujours

possible, à ce stade de la formation des classes laborieuses, de revenir au pays, et ce retour n'était nullement perçu comme une tragédie. Les flux migratoires restent flexibles, volatils. Ils se réorientent ou se ralentissent au gré des vicissitudes de l'offre d'emploi et de l'attrait des gisements de travail. Sur Nima, qui n'est encore à l'époque qu'un simple campement où coexistent des éleveurs, des cultivateurs et des travailleurs, le travail de la terre s'imbrique étroitement avec les activités de manœuvre. Il sera toujours possible au travailleur privé d'emploi de se consacrer à nouveau à la culture ou à l'élevage. Un autre facteur important est que le migrant n'a pas personnellement de charge de famille. Il est célibataire, parmi d'autres célibataires. Il lui suffira donc d'espacer ses visites au village, ce qui lui épargnera de distribuer de l'argent et des présents à ses proches. Par ailleurs, au cours des années 30, les structures de l'administration indirecte (*Indirect Rule*) sont mises en place. Cela entraînera le recrutement d'une multitude d'agents locaux pour étayer ces dispositifs de contrôle qui serviront de relais au pouvoir colonial. Enfin, à partir de 1936, le marché urbain du travail s'anime à nouveau. L'imminence de la guerre incite l'État colonial à se renforcer. Les recrutements seront particulièrement nombreux dans l'armée, la police, ainsi qu'au Département des Travaux publics. Cette brève séquence de marasme économique (1930-1936) sera surtout l'occasion pour les gens de Nima de resserrer leurs réseaux de solidarité et de mettre à l'épreuve leur esprit communautaire.

Une seconde récession du marché de l'emploi public se produit sous le gouvernement de Busia. Elle ne fut qu'éphémère (1968-1971). Elle sera compensée par divers éléments. Si le travail dans le secteur d'État régresse, le secteur privé a le vent en poupe. Avec le creusement des inégalités sociales, des couches opulentes émergent dans les villes. La demande de gens de maison s'élargit. Par ailleurs, les déportations de migrants imposées par l'*Alien Compliance Act* de 1969 déciment la force de travail. De nombreux emplois vacants sont à prendre. Enfin, les unités familiales commencent seulement à se constituer. Sous les débuts du régime Acheampong, une phase brève de relance économique s'amorcera (1972-1974). De nombreux emplois se créeront dans le secteur public. Ce sera la sortie de l'ornière.

La ruine de l'économie ghanéenne, qui se précipite à partir de 1975, minera tous les aspects de la vie sociale. L'inflation, le renchérissement de la vie, la pénurie des produits de première nécessité, la ruine des infrastructures de base, la dislocation du système des transports transforment la vie quotidienne en cauchemar. Les flux migratoires vers Nima se raréfient. À peine constituées, les unités familiales subissent durement

cette crise qu'avivent les réseaux de corruption et la généralisation de la pratique du *kalabule*. Les travailleurs de Nima réussiront à inventer plusieurs types de réponse à cet empire du chaos qui sévira sur une période prolongée (1975-1983). Une parade fort répandue, qui correspond au climat moral dégradé de l'époque, consistera à cumuler, avec son travail habituel, un emploi fictif afin de toucher frauduleusement un salaire supplémentaire. Un second remède sera cherché dans la pluri-activité. À l'activité salariée principale viendra s'ajouter un second travail, soit salarié, soit indépendant. Une réaction plus générale consistera dans la mise au travail des femmes. Enfin, aller tenter sa chance à l'étranger sera pour beaucoup la solution, le Nigeria représentant la destination principale.

La crise de dérèglementation du marché du travail qui s'engage, à partir d'avril 1983, avec la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel, pilotés par le FMI et la Banque mondiale, provoquera sur Nima l'ébranlement de la condition salariale. Les esquives utilisées précédemment ne sont plus guère opérantes. Les emplois fictifs sont radiés des rôles. Le Nigeria a procédé, en 1983, à l'expulsion massive du million de travailleurs ghanéens qui se trouvaient dans le pays. Diverses répliques sont néanmoins tentées par les travailleurs de Nima. L'activité des femmes se professionnalise. Les enfants eux-mêmes seront mis au travail. La pluriactivité se répandra. Et l'on assistera à un développement impétueux du travail indépendant. Les figures du travail se modifieront radicalement. Désormais, le travail indépendant représente plus de 50 % des activités. Les chômeurs errent dans le quartier. Les unités familiales se disloquent. À la famille restreinte succède la famille éclatée. Celle-ci se fond bientôt au sein d'unités domestiques recomposées.

L'effritement de la condition salariale se produira graduellement. Anticipant la débâcle qui interviendra à partir de 1986, la récession du marché de l'emploi touchera, à partir de 1979, le secteur privé, en particulier le secteur industriel, ce ralentissement étant partiellement compensé par les migrations internationales et par la relance, entre 1983 et 1985, de l'offre d'emploi dans le secteur public. À partir de 1986, de premières mesures affecteront plus directement le secteur public. Les emplois fictifs sont identifiés et radiés des rôles. Une politique sélective de licenciements par branches est engagée. Elle ne vise que quelques entreprises d'État. Le Cocoa Marketing Board (COCOBOD), la GNTC (Ghana National Trading Corporation) et GIHOC (Ghana Industrial Holding Corporation) subissent des baisses drastiques d'effectifs. Cependant, au grand dam des institutions financières internationales, l'allègement des effectifs est limité et fort lent, et la majeure partie du

secteur public restera largement épargnée. En outre, la mise en place des structures décentralisées à l'échelon des districts ouvrira localement de nombreuses possibilités d'emplois.

La vague la plus importante de licenciements interviendra à partir de 1990. Elle se conjuguera avec le mouvement de privatisation de nombreuses entreprises d'État. L'impact sera durement ressenti sur Nima où la montée du chômage massif va de pair avec, à partir de 1995, le renchérissement du coût de la vie et le retour des déséquilibres économiques globaux. La crise de l'ajustement structurel débouche sur une impasse.

Il existe toutefois certaines branches d'activité qui connaissent un regain d'activité. C'est le cas notamment du secteur du bâtiment et des travaux publics, des industries minières, des exploitations forestières, des transports, des activités de services, des firmes d'import-export, de l'industrie touristique, des emplois domestiques ou des activités de surveillance. Les travailleurs de Nima sont intéressés plus particulièrement par les emplois dans le bâtiment, les grands travaux d'infrastructure, les emplois domestiques et les activités de surveillance. Nima commence par ailleurs à se tourner vers les activités de transport, les activités commerciales et la spéculation financière. Le phénomène le plus spectaculaire sera, dans ce marasme de la condition salariée, l'essor du travail indépendant, notamment le petit commerce et l'artisanat. Ce travail indépendant, lorsqu'il mobilise des hommes, a pour cadre principal Nima, alors que les activités de négoce des femmes se tiennent le plus souvent à l'extérieur, dans d'autres quartiers de la ville.

La débâcle de l'emploi salarié que provoqueront les programmes d'ajustement structurel, diffère radicalement des précédentes phases d'affaîsissement du marché du travail. Il s'agissait alors de simples replis conjoncturels, bientôt suivis d'une nouvelle relance. Or aujourd'hui, c'est la structure même du travail qui se trouve atteinte. Le travail salarié, tel qu'il existait, est considéré par les institutions internationales comme un système trop rigide, peu propice aux évolutions et à la mobilité. Ce qui est visé est l'avènement de « l'homme flexible » (Richard Sennett). Son émergence passe par la mise au rebut de l'ancien prolétaire, et par son remplacement par de nouvelles générations de travailleurs, mieux qualifiés, plus malléables, moins organisés, détachés, en tant qu'agents économiques atomisés, de leurs liens communautaires, empreints d'individualisme et d'esprit de compétition, privés de capacités revendicatives. Ce double processus de mise à la casse de l'ancien travailleur et de formation de l'homme flexible passera par une totale modification des situations de travail. L'homme salarié deviendra l'exception. Le travail

précaire se répand. Le travail indépendant représente dès lors, avec la migration internationale, la meilleure chance d'obtenir un emploi.

Cette crise structurelle du travail salarié intervient après une longue période de dépréciation des revenus et d'épuisement des réseaux proches de solidarité, laquelle s'est amorcée dès 1975, pour se prolonger jusqu'à maintenant. Dans un environnement économique de proximité hanté par la pénurie, les modes de régulation qui s'étaient révélés efficaces lors des épisodes précédents de ralentissement conjoncturel sur le marché du travail ont disparu. Pour le citoyen, il n'est guère pensable de retrouver la vie rurale et de renouer avec le travail de la terre. Désormais, l'homme travailleur est à la tête d'une unité familiale qui est largement à sa charge. Les proches se dérobent dès que l'on sollicite leur aide. Les filières traditionnelles d'obtention d'un emploi se tarissent. Cette extrême fragilisation des unités familiales, de l'environnement social et des réseaux communautaires amplifiera l'impact destructeur de la précarisation des situations de travail. L'homme travailleur sera fortement ébranlé parce que ce sont sa situation professionnelle et sa position sociale qui se trouvent directement menacées.

L'irruption sur Nima de la figure du travailleur sans travail sera donc l'aboutissement d'un lent processus d'érosion de la condition salariale. La montée d'un chômage de masse, qui affecte exclusivement les hommes, s'accompagnera d'autres phénomènes qui tous reflètent la dégradation, puis la déréglementation du marché de l'emploi. La fragilisation de l'assise professionnelle des hommes se traduira d'abord par le morcellement des parcours de travail. Puis l'on observera une progression sensible de la pluriactivité. Le travail indépendant se développera rapidement durant les deux dernières décennies. Enfin, se multiplieront les situations de marginalisation, de relégation dans des labeurs à la tâche, des activités occasionnelles ou parasitaires. Tous partagent cependant la même hantise : l'inactivité absolue, le chômage.

Le travail en miettes sera le premier symptôme d'un ébranlement plus structurel. Le morcellement des trajectoires professionnelles se distingue totalement des glissements successifs d'un travail à un autre qu'avaient connus les générations précédentes de migrants. Dans un horizon économique dégagé, sauter d'un travail à un autre résultait surtout d'un choix personnel. Les obligations familiales n'étaient pas sacrifiées à la hantise de l'emploi. Les interruptions d'activités restaient volontaires. Puis, les parcours se briseront en fonction des contraintes économiques. Le travailleur n'est plus sûr d'un avenir dont il ne fut jamais le maître. Il lui faut s'adapter à des aléas qu'il subit. L'assurance s'efface, l'incertitude grandit. Il n'existe plus que des travailleurs en sursis.

Les récits de vie relatent ces itinéraires professionnels brisés. Écoutons tout d'abord James Tamakloe, un Éwé :

« Je viens d'Obome, en pays Kwahu. Je suis né en 1931. Mes parents étaient des paysans. J'ai fréquenté l'école jusqu'en 1955. Puis je fus envoyé au collège commercial de New Tafo, toujours dans l'Eastern Region. J'obtins mon diplôme en 1959. Je me rendis alors à Accra. Mon grand-père, commerçant, résidait à Nima. Je m'installai chez lui afin de trouver un travail. Je fus embauché par la West Coast Insurance Corporation comme sténo-dactylo pour deux ans. Puis je décidai d'entreprendre un travail agricole dans les Afram Plains. Je travaillai trois ans sur une plantation de cacao. En 1963, je revins sur Accra. Mon frère aîné, qui est un vrai paysan, s'occupa de la plantation. Je travaillai alors sur le chantier du barrage d'Akosombo. Puis, en 1964, Je fus employé dans une raffinerie de sucre à Antukwan. Ceci jusqu'en 1967. L'usine fut fermée. De 1967 à 1974, je travaillai épisodiquement à Somanya. Je retournai auprès de mon frère aîné qui habitait Nima. Il était employé par la Cargo Handling Company. Il me vint en aide. De 1976 à 1990, je me consacrai à la distribution commerciale de disques produits par une société de Sekondi-Takoradi. De mon père, qui était un charpentier-menuisier, j'avais appris, lorsque j'étais encore un enfant, le travail du bois. Un ami, en 1991, me procura un capital de départ. Je me suis lancé depuis dans un commerce de revente de meubles que je fais venir de Kumasi. L'un de mes fils m'aide dans ce travail. Je me suis marié en 1959. J'ai 10 enfants. L'une de mes filles réside en Hollande où travaille son mari comme chauffeur-mécanicien. Les autres sont en cours de formation professionnelle (secrétariat, couture, assistante sociale) ou encore à l'école. Nous vivons à neuf dans une seule chambre que je loue à Nima. Ma femme mène de petites activités de négoce. Actuellement, mon travail marche plutôt bien⁸ ».

Entendons maintenant Emmanuel Kulempor, un Ga, qui a ouvert une boutique, non loin du Rond-Point (« Nima Round-About ») :

« Je suis né en 1949 à Adabraka. Mon père, qui résidait à Nima, est un Ga de Labadi. Ma mère est Éwé. Je fréquentai l'école à Adabraka, puis l'école catholique de Nima. Pendant deux années (1964-1965), je suivis une formation d'électricien au collège technique de Koforidua. Je fus alors employé par l'ambassade des États-Unis comme électricien. Parallèlement, je poursuivis ma formation à l'ACTT (collège de formation

8. Entretien avec James Tamakloe, Nima, le 19 novembre 1994.

technique d'Accra). Je restai 11 années à l'ambassade. Puis le Nigeria connut un boom économique. Je m'y rendis en 1978. Je fus employé comme électricien dans plusieurs entreprises publiques ou privées, notamment chez Siemens. Puis il y eut les pogroms et l'expulsion massive des Ghanéens. Il me fallut rentrer au Ghana. Je montai une entreprise avec un ami qui avait été licencié. Nous étions d'anciens camarades d'école. J'ai deux apprentis. Je ne leur verse pas de salaire, car ils ne sont pas sérieux. Je remets en état des frigidaires d'occasion en provenance d'Allemagne, d'Italie, de Grande-Bretagne, de Bulgarie, et je les vends. J'ai des contrats d'entretien avec de nombreuses sociétés. Je fais aussi le commerce des pièces détachées. Maintenant, nous recevons des frigidaires venant du Japon et de Corée. Ils sont de plus en plus difficiles à réparer à cause de l'électronique. J'ai de nombreux dépendants. Il me faut résoudre leurs problèmes. Je dois chaque jour donner de l'argent. Si je refusais, je serais rejeté par la famille. Lorsque l'on se trouve à l'étranger, on évite ce genre de problème. De nombreux Ghanéens émigrent en Namibie, au Zimbabwe ou en Afrique du Sud. J'ai présenté par deux fois ma demande de visa pour le Canada. Ils ont besoin de travailleurs qualifiés là-bas. Trouver un emploi y est beaucoup plus facile qu'aux États-Unis⁹ ».

La pluriactivité constitue une autre réponse à la montée de la crise. Dans le passé, le salaire de l'homme au travail suffisait. Les charges familiales n'étaient pas lourdes. Les produits de première nécessité étaient subventionnés. L'élargissement des familles, l'inflation, le renchérissement du coût de la vie, le renforcement de la fiscalité vinrent imposer de nouvelles contraintes, d'autant plus que la demande scolaire devenait plus forte. De plus, le spectre du chômage incitera le travailleur à combiner deux activités, l'une pouvant parer à la perte de l'autre. Il peut s'agir du cumul de deux emplois salariés. Plus fréquemment, un travail indépendant viendra abonder un travail salarié.

Moussa Garba est un Busenga que l'on peut rencontrer sur le marché de Nima. Lui aussi raconte son itinéraire de travail :

« Je travaille depuis 19 ans comme veilleur de nuit pour une société d'import-export, Stevenson Company. L'horaire quotidien est de 5 heures 30 le soir à 5 heures 30 le matin, y compris le dimanche. Au début, j'étais payé 30 cedis par nuit. Maintenant je touche 29 000 cedis par mois, indemnités comprises. Le salaire est insuffisant pour vivre. Pendant la journée, de 8 heures et demie du matin à 4 heures et demie du soir, je

9. Entretien avec Emmanuel Kulempor, Nima, le 27 novembre 1994.

travaille sur le marché de Nima comme cordonnier. Le dimanche, je me repose. Je vais parfois à l'église des Assemblées de Dieu. J'étais attaché à ma religion traditionnelle. Puis je me suis converti. Mes parents ont suivi mon exemple. Ce sont des Busensi du Burkina Faso. Mon père est venu en Gold Coast vers 1935. Il a été recruté dans la police. Pendant la guerre, il fut versé dans l'armée et participa aux opérations en Birmanie. Il fut démobilisé à Navrongo en 1949. Il avait 4 femmes et 23 enfants. J'ai 50 ans. Je suis né à Bawku. Je n'ai pas été à l'école. J'ai quitté Bawku en 1957. J'avais 18 ans. Je décidai de partir pour Accra parce que certains de mes amis revenaient de là-bas avec plein d'argent. Je m'installai d'abord auprès d'un frère aîné qui était cuisinier à Sankara Circle pour une institution gouvernementale, National Council for Women and Development. Il me fallut attendre 3 mois avant de trouver un emploi. Je fus alors employé comme jardinier par la société Cable and Wallis Company. Ceci pour cinq ans. L'entreprise fut nationalisée, et je fus licencié. Je travaillai ensuite comme jardinier pour Mobil Oil pendant six ans. Je quittai ce travail en 1972. J'habite Nima depuis 1972. Je suis marié depuis 1960 avec une fille de Bawku. Elle resta là-bas jusqu'à mon installation dans une pièce à Nima. Nous avons quatre enfants. Ma femme ne travaillait pas. Mais maintenant nous avons des besoins d'argent, en particulier pour payer les frais de scolarité des enfants. Ma femme vend de la kola, des bonbons, des arachides devant la maison. Une amie Kotokoli qui a perdu son mari vit avec nous. Je tente de vivre de mon travail de cordonnier¹⁰ ».

Plus brève, l'expérience de Daniel Asumda n'est guère différente.

« Je suis un Tallensi originaire de Zuarungu. J'ai travaillé là-bas pendant neuf ans pour le Département de l'Irrigation. Je fus licencié en 1983 pour des raisons de sureffectifs. Je touchai 46 000 cedis d'indemnités de licenciement. Je descendis alors à Techiman. Je m'installai dans la réserve forestière d'Ataboso où l'on m'alloua un terrain à cultiver. J'y plantai de l'igname et du manioc. Je restai là de 1983 à 1987. J'appris la mort de mon père et retournai dans mon village. J'y restai deux années. Je partis pour Accra en 1989. Je trouvai un travail de veilleur de nuit au quartier général de la Police. J'occupe toujours cet emploi. Je touche un salaire de 38 000 cedis par mois. Pendant la journée, je travaille comme portefaix (*kaya-kaya*) au marché au bois (Timber Market). J'y reste de 6 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Ma femme vend des noix de kola. Nos enfants vont à l'école¹¹ ».

10. Entretien avec Moussa Garba, Nima, le 10 août 1994.

11. Entretien avec Daniel Asumda, Nima, le 15 décembre 1994.

Le travail indépendant ne constitue pas à Nima un phénomène totalement nouveau. Les enfants des premiers éleveurs Fulani devinrent tailleurs ou commerçants au long cours. Les Hausa se firent artisans ou négociants. Les Busensi s'installèrent comme mécaniciens ou comme tailleurs. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les anciens combattants qui s'établirent à Nima créeront volontiers de petites entreprises commerciales ou artisanales. Mais le travail indépendant ne représentait que l'exception, l'activité salariée constituant la règle. La poussée, au cours des deux dernières décennies, des activités indépendantes pratiquées par des hommes, fut stimulée par l'ouverture de Nima sur l'extérieur et l'aménagement d'un secteur commercial le long de Nima Highway. Mais le processus d'urbanisation ne fut pas le seul facteur à l'œuvre. Plus importants furent l'impact de l'ajustement structurel sur le marché du travail et la politique de libéralisation favorisant les activités commerciales et les initiatives privées. De ce point de vue, la prolifération du travail indépendant n'est que l'une des manifestations de la dévalorisation et de l'atomisation de la force de travail. Plusieurs cas de figures se présentent. Il peut arriver que le travailleur indépendant n'ait connu, au cours de sa carrière professionnelle, que le métier d'artisan ou de négociant. Pour d'autres, le travail indépendant sera l'aboutissement d'une reconversion. Par exemple, d'anciens militaires auront pu acquérir, à travers leur expérience dans l'armée, une spécialisation ou une qualification qui sera utilisée après la démobilisation. Pour beaucoup cependant, le travail indépendant représentera un simple pis-aller, une échappatoire à la condition de chômeur.

Pour sa part, Yakubu Umar a fait la double expérience du travail indépendant et de l'exil :

« Je suis né à Nima de parents Busensi originaires de Bawku. J'ai 34 ans. Je fus formé, de 1976 à 1980, par un tailleur Busenga à Nima. Mon père paya pour ma formation. Lorsque je terminai ma formation, un ami m'encouragea à partir pour le Nigeria. Il recrutait des travailleurs qualifiés. Je fus du nombre. Je travaillai là-bas comme tailleur de 1980 à 1983. J'en garde un très mauvais souvenir. L'attitude des Nigériens à l'égard des étrangers était détestable. Après mon expulsion, je retournai auprès de mon ancien patron qui me prit comme premier assistant. Je fis un peu d'argent. Je commençai à travailler chez moi. Puis je pus louer une boutique pour 4 500 cedis par mois. Je dispose de trois machines. Deux d'entre elles sont à moi, la troisième appartient à un ami. J'ai donc trois apprentis. La formation est de trois ans. Aujourd'hui, tout le monde veut partir à l'étranger, sans se préoccuper des conditions. Au Nigeria, les

relations sociales sont épouvantables. Mon expérience là-bas fut pénible. Un recruteur de main-d'œuvre cherchait des gens qualifiés pour travailler au Burkina. Je ne pus y rester plus de six mois, car je ne m'y plaisais pas. Je me suis marié en 1989. Ma femme vend des cosmétiques et des habits pour enfants. Elle a pu commencer son commerce grâce à un parent qui revenait de l'étranger et lui a procuré un capital de départ. Je loue une chambre à Nima 441 que j'occupe avec ma femme et ma petite fille¹² ».

Le parcours professionnel de Esiful Hayahya entremêle le travail salarié et le travail indépendant :

« Je viens de la région de Wale Wale. Mon père est Mamprusi, ma mère Dagomba. Je n'ai jamais été à l'école. Je suis parti pour Nima. Si vous restez avec les parents, vous ne deviendrez jamais éclairé. À Nima, je m'installai auprès d'un ami. Je fis d'abord des petits boulots. Au bout de six mois, je fus embauché par un entrepreneur. Puis, en 1965, je trouvai un emploi salarié auprès de Ghana National Construction Corporation (GNCC). J'y travaillai comme maçon jusqu'en 1971. Je me familiarisai avec les métiers du bâtiment. Je devins veilleur de nuit pour Ghana Publishing Corporation. Cela dura de 1972 à 1981. Pendant la journée, je travaillais comme entrepreneur de travaux à mon propre compte. Lorsque j'obtiens un contrat, j'embauche des ouvriers et éventuellement un architecte. Ma femme et mes quatre enfants vivent à Nima. L'aîné est devenu réparateur de frigidaires et travaille à Accra New Town depuis deux ans. L'une des filles suit un apprentissage de couturière. Il m'a fallu payer leurs frais de formation. Ma femme vend des arachides. Mon entreprise marche bien. Je paye les travailleurs à la tâche. Nous vivons à six dans une unique pièce. Je souhaiterais me retirer à Wale Wale. Mais mes enfants préfèrent rester sur Accra¹³ ».

La volonté d'aboutir quelque part marque la démarche de James Amale, écrivain public :

« Je suis un Dagarti originaire de Nawduli. Mon père travaillait dans les mines de manganèse à Nsuta Wasa, dans la Western Region. Je naquis là-bas en 1952. Mon père fut longtemps mineur. Puis, il tomba malade. On le ramena au pays. Il mourut en 1963. J'étais alors à l'école primaire. Ma mère mourut l'année suivante. Comme l'éducation était gratuite, je poursuivis mes études au cours complémentaire, puis à l'école commerciale

12. Entretien avec Yakubu Umar, Nima, le 26 mars 1994.

13. Entretien avec Esiful Hayahya, Nima, le 21 novembre 1994.

d'Accra. Personne ne s'occupait de moi. Je dus travailler. Mes parents ne s'intéressaient pas à mon éducation. Mon père, s'il avait été en vie, m'aurait aidé. Je me tournai donc vers la branche maternelle, mais sans succès. J'étais venu à Accra en 1970. Mes études à l'école commerciale durèrent de 1971 à 1976. Je travaillais simultanément dans une entreprise, Metallo Plastica, pour payer mon loyer et mes frais de scolarité. De 7 heures et demie du matin à 5 heures et demie du soir, je travaillais dans les ateliers. Dans la soirée, j'apprenais à taper à la machine et la sténo. Mon frère était militaire. Je lui rendis visite afin de solliciter son aide. Il refusa. Lorsque j'arrivai à Nima en 1970, je logeai tout d'abord chez mon frère aîné à Nima 441. Ce fut à travers l'Office du Travail (Labour Office) que je pus obtenir l'emploi à Metallo Plastica. J'y travaillai au service du nettoyage jusqu'en 1979. Alors, l'entreprise ferma ses portes. Je fus licencié. Mon indemnité de licenciement fut de 15 000 cedis. En septembre 1979, je commençai mon travail d'écrivain public. J'achetai une licence et une machine à écrire. Depuis, je continue avec cette activité. Je travaille de 8 heures et demie le matin jusqu'à 6 heures du soir. Je rédige et tape, soit des lettres administratives, soit des lettres personnelles. Dans le temps, j'avais de nombreux clients. Ils se font rares, cinq par jour en moyenne. Ma femme va devoir entreprendre une activité commerciale. Mon mariage est récent. Il date de l'année dernière. La fille vient de Nawduli. Je m'y suis rendu en 1992, puis pour des funérailles, en 1993. C'est alors que mes parents ont organisé le mariage. Je reste à la recherche d'un emploi, n'importe quoi. Mais aujourd'hui, c'est devenu très difficile à trouver¹⁴ ».

Les petits boulots – travail à la tâche, activités occasionnelles ou parasites – sont des manières d'échapper à la condition de travailleur sans travail. Il s'agit d'une position intermédiaire, de flottaison entre l'inactivité et l'inexistence. C'est une situation proche de celle de quelqu'un qui se trouverait plongé dans un chômage sans fin.

Une reconversion dans un petit boulot fut tentée par Mamadu Yakubu, passant d'une activité salariée à un travail à la tâche :

« Je suis un Zabarima du Niger. Mes parents sont des paysans. J'ai quitté mon pays en 1959. Je me rendis directement à Nima. J'y retrouvai des gens de mon village. Ils m'hébergèrent. Ils furent expulsés du Ghana à la suite de l'*Alien Compliance Act* de 1969. Je réussis à rester. J'avais d'abord travaillé sur le port d'Accra à partir de 1960. En 1962, je fus embauché comme manœuvre par la Ghana National Trading Corporation

14. Entretien avec James Amale, Nima, le 3 février 1995.

(GNTC). Puis, j'y occupai un emploi de jardinier. Je fus salarié de la GNTC pendant 18 années. En 1980, je démissionnai. Je ne touchai donc aucune prime de licenciement. Je partis pour le Nigeria. J'avais en tête d'y faire de l'argent rapidement. Je travaillais le jour comme agent de sécurité pour une entreprise de Lagos. Je fus expulsé en 1983. J'étais marié, mais le mariage s'est rompu. Ma fille habite auprès de sa grand-mère à Mamooobi. Elle va à l'école. J'habite seul la chambre que je loue sur Nima. Je vis d'une petite activité de laveur-repasseur. Les clients sont plus ou moins nombreux. Cela me permet de survivre. Mais ce n'est pas toujours facile¹⁵ ».

La trajectoire brisée de Adamu Abbas débouche elle aussi sur un échec, car il est aujourd'hui sans travail :

« Je suis né à Nima en 1954. Mon père est Kotokoli, et ma mère Tchamba. L'un et l'autre sont morts. J'ai deux sœurs aînées qui habitent Lagos Town avec leurs maris. L'une vend du riz, l'autre des habits. Mon frère aîné est installé à Nima 441. Il est propriétaire d'un taxi qu'il conduit. Je n'ai suivi qu'une année d'école primaire. En revanche, je fus envoyé six ans à l'école coranique. Je fus d'abord employé comme aide-chauffeur, de 1969 à 1972, par un ami de mon père qui conduisait un *trotro* à Nima. Je ne percevais pas de salaire, mais seulement de quoi manger. En 1973, j'obtins mon permis de conduire. De 1973 à 1977, je conduisis le taxi d'un ami. Je ne touchais toujours pas de salaire, mais uniquement de l'argent pour ma nourriture. Finalement, le véhicule se retrouva hors d'usage. Un autre ami me confia son taxi aux heures où il ne l'utilisait pas, c'est-à-dire la nuit ou le dimanche. Cela me permettait seulement d'acheter des cigarettes. Puis, en 1979, on me fit conduire un *trotro*. Le salaire n'était que de 100 cedis par mois. Je partis alors au Nigeria avec un ami. J'y restai de 1981 à 1983. J'étais employé comme chauffeur dans une entreprise du bâtiment. Je fus expulsé en même temps que les autres Ghanéens. En 1984, je pus conduire un taxi appartenant à un employé de l'aéroport. Je devais verser 3 000 cedis par jour au propriétaire. Je gardai pour moi le reste de la recette. De 1986 à 1988, je fus embauché comme chauffeur par la Compagnie d'Électricité (Electricity Corporation). Puis je fus licencié. Depuis, je suis sans travail. Je fais "l'aboyeur" à la station de taxis de Nima afin d'attirer les clients. Je fais ce travail de 3 heures du matin à 9 heures du soir. En une journée, je peux récolter de 1 000 à 3 000 cedis. Je reverse une partie de mes gains à ma femme pour la nourriture. Ce n'est pas véritablement du travail,

15. Entretien avec Mamadu Yakuba, Nima, le 7 août 1994.

mais une sorte de mendicité. Mon beau-frère, qui est comptable, m'a promis d'acheter un taxi d'occasion que j'exploiterais pour lui. Pour l'instant, je dépends de ma femme. Elle aide ma sœur à préparer et à vendre le riz à Lagos Town. Cela marche bien. Une de mes filles vit auprès de ma sœur. L'autre suit le cours complémentaire. Je paye le loyer (4 500 cedis) des deux chambres que nous habitons à Nima. Ma femme prend en charge l'eau et le charbon de bois, ainsi que les frais de scolarité de notre fille. Je dépends largement de son revenu¹⁶ ».

Les situations de fragilisation du travail préfigurent l'ébranlement ultime de la condition salariale : le chômage de masse. Il ne nous reste donc qu'à partir à la rencontre du travailleur sans travail.

Parades et dérives

Les Ghanéens utilisent communément deux termes distincts pour désigner la condition du travailleur ajusté, celui qui se retrouve dépouillé de son emploi salarié. Le mot *reployee*, le plus usuel, désigne l'homme frappé par la vague des licenciements économiques, par les restructurations brutales de l'appareil productif, en particulier les fermetures d'entreprises ou les privatisations. Moins répandue, l'expression *retrenched* s'applique plus précisément au travailleur radié des effectifs, à celui qui subit des compressions de personnel. À quelques nuances près, une même réalité est toutefois désignée, celle de l'homme sans qualité, relégué dans un état d'apesanteur sociale, pour qui le chômage n'est plus un simple épisode, mais fait figure de destin. Le « redéployé » projettera le négatif de l'homme salarié, assuré dans sa démarche, dirigeant et soutenant une famille, s'imaginant un avenir. En perte de repères et de cadres, il sera condamné à errer comme un fantôme, sans but, sans espoir, sans futur, définitivement cassé. Le chômage ne signifie cependant nullement l'oisiveté. L'emploi perdu sera remplacé par un emploi du temps quotidien contraignant, méticuleux, répétitif, circulaire, épuisant. Le producteur se verra en effet acculé à se transformer en parasite social. Il lui faudra pratiquer assidûment une économie de grappillage, partageant le repas de l'un, passant la nuit chez un autre, sollicitant çà et là des aumônes, marginalisé, refoulé dans une position d'éternel assisté,

16. Entretien avec Adamu Abbas, Nima, le 22 avril 1994.

de dépendant, d'indigent, de pauvre hère. Incapable d'échapper à sa condition, il lui faudra inlassablement se fuir lui-même.

Lorsque le chômage devient massif, comme c'est le cas au Ghana dans cette dernière décennie, le paysage social se brouille. La déchéance de l'homme salarié sera le signe avant-coureur de remaniements plus insidieux. La disqualification du rôle économique de l'homme le dépossède de son autorité. L'abaissement du chef de famille entraînera la ruine des unités familiales. Celles-ci éclatent, se dispersent. Si les femmes sont contraintes de prendre le relais, ce transfert de responsabilités se traduira bientôt par la dissolution des cellules familiales au sein d'unités domestiques élargies, recomposées.

La perte de l'emploi sera la chute dans un état d'infinie privation. Les systèmes de compensation et d'indemnisation s'avèrent complexes. On s'y perd. On y est floué. Ils diffèrent selon que l'on travaille dans une entreprise privée ou dans le secteur public. Un licencié du privé touchera, en principe, si son ancienneté est suffisante, une prime de licenciement équivalant à trois mois de salaire. En outre, lui sera versée, pour lui et sa famille, une allocation de transport pour l'inciter à regagner le pays natal. Dans le secteur public, les indemnités de licenciement furent accordées avant d'être supprimées en 1995. L'allocation de transport continue d'être perçue. Il sera alors procédé à la liquidation de la pension, en fonction des années de cotisations à la sécurité sociale. Le plus souvent, les paiements seront retardés ou échelonnés. Les contestations seront nombreuses. Par la suite, le chômeur ne bénéficiera d'aucune protection sociale. Il n'existe au Ghana aucun système d'allocations aux chômeurs. Ceux-ci auront donc pour seul recours, comme unique mode d'assistance les réseaux primaires de solidarité. Or ceux-ci sont entamés par l'économie de pénurie qui sévit depuis 1975. Les « zones de cohésion sociale » dont parle R. Castel sont irrémédiablement fragilisées.

Quelles chances le chômeur aura-t-il de s'en tirer, d'échapper à la déréluction ? Les réactions sont différenciées, les unes actives, les autres passives. La tendance la plus générale pousse à s'abandonner à la dérive, à l'inexistence du fantôme, de l'âme errante. Tous seront d'abord tétanisés par la perte définitive de l'emploi. Le travail salarié laisse sa marque de rigidité, de discipline, de routine. La disqualification professionnelle sera perçue avant tout comme un échec ou une irréparable injustice. Dans certains cas, on observera cependant des reprises d'initiatives, des sursauts, des parades. La reconversion supposera de disposer de certains atouts personnels, dont certains sont dépourvus : une qualification technique, une femme industrieuse, un capital de départ conséquent, un proche ou un parent qui jouera le rôle de protecteur, de soutien.

Retrouver un travail salarié au lendemain d'un « redéploiement » n'est pas un exercice simple. Cela suppose un solide réseau de relations, mais aussi d'être encore jeune. Le parcours de Bukari Seydu le confirme :

« Je suis un Mossi né à Bawku. Mes parents viennent du Burkina. J'étais paysan là-bas, comme mon père. Je me suis marié trois fois. J'ai aujourd'hui 40 ans. En 1984, je partis pour Accra. Mon père m'encouragea à partir. Il me donna l'argent du voyage. Je m'installai d'abord à Lagos Town, puis à Nima. Ma dernière femme m'accompagnait. Nous avons eu quatre enfants, dont l'un est mort. Mon oncle m'accueillit chez lui. Je vivais, entre 1984 et 1986, de petits boulots : jardinier, tâcheron. En 1986 je fus engagé comme agent de sécurité par une firme allemande, Construction Pioneers. Celle-ci avait obtenu le contrat de construction d'une voie rapide entre 37 et Madina. Nous étions organisés en brigades alternantes. Le travail était de 24 heures, un jour sur deux. Je fus employé là pendant quatre ans. En 1990, je fus licencié. Je touchai 350 000 cedis d'indemnités de licenciement. J'utilisai la somme pour payer mes dettes. J'envoyai aussi de l'argent à mon père. J'ai retrouvé un emploi de veilleur de nuit auprès d'un homme d'affaires européen qui habite Kanda, grâce à un ami. Nous avons été à l'école ensemble. Mon salaire mensuel est de 40 000 cedis. Ma femme travaille à Lagos Town avec l'épouse de mon frère aîné. Elles fabriquent et vendent de l'huile de palmiste. Ma fille aînée est à l'école primaire à Kanda. La cadette, qui a 7 ans, vit auprès de mon frère à Bawku. Le dernier n'a que deux mois et vit avec nous. Nous louons une seule pièce à Nima. Je paye le loyer (2 000 cedis par mois) et les factures d'électricité. Ma femme se charge du reste. Je contribue lorsque cela m'est possible. Je ne fume que rarement et ne suis pas joueur. Je me contente de regarder les matches de football à la télé. Nous sommes musulmans. Mes dernières visites à Bawku furent en 1985 et 1991, au lendemain de mon licenciement¹⁷ ».

On peut rencontrer Ahmadu Issifu, alias *Kudi* (« Argent »), chaque après-midi sur le marché de Nima où il affûte les couteaux :

« Je suis né à Zebilla, dans l'Upper East, en 1944. Je n'ai jamais été à l'école, mais je sais lire. Je quittai mon village alors que j'avais 15 ans, en 1958. Je m'installai à Nima auprès d'un parent. Il me fallut attendre deux ans avant de trouver un emploi. Je fus employé comme manœuvre au Royal Engineers, à Osu. Puis, je trouvai un travail à la Brasserie d'Accra (Accra Brewery), que je conservai de 1965 à 1978. Je fus licencié. Mais,

17. Entretien avec Bukari Seydu, Nima, le 7 décembre 1994.

je retrouvai rapidement un emploi à la Compagnie d'Électricité (Electricity Corporation) par l'intermédiaire d'un ami de Zebilla. Je n'y restai que quelques mois, avant d'être de nouveau licencié. Un ancien collègue de travail me fit embaucher par la municipalité d'Accra (AMA). C'est un emploi à mi-temps, de 6 heures 30 à 10 heures 30 du matin. Le salaire de 15 000 cedis par mois est insuffisant pour vivre. C'est pourquoi je travaille tous les jours sur le marché, y compris le dimanche, pour compléter mon revenu. Comme je suis employé par AMA, je ne paye pas de taxe locale pour cette activité d'appoint. J'occupe gratuitement cet emplacement. Je me suis marié une première fois à Zebilla, et ma femme eut deux enfants. Elle habite là-bas et travaille comme couturière. Ma mère est toujours en vie et il m'arrive de lui rendre visite. Je ne lui envoie pas d'argent régulièrement. Ma seconde femme est avec moi à Nima. Nous louons deux pièces, l'une à Mamooobi qu'utilisent les enfants, l'autre à Nima où nous vivons, ma femme et moi. Mon frère m'a confié deux de ses enfants. L'un suit une formation d'apprenti mécanicien, l'autre est au cours complémentaire. Les deux enfants de ma première femme sont ici avec moi. Ils vont à l'école à Kanda. Nous avons donc six enfants à charge. Ma femme vend des noix de kola. Je lui ai fourni de l'argent pour démarrer son négoce. J'épargne chaque jour auprès d'un collecteur de *susu*. Cela me permet de payer chaque mois les frais de scolarité des enfants. Je contribue au budget de la maison. Mais ma femme gagne plus que moi. Elle pourvoit à l'essentiel. À Zebilla, la vie est plus facile. Mais il n'y a pas de travail. Je voudrais y retourner lorsque je serai à la retraite. Mais je n'y ai pas de maison où habiter. Je vais essayer de construire là-bas afin d'y finir mes jours¹⁸ ».

Le passage du licenciement à un travail indépendant n'est possible que pour celui qui dispose d'atouts personnels : une qualification professionnelle, une protection. Ce sera néanmoins l'un des modes les plus courants de reconversion. Il n'est plus alors question d'un salaire régulier, mais d'une rémunération incertaine. Sauf si l'on réussit à s'établir à son propre compte, ce qui se révèle très rare.

Fort exceptionnellement, David Kulempor combine ces deux avantages : la formation technique, la bienveillance d'un protecteur. Nous avons précédemment rencontré son frère Emmanuel qui tient un magasin non loin de *Nima Round-About*. Écoutons-le un instant :

« Je fus salarié de la GNTC (Ghana National Trading Corporation) pendant 24 ans, de 1968 à 1991. Je fus alors redéployé. Je suivis une

18. Entretien avec Ahmadu Issifu, Nima, le 19 octobre 1994.

formation technique au collège de formation technique d'Accra (ACTT) alors que je travaillais à la GNTC. J'appris le métier de réparateur de matériel électrique. Je fus redéployé en 1991. Mon frère me vint en aide. Il me prit comme assistant. J'ai une femme et trois enfants. L'aînée est apprentie coiffeuse. Les deux autres vont à l'école. Je travaille donc à la boutique avec mon frère. Il s'occupe de tout et subvient aux besoins de la famille. Cela me gêne. Je suis donc à la recherche d'un véritable emploi. Mais les propositions se font rares¹⁹ ».

Il peut arriver que la qualification soit limitée, mais insuffisante pour subsister, comme ce fut le cas de David Abugri :

« Mes parents étaient paysans dans la région de Bawku. Je ne fus pas envoyé à l'école. Je participais avec eux aux travaux agricoles. Cultivateur est un excellent métier. Vous pouvez devenir riche. J'avais dans la tête d'émigrer, de faire de l'argent et de revenir au pays. Mais, l'argent fit défaut. Je m'établis donc à Nima. Je travaillai d'abord comme cuisinier, puis comme réparateur de montres. Il me fallut six mois avant de trouver un véritable travail. Je fus employé pendant six mois comme manœuvre par un entrepreneur. Puis, je fus embauché, en 1970, par la Water Works and Sewerage Corporation. Pendant cinq ans, il s'agit d'un travail temporaire. Puis, l'emploi devint permanent. Je touchais un salaire chaque mois. J'appris ainsi le métier de plombier. En 1990, je me retrouvai sans travail. Je fus redéployé. Mon indemnité de licenciement ne fut que de 99 000 cedis. Je me rendis à Bawku. J'achetai un morceau de terrain afin d'y construire une maison pour m'établir là-bas. Il me manqua 200 000 cedis pour achever la construction. Je retournai à Nima. Ma femme vend des plats préparés. Les gens achètent à crédit. Le profit est dérisoire. Nous avons deux enfants. La fille aînée aide sa mère dans son négoce. Le frère est apprenti plombier. J'exerce le métier de plombier à la demande. Cela me rapporte 1 000-3 000 cedis par jour. Mon métier est ma seule source de revenu. Je vis de lui²⁰ ».

Redéployé lui aussi, Sulama Musa eut la chance de pouvoir établir à son compte un magasin de quincaillerie :

« Je suis né au Mali en 1948. Mes parents habitaient un village en pays Dogon. Ils étaient paysans. Il n'y avait pas d'école dans le village. Les enfants n'étaient pas scolarisés. Je décidai d'émigrer. La famille se

19. Entretien avec Daniel Kulempor, Nima, le 25 novembre 1994.

20. Entretien avec David Abugri, Nima, le 19 octobre 1994.

réunit pour en discuter. Je fus autorisé à partir. Mon père me donna une partie de l'argent pour le voyage. J'avais 16 ans. Et je descendis dans le Sud avec un garçon de mon âge. À l'époque, les jeunes avaient l'habitude d'émigrer en Gold Coast et de revenir s'établir au village avec de l'argent. Ils parlaient de leur séjour là-bas avec beaucoup d'enthousiasme. Je fus donc attiré par Accra. Il est normal de partir lorsque l'on est jeune. Je m'installai auprès de parents originaires de mon village. Ils étaient descendus en Gold Coast à pied. Dès votre arrivée, les proches informent le voisinage que vous recherchez un emploi. Au bout de deux mois, des "pays" qui travaillaient pour les services municipaux (AMA) me firent embaucher comme manœuvre. J'étais chargé du nettoyage public dans les quartiers de l'aéroport, Roman Ridge, 37, Sankara Circle. Chaque matin, je devais pointer à l'aéroport à 8 heures. Je me rendais à mon travail à pied. Je terminais de travailler à 4 heures de l'après-midi, et revenais chez moi également à pied. Je fus redéployé par l'AMA en 1990. De nombreux travailleurs furent alors licenciés.

En 1975, je visitai mon village au Mali afin de trouver une femme. J'y retournai en 1978, et me mariai avec une fille de mon village. Mon père est mort. C'est son frère qui détient maintenant l'autorité familiale. Il est aussi le chef du village. J'ai eu cinq enfants avec ma femme, dont l'un est décédé. L'aîné, né en 1979, allait à l'école à Kanda. Mon oncle me demanda de le renvoyer au village, où il habite désormais depuis quatre ans et fréquente le lycée. Le second est aussi au Mali. Il ne va pas à l'école, mais aide son oncle aux travaux des champs. La fille cadette va à l'école à Kanda. La dernière reste à la maison. Ma femme vend des sucreries, des noix de kola, des cacahouètes. Lors de mon licenciement, je touchai une indemnité de départ de 430 000 cedis. Cela me permit de démarrer mon activité de quincaillier. Je pratiquai d'abord la vente ambulante dans les rues de Nima. Je réussis ainsi à accumuler un petit capital.

À partir de 1992, je pus installer un magasin sur Nima Highway. Nous nous mîmes à trois pour réunir le million de cedis nécessaire à la construction. Nous avons divisé le local en trois. Et chacun d'entre nous a pu ouvrir sa boutique. Nous sommes tous des Dogon du même "pays". Je vends surtout des clous. Je m'approvisionne à Accra. Je paye une taxe locale à l'AMA, de 10 000 cedis par an. J'acquitte aussi un impôt journalier de 120 cedis à l'Internal Revenue Service. Chaque jour, je verse 500 cedis au collecteur de *susu* afin de pouvoir renouveler mes stocks. Ma femme assume les charges du ménage. J'y contribue autant que de besoin. Mais ma préoccupation principale est de développer mon

commerce. Je désirerais que ma dernière fille reste ici et aille à l'école à Kanda. Mais, si mon oncle la veut au village, je lui obéirai²¹. »

Le « redéployé » se verra le plus souvent réduit à effectuer des petits boulots à la demande. Ces travaux occasionnels, intermittents le ravalent vite à une condition proche de la mendicité. Le récit d'un Kusasi, Abdul Karim, est révélateur de cet état de dégradation après 20 années d'activité salariée :

« Je suis né en 1945 à Sapeligu, non loin de Bawku. Mes parents Kusasi sont des paysans. J'allai à l'école de 1952 à 1955. Mon père décéda. Je fus donc retiré de l'école. J'ai un frère et sept sœurs. Je quittai Bawku pour Kumasi en 1959. J'y fus employé comme aide domestique. En 1963, je décidai de partir à Accra. Je m'installai à Nima auprès de la sœur de mon père. Elle était mariée à un magistrat. Je restai avec eux de 1963 à 1996. J'effectuais des travaux domestiques. Je ne touchais aucun salaire, car c'étaient des parents. Le mari était un membre actif du CPP. Lorsque Nkrumah fut renversé, il fut licencié. Au bout de quelques mois, il réussit à retrouver un poste de conseiller juridique auprès de la Police. J'avais pendant quelques mois en 1966 travaillé comme jardinier pour le Parks and Gardens Department. Ce parent me trouva un emploi de nettoyeur au quartier général de la Police. J'y travaillai de 1966 à 1976. Le salaire était dérisoire. Je démissionnai, donc je ne touchai aucune indemnité. Puis, de 1975 à 1989, j'obtins un travail d'homme de service au Star Hôtel. Le salaire n'était pas suffisant. Il me fallut donc trouver un travail supplémentaire. J'obtins un emploi de veilleur de nuit à la Barclay's Bank. En 1989, je fus redéployé. Le licenciement de la Barclay's Bank intervint en juillet. Je touchai 100 000 cedis d'indemnités de départ et 80 000 cedis d'allocations de transport. En décembre, le Star Hôtel me congédia également. Mon indemnité de licenciement fut de 100 000 cedis. Je partis aussitôt au village pour informer mes parents de la situation. Je leur remis l'essentiel de l'argent. J'en gardai toutefois une partie. Au village, les gens vivent très pauvrement. S'imposer à eux ne ferait qu'ajouter à leurs problèmes. D'ailleurs, personne n'aurait à l'idée de vous proposer de rester. Mais, en ville aussi, les pauvres souffrent, alors qu'il leur suffirait d'avoir de quoi manger. De retour à Accra, je fus dans l'incapacité de retrouver un emploi. Je suis marié depuis 1989. Nous avons deux enfants. Nous n'avons pas de quoi les envoyer à l'école, ni acheter des médicaments. Nous sommes musulmans. Je loue une chambre pour 3 000 cedis par mois. Ma femme vend des oranges. Je n'ai

21. Entretien avec Sulama Musa, Nima, le 11 décembre 1994.

absolument pas l'argent pour lui permettre de développer son commerce. Je ne trouve que des travaux occasionnels. Le plus souvent, je gagne un peu d'argent comme *kaya-kaya*. Je suis près à faire n'importe quel boulot pour rapporter un peu d'argent à la maison. Je ne puis retourner au pays, car je suis dans la misère. De temps en temps, ma femme rend visite à ses parents qui sont paysans du côté de Nsawam. Ce n'est pas bien loin. Elle revient avec du manioc et du plantain. Cela nous permet de tenir quelques jours. Elle laisse souvent les enfants sous ma garde. Elle effectue le voyage pour nous ravitailler. Je souhaiterais pourtant envoyer mes enfants à l'école pour leur assurer un avenir. La situation est désastreuse. Il faudrait que le gouvernement crée des emplois. Si je disposais d'argent, je partirais pour l'étranger²² ».

L'expérience d'un autre Kusasi, lui aussi redéployé, Mamadu Usmanu, n'est guère différente :

« Je suis né à Bawku. Je fus envoyé à l'école, mais pour une année seulement. Mes parents, paysans, ne pouvaient financer mon éducation. On m'envoya alors à Kumasi auprès de parents alors que j'atteignais l'âge de 12 ans. Je leur servais de domestique. C'est là que je devins musulman. Je partis pour Accra en 1973 à la recherche d'un travail. Je souhaitais suivre une formation de chauffeur. Je m'installai auprès du frère cadet de mon père. Il me trouva rapidement un travail d'aide-jardinier à la GNTC (Ghana National Trading Corporation) où il travaillait. J'occupai cet emploi de jardinier à la GNTC de 1973 à 1984. Je fus alors redéployé. À cette époque, la GNTC licenciait massivement. Je ne touchai aucune indemnité de licenciement. Puis, je réussis à retrouver un travail auprès de la Banque pour la Construction et le Logement. Cela dura de 1984 à 1989. Puis je fus de nouveau redéployé. Je touchai une indemnité de licenciement de 200 000 cedis. La moitié de la somme alla à ma famille au village. Je gardai le reste pour ma famille de Nima. Je me suis marié en 1979 avec une fille de mon village. Nous avons trois enfants. Ma femme m'a quitté pour retourner à Bawku lorsque je fus licencié. Elle est partie avec les enfants. Les enfants y vont à l'école grâce à des parents. Je vis de petits boulots. Je fais le jardinier. Je transporte des parpaings. Je récupère environ 1 000 cedis par jour. En fin de semaine, je suis employé par des cadres supérieurs. En une journée, j'arrive à gagner 2 000 ou 3 000 cedis. Je dois payer mon loyer de 2 000 cedis par mois. J'achète de la nourriture préparée. Lorsque je suis en difficulté, je fais le tour de mes amis. Ceux qui le peuvent me viennent en

22. Entretien avec Abdul Karim, Nima, le 7 octobre 1994.

aide. Je ne suis pas en mesure d'envoyer de l'argent aux miens. Revenir au pays est impensable, car je suis sans le sou. On ne peut revenir sans apporter avec soi de l'argent. Mon retour ne ferait que semer la confusion²³ ».

Les réactions passives seront les plus communes. En état de choc, le « redeployé » sera précipité dans la débîne. Son premier mouvement serait de se débarrasser d'une famille, dont il ne peut plus assumer la charge et dont il a cessé d'être le maître. Il tentera donc de disperser les enfants auprès de parents. Il pourra aussi décider de renvoyer la femme au pays. Ou bien, son calcul peut être inverse. Mais il lui faudra alors décider de se mettre sous la protection de l'épouse et accepter de vivre sous dépendance. Il se démettra de ses responsabilités de chef de famille, la femme et les enfants prenant sa vie en main. La réaction active d'une femme dynamique, industrielle pourra lui éviter de sombrer. Mais, il n'est pas rare que la femme, dès l'annonce du licenciement, prenne l'initiative de la rupture et décide de partir.

Licencié, Peter Abinga dépend désormais de ses proches. Il est quelque peu responsable de sa perte d'emploi, celle-ci tenant autant à sa propension pour l'alcool, qu'au rétrécissement du marché du travail :

« Je suis né en 1939 dans un village des environs de Navrongo. Mes parents sont Kasena. Ce sont des paysans. J'ai fréquenté l'école primaire catholique de Navrongo jusqu'en 1958. Mon père mourut, et je dus interrompre mes études. J'aidai mes parents aux travaux agricoles. Après la mort de mon père, son frère s'occupa de la famille. Ma mère ne s'est jamais remariée. J'ai un frère et deux sœurs. Tous habitent encore près de Navrongo. Je partis en 1959 pour Accra, à la recherche d'un travail. Ma mère me donna l'argent pour le voyage. L'un de mes parents vivait à Ruga auprès du chef Fulani. Il m'accueillit, et m'envoya à l'Office du Travail. En moins de deux mois, on me proposa un emploi. Je devins domestique dans la maison d'un officier de l'Académie militaire, à Teshie. Puis, lorsqu'il fut affecté à Takoradi, il me recommanda à l'un de ses collègues, un officier européen de l'Intendance. Cela dura jusqu'en 1962. Puis, je fus employé par un médecin européen qui pratiquait à l'hôpital de Korle Bu. Il regagna la Grande-Bretagne en 1965. Je passai alors au service du principal de l'école presbytérienne d'Accra. J'occupai cet emploi jusqu'en 1970. Un ami qui connaissait le propriétaire me trouva, en 1971, une chambre à Ruga, que j'habite encore aujourd'hui. La même année, je fus embauché comme cuisinier à la Guest House de

23. Entretien avec Mamadu Usmanu, Nima, le 6 août 1994.

l'Université du Ghana, à Legon. Je devins chef de cuisine. Je fus licencié en 1989, sans indemnités, après 18 années de service. Je retrouvai alors un emploi auprès du directeur de la State Insurance Corporation jusqu'en 1993. À présent, je suis sans travail, donc sans ressources. Ma femme vend du riz cuisiné. Elle a démarré ce commerce lorsque je perdis mon emploi. Auparavant, elle ne travaillait pas. Deux de mes filles sont mariées. L'une vit à Obuasi, l'autre à Accra. L'un de mes fils est dactylo dans une entreprise privée d'Accra. L'une des filles est en formation pour devenir couturière. J'ai payé 60 000 cedis lors de son admission, ainsi que les cadeaux traditionnels : 1 bouteille de Schnaps, une de Gin, deux paquets de cigarettes, un boîte d'allumettes, six bouteilles d'eau minérale. Chaque mois, il me faut verser 6 000 cedis. À la fin du stage, je devrai à nouveau payer 60 000 cedis. Je loue deux pièces, le loyer de chacune étant de 2 500 cedis. Nous les habitons à six. Il faut en outre payer les notes d'électricité et d'eau. Je suis catholique. Deux de mes fils sont musulmans, deux de mes filles appartiennent aux Assemblées de Dieu. Je ne fais absolument rien. Mais ma femme travaille. Un autre de mes fils apprend la broderie. Sa formation est financée par sa sœur aînée. Le dernier est à l'Institut polytechnique d'Accra. Ma femme me donne de l'argent pour acheter des cigarettes et de l'alcool (*akpeteshie*)²⁴ ».

Le rêve du retour sera le plus souvent de l'ordre du « *wishful thinking* ». Le retour au pays natal se heurte à la réalité de l'exil. Avec le temps, le migrant s'est enraciné dans la ville. Il y reste un étranger, mais s'est habitué à un mode de vie combinant la vie villageoise et les humeurs de la ville. Dans tous les cas, il se plaît à une ambiance marquée par l'islam et par l'expérience commune du labeur. D'ailleurs, on ne peut revenir au pays les poches vides. Et puis, où s'installer ? Les parents sont morts. Les proches vivent dans la misère. Ils ne peuvent rien pour vous. Le travail de la terre rebute le citadin. Au village, les possibilités de reconversion sont inexistantes. En outre, les enfants n'ont nullement envie de quitter Accra. L'impossibilité du retour sera la sanction de l'absence.

Sans travail, Salifu Seydu a pour seul rêve de revenir au pays :

« Je suis né à Nabari, en pays Mamprugu. Mes parents étaient des paysans. Je n'allai pas à l'école. En 1960, je partis pour le Sud. Je m'employai d'abord, pendant quatre ans, dans la Région Ashanti comme travailleur sur les plantations de cacao et les chantiers forestiers. Mon dernier travail fut dans une scierie, à Kumasi. J'étais censé apprendre à

24. Entretien avec Peter Abinga, Ruga, le 17 décembre 1994.

conduire. Mais, celui qui devait m'apprendre ne s'intéressait pas à moi. Je quittai alors Kumasi pour Accra. C'était en 1964. Je fus accueilli à Mamooobi par une sœur aînée qui vendait des légumes frais aux Européens. Elle était mariée à un cuisinier. Ils avaient de nombreux enfants. À travers ma sœur, je pus m'installer chez un parent, jusqu'à ce que je puisse louer une chambre. Mon premier emploi sur Accra fut avec British Leyland Construction, où je fus embauché comme manœuvre. Je travaillai là près de deux années. Puis, de 1965 à 1988, je travaillai sous contrat comme manœuvre dans l'industrie du bâtiment. Je trouvai alors un travail permanent et salarié dans une entreprise d'assemblage automobile, la société NIC, en tant que veilleur de nuit. Je fus licencié en 1993. Je m'étais marié en 1969 avec une fille Mamprusi. Elle fait du petit commerce. Nous avons quatre enfants. L'aîné habitait auprès de sa grand-mère à Navrongo où il allait au cours complémentaire. La grand-mère disparut. Le gamin dut revenir à Mamooobi. Je suis incapable de payer la poursuite de sa scolarité. Les deux filles vont à l'école à Kanda. Le dernier est encore petit. Je souhaiterais prendre ma retraite au pays. Mais, le retour au village n'est pas facile. Tout d'abord, on s'est habitué à la vie en ville. Changer de cadre de vie n'est pas simple, surtout pour les enfants. De plus, il faut disposer d'argent. Car on ne peut revenir là-bas sans le sou. Même lorsque l'on effectue de brèves visites, on est tenu d'offrir de l'argent et des cadeaux. Enfin, il n'est pas envisageable de renvoyer la femme et les enfants au village, tout en restant à Nima. Sans ressources, sans soutien, ils seraient trop malheureux. L'activité de *kaya-kaya* et de tâcheron que je pratique actuellement me permet tout juste à survivre au jour le jour. Je serais incapable de leur faire parvenir de l'argent. L'activité de ma femme est essentielle à notre budget. Il faut vraiment bien réfléchir avant de prendre la décision du retour. Surtout, il faut avoir les moyens²⁵ ».

Le même désir de retour est partagé par un travailleur Bimoba, redéployé en 1993, Peter Nunfam, qui nourrit un projet plus construit. Toutefois, sa décision de conserver son logement de Nima rend son rêve de retour improbable :

« Je suis né en 1941 à Bunkpurugu, dans la Région Nord. J'allai à l'école pendant trois ans. Puis, je participai aux travaux agricoles. En 1954, je fus envoyé à Sunyani, dans le Brong Ahafo, auprès du frère de ma mère. Il voulait m'inscrire à l'école. Mais il mourut. Le frère de mon père m'emmena alors à Accra. Il était dans l'armée, et travaillait à

25. Entretien avec Salifu Seydu, Mamooobi, le 7 octobre 1994.

l'hôpital militaire de 37. C'était en 1958. Je le servis comme domestique. En 1961, je fus embauché comme manœuvre par VRA (Volta River Authority). Nous étions chargés d'aider à l'évaluation de l'indemnisation des terres qui devaient être inondées par le Lac créé par la construction du barrage d'Akosombo. Nous nous déplaçons dans toute l'Eastern Region. Il nous fallait débroussailler pour permettre le travail du Land Valuation Service. Le labeur était excessivement fatigant, mais il était très bien payé. En 1966, à la fin de l'exercice, nous fumes licenciés. Je trouvai alors un logement à Nima. Le propriétaire, un ancien combattant de la deuxième guerre mondiale, était un "pays". Il venait de Dapango. Je me rendis à l'Office du Travail. En un jour, je trouvai un emploi. C'était le 1er juin 1966. Je fus embauché par le directeur du Département des Coopératives. Je travaillai d'abord comme manœuvre, puis comme vendeur, enfin comme magasinier. Je démissionnai en 1978. L'un de mes copains m'avait persuadé de prendre la gérance d'une exploitation de volailles à Lomé. Mais, les troubles politiques m'incitèrent à abandonner ce projet. Je trouvai un emploi temporaire à l'école catholique de Korle Bu. Puis, en 1983, je fus embauché au Ghana Marketing Board grâce à un ami qui travaillait là-bas. J'y travaillai comme veilleur de nuit durant 12 années. À partir de 1993, le Cocoa Marketing Board entreprit de licencier massivement. Plus de 2 000 personnes perdirent leur emploi en moins d'une année. Mon redéploiement intervint le 15 septembre 1994. Je suis supposé percevoir de 1 à 2 millions de cedis d'indemnités de licenciement. Je n'aime plus l'existence à Accra. Le coût de la vie y est trop élevé. J'ai accumulé des économies à la banque. Cela devrait me permettre de retourner à Bunkpurugu. D'une petite amie, j'eus 3 enfants. Ils ont grandi avec moi. L'aîné travaille à l'imprimerie des Assemblées de Dieu. Le second vit à Bunkpurugu, où il vient de terminer ses études secondaires. Il est maintenant en quête d'un emploi. La fille cadette s'est mariée avec un pasteur de l'Église apostolique. Elle habite aujourd'hui Bunkpurugu. Je me suis marié en 1972 avec une fille de mon pays. Ma famille organisa le mariage. Nous avons eu 8 enfants, dont l'un est mort. Tous vont à l'école. L'aîné de 18 ans va au cours complémentaire. La seconde va à l'école à Kanda. Je les ai retirés de l'école, car j'ai l'intention de retourner définitivement dans ma ville natale. Je vais les disperser auprès de parents avant de quitter Accra. Ma femme vend des oranges, des bananes et des arachides dans les rues d'Osu. Je loue une pièce unique que nous occupons à 8 pour 1 500 cedis par mois. Le propriétaire est un parent. Il n'y a ni eau, ni électricité. Depuis mon redéploiement, je reste à la maison. L'après-midi, j'achète de quoi manger. Ma femme prépare le repas du soir. Elle part à son travail avant 10 heures du matin,

et elle revient vers 6 heures du soir. Lors de mon licenciement, j'ai touché une allocation de transport pour moi et ma famille. Cela facilitera mon retour au pays. Une fois installé là-bas, j'ai l'intention de me lancer dans l'élevage de volailles. Je pars sans idée de retour. Je vais cependant continuer de payer la location de mon logement à Nima. Je pourrai y habiter lors de mes passages à Accra. La pièce pourra aussi être utilisée par des parents. Mes séjours dans la capitale ne seront plus qu'épisodiques. Pour moi, revenir au pays, c'est un peu comme retrouver le paradis. S'exiler, c'est bon pour les jeunes célibataires. Lorsque l'on est à la tête d'une grande famille, ce n'est pas vivable²⁶ ».

Émigrer une nouvelle fois n'est guère réalisable. Le « redéployé » a le plus souvent dépassé la quarantaine. Il a une famille. À son âge, il n'est pas facile de l'abandonner. Il est faiblement éduqué, et rarement qualifié. De plus, il faut de l'argent pour obtenir un visa pour l'Europe, un million de cedis au minimum. Les filières de passage sont peu fiables. Et les échecs sont nombreux. Il faut alors revenir à la case départ en ruminant un échec supplémentaire. Le redéployé se trouve encalminé. S'il renonce à s'exiler une nouvelle fois, il lancera volontiers l'un ou l'autre de ses fils dans l'aventure. Il contribuera à financer son départ. Une fois installé et établi dans un emploi, le fils veillera à envoyer de l'argent à son père dans le besoin, renforçant ainsi sa condition d'assisté.

Il est fort rare que le travailleur sans travail verse dans la délinquance. Son expérience professionnelle lui a inculqué la rigueur et la discipline. Les classes laborieuses de Nima ont inventé leur propre code moral, leur culture de l'urbanité qui sont totalement étrangers à la criminalité et aux activités illicites.

Exceptionnellement, le « redéployé » pourra décider de ne pas s'abandonner à la dérive. Ce sursaut de dignité et cette reprise d'initiative sont ceux de Samuel Nabugri, un Frafra de Navrongo :

« Mes parents sont des paysans du village de Subunrugu, non loin de Navrongo. Ils cultivaient du petit mil, du sorgho, du maïs, du riz, des arachides et élevaient des chèvres et des volailles. Je suis né en 1960. Je n'allai pas à l'école. En 1974, à l'âge de 15 ans, je descendis sur Accra. Je voulais partir à l'aventure et trouver du travail. La plupart des gamins de mon âge partaient vers le Sud pour faire de l'argent. Peu d'entre eux revenaient au pays. Je vendis mes poules pour me faire un pécule de voyage. Je m'installai d'abord à Ruga auprès de quelqu'un qui venait de mon village. Pendant un an, il me fallut me contenter de petits boulots.

26. Entretien avec Peter Nanfum, Nima, le 13 novembre 1994.

Puis je trouvai un véritable emploi salarié comme manœuvre à la CFAO. J'y restai pendant cinq ans et m'installai à Nima. Mais je reçus des nouvelles de ma mère qui était au plus mal. Je repartis immédiatement pour le village. J'y restai un bon bout de temps, jusqu'à sa mort. À mon retour, j'avais perdu mon emploi. Je fus alors embauché comme veilleur de nuit au Cocoa Marketing Board. Cela dura cinq ans. Vers 1974, j'appris que mon père était tombé malade. Je regagnai aussitôt le pays. À mon retour, on me congédia. Je trouvai un nouvel emploi de veilleur de nuit au SSNIT (Social Security and National Insurance Trust). J'y fus salarié pendant quatorze ans. Je travaillai au siège central avec deux autres collègues. Il y eut un vol. On m'accusa. Je fus aussitôt licencié. J'ai déposé en justice un recours pour licenciement abusif. Ma femme vend des plats préparés sur le marché de Nima. Elle m'aide beaucoup. Elle me prépare de quoi manger le matin et le soir. Pendant la journée, je travaille comme *kaya-kaya* sur le marché au bois (Timber Market), de 6 heures du matin à 6 heures et demie du soir. J'effectue les trajets en *trotro*. Il me faut louer un chariot. Je dois payer 100 cedis par course. Je transporte surtout des ignames. Le tarif varie suivant la quantité. Je fais équipe avec un parent. Beaucoup de jeunes travaillent là-bas. On attend, assis sur le chariot, la venue des clients. Il m'arrive de dormir sur le marché, car le travail est épuisant. Les taxis ont tenté de prendre notre travail. Mais ils sont trop chers. Les femmes portent de petites quantités dans des bassines. Les hommes transportent les chargements les plus lourds de tubercules, manioc et ignames. Je ne gagne presque rien. Mais, c'est pour rester actif, pour ne pas rester chez moi à ne rien faire. Mon travail journalier ne me rapporte pas de quoi vivre. Ma femme subvient à mes besoins²⁷ ».

Laissons le dernier mot à Peter Nanfum, le Bimoba, candidat au retour : « Le fils vole le travail de son père. Les cadets dépouillent les aînés de leur emploi. Une génération chasse l'autre²⁸ ». Passons maintenant, d'un univers hanté par le retrait de l'homme salarié, à un monde dominé par la femme au travail.

27. Entretien avec Samuel Nabugri, Nima, le 16 octobre 1994.

28. Entretien avec Peter Nanfum, Nima, le 13 novembre 1994.

La crise des unités domestiques

Nous voici entraînés dans un brusque renversement de perspective. De l'homme travailleur, nous partons à présent à la rencontre de la femme au travail alors que le paysage social s'altère profondément.

D'un ordre social primordialement masculin, nous passons à un univers domestique dont la femme devient l'axe central. D'une figure du travailleur, celle de l'homme salarié, nous en découvrons une autre, celle de la femme au travail, confinée dans des activités trivialement qualifiées d'informelles. À un système d'autorité parentale dont la clef de voûte était le père, se substitue un agencement domestique dont la femme assumera la pleine responsabilité.

La femme habitant les quartiers populaires des villes, la femme laborieuse a fait l'objet, au Ghana, de remarquables descriptions. Il suffit, pour s'en convaincre, de se remémorer les travaux de Deborah Pellow, Clare Robertson, M. Kitson, E. Schildkrout, E. Ardamafo-Schandorf, C. Fayorsey ou C. Oppong.

Le passage de l'ordre social du masculin au féminin fut frayé par le lent laminage de la condition salariale. La dérèglementation du marché du travail répandit sa gangrène sociale sur un quart de siècle, avec une nette accélération au cours de la dernière décennie. Le déclin fut donc graduel, insidieux, puis brusque.

Deux notions seront ici à l'œuvre : celle d'unité domestique, que nous avons déjà évoquée, et sur laquelle nous reviendrons, celle de dérèglementation domestique, sur laquelle nous nous expliquerons bientôt.

Le premier moment, le plus incisif, correspond à la montée de la crise : celle de l'ajustement structurel, celle de la dérèglementation du marché du travail. Face au processus de refoulement de l'homme salarié, la femme entreprend de gérer au quotidien la survie de l'unité familiale.

Puis, elle deviendra l'administratrice de l'unité domestique recomposée. La femme sera la première à subir les atteintes des politiques d'ajustement structurel sur la vie quotidienne, puisqu'elle en a la responsabilité. À travers ses problèmes, nous avons une radiographie sensible des nuisances de l'ajustement sur les couches sociales prolétarisées. La femme deviendra, par la force des choses, l'ordonnatrice de l'économie de pénurie.

Puis, en un second moment, advient l'ascension de la femme au travail. La mise au travail des femmes fut elle aussi l'aboutissement d'un long processus. Aujourd'hui, la majorité des femmes exercent une activité professionnelle. Il ne s'agit plus simplement de procurer un appoint au salaire de l'homme, mais de pallier son amoindrissement ou sa disparition.

La toile de fond de ces évolutions sera le phénomène de la dérégulation des unités domestiques. Les familles éclatées se multiplient. Des unités domestiques se rafistolent, se recomposent. Celles-ci seront le cadre de l'ajustement à l'économie de pénurie. Les femmes y joueront les premiers rôles.

La montée de la crise

Il s'agit ici bien évidemment du mûrissement d'une double crise, celle des unités domestiques, laquelle n'est que le reflet d'une dérèglementation économique plus générale. Lorsque les systèmes de protection et de reproduction sociales sont à l'abandon, les femmes se voient sommées de prendre le relais. C'est ce qui se produisit à Nima.

Une première séquence de la montée de la crise se traduit par l'érosion de la valeur du salaire rapporté par le mari, et par l'incapacité de celui-ci d'assumer la totalité des charges familiales. Dans de nombreux cas, l'homme partira tenter de trouver un travail plus rémunérateur à l'étranger. Le renchérissement des cours du pétrole brut faisait, à cette époque, du Nigeria une aire de prospérité. Les Ghanéens affluèrent dans le pays. La réponse des femmes fut alors modulée. L'activité laborieuse des femmes se généralisa. À ce stade, il s'agissait essentiellement de commerce de détail, ce type de petit négoce se situant dans le prolongement direct de la pratique, hier familière pour elles, des échanges villageois. Simultanément, on assistera à une mise au travail progressive des filles. Celles-ci se voient assigner les tâches domestiques en rempla-

cement de la mère, laquelle est contrainte d'abandonner la maisonnée pour s'installer, pendant la journée, sur son lieu de travail. Certaines fillettes seront affectées à une activité de petit commerce ambulant, soit à proximité de la maisonnée, soit dans le sillage de la mère. Enfin, avec l'exil des hommes, les familles monoparentales prolifèrent. Les femmes seules en assumeront la responsabilité.

La seconde séquence de la montée de la crise coïncidera avec l'ébranlement définitif de la condition salariale et le redéploiement massif des hommes travailleurs. Les marges de manœuvre des femmes se rétrécissent. La famille est devenue un cadre trop exigu pour répondre à des conditions économiques dégradées. Des réponses seront cherchées dans la spécialisation et la professionnalisation du travail des femmes, dans la recomposition des unités domestiques, dans la mobilisation des ressources et des forces de travail de chacun.

Le moment actuel de la crise est marqué du sceau d'un double paradoxe. Tout d'abord, elle intervient alors que les unités domestiques et les unités familiales étaient sur le point de se confondre. Or, avec l'érosion de la position centrale de l'homme travailleur, elles ont de nouveau tendance à se différencier. D'autre part, elle se produit, alors que le « bidonville » commençait à s'urbaniser. L'ajustement structurel constitue certes le principal facteur perturbant. Ce qui ne signifie pas toutefois que tous les effets critiques résultent directement des politiques d'ajustement. Il n'en reste pas moins que la poussée de la libéralisation sous contrainte imprègne l'ensemble des relations sociales et inhibe les réponses que les unités familiales seraient susceptibles d'apporter à la crise.

Le budget domestique est devenu l'affaire de la femme. Ceci, depuis que le salaire masculin a cessé d'être la source financière unique. De simple gestionnaire de la routine ménagère, la femme s'est vue promouvoir au rang de chef d'une sorte d'entreprise domestique. Les revenus de l'homme sont invariablement opaques. La majorité des femmes ignorent les gains des hommes. Ceux-ci n'en parlent pas volontiers. Une part non négligeable ira à leurs besoins personnels : paris, boisson, vêtements. L'homme remettra périodiquement à l'épouse une somme arbitraire et fluctuante. En revanche, l'ensemble des revenus de la femme sera reversé dans le budget commun pour satisfaire aux besoins quotidiens. Phénomène nouveau, cette responsabilité financière inégalement partagée obéit à un code tacite et flexible. Certaines charges incombent en principe à l'homme : le loyer, les factures d'électricité, les frais de scolarisation ou d'apprentissage des garçons, les habits pour les gamins et pour lui. La part de la femme sera plus lourde. Il lui faudra

payer les factures pour l'eau ou pour l'enlèvement des ordures ménagères. Elle devra financer l'habillement des filles et le sien. Il lui faudra faire face aux dépenses d'éducation ou d'apprentissage des filles. L'achat de savon et de bois de feu lui incombe. Enfin, elle aura à pourvoir aux dépenses de nourriture. Les contributions de l'homme en la matière seront irrégulières. Mais la responsabilité de la femme sera de gérer, coûte que coûte, l'économie de la nouvelle pauvreté.

La structure du budget des unités domestiques est rigide. Il s'avérera fort difficile de réduire les dépenses de base. La seule solution sera donc de trouver des sources supplémentaires de revenus, ce qui supposera une mobilisation plus intensive de la force de travail disponible au sein de l'unité domestique. Des multiples entretiens que j'ai conduits sur Nima ressort un profil-type de budget domestique, lequel se répartit grossièrement comme suit :

Nourriture	:	35 %
Logement et charges annexes	:	25 %
Transports	:	15 %
Scolarité, apprentissage	:	10 %
Habillement	:	5 %
Santé	:	5 %
Fiscalité, charges diverses	:	5 %

Peu de postes du budget domestique semblent compressibles. Les transports sont le prix de la mobilité, qui constitue l'un des facteurs essentiels de l'activité professionnelle. La tentation sera donc d'abaisser les charges dues à la scolarité et aux dépenses de santé. Ce seront les systèmes de reproduction sociale qui se trouveront les premiers rationnés. Néanmoins, les marges de manœuvres se révéleront étroites.

Écoutons cette femme enjouée, plutôt prospère, Leila Hamidu, qui fait le commerce de kola sur le marché de Nima :

« Le devoir de la femme, c'est de veiller aux besoins de l'homme et des enfants. Mon mari a été redéployé. La prime de départ a été dépensée depuis longtemps. C'est à moi seule désormais de prendre en charge les dépenses de la famille. Autrefois, il fallait travailler la terre. Aujourd'hui, c'est le marasme total. Mes enfants vont à l'école. Mais tous doivent m'aider dans le commerce de kola. Je suis née à Nima. Mes grands-parents étaient des Tchamba, originaires du Togo. Ils s'établirent à Ada.

Mon père était agriculteur et négociant en kola. Je me suis mariée en 1964. Mon mari travaillait comme peintre dans une entreprise en bâtiment de Circle. En 1989, il fut redéployé. Depuis, il reste à la maison. Il lui arrive occasionnellement de trouver un petit boulot. Mais c'est très rare. Nous dépendons tous de mon commerce. J'ai eu sept enfants, mais trois sont morts. Il m'en reste quatre. L'aîné, qui a 21 ans, est apprenti-mécanicien. Il avait décidé d'abandonner l'école. J'ai payé les frais d'inscription à la formation (20 000 cedis). Chaque jour, je lui donne 200 cedis pour la nourriture. Je sais que c'est insuffisant. Mais quoi faire ? La cadette m'aide dans mon commerce. Le troisième, qui a seize ans, fréquente l'English Arabic School. Je paye 8 000 cedis par trimestre pour sa scolarité. L'une de mes filles a treize ans, et va à l'école primaire. Les frais de scolarité sont de 7 500 cedis par trimestre. La dernière n'a que sept ans. Elle est inscrite dans une English Arabic School. La fille aînée a eu un enfant. Il vit avec moi. Ma mère avait commencé le commerce de kola à la mort de mon père. Je commençai par l'aider dans son activité. Puis, lorsqu'elle disparut à son tour, je repris l'affaire. Je m'approvisionne dans l'Eastern Region. Kumasi est trop loin. Je fais le commerce en gros, et revends à des détaillants. Le marché n'est pas soutenu. À présent, il ne reste plus que cinq négociantes en kola sur le marché de Nima. Il n'existe aucune association professionnelle. Je loue deux chambres : l'une, que j'occupe avec mon mari ; la seconde, où dorment les enfants. Dans le passé, j'épargnais au *susu*. Aujourd'hui, je ne gagne plus assez. Autrefois, j'achetais mes sacs de kola argent comptant. Je dois maintenant m'approvisionner à crédit. Les temps s'assombrissent¹ ».

Les responsabilités de la femme dans la gestion au quotidien du budget domestique ressortent également du témoignage de Fathi Issifu, qui produit de l'huile de palme :

« J'ai 40 ans. Je suis née à Agogo, dans la Région Ashanti. Mes parents étaient des Kusasi de Bawku. C'est là qu'ils moururent. Je me mariaï en 1972, à Agogo, avec un Kusasi de Bawku. Il connaissait ma famille. Nous descendîmes sur Accra. Il nous fut aussitôt possible de trouver un logement à Nima. Mon mari est veilleur de nuit au North Ridge Hotel. Dans la journée, il a un emploi de manœuvre. Je fabrique de l'huile de palmiste. Il me faut près d'une semaine pour collecter les noix dans les *chop bars*. La fabrication est l'affaire de deux jours. Je produis de quoi remplir quatre containers de kérosène. Mes dépenses se montent à 6 000 cedis. Le bénéfice net s'élèvera à 50 000 cedis. J'ai quatre enfants.

1. Entretien avec Leila Hamidu, Nima, le 28 janvier 1994.

L'aîné, qui est né en 1974, termine le cours complémentaire dans une école de Kanda. Le cadet, né en 1978, est aussi en JSS à Kanda. La fille, de 1981, termine son cycle primaire, également à Kanda. Le dernier, né en 1984, poursuit ses études primaires à Kanda. Nous logeons dans deux pièces. C'est mon mari qui paye le loyer. Les frais de scolarité sont partagés entre nous. La facture d'eau est pour moi, ainsi que celle d'électricité. Chaque matin, je donne 400 cedis à l'aîné pour sa journée. Pour les autres, 50 cedis suffisent, parce qu'ils mangent à la maison le midi. Si un enfant tombe malade, il me faudra le transporter à l'hôpital, payer la consultation et les médicaments. J'en parle à mon mari. Il ne réagit jamais. Ce sera à moi de payer. Pour les vêtements des enfants, mon mari paye pour les deux aînés ; je me charge des autres. Je couche dans l'une des pièces avec les enfants, et mon mari, lorsqu'il est là. Il me faut apporter de l'aide à ma sœur qui habite Tamale. Elle vend du riz cuisiné. Son mari ne travaille pas. Je souhaiterais que l'aîné devienne enseignant, que le second soit infirmier, et la fille couturière² ».

L'administration de l'économie domestique est placée sous l'influence de trois paradoxes qui contribuent à l'appesantissement des charges et à l'épuisement des capacités à y faire face : paradoxe de l'urbanisation, paradoxe de la modernisation, paradoxe de la libéralisation.

Les effets paradoxaux de l'urbanisation mobiliseront plus d'un tiers du budget domestique : frais de logement, dépenses connexes (eau, électricité, taxes locales). Le logement est l'une des dépenses les plus importantes (25 % du budget domestique). Les dépenses d'eau et d'électricité augmentent avec les années qui passent et avec l'accroissement des besoins. Les impôts et les prélèvements locaux s'alourdissent. Plus nombreux, les transports entraînent des coûts exorbitants (15 % du budget domestique).

À Nima, les propriétaires constituent une catégorie à part. La plupart sont Fulani, Hausa ou Dogon. 80 % d'entre eux vivent dans d'autres quartiers : Adabraka, Sabon Zongo, Lagos Town, Madina. Intéressons-nous plutôt à ceux qui logent dans les maisonnées de Nima, et examinons leur statut. Ceux qui sont propriétaires de leur logement ne sont que 20 %. Environ 70 % sont de simples locataires. 10 % sont hébergés par des parents ou des amis. Le loyer est donc la règle la plus générale. Il est fort variable. Si on est un parent, un ami ou un « pays » du propriétaire, il sera moindre. Si on est un ancien occupant, il sera allégé. Le système est fondé sur l'arbitraire du propriétaire. Trouver un logement passe le plus souvent par le réseau des affinités communautaires ou religieuses. On

2. Entretien avec Fathi Issifu, Nima, le 9 janvier 1994.

assiste d'une façon générale à un processus d'homogénéisation de la population d'une même résidence.

Le loyer dépendra aussi de la qualité de l'habitation et des commodités (eau, électricité, toilettes). Pour une baraque de torchis à toit de zinc, il était, en 1996, de 3 000 à 4 000 cedis par mois³. Il n'y a pas de fenêtres, donc pas d'aération. Lorsqu'il pleut, il se produira des fuites. S'il fait tempête, le toit sera arraché. Les réparations seront à la charge de l'occupant. Ces conditions de vie sont précaires, mais plus de 10 % des habitants de Nima sont bien obligés de s'en contenter. Un nouvel occupant devra payer de 6 000 à 8 000 cedis par mois. Pour 2 chambres, le loyer s'élèvera à 10 000 cedis. Ce sont les conditions les plus inconfortables. Ces baraques prolifèrent autour du *gutter*. On y trouvera le plus souvent des veuves ou des femmes seules avec leurs enfants.

La maison en parpaings offre des conditions plus confortables. Mais les loyers seront nettement plus élevés. Un ancien occupant devra acquitter un loyer de 10 000 cedis par mois. Pour un nouveau venu, le montant sera plus important. S'il y a l'électricité ou l'eau courante, la facture sera plus lourde. Aujourd'hui, l'électricité domestique est fort répandue. L'eau courante est plus rare. Les toilettes privées sont exceptionnelles. Pour deux chambres, un ancien occupant devra payer de 15 000 à 18 000 cedis. Il faudra au nouveau venu verser mensuellement entre 20 000 et 25 000 cedis.

Un système de location fondé sur le paiement par avances s'est généralisé. Un familier du propriétaire ou un ancien résident devront acquitter l'équivalent de une à trois années de loyer. Pour le nouvel occupant, l'avance portera sur quatre à six ans, ce qui exigera une mobilisation de fonds assez considérable.

L'avantage de la maisonnée est de disposer d'une véranda à l'abri de laquelle on pourra éventuellement dormir, et surtout d'un patio central, qui servira d'espace collectif où les femmes installeront leurs foyers pour la cuisine ainsi que leurs réserves d'eau. Mais les querelles sont fréquentes parmi ces collectivités de femmes qui se partagent une même courée. Il arrivera que les rapports de voisinage s'enveniment, l'une des familles se voyant accuser d'être trop bruyante, ou d'être de mauvaise compagnie. Le propriétaire sera alors tenté de procéder à une expulsion, ce qui lui permettra d'exiger un loyer supérieur à un nouvel occupant.

3. L'indice des prix et tarifs qui nous servira ici de référence fut établi en janvier 1996. Le décalage entre ce barème et les témoignages datant de 1993 ou 1994 tient à la crise de 1995, qui vit les prix flamber de 80 %. L'année 1995 fut aussi celle des premières manifestations anti-FMI au Ghana.

Les exigences financières des propriétaires se font exorbitantes. En cours de bail, le propriétaire peut décider arbitrairement une hausse de loyer, ou modifier, à tout moment, les termes du contrat. Il faudra au locataire accepter, partir ou aller en justice. L'idéal pour le propriétaire serait de louer à une seule personne l'ensemble de la maisonnée. Cela lui éviterait la collecte des loyers individuels. Libre à celui qui aurait suffisamment d'argent pour louer l'ensemble, de sous-louer des pièces, ce qui entraînera inévitablement un renchérissement des logements. Les litiges sont nombreux, soit pour éviction injustifiée, soit pour hausse illicite du loyer.

Depuis 1995, une demi-douzaine d'agences immobilières se sont établies à Nima. La plus active d'entre elles, Al Sanaa Rent Agency, s'est installée le long de Nima Highway, non loin du *gutter*. Les agents immobiliers sont en quête perpétuelle de logements à louer. Leur activité est fort lucrative. L'agence prélèvera sur le loyer 10 % à la charge du propriétaire, et 10 % à la charge du locataire. En cas de litige, elle gèrera le conflit. Le système est un facteur de la diversification communautaire et sociale de la population qui réside sur Nima.

Les factures d'électricité sont excessivement lourdes, surtout depuis 1995. Celui qui se contentera d'avoir quelques lampes dépensera peu. Mais les équipements audiovisuels ou électroménagers se multiplient, entraînant des charges toujours plus importantes. Le propriétaire répartira, de façon arbitraire, les charges de chacun après avoir reçu la facture qui tombe tous les deux mois. Le plus économique serait évidemment de disposer de son propre compteur. Mais les délais d'installation peuvent être très longs. Et le coût sera de 20 000 cedis. Depuis la crise de l'énergie de 1998 et le renchérissement des tarifs, de nombreux habitants de Nima ont choisi de se déconnecter et de se passer d'électricité par souci d'économie.

L'approvisionnement en eau est un autre problème. Peu de maisonnées ont l'eau courante ; lorsque c'est le cas, le robinet unique sera contrôlé par le propriétaire et exploité financièrement. Celui-ci imposera ses propres tarifs : 50 cedis la bassine pour un familial, 100 cedis pour les autres. Parfois, il décidera de répartir la facture entre les locataires. Chacun aura droit à trois bassines par jour. À la fin du mois, le prix sera de 8 000 à 12 000 cedis pour un ménage de quatre personnes. Quand la femme du locataire prépare des aliments pour la vente, elle devra acquitter une facture supplémentaire. Si vous jouissez de votre propre robinet d'eau, la facture sera de 8 000 cedis par mois. La plupart des habitants de Nima restent tributaires des fontaines publiques. Le prix d'une bassine est de 50 à 100 cedis. Il faut faire la queue longtemps. À l'aube, les femmes et les

fillettes s'attrouperont auprès des points d'eau afin de pourvoir aux ablutions du matin. C'est moins coûteux, mais fort contraignant.

Les ordures ménagères constituent à Nima un problème permanent. Elles sont rarement enlevées par la municipalité, même dans les décharges autorisées. Pourtant, chaque habitant devra payer une taxe annuelle à l'AMA. Les fillettes auront pour tâche matinale, après la corvée d'eau, de porter les déchets domestiques au dépôt le plus proche. Ainsi le travail des enfants se substitue-t-il à un équipement urbain déficient.

Veuve et propriétaire d'une habitation sur Nima, Afia Arieetey en a fait son fonds de commerce :

« Je suis née à Koforidua. Mon père travaillait comme contremaître pour le Cocoa Marketing Board. Ma mère vendait du *kenkey*. Je me suis mariée à Koforidua. Le mariage avait été arrangé par les familles. J'avais 16 ans. Mon mari était un ancien militaire. Il avait participé aux opérations de Birmanie durant la deuxième guerre mondiale. Il fut blessé là-bas. De son unité, trois seulement survécurent. Je vécus d'abord avec lui à Akwatia, dans l'Eastern Region. Puis, lors de sa démobilisation, nous nous installâmes à Nima, juste après les émeutes de 1948. Mon mari y avait acquis un lopin de terre et construit une habitation alors qu'il était encore militaire. Il fut employé comme agent de sécurité pour la société Kwahu Motors. Il mourut en 1989. Nous avons eu sept enfants. L'aînée est maintenant âgée de 47 ans. Elle est mariée à un *mallam* qui enseigne dans une école coranique. Le second, un garçon, a maintenant 44 ans. Il a fréquenté l'école. Il travaille par intermittences. Il n'est pas marié, et habite ici. La troisième, âgée aujourd'hui de 38 ans, a été à l'école à Koforidua. Elle n'est pas mariée. Elle vit là-bas. Le quatrième est un garçon. Il suivit le cours élémentaire pendant quatre ans. Puis, il entreprit une formation de tailleur. Le suivant est aussi un garçon, de 29 ans. Il suivit une formation à l'ACCT, dans la section du bâtiment. Il est maintenant instructeur au Centre national de la formation professionnelle. Il n'est pas marié, et vit encore ici. La cadette suit un apprentissage de coiffeuse. Autrefois, je tenais un commerce de vente de maïs bouilli ou grillé, à partir de la maison. Je suis trop vieille pour continuer. Ma fille aînée vit ici, avec ses quatre enfants. Son mari l'a quittée. Autour de moi, ne vit que la famille proche. Je paye la nourriture pour tout le monde. Sur les 14 chambres, j'en loue 6. De la pension de mon mari, je ne perçois rien. Les ressources de la famille dépendent principalement des loyers que je touche et de l'argent que je demande aux locataires pour l'eau et l'électricité⁴ ».

4. Entretien avec Afia Arieetey, Nima, le 22 février 1994.

L'ouverture de Nima sur l'extérieur a provoqué un essor des transports collectifs. Les tarifs varient d'une année sur l'autre, en fonction des hausses du prix du carburant. Les lignes de *trotro* les plus fréquentées et les plus régulières relient Nima à Madina (250 cedis), Nima à Accra (180 cedis), à Agbobloshie (200 cedis), à Kaneshie (200 cedis), à Ashaiman (450 cedis), à Tema (500 cedis). Les lignes de taxis collectifs sont plus rares, les principales destinations desservies étant Accra (350 cedis), 37 (350 cedis), et l'aéroport (400 cedis). Si l'on veut se rendre en taxi à Madina ou au marché d'Agbobloshie, il faudra affréter un véhicule, ce qui sera nettement plus coûteux. Plusieurs fois par semaine, des cars et des camions à destination de Bawku, de Wa, de Techiman, de Tamale, de Mankessim et de Lomé partent de Nima. Ils sont surtout utilisés par des négociantes. Les hommes ont pris l'habitude de se rendre à leur travail à pied. Les femmes dépendent impérativement des transports en commun pour leur commerce. Au prix du parcours s'ajoutera celui du chargement, de 500 à 600 cedis pour un sac de marchandises en provenance du marché d'Agbobloshie. Les femmes veilleront également à donner chaque jour de l'argent à leurs enfants pour payer le prix du transport à l'école.

Les paradoxes de la modernisation se répercutent également sur la vie domestique. L'introduction d'appareils électro-ménagers dans les maisonnées est aujourd'hui répandue : fers à repasser, bouilloires, réchauds électriques, séchoirs à cheveux. L'équipement audiovisuel se banalise aussi : appareils de télévision, vidéos, chaînes hi-fi. Tout cet arsenal ménager grève fortement les budgets, du fait de l'alourdissement des factures d'électricité qu'il entraîne.

Plus contraignants, les frais de scolarisation et de formation sont durement ressentis sur les budgets domestiques. Envoyer son enfant à l'école ou en apprentissage est un phénomène récent à Nima. Les parents ne commencèrent à tolérer l'envoi des garçons à l'école que vers le début des années 80. Pour les filles, ce fut différent, et la pratique tarde à se généraliser. Les frais de scolarité dépendent du type d'école. Les institutions publiques sont les moins exigeantes, financièrement. Par trimestre, les charges seront de l'ordre de 15 000 à 20 000 cedis. Les établissements privés sont nettement plus onéreux, avec des charges pouvant osciller entre 30 000 et 40 000 cedis par terme. Or, à Nima, la totalité des « English-Arabic Schools » sont des institutions privées. Il faudra ajouter à cela l'achat des uniformes. Resteront à assumer les frais quotidiens : l'argent donné aux enfants pour leur transport et pour leur nourriture. Bien des parents renonceront et retireront leurs enfants de l'école.

L'image étrangère, véhiculée par les médias, de la société d'abondance et de consommation suscite de nouveaux besoins, en particulier parmi les jeunes. Les besoins de parures, de cosmétiques, de loisirs s'amplifient, créant des tensions dans la gestion domestique de la nouvelle économie de pauvreté.

L'impact des paradoxes de la libéralisation sont plus dévastateurs encore. Je ne reviendrai pas sur les effets de la dérèglementation du marché de l'emploi qui ont définitivement assombri l'environnement économique. L'ajustement s'est prioritairement attaqué aux systèmes de santé et de protection sociale. Avec le mécanisme du *cash and carry* (le paiement comptant des médicaments précéderait les soins), les institutions hospitalières deviennent inabordables pour les couches prolétariées. On s'efforcera d'éviter le prix d'une consultation. D'autant qu'il faudra ensuite acheter les médicaments prescrits. Il sera nécessaire de mobiliser l'ensemble des parents et amis pour y faire face financièrement. Dans deux situations seulement, les dépenses de santé deviendront une priorité absolue : en cas de grossesse de la femme ; lorsque l'un des enfants tombera malade. On ne lésinera pas alors sur les charges financières. En revanche, si l'homme ne va pas bien, il se contentera d'acheter du Paracétamol chez un droguiste. Le plus souvent, les malades ou leurs proches auront recours à la médecine traditionnelle. 80 % des soins médicaux échappent au système moderne de santé. Une étude effectuée en 1984 souligne la pauvreté des conditions de vie : surpopulation des logements, absence de toilettes publiques, inexistence d'un système d'évacuation des eaux usées et d'enlèvement des ordures. Faute de drainage, les eaux stagnent. La malaria est un danger constant. La pollution de l'eau provoque des diarrhées. Le paludisme, la dysenterie, la fièvre typhoïde sont les principales maladies. Le taux de mortalité infantile est élevé. Il n'existe sur Nima aucun équipement hospitalier moderne. On compte un aide médical pour 10 000 habitants, un infirmier pour 5 000. Si l'on veut aller à l'hôpital, il faudra se déplacer à Korle Bu. En cas de maladie, 65 % des personnes achètent un médicament sans passer par une consultation ; 25 % recourent à la médecine traditionnelle. Seulement 10 % se rendront à l'hôpital⁵.

La politique de décentralisation, qui fut conduite à partir de 1986, s'est traduite pour Nima par la constitution d'un Sous-district au sein de l'AMA. Plusieurs élus locaux sont censés œuvrer aux intérêts de la communauté. En fait, les structures municipales sont bureaucratiques et hyper-centralisées. Les pouvoirs de décision à l'échelle du quartier sont

5. Larbi A.K., 1985, An Appraisal of Health Care Delivery Systems in Nima, Legon, University of Ghana, Department of Geography, B.A. Dissertation.

quasiment nuls. Pour les administrés, la décentralisation des structures locales se traduit surtout par la mise en place d'un dispositif de contrôle rapproché. L'AMA procédera à la démolition de maisons, à la destruction de kiosques. À la taxe d'habitation s'ajouteront les patentes qui s'appliquent à l'ensemble des activités du petit commerce et de l'artisanat. Les emplacements de vente sont payants. On paye pour les ordures ménagères que la municipalité négligera d'enlever. La parafiscalité est plus lourde encore. Le moindre policier, le plus minable auxiliaire de l'AMA seront libres de racketter et de prélever. Ils se feront servir gratuitement, déroberont l'argent de la recette, sans vergogne, et en toute impunité.

L'alourdissement de la fiscalité est d'ailleurs ressenti plus amèrement dans un quartier de la ville qui s'était habitué à vivre à l'écart des contrôles et des impositions. Quand on est salarié, l'impôt sur le revenu est prélevé directement sur le salaire, ainsi que la cotisation syndicale. Les travailleurs indépendants seront taxés sur une base forfaitaire. Les prélèvements pourront être journaliers, mensuels ou annuels. Avant 1985, il était facile d'échapper au fisc. Aujourd'hui, l'étau du Service des Impôts (Internal Revenue Service) s'est resserré.

L'ouverture des frontières aux importations extérieures avive la compétition internationale entre le travail indépendant et les produits en provenance des pays industrialisés. L'économie de la fripe et la diffusion des produits de seconde main concurrencent l'artisanat local, en particulier en ce qui concerne les vêtements et les chaussures. S'agissant des denrées alimentaires, la pénétration est plus lente. Les habitudes culinaires résistent plutôt bien à l'invasion néolibérale. De même, les préférences vestimentaires suivent, avant tout, les modes locales. Mais tout cela reste très fragile.

L'individualisation des besoins et des revenus représente un phénomène plus insidieux. Le budget des unités domestiques risque de se fragmenter. Mais ce processus d'atomisation de l'agent économique, qui est l'un des rêves des stratèges du néolibéralisme, s'enlise dans un tissu social dense et ramifié. Rares seront ceux qui choisiront une sortie de secours individuelle. Dans la majorité des cas, la tendance sera inverse. Chacun s'agglutinera plus étroitement à l'unité domestique fragilisée. Les solidarités domestiques se ressourceront. Les femmes veilleront au grain. Elles seront les garantes de la cohésion sociale et de l'allégresse de vivre.

Le travail au féminin

La montée de la crise a fait surgir une nouvelle génération du travail féminin. Celle-ci se différencie profondément de la précédente, laquelle était formée de femmes auxiliaires, dépendantes. L'autonomie et la primauté du travail au féminin, qui se banalise aujourd'hui, contrastent donc avec l'hégémonie masculine qui s'imposait auparavant.

Plusieurs tendances influencent ce processus de féminisation du travail. Le travail des femmes s'est professionnalisé en l'espace d'à peine une décennie. Il s'agit actuellement d'une activité à plein temps, qui exige le plus souvent une solide expérience ou des compétences particulières. On observe par ailleurs une spécialisation croissante. La femme investira sur un créneau précis, correspondant à une demande forte. Dans le même temps, elle fera preuve d'une extrême plasticité dans ses choix, s'adaptant au plus près aux aléas du marché et aux goûts des consommateurs. Plus récente est la tendance à la qualification, laquelle passe par un apprentissage. Ainsi prolifèrent depuis peu les salons de coiffure et les ateliers de confection.

L'évolution vers la capitalisation des activités féminines est également sensible. Le capital initial pourra provenir du mari, d'un parent ou d'un protecteur. Dans bien des cas, les bénéfices sont engloutis dans les dépenses domestiques. Le renouvellement du capital constituera un problème constant. La réponse la plus usuelle sera la mobilisation d'une force de travail supplémentaire. Ou bien, la femme glissera vers un autre type d'activité, moins exigeant en capital de roulement.

L'emploi de travailleurs satellites est le corollaire de la professionnalisation et de la capitalisation de l'activité féminine. Les premières aides que mobilisera la femme, seront ses propres filles. Elle pourra éventuellement s'associer avec sa mère ou l'une de ses sœurs. Ainsi se constitue une petite entreprise à ossature exclusivement féminine, un « matri-complexe », pour reprendre l'expression d'une anthropologue⁶.

Quelques traits caractérisent cette nouvelle génération du travail féminin. Le premier est sa banalisation. En effet, 95 % des femmes exercent désormais une activité rémunératrice. Il ne reste qu'une infime frange de femmes au foyer ou de personnes trop âgées pour travailler. Comme les activités féminines consistent, pour 90 %, de travail indépendant, le phénomène du chômage ne les concerne qu'indirectement. Sauf pour les plus jeunes d'entre elles, qui sortent de l'école et se

6. Fayersey C., 1995, « Ga's Women Autonomy : A Critique of the Concepts and the Economy of the Household and Family », *African Anthropology* 2(1), p. 91-130.

retrouvent dans les files d'attente des demandeurs d'emploi. Le chômage constitue un avatar exclusivement masculin.

L'éventail des activités féminines demeure restreint. Pour l'essentiel, ce seront des activités de services. Plus rarement, le travail est lié à la production. L'artisanat de petite transformation de produits agricoles représente un segment d'activité non négligeable : fabrication d'huile de palmistes, brassage du *pito*⁷, confection de plats préparés⁸. Certaines activités restent mixtes, bien que les femmes y soient devenues majoritaires. Il en est ainsi des salons de coiffure ou des ateliers de confection. Nombre de femmes travaillent comme manœuvres sur les chantiers de construction ou comme ouvrières dans les carrières d'extraction de pierres ou de gravier. Cependant, les femmes, pour la plupart, s'affairent dans le secteur du petit commerce et de la revente au détail. Les hommes ont récemment abandonné certains secteurs aux femmes pour se concentrer plus étroitement sur quelques activités particulièrement lucratives : commerce en gros du bétail ou de la kola, spéculation monétaire, prêt usuraire et bureaux de change, métier de boutiquier et de grossiste, vente de pièces détachées, vente d'appareils ménagers d'occasion, entreprises de transport, réparation automobile. Le trafic de contrebande, le commerce transfrontalier de produits alimentaires, vestimentaires ou d'articles manufacturés de consommation courante, sont maintenant l'apanage des femmes.

On observe d'autre part une intensification du travail féminin. Les temps de travail s'allongent. Pour celles qui s'adonnent à la vente de plats préparés, il faudra commencer de cuisiner dès 3 heures du matin afin de pouvoir démarrer la vente à partir de 6 heures. Vers les 4 heures du matin, celles qui doivent s'approvisionner sur les marchés de Makola, d'Agbobloshie ou de Kaneshie embarquent dans des *trotros* à la gare routière de Nima. L'achat de poisson frais à la criée les obligera à se rendre au Phare (Light House), à Ussher Town, soit dès l'aube, soit en fin d'après-midi. Les femmes qui ont leur lieu de vente dans le centre d'Accra ou à la périphérie de la ville quitteront Nima dès 5 heures du matin, pour ne revenir que vers 6 heures du soir. Celles qui commercent sur le marché de Nima ou le long de Nima Highway pourront poursuivre leur activité jusqu'à 10 heures du soir. Le dimanche, la plupart ne feront pas relâche. Elles n'iront pas s'approvisionner sur les marchés d'Accra.

7. Les boissons les plus courantes des Ghanéens sont le *pito*, bière de mil fermenté, le vin de palme, un alcool blanc (*akpeteshie*) distillé à partir du manioc ou de l'igname. La bière est populaire, mais bien coûteuse pour les gens de Nima.

8. Les plats préparés des Ghanéens sont le *kenkey* et le *banku*, à base de manioc. Le *fufu* est une pâte préparée avec de l'igname. Le mets favori des gens du Nord se nomme *T.Z. (tuo zafi)*. C'est un gruau de mil assaisonné de légumes et de condiments.

Mais elles se feront remplacer par leurs filles sur leur lieu de vente à Nima pour se livrer à un nettoyage complet de la maison. En revanche, celles qui tiennent un poste de vente éloigné s'abstiendront de s'y rendre. Au bout du compte, la durée des journées de travail oscillera entre 12 et 14 heures, celle de la semaine de travail dépassera les 80 heures. L'assiduité est de règle, car il ne faudrait pas décevoir les clients.

La mobilité constitue l'une des conditions du travail féminin. Les lieux d'approvisionnement sont distants des points de vente. Il faudra effectuer des navettes plusieurs fois par semaine. Environ 60 % des femmes exercent leur activité en dehors de Nima. Il leur faudra se déplacer perpétuellement. De plus, les femmes (15 % d'entre elles) ont repris en main le secteur du négoce au long cours. On assiste, depuis une dizaine d'années, à une revitalisation des voies d'échanges à longue distance. Une modification est toutefois intervenue dans les itinéraires. Lomé, Abidjan, Lagos sont devenus des centres d'approvisionnement privilégiés. Il est aujourd'hui fréquent que la négociante se déplace en avion. Mais elle risquera alors d'avoir à se soumettre aux contrôles douaniers. Les trajets par la route sont plus longs, mais moins surveillés. Ce commerce à longue distance comporte des risques sérieux. Le plus souvent, la femme devra confier ses marchandises à un passeur, s'il s'agit de franchir clandestinement une frontière, puis à un transporteur, pour les mener à bon port. Les femmes qui travaillent à Accra encourent des risques moindres. Mais les vols de marchandises ou d'argent sont, dans tous les cas, fréquents.

Une série de contraintes pèsent sur le travail féminin. Le problème le plus lancinant sera celui du capital, car les activités menées ont le plus souvent des marges de profit réduites. Il n'y aura donc ni accumulation, ni reproduction du capital. La proportion de négociantes qui deviennent opulentes se révèle infime par rapport à la majorité de celles qui doivent calculer au jour le jour. La fiscalité, les contrôles, les prélèvements parafiscaux, les harcèlements incessants, les vols, les querelles empoisonneront constamment la vie de la femme au travail.

Une contrainte majeure s'impose plus généralement au travail féminin. Comment concilier l'activité professionnelle et les responsabilités familiales ? Absente du foyer, la femme travailleuse devra confier la gestion domestique à l'une de ses filles. Ce transfert de responsabilités sera l'antichambre de la mise au travail des gamines.

Pénétrons donc maintenant dans une galerie de portraits de femmes au travail. Mais cédon's d'abord la parole à Fatima Usmanu, la belle-mère du représentant des Dogon sur Nima. Fatima est l'une des femmes les plus riches du quartier. Elle sait de quoi elle parle :

« Devenir riche lorsque l'on est une femme n'est pas une mince affaire. Il faudra avoir des parents aisés. Ou bien, avoir un mari attentionné et qui exerce un bon métier. La proportion de celles qui s'enrichissent de leur seul travail reste minime. Lorsque le mari perd son emploi ou que les enfants tombent malades, les choses se compliquent. Il faut alors que la femme travaille plus dur. Ou bien, elle devra faire appel à des parents. Mais seuls un mari ou un protecteur pourront contribuer au renouvellement de son capital. Sans assistance financière extérieure, les gains de l'activité de la femme passeront dans le budget familial. Dans le passé, lorsque le mari tombait malade, ses proches lui venaient en aide. Ce n'est plus le cas. Car tout le monde est dans le besoin. Autrefois, obtenir l'appui financier d'un proche pour développer son activité n'était pas trop difficile. Mais aujourd'hui, toutes les femmes exercent une activité. Elles ont donc les mêmes besoins d'argent pour entreprendre. Emprunter est au demeurant devenu impensable. Personne ne vous consentira un prêt. Ou les conditions de l'emprunt seront inacceptables⁹ ».

Rendons visite à présent à deux sœurs qui mènent un négoce bicéphale. Entendons d'abord l'aînée, Amina Bukari :

« Je suis une Moga, originaire du Burkina. Mon père s'est établi à Koforidua dans l'Eastern Region. Il était magasinier dans une entreprise commerciale. Ma mère vivait à Nima. Après son mariage, elle rejoignit son mari à Koforidua. Elle y vendait du riz cuisiné. Ce fut là qu'elle mourut. En 1973, je partis rejoindre la sœur aînée de ma mère à Accra New Town. Elle vendait du *banku*. Mon mari était chauffeur. Il conduisait un *trotro* sur la ligne Nima-Accra. Le véhicule ne lui appartenait pas. Il conduit actuellement un taxi. J'ai eu sept enfants, dont deux jumeaux. Avec mon mari, les budgets sont confondus. Je vends du *banku*, le matin et l'après-midi, le long de Kanda Highway. Le soir, le gens mangent chez eux. Quand ils ont percé la nouvelle route, mon auvent fut détruit. Au total, nous avons perdu une douzaine de pièces. Nous avons touché des indemnités. Maintenant, ma gargote est en plein air. Les clients mangent sur des bancs. La maison que nous habitons appartient au père de mon mari. Sa femme y vit. Nous y occupons deux chambres avec nos sept enfants. Deux frères de mon mari, qui sont célibataires, logent dans une pièce. Il nous faut acheter l'eau à l'extérieur. Les enfants vont à l'école à Kanda. L'aîné a été admis en SSS. Je n'ai pas les moyens de lui payer la poursuite de ses études. Il me faudrait amasser de l'argent pour démarrer une activité. J'ai encore des parents à Koforidua. Je leur rends visite à

9. Entretien avec Fatima Usmanu, Nima, le 19 décembre 1994.

l'occasion. La dernière fois, ce fut il y a sept ans de cela. Le mois dernier, deux parents du Burkina nous ont rendu visite. Je commence à cuisiner dès 3 heures du matin. Vers 7 heures du matin, la vente démarre. Tout sera épuisé en milieu de journée. Il faudra alors préparer les sauces pour le lendemain. Avec ma sœur, nous travaillons ensemble. Mais nos affaires sont distinctes¹⁰ ».

Tournons-nous maintenant vers Fathia Nabila, la sœur cadette de Fatima, qui travaille au même emplacement qu'elle. Elle prépare et vend du riz et des haricots :

« Je suis née à Nima. J'ai séjourné durant neuf années au Burkina où je vendais du riz préparé. J'habitais auprès du frère aîné de mon père. Ce dernier vivait à Nima. Il tomba malade, et me fit demander de revenir. Il est mort, il y a seulement quelques jours de cela. J'habite désormais ici. Je ne suis pas mariée. Il m'arrive de visiter ma famille à Ouagadougou. J'ai également maintenu des relations avec des parents qui habitent Zuarungu. Je commence à préparer le riz et les haricots vers 9 heures du matin. À partir de midi, je vends des repas sur le seuil de la maison. Je travaille tous les jours de la semaine. Le dimanche sera ma meilleure journée de vente. Je ne gagne pas suffisamment pour épargner. Avec ma sœur, nous nous entendons très bien, et nous nous entraïdons. Mais chacune d'entre nous est responsable financièrement de sa propre activité. Lorsque je me marierai, j'irai probablement vivre ailleurs. Mais je préférerais continuer d'habiter à Nima, parce qu'une partie de ma famille vit ici. Et je puis compter sur eux en cas de difficultés. Les Mossi à *Fifty-Fifty* sont nombreux et très solidaires¹¹ ».

Visitons un autre de ces « matri-complexes », qui sont devenus l'une des formes nouvelles des entreprises féminines sur Nima. Parlons d'abord avec Monica Kegbola qui vend du *kenkey* à l'intérieur de 441 :

« Ma mère a la responsabilité de l'affaire. Elle rôtiissait du plantain. Maintenant, elle prépare aussi du *kenkey*. Je suis née à Nima. Mon père s'y était installé. J'ai dix frères et sœurs : neuf frères, une sœur. Mes parents sont d'Aflao, dans la Volta Region. Nous sommes Éwé. Depuis l'enfance, je parle Hausa dans le quartier. Mais je m'adresse à mes parents en Éwé. Je n'ai été à l'école que tardivement. Mes frères, en revanche, furent scolarisés. Mon père estimait qu'il était inutile d'envoyer

10. Entretien avec Amina Bukari, Nima, le 15 novembre 1994.

11. Entretien avec Fathia Nabila, Nima, le 15 novembre 1994.

les enfants à l'école. Mais mon grand-père prit les deux filles auprès de lui, et paya pour leur scolarité. Ma mère décida alors d'envoyer les garçons à l'école. Mon père travaillait à 37. Il était tailleur pour les militaires. Il vit aujourd'hui de sa pension. Mon frère cadet termine une formation de réparateur en réfrigérateurs au collège technique d'Accra. Un autre de mes frères aidait à la préparation du plantain. Il s'est marié et vit désormais ailleurs. Le troisième est marié et occupait un emploi de fonctionnaire. Il vient de démissionner pour ouvrir un bistrot où il vend surtout de la bière. Cinq de mes frères sont mariés. L'un est décédé. J'ai 28 ans. Je me suis mariée à l'âge de 19 ans. Mon époux était un Éwé d'Aflao. Il installait des poutrelles métalliques pour une entreprise de construction. Il s'est mis à son compte, et cherche des contrats ici ou là. J'ai trois enfants. L'aînée, 14 ans, est encore à l'école primaire. Elle est en retard dans ses études. Aussi ai-je été obligée de la mettre dans une école privée, car elle avait dépassé la limite d'âge. La seconde, qui a 11 ans, achève son cycle primaire dans un établissement public de Kanda. Le plus petit fréquente l'école à Madina. C'est là que j'habite. Je loue une chambre 3 000 cedis par mois à Madina New Road. Je l'occupe avec mon mari et le gamin. Les deux filles vivent à Nima auprès de leur grand-mère. Celle-ci loue deux chambres et un apprentis qu'elle utilise pour son commerce. Ils y logent à sept : mon père, ma mère, une sœur et son enfant, mes deux filles et mon plus jeune frère. Je me déplace chaque jour de Madina à Nima pour aider ma mère dans son travail. Je travaille auprès d'elle de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Avant de partir à Nima, je laisse à mon gamin de l'argent de poche pour acheter de la nourriture, environ 200 cedis par jour. Avec ma mère, nous n'avons pas d'arrangement fixe. Je reçois approximativement 1 000 cedis par jour, plus le prix de mon transport. Je suis venue épauler ma mère sur sa demande, lorsque ma sœur qui l'aidait habituellement est tombée malade. Il s'agit donc d'une activité provisoire. Mon mari n'est ni musulman, ni chrétien. Pour ma part, je vais avec mes enfants à l'église catholique de Kanda, Christ the King. Lorsque je le peux, car le dimanche nous travaillons. Bientôt, j'établirai mon propre commerce à Madina¹² ».

Sa mère, Akosia Kekbola apportera quelques précisions :

« Mon mari eut deux épouses. Je suis la première, et j'eus onze enfants, dont deux sont morts. Sa seconde femme en eut six. Lorsqu'elle vivait ici, elle avait sa propre activité. Elle préparait du manioc grillé, qu'elle vendait devant la maison. Mon mari lui donnait de l'argent pour

12. Entretien avec Monica Kegnola, Nima, le 7 février 1994.

préparer à manger pour toute la famille. Elle est retournée dans son village natal. Elle venait d'Agbozome, dans la Volta. Elle n'a jamais envoyé ses enfants à l'école. D'ailleurs, le mari refusait de payer quoi que ce soit pour l'éducation des enfants. Il vit de façon indépendante, et ne contribue aucunement aux frais du ménage. Son argent est déposé à la banque. C'est pourquoi je dois travailler. Tous les 15 jours, l'AMA collecte une taxe locale de 600 cedis. Si je ne payais pas, ils démoliraient mon échoppe. Je vis, au jour le jour, avec l'aide de mes filles¹³ ».

Une autre fille d'Akasia, Rebecca, travaille régulièrement avec sa mère :

« J'ai 26 ans. Je n'ai jamais été à l'école. Je me suis mariée à 16 ans. Mon mari est tailleur. Il tient un kiosque à Kanda. Nous habitons à Kanda. Nous sommes maintenant installés à Nima. Nous louons une pièce pour 3 000 cedis par mois. J'ai trois enfants. L'aîné, neuf ans, est à l'école primaire à Kanda. Les frais sont de 21 000 cedis par trimestre. Le second, qui a six ans, est inscrit à Kanda International School. Les frais de scolarité s'élèvent à 25 000 cedis par terme. Le dernier est encore petit, et reste avec moi. Mon mari paye le loyer et les charges scolaires. Je me charge du reste. Il lui arrive de contribuer au budget quotidien, mais plutôt rarement. J'épargne 200 cedis par jour. Cela me permet à la fin du mois de m'acheter des vêtements et de pourvoir à mes besoins personnels. Je dois en outre acheter les uniformes des enfants pour l'école. Je verse 5 000 cedis pour chacun. Mon père les confectionne et paye de sa poche le complément. J'ignore totalement le revenu de mon mari. Ce n'est pas mon affaire. Le dimanche, je rends visite à mes amis. Mon mari part de son côté. Les garçons fréquentent l'église pentecôtiste. C'est là que j'allais habituellement avec mon mari. Mais, il s'est mis à me disputer. Or, il ne devrait pas y avoir de querelles entre chrétiens. Aussi ai-je décidé de cesser d'aller à l'église. Lorsque survient un problème de santé, cela coûte cher. Ils ignorent les pauvres gens. Je vous en prie, rapportez exactement ce que je vous ai dit. Il faudrait que le gouvernement sache enfin quelle existence misérable est la nôtre¹⁴ ».

Rendons-nous à présent dans la gargote que tient Grace Quarshie non loin du marché de Nima :

13. Entretien avec Akasia Kegbola, Nima, le 7 février 1994.

14. Entretien avec Rebecca Kegbola, Nima, le 17 décembre 1994.

« Ma famille est originaire de Dodze, dans la Région de la Volta. Puis, ils émigrèrent dans l'Eastern Region et s'installèrent à Asaman Ketia, en Akyim Abuakwa. Mes parents travaillaient la terre. De plus, mon père distillait de l'alcool blanc (*akpeteshie*), et ma mère fabriquait de l'huile de palme. Je n'allai à l'école que deux années. Je partis pour Accra à quinze ans. Je vins rejoindre ma sœur qui habitait à Nima et travaillait dans un *chop bar*. Elle est ensuite retournée au village. Je me suis mariée à Nima. Mon mari est originaire de Fiara Nwiba, dans la Volta. Il exerce le métier de ferronnier. Il fabrique des cadres de fenêtres. Il tient sa propre boutique. C'est lui qui prit l'initiative d'ouvrir le *chop bar*. Il a rassemblé le capital de départ. Je m'occupe de cet établissement depuis huit ans. J'ai cinq enfants : trois filles et deux garçons. La plupart vont à l'école catholique de Nima. Le plus jeune est à la crèche du 31st December Women's Movement. Dans le *chop bar* nous servons de l'alcool : gin, brandy, *akpeteshie*. Nous proposons des repas. Cinq jeunes apprenties m'aident. La journée débute dès 4 heures du matin, car il faut préparer la nourriture. Je ne ferme pas avant 10 heures du soir. Le dimanche, l'établissement est fermé. Je vais, avec mon mari, à l'église spiritualiste de Pig Farm, "Apostles Revelation Church". C'est lui qui m'a convertie.

Les apprenties nous accompagnent à l'église. Elles travaillent cependant le dimanche. Il leur faut effectuer un nettoyage complet du *chop bar*, et commencer à préparer la nourriture pour le lendemain. Toutes les apprenties viennent de mon village d'origine, Dodze. J'ai gardé des relations là-bas. Parfois, ma sœur m'envoie une apprentie. Il m'arrivera aussi d'effectuer le déplacement pour en recruter de nouvelles. Il n'y a pas de contrat d'apprentissage. Les filles mangent et dorment ici. Elles ne touchent aucune rémunération, car elles se contentent d'aider. Je leur donne seulement 300 cedis par jour pour acheter du savon. Certaines trouvent le moyen d'épargner grâce aux pourboires. Dans certains *chop bars*, le travail est vraiment dur. La rétribution des aides y sera de 1 000 cedis par jour. Lorsque j'ai commencé mon activité, j'étais le seul *chop bar* dans le quartier. Aujourd'hui plusieurs gargotes se sont ouvertes à proximité. Les prix ont chuté. En outre, le coût des ingrédients pour préparer les aliments s'est considérablement accru. En particulier, le prix de la viande et du poisson est devenu exorbitant. Il me faut répercuter ces hausses sur le tarif des repas. Les clients se plaignent. Ils se font plus rares. En revanche, le débit de boisson, qui est ouvert dès le matin, rapporte plus que jamais. Malgré les difficultés, il me faut bien continuer ce travail¹⁵ ».

15. Entretien avec Grace Quarshie, Nima, le 17 décembre 1993.

Sur le marché de Nima, Esther Atogbe tient un étal de vente de tomates :

« Mes parents sont originaires d'Ada. Mon père était paysan. Ma mère vendait des légumes et d'autres produits vivriers. Mon père était presbytérien ("E.P. Church"). Il alla à l'école. Ma mère eut quatre enfants. Ils ont grandi, se sont mariés, se sont dispersés. Le dernier travaille dans les salines de Segou. Je suis née à Ada. Mon parcours scolaire fut vite interrompu. Je suis venue très jeune à Nima, à la demande de la sœur de mon père. Elle m'employa comme domestique, à laver, à faire le ménage, à préparer les repas, à faire le marché, à chercher de l'eau. Dans les moments libres, je faisais de la vente ambulante d'oranges et de bananes. Je me suis mariée en 1969. J'avais 22 ans. Mon mari était chauffeur au Ministère de la Santé. Il venait de Keta. J'ai quatre enfants : deux garçons et deux filles. L'aîné, 24 ans, est à l'Institut polytechnique de Takoradi. La fille, qui a 21 ans, n'a pas terminé son cours complémentaire. Elle n'est toujours pas mariée. La suivante, 17 ans, est en SSS. Le dernier, 12 ans, est en JSS.

Je vends des tomates depuis 16 ans. Je les achète sur le marché de Makola. J'en achète cinq ou six paniers tous les deux jours. Les prix varient. Lorsque les prix sont élevés, je peux payer de 30 à 40 000 cedis. Lorsqu'ils sont à la baisse, je n'aurai à déboursier que de 12 à 15 000 cedis. Mon profit ne sera que de 2 000 cedis. Ma fille et trois autres gamines m'aident dans mon commerce. Je me lève à 5 heures du matin. Mes filles iront chercher de l'eau. Puis, nous commencerons à préparer le repas pour le soir. Le midi, je mange sur le marché. Le matin, je prends un *trotro* pour aller m'approvisionner en tomates. Là-bas, je fais appel à un *kaya-kaya*. Puis, jusqu'à 7 heures du soir, je resterai sur le marché à vendre les tomates. Le dimanche, je ne vais pas au marché. Je procède au nettoyage de la maison, je me rends à l'église et prépare le repas du soir. Les enfants me remplacent au point de vente. Le soir, ils me remettent la recette de la journée. Nous louons deux pièces. J'habite l'une avec mon mari. Les enfants occupent l'autre, à l'exception de la fille aînée qui vit chez la sœur de mon mari. Sur son salaire, ce dernier paye le loyer, les factures d'électricité et les frais de scolarité. Je me charge de la nourriture et du budget quotidien. J'ai cessé d'épargner au *susu*. En effet, les prix renchérissent. Je visite Ada trois ou quatre fois par an. Lors de mes passages, j'offre des habits à ma mère. Mon commerce de tomates me permet tout juste de faire face aux dépenses quotidiennes, pas plus. Le marché est aujourd'hui déprimé. Les enfants seront libres de choisir leur avenir. Je leur souhaite une vie meilleure¹⁶ ».

16. Entretien avec Esther Atogbe, Nima, le 9 août 1994.

Joindre les deux bouts est loin d'être facile pour Alicia Adinga, qui ne parvient à boucler son budget domestique qu'en faisant appel à ses proches :

« Mes parents sont originaires de la région de Nandom, dans l'Upper West. Ce sont des Dagari. Mon père cultivait la terre, et ma mère brassait de la bière de mil (*pito*). Mon père partit pour Accra. Il s'installa à Nima avec ma mère. Mon père travaillait comme manœuvre pour le Département des Travaux publics (Public Works Department). Quand il devint vieux, il trouva un emploi de veilleur de nuit. Ma mère brassait du *pito*. Je suis née à Nima. Je n'ai jamais été à l'école. Je me suis mariée, en 1967, avec James Afrifa, lui aussi de Nandom. Nous eûmes sept enfants, dont trois sont morts. L'aînée est mariée et vit dans le Nord. Le cadet est aide chauffeur de *trotro*. La troisième s'est également mariée à Nandom où elle est maintenant établie. Le dernier, 14 ans, vit avec mon frère aîné. Il épargne au *susu*. Il lui arrive de m'acheter une robe. Je rends parfois visite à ma famille à Nandom, tout spécialement à l'occasion de funérailles. Cela me donne l'opportunité de rencontrer mes filles. J'ai vécu 20 ans avec mon mari. Il travaillait comme manœuvre dans le bâtiment pour Ghana National Housing Corporation (GNHC). Le mariage s'est rompu en 1987. Mon mari est mort quatre ans après m'avoir quittée.

J'avais appris de ma mère à brasser le *pito*. Je le faisais à l'intérieur de la maisonnée et le vendais sous un appentis. Je louais une pièce. Le propriétaire décida de récupérer le local pour ses fils. Ce n'était qu'un prétexte pour mettre un terme à mon activité. Je n'ai plus ni d'endroit pour brasser, ni de lieu pour vendre. Dans l'habitation, seul le propriétaire est musulman. Lui seul fait des problèmes. Les autres locataires n'ont jamais rien trouvé à redire. Pourtant, de nombreux musulmans consomment du *pito*. Il me faut payer 1/3 de mon loyer à l'avance. J'ai dû cesser mon activité de production et de vente du *pito*. Je me consacre désormais à la vente d'eau glacée. Je dois acheter trois blocs de glace par jour pour 80 cedis à un commerçant de Mamooobi. J'ai aussi besoin de me procurer des sachets en plastic, qui me coûtent 270 cedis les 25. Les profits sont infimes. Je souhaiterais reprendre mon activité de vente de *pito* qui me rapportait plus. Mais cela supposerait que je possède les moyens de louer un local. J'aide ma mère qui habite non loin d'ici. J'y vais chaque matin et chaque soir. Elle est vieille et n'a plus aucune activité. Je vais lui chercher de l'eau, je la baigne, je lave son linge, je lui prépare à manger. Lorsqu'elle est malade, je la veille. Mes deux frères m'aident financièrement. L'un est sergent de police. L'autre est manœuvre dans une entreprise de construction. Ils me versent une somme régulière pour que

je m'occupe de notre mère. Sinon, je n'y arriverais absolument pas. Il m'arrive parfois d'avoir des crises de paludisme. Je me contente alors de me reposer. En revanche, je suis suivie à l'hôpital pour tension artérielle. L'un de mes frères paye les consultations et les médicaments¹⁷ ».

Depuis la mort de son mari, Fathi Bukari éprouve de graves difficultés budgétaires :

« Mes parents sont des Mossi de Tengkuugu. Ils ont quitté le Burkina pour la Côte d'Ivoire et travaillent dans les plantations de cacao. C'est là-bas que je suis née. Je me suis installée toute jeune à Nima, en 1950, et m'y suis mariée. Mon mari était militaire. Lorsqu'il a quitté l'armée, il devint entrepreneur pour les services de police. Il est mort depuis 10 ans. Lorsqu'il était en vie, je vendais du *kenkey*, du riz et des haricots, près de la Maison de la Radio. Je ne disposais pas d'un emplacement fixe. Le marché périclitait. De plus, il s'agissait d'un travail très astreignant. Actuellement, je tiens un étal où je fais le commerce de légumes frais. Je m'approvisionne auprès de maraîchers qui cultivent des jardins non loin de l'aéroport. Une fois par semaine, je vends des légumes européens : carottes, poireaux, salades, choux-fleurs. Le reste du temps, je propose des légumes d'ici. Mon mari avait construit une habitation de six pièces. Elle est équipée en eau et en électricité. L'une de mes filles vit avec moi. L'aînée est mariée, et vit à Lagos Town. Mon fils est grand, et vit ailleurs. Nous sommes musulmans. Personne ne m'aide, à l'exception de ma fille, qui m'assiste dans mon commerce. La location de cinq des pièces de la maison, le paiement par les locataires des charges d'eau et d'électricité constituent mes sources principales de revenu. Sans cela, je n'y arriverais absolument pas¹⁸ ».

Écoutons enfin Mamunatu Issaka, qui aide sa mère dans son négoce, le long de Kanda Highway :

« Mes parents sont des Bassari du Nord-Togo. Ils étaient paysans. Ils émigrèrent au Ghana. Puis, ils s'installèrent à Nima. Mon père n'eut qu'une seule femme. Elle lui donna douze enfants. Deux d'entre eux sont morts. Nous sommes musulmans. Je suis l'aînée. Il y eut deux paires de jumeaux. Certains ont regagné le pays natal. D'autres sont encore ici. Le dernier poursuit ses études à Kanda. L'une de mes sœurs aide ma mère dans son négoce. Une autre suit un apprentissage de couturière. Les autres

17. Entretien avec Alicia Adinga, Nima, le 10 août 1994.

18. Entretien avec Fathi Bukari, Nima, le 22 décembre 1993.

sont mariés et dispersés. Mon père n'est pas resté longtemps à Nima. Il s'est installé à Asaman Kese, où il cultive la terre. Ma mère vend des boulettes de riz. J'ai été à l'école pendant trois ans. Je me suis mariée avec un Tchamba. Mon mari est un entrepreneur du bâtiment. Il est riche. Il vit à Mamooobi. Je suis ici, à Nima, de 8 heures du matin à 5 heures de l'après-midi. Je me contente d'aider ma mère dans son commerce. Dans la matinée, nous vendons des boulettes de riz. Puis je prépare de la *T.Z.* (*tuo zafi*), qui est le plat préféré des gens du Nord. Ma mère me donne 500 cedis par jour. À la fin du mois, je reçois 3 000 cedis. Cela me permet de nourrir la famille. D'autant que mon fils vient de terminer son SSS. Et je voudrais qu'il poursuive ses études. Il me faudrait démarrer mon propre commerce. Mais entreprendre exige de l'argent. Il me serait nécessaire de disposer d'un kiosque où m'installer, et d'un minimum d'équipements. Je ne sais pas encore très bien quoi faire. Le commerce avec le Togo est facile. Mais cela demande au départ d'avoir de l'argent. Or, le travail d'entrepreneur de mon mari est irrégulier. Il obtiendra un contrat, puis restera six mois sans travail. C'est donc à moi seule d'alimenter le budget domestique. Cela m'empêche de m'installer dans une véritable activité¹⁹ ».

Ces témoignages de femmes psalmodient la même plainte. Elles relatent, au quotidien, le vécu des femmes face à l'économie de pauvreté. Leur ténacité, leur assiduité au travail ne suffisent plus à assurer la survie des unités familiales. Par bribes, leurs propos dessinent, en filigrane, le reprofilage des unités domestiques. Un processus entame durement les modes traditionnels de la reproduction sociale sur Nima : la dérégulation domestique.

La dérégulation domestique

De même que la notion de ménage, pure construction des démographes, conçue pour de simples raisons de commodité statistique, celle d'unité domestique fait l'objet de multiples controverses. Celle-ci correspond au terme anglais de *household*, lequel tend toutefois à mettre trop exclusivement l'accent sur l'une des caractéristiques de cette collectivité de base, la communauté de résidence. Bender critique pertinemment la distinction un peu trop simpliste entre la famille, fondée sur la parenté et l'alliance, et l'unité domestique, basée sur la résidence.

19. Entretien avec Mamunatu Issaka, Nima, le 22 décembre 1995.

Si la cohabitation constitue un élément important, l'essentiel n'est-il pas dans la gestion commune de la consommation et des tâches domestiques²⁰ ? Les limites s'avèrent particulièrement floues dans un milieu urbain peuplé de migrants comme Nima. La famille y formera un ensemble flexible, aux multiples ramifications²¹. Selon Meyer Fortes, l'unité domestique serait avant tout une entité économique où s'agencent des rapports de production, de consommation et de gestion de la vie quotidienne. Pour Jack Goody, l'unité domestique combine trois réalités différentes. C'est d'abord une communauté d'habitation. C'est ensuite une unité de reproduction sociale, d'union sexuelle et de socialisation des enfants. C'est enfin une unité économique, qui comprend « tous ceux qui participent à un système unique de production et de consommation », et, de façon plus routinière, « tous ceux qui assurent quotidiennement les activités de gestion et de financement de la collectivité domestique au sens économique du terme²² ». Ces trois fonctions ne se confondent pas totalement. Elles peuvent coexister, ou bien se rencontrer de façon séparée. L'unité domestique recomposée, telle qu'elle existe à présent à Nima, est fondamentalement une communauté de consommation et une cellule de reproduction sociale où la proximité renforce les liens de coopération et de solidarité. La distribution des rôles peut varier. La fusion budgétaire se révélera inégale, partielle²³. Mais l'ensemble constituera un abri commun face aux ravages de la crise. La gestion budgétaire et la socialisation des enfants restent les fonctions essentielles de l'entité domestique. Sous ces deux aspects, la responsabilité de la femme se révèle primordiale.

La notion de dérégulation domestique sera au centre de notre propos. Il conviendrait donc d'en préciser les contours. Disons tout d'abord que la dérégulation domestique est la traduction, dans les classes laborieuses, de la dérèglementation du travail qui affole à présent l'économie globale. Celle-ci provoque le brouillage des relations de proximité, le déchirement du tissu communautaire, la dissolution des zones de cohésion sociale, l'épuisement des ressources des solidarités primaires, la précarisation généralisée. Les unions se brisent. Les familles se disloquent. Elles se dispersent. L'ajustement domestique fragilise les relations entre proches.

-
20. Bender D.R., 1967, « A Refinement of the Concept of Household : Co-residence and Domestic Functions », *American Anthropologist* 69(5), p. 493-504.
 21. Houseman M., 1995, « Kinship Networks in Africa : Past and Future », *African Anthropology* 1(2), p. 76-90.
 22. Sanjek R., 1982, « The Organization of Households in Adabraka : Towards a Wider Comparative Perspective », *Comparative Studies in Society and History* (24), p. 57-103.
 23. Dwyer D., Bruce J. (éds), 1988, *A Home Divided : Women and Income in the Third World*, Stanford, Calif., Stanford University Press, XI + 289 p.

On observe une permutation des rôles et des responsabilités économiques. Tous sont saisis par la même tentation d'autonomie. Mais celle-ci se révèle être une gageure alors que l'individu se trouve pris dans le réseau des rapports sociaux et des liens d'appartenance. Née de la crise, cette nouvelle génération d'unités domestiques sera labile, vulnérable, sous tension. Les femmes s'épuiseront à colmater les fissures de ces ensembles disparates, déchirés, toujours proches de la rupture. La dérégulation domestique est, en définitive, le reflet de l'impact de la dérèglementation du travail sur les systèmes de protection et de reproduction sociales, et représente un mode improvisé de gestion de la nouvelle économie de pauvreté dans un cadre de voisinage fragilisé et rétréci.

On rencontre aujourd'hui, à Nima, plusieurs types de communautés de base. La forme la plus exceptionnelle correspond à la famille restreinte, sérielle, là où elle a réussi à se stabiliser. Elle peut comprendre une ou plusieurs épouses. Plus général est le modèle de la famille éclatée. On trouve un grand nombre de familles ou d'unités domestiques monoparentales. Enfin, les unités domestiques recomposées se multiplient. Les phénomènes de la polygynie (30 % des groupes familiaux) et de l'éclatement des familles (40 %) ont précédé la vague de la dérégulation domestique. Ils traversent l'éventail des formes élémentaires de la vie sociale. De la masse des témoignages recueillis, il est possible de dégager une répartition approximative des unités de base par grands types :

Familles sérielles stabilisées	:	10 %
Unités domestiques monoparentales	:	50 %
Unités domestiques recomposées	:	40 %

La famille sérielle eut sur Nima une existence éphémère. Ce ne fut qu'une simple parenthèse, qui dura l'espace d'une génération. Cette forme de promiscuité ne survit que lorsque l'épouse jouit d'une position professionnelle confortable. Les familles polygyniques ont cependant mieux résisté à la montée de la crise que les autres. Les solidarités musulmanes y ont contribué. Mais surtout, l'autonomisation économique des femmes y avait anticipé le processus de la dérégulation domestique. L'homme se contentera d'ordonner un espace domestique où co-existent plusieurs foyers, donc plusieurs centres de pouvoir.

Francisca Akudugu est infirmière à l'hôpital de Legon. Elle parle autant de son expérience que de celle de son mari. Ils représentent l'un des rares exemples d'une famille sérielle stabilisée :

« Je suis une Frafra de la région de Bongo (Upper East). J'ai 38 ans. Mon père est un retraité de la police. Il vit à Tamale, où il possède une maison. Mon frère aîné, enseignant, habite chez lui. J'ai suivi une formation d'infirmière à l'hôpital de Tamale, de 1972 à 1976. Je me suis mariée une première fois en 1973. J'eus deux enfants. Puis nous nous séparâmes. Je me mariai une seconde fois, en 1979. Mon second mari, Stephen Aku, était, comme moi, originaire de Bongo. Il était chauffeur à la Faculté d'agriculture de l'Université de Legon. Tout jeune, il avait quitté Bongo avec un camarade pour descendre sur Kumasi. Ils s'installèrent à Tafo, auprès de la communauté Frafra ; il était logé et nourri. Ce dernier lui procura un emploi de laveur de vaisselle dans un *chop bar*. Il mena cette activité durant deux années. Puis on l'informa, en 1960, que son père était malade. Il retourna aussitôt à Bongo. Le père mourut peu après. Il revint à Kumasi et reprit, pendant six mois, son travail au *chop bar*. Puis, il fut employé dans une scierie tenue par un Libanais. Ce fut là qu'il apprit à conduire. Il s'installa ensuite auprès d'un militaire à Burma Camp. Un capitaine l'employa comme domestique. Il utilisa l'argent qu'il gagnait pour obtenir un permis de conduire. Il put alors conduire un taxi. Le propriétaire était un officier des Brigades ouvrières.

En 1965, son frère aîné décéda. Il assista aux funérailles à Bongo. Il épousa la veuve comme le veut la coutume. La femme resta au pays. Il revint à Accra et reprit son activité de chauffeur de taxi. Après le coup d'État militaire de 1966, l'officier fut détenu, et son véhicule fut saisi. Au début de 1967, le militaire de Bongo lui acheta un taxi d'occasion. Ils étaient originaires du même village. Il put conduire le taxi jusqu'en 1974. Puis, il trouva un emploi à Legon, grâce à un Frafra qui partait à la retraite. Il obtint cet emploi en 1979. Avec la veuve de son frère, il eut une fille. En 1983, j'eus une fille. J'ai acheté un réfrigérateur. Les filles vendent de l'eau glacée. La fille de mon premier mari vit aussi avec nous. Mon mari paye le loyer, 3 000 cedis. J'assume les frais de scolarisation et de formation. Ceux de ma fille sont de 11 000 cedis par terme. Ma fille aînée est en apprentissage, depuis 1993. J'ai versé 80 000 cedis pour une formation de couturière. Nous avons pu acheter un taxi d'occasion. Mon mari le conduit le soir, les samedis et les dimanches. Comme infirmière, je touche 59 000 cedis par mois. 30 000 cedis vont à la nourriture. Mon mari paye le loyer, l'électricité, l'eau. J'aide financièrement ma mère qui vit à Tamale²⁴ ».

Les familles éclatées sont nombreuses. Celles-ci correspondent à des réalités différenciées. Dans les sociétés segmentaires du nord du Ghana, il

24. Entretien avec Francisca Akudugu, Nima, le 20 février 1994.

était courant de confier une partie de ses enfants à des parents proches, frère du père ou sœur de la mère, qui se chargeraient de leur éducation. Par ailleurs, les premières générations de travailleurs migrants étaient composées en majorité d'hommes jeunes, sans charges de famille. Ils retournaient dans leur village pour y prendre une épouse. Mais lorsqu'ils repartaient dans le Sud, ils laissaient la femme et les enfants au pays. Le regroupement de l'ensemble de la famille à Nima ne se produisit pas avant la fin des années 50. Depuis une quinzaine d'années, l'éclatement des familles, qui se généralisa, se présente sous des traits nouveaux. La dispersion familiale est devenue un mode de réponse à la crise des unités domestiques. Il peut arriver, dans le cas de familles polygyniques, que l'une des épouses retourne dans son village d'origine avec une partie des enfants. Le retour de l'homme au pays constituera un phénomène extrêmement rare. Celui-ci préférera émigrer à l'étranger ou disparaître. La pratique la plus courante sera d'envoyer une partie des enfants vivre en milieu rural auprès de parents. Les charges domestiques s'en trouveront allégées d'autant.

Femme d'un travailleur redéployé, Malika Mustafa vit l'expérience de l'éclatement familial, une partie des enfants ayant été confiés à des parents. Elle offre également un exemple de la pluriactivité féminine :

« Mon mari, Salah Mustafa, a été redéployé. Nous sommes des Kotokoli, originaires de Sokodé, dans le Nord-Togo. Tous les jours, j'aide une femme Ga de Nima à préparer et à vendre du *kenkey*. Je travaille auprès d'elle de 4 heures à 9 heures du matin. Le dimanche, l'horaire sera de 2 à 5 heures de l'après-midi. Je reçois 200 cedis par jour. La femme me donne aussi quotidiennement de trois à cinq boules de *kenkey*, ainsi que du poisson, pour les enfants et moi. De plus, je pratique, du lundi au samedi, la vente ambulante d'arachides dans les environs de Circle. Je vends en moyenne pour 1 000 cedis d'arachides par jour. Une autre activité consistera à aider ma sœur, à Lagos Town, à la fabrication d'huile de palmiste. Je recevrai d'elle de 800 à 1 000 cedis qui me permettront d'acheter de la nourriture. Mais, ce n'est pas un travail quotidien. J'ai trois enfants. Le fils aîné, qui a quinze ans, vit au Togo, avec la mère de mon mari. Il ne va pas à l'école. Il aide au travail de la terre. Le cadet, douze ans, vit à Akwatia, dans l'Eastern Region, avec le frère aîné de mon mari. Il va à l'école coranique, et aide aux travaux agricoles. Il lui arrive de nous rendre visite. Il nous apporte alors, du village, du plantain, du maïs et du manioc. Le frère lui a promis de lui apprendre à conduire. La fille n'a que huit ans. Elle fréquente l'école coranique. Je paye pour elle 4 000 cedis par mois. De plus, je lui donne 100 cedis par jour pour s'acheter de quoi

manger. Mon mari se nourrit le plus souvent à l'extérieur. Il ne mange à la maison que le soir où j'ai de l'argent pour préparer un repas pour l'ensemble de la famille. Cela me reviendra à 800 cedis. Mon mari a perçu une indemnité de licenciement. J'ignore à combien elle se montait. Il paya une avance de loyer pour quatre ans. Nous louons une chambre pour 3 000 cedis par mois. Peintre en bâtiment, mon mari est constamment à la recherche de petits boulots. Depuis trois mois, il est sans travail. Quand il avait un emploi, je tenais un étal sur le seuil de la maison où je vendais des noix de kola et des sucreries. Je gagnais bien ma vie. Lorsque mon mari fut redéployé, il me donna une somme de 40 000 cedis pour démarrer un petit commerce. J'achetai des arachides. Les profits étaient minimes. Le capital initial s'évapora. Il me fallut chercher une activité complémentaire. Par des amies, je fus introduite auprès de cette femme Ga qui vend du *kenkey*. Actuellement, pour la nourriture, je dépends principalement de ce commerce de *kenkey*. Ma dernière visite dans ma famille à Sokodé fut en 1984. Si j'avais de l'argent, je me lancerais dans la vente de *kenkey*. Si mon mari avait un revenu, il pourrait financer mon activité. À présent, ce n'est absolument pas envisageable²⁵ ».

Les familles ou unités domestiques monoparentales représentent 50 % des communautés de résidence et de consommation. Elles seront rarement placées sous l'autorité d'un homme seul. Dans la grande majorité des cas, elles se trouveront sous la responsabilité d'une femme. Parfois, les difficultés de la vie quotidienne auront entraîné la rupture de l'union, l'homme partant de son côté. Ou bien, brisé par sa condition de chômeur, l'homme préférera disparaître. Il partira un beau jour, et ne donnera plus de ses nouvelles. Il peut arriver aussi que l'homme sans travail, reprenne le chemin de l'exil et émigre, au Nigeria ou ailleurs. Il pourra choisir de profiter de cet éloignement pour prendre ses distances avec la famille restée à Nima. Enfin, les veuves se retrouveront dans l'obligation de se débrouiller seules, tout en continuant à gérer leur environnement proche.

Femme abandonnée, Aicha Ibrahim, tient un *chop bar* dans une ruelle de *Fifty-Fifty* :

« Je suis originaire de Leo, au Burkina. Ma famille est Kasena. Mon père est né à Abokode. Il était chauffeur à la Taysec. Il démissionna, et acheta un véhicule d'occasion. Ma mère était une Ga de Labadi. Elle vendait du poisson. Je suis née à Nima. Le père de mon père fut l'un des premiers habitants de Nima. Il était forgeron dans son village. À Nima, il

25. Entretien avec Malika Mustafa, Nima, le 17 février 1994.

fut un *malam*, et enseignait l'arabe. Il eut deux épouses, des Ga. La première lui donna cinq filles et un garçon, la seconde un garçon et une fille. Il eut deux filles d'une troisième femme. Ma mère vivait à Labadi, mon père à Adabraka. L'union se brisa. Je suis née à Adabraka, en 1960. Je grandis à Nima dans la maison du père de mon père. Je me suis mariée, à l'âge de seize ans, avec un Kasena du Burkina. Il était chauffeur auprès de l'ambassade du Vatican au Ghana. J'eus avec lui un fils et deux filles, dont l'une est morte. Mon premier mari est décédé. Je me suis mariée une seconde fois avec un Tchamba de Nima. Nous eûmes deux garçons et une fille. Mon mari était cuisinier au Ringway Hotel. Il est parti pour le Japon, il y a six ans de cela. Il n'a jamais écrit. Nous n'avons jamais reçu d'argent. Il serait encore en vie. Il a totalement disparu.

Je fais fonctionner un *chop bar* sous un auvent. Je loue l'emplacement 7 000 cedis par mois au propriétaire, lequel réside à Sabon Zongo. Je dirige l'affaire. Un garçon pile le *fufu*. Une assistante travaille avec moi, ainsi que mes trois filles. Nous nous répartissons les tâches : je prépare le *fufu*, ma collègue cuisine le riz. Nous confectionnons ensemble les sauces. Mes filles vendent. La matinée est consacrée à la préparation. Nous vendons des repas uniquement dans l'après-midi et dans la soirée. Je verse une rémunération à mon assistante. Le montant peut varier, en fonction des ventes. Je donne aussi de l'argent au garçon. Lorsqu'elles vendent, les filles reçoivent 500 cedis chacune. Elles épargnent au *susu*. L'aînée est mariée. Le surplus, je le réinvestis dans mon négoce. J'habite la maison du père de mon père. Cela m'évite de payer un loyer. J'occupe deux chambres avec mes deux filles cadettes. Dans le passé, nous partagions nos repas avec toute la maisonnée. Maintenant, l'argent manque. Je cuisine seulement pour les filles et moi. Lorsque mon mari était là, l'existence était plus facile. J'ignore ce qui a poussé mon mari à s'enfuir. Il avait épargné en cachette, fait secrètement ses préparatifs. Il a disparu sans prévenir. Le garçon fréquente l'école. Il vit auprès de la sœur de ma mère. Je dois payer pour la nourriture, les frais de scolarisation et les uniformes. Les filles vont à l'English-Arabic School. Dans le passé, les proches vous aidaient à élever vos enfants. Ce n'est plus le cas, car la vie est devenue plus difficile. Chacun vit pour soi. C'est à vous d'assumer²⁶ ».

Le long de Kanda Highway, Mary Akodogo vend en plein air du *banku* qu'elle devra préparer dès l'aube. Elle est mariée à un homme qui a perdu son emploi :

26. Entretien avec Aicha Ibrahim, Nima, le 7 novembre 1994.

« Je viens de Suburungu, un village proche du barrage de Veä, dans l'Upper East Region. C'est le pays Frafra. Mes parents cultivaient la terre. J'avais cinq frères et sœurs. Les trois garçons sont morts. Personne n'alla à l'école. Ma sœur s'est établie à Bolgatanga. Je me suis mariée dans mon village et vins m'installer à Nima, avec mon mari, en 1970. Ce dernier travaillait pour un Européen, d'abord comme manœuvre, puis comme vigile. Il a perdu son emploi. Il n'a plus de revenu régulier. C'est à moi de me charger de tout. J'ai eu quatre enfants. L'aînée n'est pas mariée. Elle m'aide dans mon commerce. La cadette habite à Lagos Town avec son mari. Celui-ci est comptable à la Compagnie d'Electricité. Le garçon, 23 ans, a suivi une formation de cinq ans à Accra Technical College. Il est maintenant en stage d'application à Kaneshie Electrics. Beaucoup de ses amis sont à l'étranger, pour faire de l'argent. Ils envoient à leurs parents des frigidaires, des véhicules d'occasion. Certains font parvenir de l'argent à leur mère. Peu reviennent. La meilleure solution est de partir à l'étranger et d'envoyer de l'argent à la famille au pays. La dernière fille suivit, pendant sept mois, un apprentissage de couturière. Puis, elle se disputa avec la patronne. Elle a repris sa formation, à Kotobabi, à l'Evangelical Training Center qui attire surtout des Frafra. Elle voudrait ouvrir son propre atelier lorsqu'elle sera formée. Mais, il lui faudrait trouver un protecteur. Nous louons deux chambres. L'une est utilisée par mon mari et moi. Les enfants occupent l'autre. J'ai démarré mon *chop bar* en 1983. Mais la place fut détruite lors de l'élargissement de Kanda Highway. Je travaille désormais dans la rue. Dès 4 heures du matin, je commence la préparation. Puis, à partir de 9 heures, je vends sur le trottoir. Mon mari, qui est sans emploi, travaille, dans la journée, comme *kaya-kaya* au Timber Market. Le dimanche, je me rends à l'église évangéliste de Kotobabi. Auparavant, j'appartenais aux Assemblées de Dieu. Mais ici, on prêche en Frafra. De plus, nous avons des activités sociales, éducatives, associatives²⁷ ».

La disparition du mari pèse sur l'existence de Amina Awirago. Celle-ci vit au bord du *gutter* :

« Je suis une Kusasi de Bawku. Mon mari, de Bawku lui aussi, vivait à Nima. Je l'ai rejoint en 1957. Il était jardinier pour la GNTC. Puis, il est parti pour le Nigeria. Il a totalement disparu. J'ai eu cinq enfants. Trois d'entre eux sont encore avec moi. L'aîné, seize ans, a terminé son JSS. Il vend le *Daily Graphic* de 5 heures du matin à 4 heures de l'après-midi. Cela lui rapporte environ 300 cedis par jour. La cadette a également fini le

27. Entretien avec Mary Akodogo, Nima, le 2 décembre 1994.

JSS. La dernière termine son cycle primaire. Tous ont fréquenté l'école presbytérienne de Kotobabi. Mais nous sommes des musulmans. Je fabrique de l'huile de palmistes. Il me faut deux semaines pour collecter les noix sur Accra. Je vendrai le tout en moins de trois jours. Mon mari s'est réellement évanoui. Mais je préfère rester à Nima. Dans l'Upper East, il est très difficile de gagner sa vie en cultivant la terre. Et où trouverais-je l'argent pour le voyage ? Et puis là-bas, il n'y a pas de travail. En outre, mes parents sont âgés. Aussi me faut-il m'activer seule ici²⁸ ».

La condition de Hajia Kande, une veuve, qui vit à 441, est plus aisée, malgré son âge et le fait qu'elle ne puisse plus exercer une activité. Elle a même trouvé le moyen de faire à six reprises le pèlerinage à La Mecque :

« Mes parents sont des Hausa de Kano. C'étaient des négociants. Ils vendaient des parfums et des pommades, à Zongo Lane. Je m'installai à Nima après mon mariage. Mon mari vendait du riz. Il était né à Hausa Zongo, puis s'était établi à Nima. Les Hausa n'étaient pas nombreux à Nima. La plupart s'étaient installés à Kadiri Zongo et à Sabon Zongo. Lors de l'*Alien Compliance Act*, beaucoup d'entre eux furent expulsés. Je vendais des tissus que j'achetais à l'UAC, à l'UTC, à la CFAO ou sur le marché de Makola. Je parcourais les rues pour les vendre. Mes enfants m'aidaient dans ce commerce. Ceux qui payaient cash bénéficiaient de prix modérés. Les autres, achetant à crédit, devaient payer plus cher. En effet, il faut prévoir le risque de non-paiement. Je me suis mariée deux fois. J'eus de nombreux enfants. L'aîné est marié, et vit à Accra. Un garçon de mon second mariage est établi aux États-Unis. Lorsqu'il était au Ghana, il vendait de la parfumerie. Sa femme est ici, avec ses enfants. Il envoie assez régulièrement de l'argent, 50 ou 100 dollars. Il est parti depuis sept ans. Il n'a pas de permis de résidence, ce qui lui interdit de revenir. Il travaille comme ouvrier dans l'industrie du cinéma, à New York. Il fut envoyé à l'école. Mais, il refusa de continuer. Nous l'avons aidé pour l'achat de son visa et de son billet d'avion pour les États-Unis. Sa femme a quatre enfants, et vit à Nima. Elle tient un petit commerce. Une autre de mes filles est employée à l'Islamic Research Center. Son mari vient de revenir du Japon. Il y travailla pendant cinq ans. Il passa par l'Institut Polytechnique d'Accra après avoir terminé son cycle scolaire. Il sait lire et écrire. Lorsqu'il était au Japon, il envoyait de petites sommes d'argent. Peut-être resterait-il au Ghana s'il réussissait à y trouver un emploi. Sinon, il repartira au Japon. La vie n'est plus comme jadis. Aujourd'hui, chacun veut de l'argent pour ses besoins personnels. C'était

28. Entretien avec Amina Awirago, Nima, le 7 novembre 1993.

mieux avant. La maison appartient à mon dernier mari, qui mourut en 1982. Elle comprend douze pièces et une boutique. Mais il l'a cédée à son fils. J'occupe une pièce. Je vis seule. Ma fille m'apporte de quoi manger. Je suis incapable de travailler, parce que ma jambe me fait mal. Ma fille vit non loin, avec son mari. Certains parents m'assistent financièrement. Il m'arrive d'aller à Kano visiter des parents. Je souhaiterais que mes petits-enfants soient médecins ou professeurs. Un parent est établi aux États-Unis. Il vient nous rendre visite parfois à Nima. Il arrive dans sa Mercedes. Il est fortuné et m'assiste aussi financièrement²⁹ ».

Une autre vieille femme, Hajia Rekia Garba, qui est veuve, vit à 441. Malgré son âge, elle a plusieurs personnes à charge et doit continuer de travailler :

« Mon père est un Mossi originaire du Burkina. Il vint travailler dans les plantations de cacao de l'Eastern Region. Puis, il s'installa à Nsawam avec sa femme, une Ga d'Accra. Elle vendait du *kenkey* et du riz. Je suis née à Nsawam. J'allai brièvement à l'école. Mon père me fit interrompre ma scolarité, car il trouvait cela inutile. Il préféra m'envoyer à l'école coranique. Ma mère s'établit ensuite auprès de sa famille, à Achimota. Elle continua de vendre du *kenkey*. Je l'aidais dans son activité. Je me fixai à Nima, il y a 30 ans de cela, à la suite de mon mariage. Mon mari était un Hausa. Il vendait du riz dans le centre d'Accra. J'eus huit enfants, dont deux moururent. Les plus grandes se sont mariées. L'aînée est commerçante. Son mari est fonctionnaire. La seconde fille est mariée à un enseignant. Elle voyage fréquemment à Abidjan, à Lomé, au Nigeria pour acheter des marchandises, qu'elle revend sur Accra. L'un de mes fils vit à Tamale, où il termine ses études. Mon mari l'avait envoyé vivre là-bas auprès de son frère aîné. Vient ensuite une fille. Elle est mariée à un riche commerçant, et ne travaille pas. Enfin, les deux dernières filles terminent leurs études à Kanda. Mon mari est décédé. J'habite deux pièces. J'occupe la première avec mes deux filles cadettes. Dans l'autre vivent cinq de mes petits-enfants et deux autres enfants qui m'ont été confiés par des amis. Je continue de tenir une échoppe où je vends du savon, des boîtes de sardines, du riz, des haricots, des piments. Cette activité me permet de nourrir les neuf enfants qui sont à ma charge. Nous avons conservé les habitudes des gens du Nord. Nous mangeons tous ensemble. J'ai effectué à plusieurs reprises le pèlerinage à La Mecque³⁰ ».

29. Entretien avec Hajia Kande, Nima, le 4 mai 1994.

30. Entretien avec Hajia Rekia Garba, Nima, le 22 mai 1994.

Écoutons maintenant une autre veuve, Patricia Dakubu qui brasse du *pito* à Mamooobi :

« Je suis originaire de Nandom Gwo, dans l'Upper West. Mon père était paysan. Ma mère brassait du *pito*. C'est elle qui m'a appris cette activité. Nous sommes Dagari. Mes parents appartenaient à l'Église catholique. Ils eurent sept enfants. L'un de mes frères vit encore à Nandom Gwo, où il cultive la terre. L'une de mes sœurs vit avec son mari à Sawla. Je suis descendue sur Accra en 1965, quatre mois avant la chute de Nkrumah. Je m'étais mariée à Nandom et avait eu un premier enfant là-bas. Mon mari vivait à Nima. Il travaillait à l'aéroport au service du nettoyage. Puis, il devint veilleur de nuit pour Ghana National Housing Corporation. J'ai en tout cinq enfants, deux filles et trois garçons. L'aîné, 32 ans, travaille à l'entrepôt de Social Security Bank. Il n'est pas marié et vit chez un ami. La cadette est mariée. Elle habite à Dome. Le troisième est chauffeur. Il est sans emploi. Le quatrième a terminé son cours complémentaire. Il est à la recherche d'une embauche. Il habite et mange ici. Il lui arrive de trouver un emploi comme maçon. Il est sportif, et pratique le football et la boxe. La dernière vient de terminer trois années d'apprentissage de couturière. Elle travaille actuellement pour sa patronne. C'est moi qui ai payé ses frais de formation. La machine à coudre est à elle. Lorsqu'elle est ici, elle m'aide à brasser et à vendre le *pito*. Les clients viennent chez moi acheter des calebasses de *pito*. Je brasse deux marmites tous les trois jours. Autrefois, je brassais tous les jours. Mais, le marché s'est rétréci. J'achète le sorgho à crédit de commerçants Bozo du Niger. Les prix oscillent entre 12 000 et 26 000 cedis. Il me faut en outre acheter du bois de feu pour 10 000 cedis et m'approvisionner en eau. Je loue l'appentis que j'utilise pour mon commerce 2 000 cedis par mois, ainsi qu'une chambre (2 000 cedis). Je verse 200 cedis par jour au *susu*, ce qui me permet de payer le loyer à la fin du mois. Si la vente est bonne, je ferai un bénéfice de 20 000 cedis pour deux marmites. Cela me laisse suffisamment de marge pour payer mes dettes, acquitter la patente et acheter de la nourriture pour tout le monde. Quatre personnes vivent avec moi : la fille de ma sœur, qui vend le *pito* à l'extérieur, ma fille, mes deux fils. Il m'arrive de rendre visite à mes parents à Nandom³¹ ».

Retraitée, Grace Mensah connaît des conditions de vie un peu moins difficiles :

31. Entretien avec Patricia Dakubu, Mamooobi, le 7 août 1994.

« Je viens du pays Kwahu, dans l'Eastern Region. Mon père possédait, depuis 1936, un magasin, à Osu ; où il vendait des cartouches. Ma mère était commerçante à Makola. Je suis née à Tudu, en 1937. Je fus envoyée à l'école primaire à Cape Coast. Puis, je fis mes études complémentaires à St Mary's College, une institution catholique. Je fus employée comme ouvrière dans une fabrique de l'UAC. Puis, je travaillai dans une entreprise de Tudu qui conditionnait du lait, à partir de 1958. En 1962, je démissionnai. Je me mariaï, et m'installai à Nima. Je trouvai un emploi à l'UTC. Je travaillai ensuite pendant cinq ans pour l'YMCA. Je fus alors recrutée, en 1973, par la Banque du Ghana. Je quittai en 1990, après 17 années d'activité. J'obtins une pension de retraite. Quand ma mère décéda, je la remplaçai dans son commerce. Elle avait ouvert une boutique à Nima. Mon mari est mort. J'ai eu quatre enfants. Le fils aîné vit en Grand-Bretagne. Il habite avec le frère de mon mari qui est installé là-bas depuis longtemps. J'ai eu la chance de pouvoir lui payer son visa et son billet d'avion. J'ignore quel est son travail. Je pense qu'il reviendra au Ghana. Certains se fixent définitivement à l'étranger et oublient ceux qu'ils ont laissés au pays. Ce n'est pas bon. Ils n'assistent plus aux funérailles de leurs proches.

Ma fille aînée vit à Dansoman. Elle travaille sur le port de Tema. Le mari est menuisier. Le troisième, après avoir terminé son cycle secondaire, a suivi trois années de formation au collège polytechnique de Takoradi. Il accomplit actuellement son service national. Je n'ai pas les moyens de lui permettre de perfectionner sa formation. Le dernier a terminé son JSS. Il cherche un travail. Je souhaiterais l'envoyer à l'étranger. Mais il veut continuer ses études. J'amasse de l'argent pour pouvoir l'envoyer à l'Institut Polytechnique de Kumasi. Lorsque j'étais écolière, j'étais catholique. Mes parents étaient presbytériens. Aujourd'hui, je vais à l'église presbytérienne de Kaneshie. C'est là que je réside. Ma boutique est sur Nima Highway. Le loyer est élevé. Je vends du *gari*, du riz, du sucre. Les profits ne sont pas lourds. Le matin et le soir, il me faut payer mon transport entre Kaneshie et ici. Mon frère est mort à Monrovia. Je m'occupe de son fils. Mais je suis incapable de le nourrir et de l'habiller. Il vit à Osu. Il a 24 ans. Il m'aide dans mon négoce avant de trouver un travail. Je n'ai pas des ressources suffisantes pour lui payer un apprentissage de mécanicien. J'ouvre la boutique de 7 heures du matin à 8 heures du soir, tous les jours de la semaine, sauf le dimanche. Mon fils qui réside en Grande-Bretagne m'écrit régulièrement. Je verse au *susu* afin de pouvoir régler les factures d'électricité. Je prends aussi en charge de la fille de la sœur de mon frère. Elle vient de terminer son JSS. Les

bénéfices de mon commerce ne suffisent plus à assumer l'ensemble de ces charges³² ».

La recomposition des unités domestiques est le phénomène le plus récent, et se propage. Les unités domestiques recomposées constituent l'expression la plus achevée de la dérégulation domestique. La famille se délite, se dissocie, avant de se dissoudre dans un ensemble plus vaste, aux contours plus flous. Des éléments extérieurs sont appelés en renfort pour accroître la force de travail et les ressources financières de la communauté de base. Dans ces ensembles réajustés, on ne rencontre pas de modèle unique. On est certes bien loin de la famille sérielle qui fait désormais figure d'anomalie. Celle-ci pourra d'ailleurs se diluer aussi dans ces entités aux contours élargis, flexibles. Les familles éclatées, les familles monoparentales pourront se réaménager de la sorte. À la dissociation sous contrainte répondront un mouvement de réassociation et l'émergence de nouvelles formes primaires, plus rapprochées, plus plastiques, de cohésion sociale.

Observons l'agencement domestique de Comfort Nabuli, une veuve Frafra qui vend de l'*akpeteshie* au bord du *gutter*. Elle vit dans une masure au toit de chaume. L'impression de misère, de délabrement est extrême. L'habitation comprend une pièce en torchis et un auvent sous lequel la femme vend l'alcool. L'unité domestique s'est recomposée pour faire face. Elle survit par la mobilisation des forces de travail et les apports financiers de 10 personnes. Le concubin de la veuve est un Frafra qui touche une pension militaire. Il est considéré comme la personne la plus riche et son apport au budget de la collectivité est essentiel. C'est lui qui paye le loyer. Vivent aussi avec elle, son frère, sa femme et leur enfant. Une de ses filles vend du pain, ce qui rapporte 1 000 cedis qui sont remis à sa vieille mère. Une autre vend du riz. L'argent va aussi au budget commun. Une autre fille suit un apprentissage de couturière. Les autres filles pratiquent la vente ambulante. Le budget domestique nécessite la mobilisation du travail de huit fillettes. Le frère de la veuve travaille comme *kaya-kaya* sur le marché de Makola. Le système se fonde sur l'autorité unique de la veuve, sur l'adjonction d'éléments extérieurs, sur la combinaison des activités, sur la concentration des revenus et l'unicité du budget domestique, sur la communauté de résidence et de consommation³³.

Un autre exemple de recomposition de l'unité domestique est observable auprès de Fatima Usmanu :

32. Entretien avec Grace Mensah, Nima, le 19 novembre 1994.

33. Entretien avec Comfort Nabuli, Nima, le 20 décembre 1993.

« Nous sommes des Fulani originaires du Nigeria. Je suis née à Adabraka. Je me suis établie à Nima en 1960. Mon mari est employé. Il travaille comme secrétaire pour l'association des chefs musulmans. Je suis commerçante. J'ai vendu des produits vivriers jusqu'en 1985. Depuis, je tiens un étal où je vends du savon, du thé, du lait, du sucre. 13 personnes vivent ici. Mon mari avait acquis la terre et construit l'habitation. Je l'occupe avec mon mari, mon fils, ses deux épouses et huit de leurs enfants. Nous sommes tous musulmans. Mon fils fait du trafic transfrontalier avec la Côte d'Ivoire. Ses femmes sont également commerçantes. L'aîné des fils vient de terminer son service national. Il ira à l'université pour suivre des cours de gestion et de comptabilité. Il rêve de devenir comptable. Les autres enfants vont à l'école. Mais tous ont une activité de vente ambulante. Chez nous, les budgets sont confondus. Je gère personnellement l'ensemble³⁴ ».

Il existe un lien direct entre la dérégulation domestique et la mise au travail des enfants. Les femmes joueront un rôle charnière dans cette mobilisation du travail précoce. Celui-ci deviendra une nécessité pour gérer l'économie de pauvreté. La femme le ressentira la première. Portons donc maintenant notre regard sur les mécanismes de la précipitation des enfants sur un marché du travail en débris.

34. Entretien avec Fatima Usmanu, Nima, le 10 décembre 1993.

5

La mise au travail des enfants

Les mécanismes de la mise au travail des enfants suggèrent de répondre immédiatement à deux questions initiales. Comment différencier cette nouvelle génération du travail infantile, de celles qui l'ont précédée ? Quelles sont les caractéristiques particulières qui singularisent cette force de travail juvénile d'un nouveau type ? En effet, on observe, depuis une quinzaine d'années, l'émergence d'une génération d'enfants qui auront entièrement grandi sous ajustement. Ils sont frappés de plein fouet par les politiques d'ajustement structurel, alors qu'ils sont en pleine période de croissance, de gestation sociale, de formation. Ils sont contemporains d'une triple crise : celle de la déréglementation du marché du travail, laquelle entraîne le retrait de l'homme salarié et son exclusion sociale ; celle de l'ajustement, qui ruine les systèmes établis de protection et de reproduction sociales ; celle des familles et des unités domestiques, qui obligent celles-ci à se remodeler pour continuer d'exister et de se reproduire. Au carrefour de ces crises, l'enfant sous influence devient un simple instrument, une valeur marchande, une force de travail ajustée.

Dans les économies agricoles d'autosubsistance qui caractérisent les régions sahéniennes et soudanaises, dont sont issus les travailleurs migrants qui ont formé Nima, le travail précoce des enfants était largement répandu. Les fillettes participaient assidûment aux activités domestiques, en particulier aux corvées d'eau. Les garçons aidaient aux travaux agricoles. Ces tâches étaient graduées en fonction de l'âge de l'enfant, évoluant lorsqu'il grandissait. Ainsi, les gamins, dès l'âge de six ans, garderont-ils les chèvres et protégeront-ils les cultures contre les oiseaux. Puis, devenus plus grands, ils seront directement associés aux travaux des champs. Ce travail est censé contribuer à l'insertion de l'enfant au sein de la communauté domestique, à sa socialisation, à sa

Les quartiers d'Accra en 1990



formation. Il s'apparente à une forme traditionnelle d'éducation de base. Dans l'économie domestique, il n'aura qu'un rôle complémentaire, non essentiel. Il procurera un simple appoint de travail et de revenu.

Lorsque s'intensifieront les échanges marchands, la part du travail infantile s'alourdira. La gamine sera mobilisée plus intensément dans les activités ménagères ; elle effectuera une partie du portage des produits jusqu'au marché ; elle aidera la femme dans son négoce ; celle-ci pourra également lui assigner un travail de vente ambulante. Quant au gamin, il se verra astreint, plus précocement et plus durement, aux travaux agricoles. Les cultures irriguées de saison sèche seront largement placées sous sa responsabilité.

L'on s'aperçoit que, dès ce stade du passage de l'économie d'auto-subsistance aux échanges marchands élargis, une bonne dose d'exploitation existe dans la mise au travail des enfants au sein des unités domestiques. Ce simple constat conduit à se départir des oppositions binaires trop tranchées, telles que la dichotomie instituée entre les activités domestiques, élément d'intégration et de socialisation, et le travail des enfants, générateur d'abus et d'exploitation. La langue anglaise redouble cette distinction, en opposant *child work* (apprentissage, socialisation) et *child labour* (abus, exploitation). Comme le note l'anthropologue Olga Nieuwenhuys :

« Il est d'usage, lorsque l'on étudie le travail des enfants, de différencier celui exécuté dans le contexte familial, et celui exécuté sur le marché du travail. Quelqu'évidente que puisse paraître cette distinction, elle est lourde de conséquences quant à la notion d'exploitation du travail des enfants : les experts aussi bien que le grand public s'accordent en effet pour conclure qu'un enfant n'est exploité que lorsqu'il est directement engagé par le marché du travail comme main-d'œuvre peu coûteuse¹ ».

Les observations de terrain viennent largement infirmer ces couples d'oppositions qui restent communément admis. L'exploitation est présente au sein même de l'unité domestique. Les femmes et les gamines en sont les premières victimes.

Aujourd'hui, la mise au travail de la génération de l'enfance ajustée revêt une ampleur et une signification renouvelées. Elle participe de la redistribution des rôles et de la redéfinition des fonctions économiques au sein des unités domestiques en transition. L'abaissement de l'autorité de l'homme chef de famille et sa marginalisation économique conduisent à

1. Nieuwenhuys O., 1996, « L'exploitation des enfants en économie domestique : le cas du Kerala (Inde) », in Schlemmer B. (éd.), *L'enfant exploité, op. cit.*, p. 419-435.

l'ascension de la position des femmes. Selon Elizabeth Ardafo-Schandorf, on compterait à présent 60 % de familles monoparentales à Accra. À Nima, nos enquêtes penchent plutôt pour 50 %. Il n'en reste pas moins que la proportion s'avère considérable. L'ajustement structurel en fragilisant les systèmes de protection et de reproduction sociales provoque un ébranlement des structures familiales et domestiques. La professionnalisation du travail des femmes précipite la transformation de l'activité domestique des gamines en véritable exploitation. Les enfants sont sommés d'assurer leur propre subsistance. On assiste à une paradoxale inversion des responsabilités, l'enfant travailleur se transformant en protecteur et en nourricier de l'unité domestique. Il ne s'agira plus d'un revenu d'appoint, mais d'une part essentielle du budget domestique. Prolétarisé, exploité, l'enfant deviendra un rouage indispensable de la gestion par les femmes de la nouvelle économie de pauvreté. Toutes les ressources en travail de l'unité domestique se trouvent mobilisées afin de procurer un apport en argent devenu vital pour l'existence de la communauté de base. Il s'agit bien d'un phénomène nouveau, les enfants se trouvant jetés sur un marché du travail en débris. Indéniablement, la génération actuelle de l'enfance ajustée se différencie nettement de celles qui l'ont précédée, à la fois par la finalité de l'exploitation, par sa généralité et par son intensité.

Identifier et qualifier les caractéristiques singulières de la force de travail extraite de l'enfance ajustée, renvoie à une question de méthode. Quel doit être le point de départ ? La notion d'enfance ? Celle de travail ? Celle d'exploitation ? Nous préférons cette entrée : la force de travail. La notion d'enfance s'avère floue. Son cours se révèle fluctuant. De cinq à sept ans, ce sera la « petite enfance ». Entre huit et treize ans, ce sera l'enfance proprement dite. À partir de treize ans, l'enfant entrera dans l'adolescence. Mais ce seuil restera indécis et pourra varier de quelques années. La même incertitude porte sur la définition légale de l'enfance. La limite supérieure reste flottante. Quinze ans ? seize ans ? dix-huit ans ? Toutefois, ces controverses ne nous concernent guère. Car nous intéresse, non pas une classe d'âge, mais une génération née et grandie au sein de la même expérience historique. Comme le note par ailleurs Bernard Schlemmer : « La définition de l'enfant se pose également en d'autres termes : est "enfant" celui à qui sont déniés les droits reconnus à l'adulte² ». Et d'ajouter :

2. Schlemmer B., 1997, « Propositions de recherche sur l'exploitation des enfants au travail faites aux sciences sociales, qui, en France, ignorent encore la question », *Recherches Internationales* (50), p. 67-88.

« La question se posait avec ambiguïté. Le problème ici est posé dans toutes ses dimensions : il renvoie sans ambiguïté au monde du travail, non à celui de l'enfance. Pour l'essentiel, l'exploitation des enfants au travail est un problème qui dépasse largement les seuls enfants, c'est un phénomène social total auquel se heurtent plus particulièrement certaines formations économiques et sociales confrontées à un système mondial qui les domine. C'est-à-dire qu'il pose un problème généralement occulté : l'exploitation des enfants travailleurs est l'une des formes d'exploitation des travailleurs adultes ; c'est le choix de la compétitivité par l'abaissement du prix du travail, au détriment de tous les travailleurs, enfants ou non ».

Rattacher l'activité laborieuse des enfants au marché du travail, donc l'identifier sans équivoque à un travail, même si sa valeur marchande est minorée, dépréciée, représente une avancée importante dans la clarification du processus. Expliciter la notion de travail par son rapprochement de la notion d'exploitation constitue un pas supplémentaire. Encore conviendrait-il de faire appel à une notion qui ait le pouvoir de condenser en un seul noyau, celle d'enfance, celle de travail et celle d'exploitation. La notion de force de travail a ce pouvoir de cristallisation du lien qui soude l'enfance, le travail et l'exploitation. Elle sera mon point d'ancrage.

En effet, c'est en vertu de ses qualités particulières que la force de travail infantile sera exploitée. Elle est flexible, malléable, aisément renouvelable, donc jetable, peu coûteuse. En tant que marchandise, elle procure un surtravail d'autant plus important qu'il n'est nullement besoin de la reproduire. Elle est donc payée en dessous de sa valeur, ce qui permet de la mettre en compétition avec les forces de travail des hommes et des femmes, dont les rémunérations se verront ainsi tirées vers le bas et l'emploi menacé. Cette force de travail hors normes pourra en outre être mobilisée pour accomplir des activités illicites. Il existe un mode spécifique d'exploitation de cette force de travail singulière du fait qu'il est dénué à l'enfant d'être un sujet de droit. L'exploitation du travail infantile constitue ainsi l'un des rouages de la dérèglementation du marché du travail.

Dans un premier temps, nous tenterons de dégager les logiques qui sous-tendent la mise au travail des enfants. Ces logiques conduisent inévitablement à s'interroger sur le pourquoi ? C'est-à-dire sur les causes qui sont à la source du phénomène.

Dans un second temps, le regard se portera sur les modalités de la mise au travail. Au-delà de l'examen des mécanismes nous nous intéresserons aux divers acteurs en jeu et à leurs conduites.

Enfin, l'attention se concentrera sur l'impact de cet épisode dans les trajectoires éducatives et professionnelles de ces travailleurs en herbe. En effet, la phase de la mise au travail n'est pas un chaînon indépendant d'un parcours de vie, mais l'un de ses éléments constitutifs.

Prendre la mise au travail comme point de départ de l'analyse est révélateur à un double titre. Tout d'abord, ce prisme permettra de mieux discerner les traits originaux de la présente génération d'enfants travailleurs. D'autre part, cet angle d'attaque nous aidera à éclairer les différentes facettes de ce processus d'exploitation et de prolétarianisation de l'enfance dans un environnement économique et social dégradé.

Logiques de la mise au travail

Parler de la mise au travail des enfants renvoie à deux questions connexes. D'abord, il importerait de mettre en évidence les logiques sous-jacentes qui expliquent le phénomène du travail précoce dans ses manifestations présentes. D'autre part, il s'agira de remonter aux causes qui conduisent à cette forme d'exploitation. Or, les logiques sont brouillées, les causes sont enchevêtrées.

Les propos recueillis auprès des habitants de Nima sur la recrudescence de la mise au travail des enfants, ressassent quelques thèmes récurrents. Il s'agirait d'une nécessité imposée par l'environnement économique. Les contraintes qui s'exercent sur les unités domestiques obligerait les parents à mettre en valeur la force de travail de chacun de leurs membres, y compris les enfants. Chacun se trouverait obligé de pourvoir à sa propre subsistance. À certains égards, le phénomène revêtirait aujourd'hui des aspects inédits. En outre, l'on assisterait à l'apparition de nouveaux besoins, en particulier parmi les jeunes. La vision sombrerait dans le fatalisme, puisqu'il apparaîtrait impossible d'enrayer le processus.

Écoutons tout d'abord Gasikea Kasena, un veilleur de nuit âgé de la soixantaine, qui est le responsable de la communauté Grunsi de Nima :

« Pourquoi de si nombreux enfants se mettent-ils à travailler pour gagner de l'argent ? Les jeunes d'aujourd'hui désirent posséder des choses que leurs parents ne pourraient eux-mêmes s'acheter. Les temps changent. Les changements sont-ils souhaitables ? Quoi qu'il en soit, on ne peut rien y faire. À présent, il faut de l'argent pour satisfaire à vos

besoins. Et pour obtenir de l'argent, il vous faut travailler. Parents comme enfants doivent gagner de l'argent pour subvenir au nécessaire. Dans le temps, avec 100 cedis, vous pouviez vous payer quelque chose. Aujourd'hui, 100 cedis, cela ne vaut plus rien. Est-il bon que les enfants quittent l'école pour travailler ? Il est bon que l'enfant travaille. Mais non qu'il abandonne l'école. Le mieux serait d'aider l'enfant à terminer sa scolarité afin qu'il obtienne un bon emploi à la fin. Si l'enfant quitte l'école, il deviendra un manœuvre et sera incapable de s'élever socialement. Il serait indispensable d'assister l'enfant pauvre. Cela passe par l'identification des enfants pauvres, afin de les aider à se scolariser. Certains couples ont de six à dix enfants. Ils ne peuvent les élever normalement s'ils sont privés d'emploi. Lorsque les enfants sont trop nombreux, le père ne s'intéressera qu'à l'un ou l'autre. De nos jours, les jeunes sombrent dans la délinquance, la prostitution, la drogue. Il s'agit d'enfants frustrés, désespérés. Certains enfants travaillent dans les *chop bars*, ou dans la rue. Ils ont perdu tout respect pour les autres, y compris pour leurs parents. Il arrive qu'ils deviennent fous à force d'alcool et de drogue. Il est très difficile de les remettre dans le droit chemin parce qu'ils ont coupé leurs racines. La pauvreté a jeté les enfants à la rue. Il n'y a rien que l'on puisse y faire³ ».

Le point de vue de Salifu Bukari, sans emploi, qui est le représentant de la communauté Gourma sur Nima, n'est guère différent :

« Pourquoi trouve-t-on aujourd'hui tant d'enfants travaillant dans les rues pour de l'argent ? La réponse est que la vie devient de plus en plus difficile pour tous. Tous les dépendants doivent participer à l'effort collectif en travaillant. L'homme et la femme sont incapables de nourrir les enfants. Les enfants doivent les aider par un apport d'argent. S'ils sont encore petits, le travail sera léger, mais de faible rapport. Même cela, aidera les parents. Si les enfants n'apportent pas leur contribution, il n'y aura pas de quoi manger pour tout le monde. Cela est fort déplorable. Mais quoi y faire ? Pour subsister, il faut de l'argent. Les enfants doivent donc se débrouiller pour gagner plus. En tant que chef, vous pouvez seulement apporter des conseils lorsqu'il y a une plainte. Sinon, vous n'avez pas à intervenir. Les enfants sont heureux dès qu'ils rapportent un peu d'argent à la maison. Enfant, vous devez travailler, même si la paye est dérisoire. Dans le passé, l'enfant travaillait pour se former. Il ne se souciait guère de ne pas être rétribué. Ainsi, lorsque j'étais enfant, je travaillais avec mon père dans les champs. J'aidais aussi ma mère à

3. Entretien avec Gasikea Kasena, Nima, le 8 mars 1994.

préparer son mil pour la vente. Mais, à Nima, il n'y a plus de paysans. La plupart travaillent à l'extérieur, comme veilleurs de nuit ou comme manœuvres. Ils n'ont que faire de l'aide de l'enfant. Celui-ci doit donc travailler à l'extérieur, dans un *chop bar* ou dans la rue.

Lorsque les gosses ont gagné une somme d'argent, ils l'apportent à la maison pour subvenir aux besoins de la famille. Le salaire de l'homme est devenu insuffisant pour nourrir l'ensemble de la famille. C'est pourquoi les enfants doivent se mettre au travail pour abonder le budget domestique. Ce qui est inacceptable, c'est lorsque les parents délaissent les enfants. Ceux-ci deviennent alors des voleurs ou verseront dans la prostitution. Dans ce cas, ce ne sont pas les enfants qui sont à incriminer, mais les parents. Ils devraient être poursuivis en justice et condamnés. La plupart de ces enfants appartiennent à des familles très pauvres. Travailler est pour eux une obligation. Il existe aussi des parents qui refusent de s'occuper de leurs enfants. Ce sont aussi des victimes, car eux aussi sont dans la détresse.

Quelles sont les solutions ? Le gouvernement devrait identifier les parents coupables de négligence et leur venir en aide. Mais le gouvernement n'a pas les moyens de le faire. Je suis originaire du Burkina. Là-bas, si vous délaissez votre enfant, le chef de la famille convoquera une réunion de tous les parents afin de vous contraindre à modifier votre attitude. Si vous persistez, vous deviendrez un objet de mépris. Mais, à Accra, négliger son enfant n'entraîne aucune sanction, ni de la part des proches, ni de celle du gouvernement. Ce dernier devrait pourtant agir pour que les enfants travailleurs soient normalement rétribués. Un salaire minimum de 20 000 cedis par mois devrait être instauré pour eux. La communauté est sans réponse face à ce type de situation. Elle n'exerce aucun contrôle sur les jeunes⁴ ».

Cédons la parole à une femme, Amina Yakubu, une Moga qui s'est installée à Accra dès 1939 :

« Je vends des légumes dans le centre d'Accra. Je suis arrivée à Accra en 1939. Il n'existait alors aucune formation pour les filles. Les femmes ne travaillaient pas. Seules, celles qui étaient riches vendaient des produits vivriers, des boissons, des tissus. Elles vendaient aussi du sel et du poivre. Certaines vendaient des plats préparés. Elles ne vendaient pas d'eau. Aujourd'hui, toutes les filles désirent suivre un apprentissage ou entreprendre un petit commerce. Pourquoi ? Parce que ce sont leurs mères qui les poussent vers l'apprentissage ou sur le marché. Si la fille n'a aucune

4. Entretien avec Salifu Bukari, Nima, le 7 mai 1994.

activité économique, aucun homme sensé ne l'épousera. Si vous familiarisez la gamine à la vente sur le marché, elle vous secondera lorsque vous serez devenue vieille. Les filles ne peuvent faire les mêmes métiers que les garçons. Elles n'ont pas la même force physique. Il ne leur restera qu'à participer au négoce sur le marché, à suivre une formation professionnelle de coiffeuse ou de couturière, ou à travailler dans un *chop bar*. Il n'est pas permis aux filles d'émigrer. Pour les garçons, c'est différent. Dès l'enfance, ils sont engagés dans des travaux pénibles. Ils travaillent comme manœuvres, à l'instar de leurs pères. À l'étranger, les filles ne trouveront pas de travail. Elles seront dans la détresse. Lorsque la fille accouche, la mère viendra prendre soin du bébé. Si elle émigre, ce sera la mère qui se chargera de l'enfant. Mais, ce serait à la fille de s'occuper de son enfant, de le soigner, de veiller sur lui. Qu'il s'agisse des frais médicaux, du savon, des vêtements de l'enfant, ce sera à elle d'assumer. Si elle n'a aucun revenu, comment pourra-t-elle faire face ? Un homme peut faire un enfant à une fille, les abandonner et devenir un travailleur migrant. Durant ses absences, c'est à la femme d'assumer par son travail.

À Nima, il n'existe pas de femmes salariées. Les femmes se livrent au commerce sur le marché ou dans les boutiques. Les filles imitent le travail de leurs mères. La minorité de filles de parents riches ou celles qui ont commencé à travailler très jeunes, peuvent devenir des négociantes prospères. Il leur arrivera de pratiquer le trafic transfrontalier avec Lagos, Lomé ou Abidjan. Si la fille ne fait pas un mariage convenable, la honte rejaillira sur ses parents et sur l'ensemble de la famille. Les parents doivent donc veiller à bien orienter la fille en assurant sa formation et son insertion professionnelle s'ils veulent qu'elle fasse un beau mariage. Il faudra que le mari soit travailleur pour que l'union soit durable.

À Nima, de nos jours, nombre d'hommes abandonnent la femme et les enfants pour vivre ailleurs, ou pour travailler à l'étranger. Certains envoient périodiquement de l'argent. Si la femme utilise cet argent pour les dépenses courantes, plutôt que d'en consacrer une partie à son activité, elle connaîtra des difficultés. Qu'est-ce que la femme apprend à sa fille ? Qu'elle devra se marier et avoir des enfants, donc qu'il lui faut se conduire avec esprit de responsabilité. La seule manière d'être responsable est d'exercer un métier. Ceci est le conseil que toutes les mères donneront à leurs filles. Seules les mauvaises filles ne se conforment pas à cet avis. Il faut alors que les parents les remettent sur le droit chemin. Car ces filles ne trouveront pas de mari, et vivront comme des prostituées. Une fille responsable fait des préparatifs de mariage. Il lui faut gagner de l'argent pour acheter des ustensiles de cuisine, des draps, des coffres, un lit pour son futur ménage. Les parents sont supposés pourvoir à tout cela.

Mais les filles jugent cela insuffisant. Elles gagneront l'argent nécessaire afin de ne pas paraître ridicules aux yeux de leur mari. Les filles qui suivent un apprentissage rêvent d'emprunter les traces de leur patronne, c'est-à-dire de devenir elles-mêmes une patronne, de créer un atelier, d'avoir de jeunes apprenties. C'est pourquoi elles suivent la formation avec assiduité. Leur aspiration est de travailler dur, d'épargner de l'argent, de s'établir. Aujourd'hui, les filles espèrent dénicher des hommes riches, qui possèdent une auto et des biens. Mais si la fille n'est pas laborieuse, elle n'aura aucune chance de retenir un homme. Si elle veut être respectée par son entourage, une fille doit être vaillante et connaître un métier. Si vous êtes paresseuse, même vos parents se détourneront de vous⁵ ».

Pour Mustafa Bubakar, un Moga du Yatenga, le travail des enfants revêt désormais des formes nouvelles :

« Dans ses manifestations actuelles, le travail des enfants constitue un phénomène nouveau. Le monde change. Dans le passé, il ne fallait pas beaucoup d'argent pour assurer la subsistance d'un enfant. À présent, 100 cedis par jour seront insuffisants. Les parents ont des ressources trop faibles et ils doivent pourvoir à leurs propres besoins. L'enfant prend de lui-même la décision d'aller travailler. Il se retrouve dans la rue parce qu'il a faim. D'autres enfants quittent la famille parce qu'il veulent s'acheter des choses. Pour les enfants, les temps sont durs. Il n'y a ni travail, ni embauche. Les parents n'ont pas de revenus. Quant aux filles, elles doivent se préparer au mariage sans l'aide de personne. Pour acquérir le nécessaire, elles travaillent comme *kaya-kaya*. Les femmes exercent la même activité. C'est un travail très pénible. Mais c'est le seul moyen d'acheter de quoi manger et de quoi se vêtir. Tout cela parce que le père ou le mari ne gagne rien, ou bien insuffisamment. S'il n'y a pas d'argent dans le ménage, on se disputera. Les familles se désintègreront⁶ ».

Tournons-nous maintenant vers Mamadu Bukari, un *malam* Tchamba, lequel incrimine en partie les enfants :

« J'appartiens à une famille Tchamba originaire de Koforidua. Je me suis établi à Nima en 1947. Je suis versé dans le Coran et je connais l'arabe. J'ai effectué le pèlerinage à La Mecque. En tant qu'aîné, j'ai été choisi comme responsable religieux de la communauté Tchamba. C'est moi qui, en qualité d'*imam*, conduit la prière. Je n'ai pas d'autre activité

5. Entretien avec Amima Yakubu, le 23 octobre 1995.

6. Entretien avec Mustafa Bubakar, Nima, le 21 août 1994.

que mon office religieux. Je bénis les nouveau-nés. Je célèbre les mariages. Je donne des conseils en matière religieuse. Je formule des avis pour que la vie sociale se conforme aux principes de l'islam. La vie a changé. Avec des commodités comme l'électricité ou l'eau courante, les conditions matérielles sont rendues meilleures. Mais, il est devenu plus difficile de subvenir à ses besoins. Se nourrir coûte plus cher. Tout a augmenté. Les gens luttent et souffrent. Dans le passé, le travail des enfants existait. Mais aujourd'hui, certains enfants courent après l'argent facile. Ils vendent des marchandises sur les trottoirs. Ils émigrent à l'étranger. À Accra, la vente sur la voie publique est interdite. Cela ne les empêche pas d'envahir les rues. Les enfants ont des besoins accrus qui dépassent ceux de leurs parents. Garçons et filles travaillent comme *kayakaya*. C'est une besogne très dure. Il faudrait favoriser la création d'emplois salariés. Cela permettrait de faire disparaître le travail des enfants et ferait reculer la criminalité. Lorsqu'il n'y a pas d'argent à la maison, les familles se disloquent. Aujourd'hui de nombreuses unités domestiques sont placées sous l'autorité des femmes⁷ ».

Peter Nortey fut l'un des animateurs de *Operation « Help Nima »*. Il est actuellement l'éditeur d'Asempa Publications. Il connaît bien l'évolution du milieu social :

« La situation économique rend absolument nécessaire la mise au travail des enfants. Même lorsque l'homme a un emploi, son salaire ne suffit plus aux besoins du ménage. La femme doit donc exercer un travail. Les enfants aussi devront avoir une activité. Il n'existe pas d'alternative. L'enfant est contraint d'assumer sa part du budget familial. Les parents sont incapables de payer les frais de scolarité. Ce retrait des enfants de l'école précipitera leur mise au travail. Les contraintes économiques modifient les pratiques sociales. Toutefois, même jadis, le travail faisait partie de la condition féminine. Dans l'univers féminin, le travail des fillettes était courant. Dans les zones rurales, le travail des gamins était aussi mobilisé. Le facteur déterminant actuellement est la pression de l'environnement économique. Il existe aussi des lacunes dans le système éducatif qui offre un enseignement inadapté à la promotion de l'enfant. De plus, de nombreux écoliers poursuivent parallèlement un travail pour gagner de l'argent, ce qui se révèle incompatible avec leur réussite scolaire. Nous assistons à la faillite de tout un système⁸ ».

7. Entretien avec Mamadu Bukari, Nima, le 5 juin 1994.

8. Entretien avec Peter Nortey, Lagos Town, le 11 novembre 1993.

Les logiques qui sous-tendent la mise au travail des enfants sont invariablement des logiques sous contrainte. Elles se déploient dans un champ économique déprimé et dominé. Ces logiques multiples se tressent en un faisceau serré, car aucune d'entre elles n'opère isolément. Encore s'agit-il de logiques brouillées dont il serait bien difficile de déceler les véritables finalités, si ce n'est qu'elles visent à la permanence des communautés primaires et à leur reproduction sociale. Elles constituent un mode de réponse à la crise de l'ajustement, une résistance au processus de marginalisation et d'exclusion imprimé par la mondialisation et par les formes nouvelles de l'impérialisme.

Les logiques de pauvreté sont partout à l'œuvre. Ce sont des réactions face à la nouvelle pauvreté, laquelle condense les tensions entre la pénurie et le besoin, entre le mirage de l'abondance et l'expérience du manque, entre le partage des ressources et l'individualisation des dépenses, entre la nécessité et le désir. Pour 90 % des habitants de Nima, la nouvelle pauvreté représente le paysage quotidien.

La logique des besoins est l'ombre portée de la logique la pauvreté, car la pauvreté n'annihile pas les besoins. Aux besoins de base, avoir de quoi se nourrir, de quoi se vêtir, de quoi se soigner, viennent s'ajouter les besoins nouveaux. Ceux qui résultent de l'amorce de modernisation : besoins domestiques (équipements ménagers, hi-fi, télévision) ; besoins collectifs (eau courante, électricité, transports, scolarité) ; besoins individuels (vêtements, parfums, parures, loisirs).

La logique du marché est omniprésente. Tout s'achète, tout se paye, tout se vend. La seule monnaie d'échange dont disposent les pauvres est leur travail. Celui-ci est une marchandise monnayable sur le marché. Dans le passé, les familles éclatées connaissaient un système d'économie domestique hybride. L'homme, lâché seul sur le marché du travail, gagnait un salaire. La femme et les enfants restés au village vivaient de l'agriculture d'autosubsistance. Aujourd'hui, les unités domestiques de Nima seraient incapables de tirer quoi que ce soit de leur milieu. Le recours à l'économie de subsistance ou de cueillette étant désormais interdit, le substitut sera cherché dans une mobilisation plus intense des ressources en travail de l'unité domestique. La tyrannie du marché est devenue la loi commune. La marchandisation du travail des enfants est le résultat de la poussée de la libéralisation sous contrainte.

L'intégration à l'unité domestique inspire également la mise en valeur du travail infantile. Chacun, y compris les gosses, doit participer au sauvetage de l'unité domestique, contribuer à sa reproduction par temps de crise. Un état d'urgence sera instauré spontanément qui conduira à la mobilisation de toutes les ressources en travail, disponibles. Or, le travail

des garçons constitue, en milieu urbain, un gisement faiblement exploité. Il ne resterait qu'à le mettre en valeur.

Les logiques de qualification professionnelle ne sont pas absentes. Les lacunes du système éducatif et des institutions de formation technique contraignent parents et enfants à recourir à un apprentissage sur le tas. Dans cet univers de travailleurs non qualifiés, on assiste toutefois à une prise de conscience de l'importance de la qualification professionnelle. Les hommes se montrent les plus sensibles à cette mutation.

Les logiques d'autonomisation ne peuvent être ignorées. Certes, la mise au travail de l'enfant l'insère plus étroitement à l'unité domestique dont il devient l'un des acteurs. Mais l'effet inverse est également perceptible. Les enfants en rupture de ban ne représentent que des cas rares et extrêmes. Toutefois, il apparaît bien que les gosses au travail nourrissent des tendances à l'autonomie. Pour les filles, il s'agira d'acquérir l'émancipation à travers un métier et à travers le mariage. Pour le garçon, il sera tenté de reproduire l'itinéraire du père, soit en accédant à un emploi salarié, soit en prenant le chemin de l'exil comme travailleur migrant. Les logiques varient suivant la situation des familles. Elles se modulent aussi en logiques féminines et en logiques masculines, cette ligne de partage s'inscrivant dès l'enfance.

Parler de cause n'éclairerait guère notre propos, car la causalité semble désigner une relation mécanique, nécessaire. L'idée de causalité multiple, chère à Carlo Gadda, ne nous avancerait pas plus. Il nous faudra donc recourir à des notions plus floues, celles de conditions, de circonstances, de contexte, d'enchaînements.

Quelques données résultant de nos entretiens nous permettront d'explorer plus avant. Les estimations présentées ici sous la forme de pourcentages sont fondées sur le traitement des 350 entretiens avec les enfants de Nima. D'autres entretiens furent conduits avec les parents (150) ainsi qu'avec les patrons (150). Les pourcentages présentés ici ne se cumulent pas, car il peut y avoir chevauchement des raisons.

Explication de la mise au travail de l'enfant

Pauvreté	:	90 %
Décès des parents	:	5 %
Retrait de l'école, mise en apprentissage	:	35 %
Volonté de l'enfant	:	10 %

On est bien loin des explications privilégiées par les rapports officiels. Ceux-ci visent surtout à incriminer les parents (désunion, négligence ou

irresponsabilité) en même temps que les enfants (déviance, délinquance). Plutôt que sur les contraintes imposées par l'environnement et les politiques économiques, ils mettent en cause une croissance démographique débridée. Or, des observations plus attentives laissent apparaître plus fondamentalement qu'un entrecroisement de facteurs économiques et de facteurs culturels serait à la racine du phénomène.

La pauvreté, c'est-à-dire les difficultés monétaires, donc le déficit budgétaire de l'unité domestique, est à l'origine du processus. La femme qui est la gestionnaire directe de ce budget ne peut plus faire face aux dépenses courantes. Il lui faudra donc faire appel au concours de tous. Un observateur de l'enfance au travail au Maroc, Chakib Guessous, parle judicieusement de « l'exploitation de la pauvreté ». Mais, en l'occurrence, les parents ne sont-ils pas les premières victimes de cette exploitation ? Comme le soulignait Marx dans *Le Capital* : « Ce n'est pas l'abus de l'autorité parentale qui a créé l'exploitation de l'enfance, c'est tout au contraire l'exploitation capitaliste qui a fait dégénérer cette autorité en abus ».

Les gains du travail bénéficieront rarement à l'enfant. Le plus souvent, ils seront remis directement à la mère pour être versés dans le budget domestique.

Destination de la rémunération

		Garçons	Filles
Budget domestique	:	65 %	65 %
Rémunération différée	:	15 %	20 %
Satisfaction des besoins personnels de l'enfant	:	10 %	3 %
Travail gratuit	:	10 %	12 %

La dérèglementation du marché du travail, avec ses effets sur les systèmes de reproduction sociale, constitue un facteur puissant qui pousse à la transformation du travail des enfants en marchandise.

Les détours de la tradition introduisent un ingrédient supplémentaire dans les mécanismes de la mise au travail. Ainsi, dans un contexte renouvelé, les rapports de soumission des cadets aux aînés, et de subordination des femmes continuent de s'imposer. La parenté classificatoire propre aux sociétés segmentaires élargit les cercles de la parenté, donc de la dépendance. La pratique sociale de l'adoption ou du placement de l'enfant durant sa période de croissance chez un proche parent reste

vivace. Ce fonds culturel constituera un terreau fertile pour la mise au travail de l'enfant.

Des logiques explicitées précédemment découlent les explications. Aussi des logiques et des circonstances de la mise au travail, passerons-nous maintenant aux procédures, aux mécanismes de la constitution de l'enfant-marchandise. Car le travail a bien un mode d'emploi.

Travail, mode d'emploi

Le présupposé de la condition salariale fut le travail libre, c'est-à-dire arraché à ses entraves corporatistes et extrait de sa gangue terrienne de dépendance servile. Le salariat, ce contrat sous contrainte, fut à l'origine de Nima. Sa ruine propagea le travail indépendant, lequel n'est, dans ces conditions de domination, qu'une forme d'auto-exploitation. La mise au travail de l'enfant ne signifiera nullement sa libération. Il n'est donc ici question que de travail captif, c'est-à-dire de passage de la tutelle domestique à la tutelle patronale. La mise au travail se confondra simplement avec un aménagement de la forme de la tutelle. S'imposera ainsi aux enfants un mode d'économie tutélaire.

La question qui se pose immédiatement est de savoir qui prend l'initiative, qui prend la décision de la mise au travail. Dans la majorité des cas, ce seront les parents qui prendront la décision. Dans 90 % des cas, ceux-ci sont parfaitement informés et approuvent la situation. La volonté des gosses ne pèse guère face à celle de leurs parents. Ils n'auront qu'à se soumettre à leur nouvelle condition. Cela ressort clairement des observations de terrain.

Mise au travail

Femmes (mère, sœur de la mère, sœur aînée)	:	60 %
Hommes (père, frère du père, frère aîné)	:	15 %
Recrutement direct par l'employeur	:	10 %
Décision des parents restés au village	:	5 %
Décision personnelle de l'enfant	:	10 %

Administratrice du budget domestique, la femme sera la première à rechercher de nouvelles sources de revenus. C'est elle qui mettra les filles

au travail. Pour les garçons, il lui faudra obtenir le consentement du mari. Sauf lorsqu'elle est à la tête d'une famille monoparentale. L'usage établi veut que l'intégralité du produit du travail soit mis à sa disposition pour alimenter le budget du ménage.

Akua Rita Peki a quinze ans, et suit un apprentissage de couturière :

« Je suis originaire de Nkoranza. Mon père mourut en 1986. Ma mère continue d'habiter à Nkoranza où elle vend des tissus. J'ai terminé mes études complémentaires (JSS) en 1991. Ma mère prit la décision de m'envoyer à Nima vivre auprès de sa sœur en 1992. Elle m'accompagna dans la capitale et organisa la formation. Sa sœur vend des ustensiles de cuisine. Je fais la cuisine et le ménage de la maison. Je l'assiste dans la vente de ses marchandises. Lorsque j'aurai terminé mon apprentissage, je retournerai à Nkoranza où j'ouvrirai un atelier. Ma mère réside à Nkoranza avec certains de ses enfants. L'un des garçons va à l'école. Trois de mes frères sont partis pour la Libye. Nous n'avons pas de nouvelles d'eux⁹ ».

Écoutons à présent Georgina Dadson, 14 ans, qui suit un apprentissage de coiffure :

« Je suis originaire de Takoradi, dans la Western Region. Mes parents sont Nzima. Je fus envoyée à Accra auprès de ma sœur aînée. J'y suis restée de 1991 à 1992 à effectuer le travail domestique. J'aidais aussi à la vente du manioc et du maïs sur le marché. Je n'étais pas payée, mais simplement nourrie. Je me suis rebiffée. J'ai décidé de m'enfuir pour regagner mon pays. Mais, ma sœur est revenue voir ma mère et l'a convaincue de me confier à nouveau à elle. Il fut alors décidé que je suivrais un apprentissage. Ma sœur aînée régla les frais de la formation (20 000 cedis) et m'acheta le matériel nécessaire (serviettes de toilette, rouleaux). Au salon de coiffure, je sers de bonne à tout faire, car je suis la plus jeune. Je nettoie la pièce le matin. Je fais les courses pour la patronne et pour les autres apprenties. Les clients m'envoient aussi faire leurs emplettes. Je n'arrête pas de courir. Je travaille de 8 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir. Je continue à effectuer les travaux domestiques pour ma sœur. Je prépare les repas, je fais le ménage et la lessive. J'avais choisi le métier de coiffeuse parce que c'est une activité ni trop dure, ni trop salissante. Mais, les charges de travail sont devenues écrasantes. Au salon, il m'arrive de recevoir des pourboires (500-600 cedis par jour). J'ai

9. Entretien avec Akua Peki, Nima, le 21 mars 1994.

réussi à mettre 9 000 cedis de côté pour plus tard. Car il me faudra me marier et m'établir¹⁰ ».

Agée d'à peine dix ans, Mame Ekwa fut placée par sa mère comme domestique :

« Je suis native de l'Eastern Region. J'habitais la ville d'Anyinam. Ma mère travaille la terre. Elle n'a jamais été à l'école, pas plus que moi. Une amie de ma mère, Comfort Baah lui rendit visite à Anyinam pour la convaincre de me confier à elle jusqu'à mon adolescence. Ma mère accepta. Mes tâches consistent à faire le ménage, à chercher de l'eau, à m'occuper des ordures, à faire la lessive, à faire les courses, à préparer les repas. Je ne reçois pas de salaire. J'ai droit à trois repas par jour et à du savon. Au village, je ne faisais rien, je ne gagnais pas d'argent. Ici, je suis plutôt heureuse. On m'a promis que plus tard, la maîtresse me paierait une machine à coudre et les frais de ma formation¹¹ ».

À l'initiative de sa mère, Sadia Awini, douze ans, associe le labeur domestique et la vente ambulante :

« Mes parents sont des Frafra de Bolgatanga. Nous sommes musulmans. Je suis née à Nima. Mon père travaille à la Poste centrale d'Accra. Je ne sais pas ce qu'il y fait au juste. Ma mère vend du pain, des cigarettes, du sucre, de la kola. Je l'assiste dans son négoce en vendant du pain à la ronde. Je commence à vendre dès 5 heures du matin. Je prends mon petit déjeuner, du cacao et du pain, sur le trottoir. C'est ma mère qui paie. Je continue la vente ambulante jusqu'à midi. Ensuite, jusqu'à 3 heures de l'après-midi, les clients se font rares. Je fais donc une pause et retourne à la maison. C'est là que je prends les repas du midi et du soir. Je reprends la vente du pain de 3 à 6 heures. Chaque jour, j'en vends pour 1 000-1 500 cedis. À la maison, je fais le ménage, je fais la vaisselle, je prépare le repas du soir, je baigne ma petite sœur de quatre ans. Mes deux frères sont plus grands. Ils n'ont pas été à l'école. Ils travaillent comme ils peuvent sur le marché de Makola. J'ai en tête de demander à ma mère, lorsque je serais âgée de quinze à dix-huit ans, de me donner de l'argent pour me lancer dans le commerce du riz. Une fois mariée, mon mari m'aidera dans ce négoce¹² ».

10. Entretien avec Georgina Dadson, Nima, le 9 janvier 1994.

11. Entretien avec Mame Ekwa, Nima, le 30 avril 1994.

12. Entretien avec Sadia Awini, Nima, le 10 juin 1994.

Le parcours du renonçant n'est pas sans intérêt pour comprendre l'entrechoquement des nécessités et des aspirations. Entendons Daniel Drah, celui qui, à quinze ans, renonce et se place en position d'attente :

« J'ai terminé mon cours complémentaire (JSS) à Kotobabi en 1993. Ma mère ne pouvait payer mes frais de scolarité pour le SSS (école secondaire). J'aurais aimé suivre une formation professionnelle. Ce qui m'intéressait était la mécanique. Ma mère voulait que je devienne tailleur. Elle m'a poussé à trouver un travail. J'avais un ami qui vendait des journaux. Il m'a pris sous son aile. Je vends avec lui. Sur un journal, le bénéfice est en général de 20 cedis. Pour le *Ghanaian Times*, il ne sera que de 10 cedis. Nous dépendons d'un distributeur qui a monté un réseau de revente. Ici, au carrefour, nous sommes cinq vendeurs. Je viens dans le quartier des ministères dès 6 heures du matin. J'effectue le trajet en *trotro*. Cela me coûte 90 cedis à l'aller et autant au retour. J'arrête la vente dans l'après-midi lorsque le stock est épuisé. Je vends de 20 à 30 journaux par jour, ce qui me permet de réaliser un bénéfice net d'environ 500 cedis. Ceci après déduction de mes frais (transport, nourriture) qui sont de l'ordre de 600 cedis. Je remets 200 cedis à ma mère. J'épargne le reste au *susu*. À la fin du mois, je remets mes économies à ma mère. En mars, j'ai pris la décision de ne pas poursuivre ce travail. Je ne gagne rien. Il m'arrive de travailler occasionnellement dans le bâtiment. Cela me rapporte de 1 000 à 1 500 cedis par jour. Mais les contrats sont rares. La plupart du temps, je reste sans activité. Ce qui m'intéresserait serait de suivre une formation de plombier ou de mécanicien. Mais, il faudrait que ma mère m'apporte son aide financière. Sinon, ce ne sera pas possible. Mes amis qui sont partis à l'étranger n'appartiennent pas à la même classe d'âge. Ils sont plus âgés que moi. Lorsque j'aurai grandi, je les imiterai¹³ ».

Écoutons maintenant une gamine de dix ans qui travaille dans une gargote sur le marché d'Asiedu Kotoka :

« Ma famille est d'origine Kotokoli. Je suis née à Nima. Je n'ai jamais été à l'école. Mon père est en vie. Il est commerçant en textiles. J'ai deux frères et une sœur. Ils sont adultes, et vivent ailleurs. Ma mère, nommée Adisa, travaille sur le marché comme *kaya-kaya*. Elle m'amena sur le marché. Je devais y vendre des arachides. Je ne savais pas comment m'y prendre. Le résultat fut que je coûtai plus que je ne rapportais. Ma mère se fâcha et mit un terme à mon activité. Elle me fit embaucher par l'une de ses amies, la propriétaire d'un *chop bar* sur le marché, Madame Aku

13. Entretien avec Daniel Drah, Nima, le 5 juillet 1994.

Davi. Au début, celle-ci me donnait 100 cedis par jour. Désormais, je touche 8 000 cedis par mois. La première paye fut consacrée au règlement de mes dettes résultant du commerce d'arachides. Ma mère paie pour le tarif des trajets journaliers en *trotro*. Je mange les trois repas au *chop bar*. Le dimanche seulement, je partagerai la nourriture préparée par ma mère. Au *chop bar*, je nettoie la place le matin. Je lave les nappes. Puis, je débarrasse les tables, et je lave la vaisselle. Je travaille dur. Les gains sont remis intégralement à ma mère. Pour l'Id'El Fitr, elle m'acheta une robe et des sandales. Elle a fait l'achat d'une bassine pour que les membres de la famille puissent se laver. Lorsque je lui demande de l'argent de poche pour acheter des glaces ou des friandises, elle me le donne. Tout ce que je gagne est reversé dans le budget domestique. Au *chop bar*, il m'arrive de recevoir des pourboires. Je les donne également à ma mère. Tout mon argent sert à payer de la nourriture ou du charbon de bois. Sans mon apport, mes parents ne s'en tireraient pas. Je n'ai donc pas d'économies. Nous sommes musulmans. Lorsque je serai plus âgée, ma mère achètera le nécessaire pour mon mariage, comme cela se doit¹⁴ ».

Le placement de l'enfant, de la fille en particulier, prolonge la pratique traditionnelle de l'adoption par des parents ou des proches durant la période de gestation sociale. Le système se conforme aux lignes de la parenté, aux rapports de familiarité et de voisinage. On n'abandonnerait pas volontiers ses enfants à un inconnu. Il devra exister une quelconque relation de parenté ou d'appartenance. La femme le plus fréquemment aménagera le placement. Mais le mari devra donner son assentiment avant le départ de l'enfant. En règle générale, il s'agira de faire accueillir l'enfant par un proche en ville, le plus souvent à la requête de celui-ci. S'il s'agit d'une fille, la préférence ira à la sœur de la mère ou à la sœur aînée. Dans le cas d'un garçon, on cherchera à le caser auprès du frère du père ou de son frère aîné. Toutefois, à Nima, le placement peut s'effectuer en fonction de affiliations religieuses ou des familiarités de proximité. Une fois placé, l'enfant n'est plus à la charge de la famille, puisqu'il est logé, nourri, vêtu et reçoit du savon en contrepartie de son travail. La condition du gosse mis sous tutelle ne sera pas identique à celle des enfants de la maison. Il subira la charge des travaux domestiques. Il devra le plus souvent effectuer un travail annexe dont il ne verra pas les fruits. L'enfant est la principale victime de ce système d'exploitation dont le cercle des parents se nourrit.

Salamatu Amadu, quinze ans, a été placée par sa mère au service de la sœur de celle-ci :

14. Entretien avec Memuna Salifu, Nima, le 8 juin 1994.

« Mes parents sont des Kotokoli de la région de Sokodé, au Togo. Ils travaillent la terre. Ils n'ont jamais été à l'école, moi non plus. Je suis descendue à Accra à la demande de la sœur de ma mère. Cette dernière décida de me confier à elle. J'habite auprès d'elle à Nima. Elle est mariée. Elle a deux enfants : le garçon est âgé de dix-huit ans, la fille de dix. Nous sommes musulmans. Les enfants fréquentent l'English-Arabic School. Le mari est chauffeur de *trotro*. Il opère sur l'itinéraire Accra-Tema. De 5 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir, je vends du pain et de la margarine sur le marché de Nima. Je prends mon petit déjeuner à la maison, du cacao. Le midi, je mange du *banku* ou du *kenkey* sur le marché. Cela me coûte 150 cedis, que je prends sur les recettes. Lorsque je manque de pain, une copine de Lagos Town m'en fournit. Je suis sur le marché toute la semaine. Je gagne environ 400 cedis par jour. L'argent va à la sœur de ma mère. Celle-ci m'habille et me donne du savon. Lorsque je suis à la maison, je vais chercher l'eau, je fais la lessive pour toute la famille, je prépare les repas. J'espère que la sœur de ma mère financera mon apprentissage de couturière. Il me faudra d'abord maîtriser le travail de mécanicienne. Lorsqu'il s'agira d'apprendre la coupe, la sœur de ma mère devra rendre visite à mes parents pour obtenir leur appui. Je suis optimiste quant à mon avenir¹⁵ ».

Dans le cas de Nzuri Adisa, dix ans, les parents ont ensemble décidé de son placement :

« Ma famille est d'origine Bimoba et vit près de Bunkpurugu. Mon père et ma mère décidèrent, en 1994, de m'envoyer vivre à Nima auprès de ma sœur aînée. Celle-ci est mariée à un Bimoba qui travaille pour une entreprise d'Accra. Ma sœur travaille sur le marché de Makola. Elle vend des tissus. C'est elle qui m'a introduite sur le marché. J'y travaille comme *kaya-kaya*. Je m'y rends avec ma sœur en *trotro*. Nous restons sur le marché de 5 heures et demie du matin jusqu'à 6 heures et demie du soir. Je travaille du lundi au samedi. Je gagne entre 1 000 et 1 200 cedis par jour. Le matin, je prends mon petit déjeuner pour 60 cedis. Le repas du midi me coûtera l'équivalent. Le soir, je dîne à la maison. Mes projets sont de me faire payer une machine à coudre par ma sœur, puis un apprentissage de couturière. Ensuite, je m'établirai à Nima. Car j'aime bien vivre ici¹⁶ ».

15. Entretien avec Salamatu Amadu, Nima, le 5 juin 1994.

16. Entretien avec Nzuri Adisa, Nima, le 19 février 1995.

Ses parent organisèrent le placement de Abraam Somtaa, quinze ans, comme domestique :

« Mes parents sont des Dagari qui habitent un village des environs de Nandom. Ce sont des paysans. J'ai dû quitter le cours complémentaire (JSS) deux ans auparavant. Mes parents n'avaient pas les moyens de payer les frais de scolarité. Ils décidèrent de m'envoyer vivre à Nima auprès du frère aîné de mon père. Celui-ci est au service du nettoyage de la Ghana National Bank de High Street. Il s'arrangea avec un ami qui me prit à son service comme domestique. Ce dernier, qui s'appelle Kofi Nsiah, est comptable à la Standard Bank. Je dois m'occuper du ménage de la maison et du jardin. Je fais la lessive pour toute la famille, Kofi, sa femme et les deux enfants. Je prépare les repas. Je prends également soin de deux chèvres et d'un mouton. Je travaille de 5 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir. Je retourne alors coucher chez le frère de mon père. Je prends mes trois repas dans la maison où je sers comme domestique. Je touche en outre un salaire de 16 000 cedis par mois. J'envoie régulièrement de l'argent à mes parents. Je n'aime pas ce travail. Le maître me maltraite. Sa femme se comporte plus normalement avec moi. Je travaille même le samedi et le dimanche. Je n'ai pas de temps libre. Mais, je ne puis quitter. Car que deviendrais-je ? Je remets mes économies à la femme du frère de mon père. Lorsque j'aurai accumulé suffisamment d'argent, je me lancerai dans un commerce. Je ne sais pas encore de quoi¹⁷ ».

Le père prit la décision de la mise au travail de Issa Suleimana, seize ans :

« Mes parents sont des Fulani qui viennent du Mali. J'ignore la région dont ils sont originaires. Ils se sont établis à Nima juste après la guerre. C'est là que je suis né. J'ai terminé mon cours complémentaire (JSS), en 1989, à la New Nation International School, à la périphérie de Nima. Je n'ai pas pu continuer, car mes parents n'avaient plus de quoi payer mes frais de scolarité. Je suis l'aîné. Mes quatre frères et ma sœur vont à l'école. Mon père travaille comme manoeuvre. Ma mère vend des sucreries. Ce fut mon père qui décida de me faire suivre un apprentissage de mécanicien automobile. Au départ, il paya mes frais de formation. Au début, ce fut difficile, car j'étais un jeune apprenti. Par la suite, cela devint plus facile. J'ai pu terminer mon apprentissage. Mais, je dois continuer de travailler ici pour le patron, car mon père n'a pas payé pour la fin de mon apprentissage. J'aimerais me faire embaucher par une entreprise. Mon

17. Entretien avec Abraam Somtaa, Nima, le 27 avril 1995.

père pourrait m'aider à trouver un emploi. Il travaille en effet comme veilleur de nuit à la CFAO. Le dimanche, je me repose. Je fais la lessive. J'assiste à des matches de foot. Je joue un peu, non pas dans une équipe, mais avec des amis. Je suis plutôt confiant. Je parviendrai un jour à me faire embaucher comme mécanicien par une société. Ensuite, je songerai à organiser mon avenir et à devenir indépendant de mes parents¹⁸ ».

La volonté du père s'imposa également à Rukaya Musa, douze ans, qui suit un apprentissage de couturière :

« Ma famille est originaire du Togo. Nous sommes des Tchamba de la région de Sokodé. Nous vivons à Nima. J'ai suivi des cours pendant trois ans à l'English-Arabic School. Mon père est employé par le Islamic Research Center. Ma mère vit d'un commerce transfrontalier entre Lagos et Accra. Je suis la cadette. L'aîné tient un commerce dans le centre d'Accra. Les trois autres vont à l'école. Mon père organisa mon apprentissage et paya les frais de formation. Je n'en suis qu'au début de mon apprentissage. Lorsque j'aurais terminé ma formation de couturière, mon père financera mon apprentissage de la coupe. Ce métier me plaît beaucoup. Bien sûr, j'aurais préféré poursuivre mes études. Mais, on m'envoya m'occuper de ma grand-mère à Kadé, au Togo. Ce n'est que récemment que je fus placée en apprentissage. Si je pouvais choisir, je terminerais la formation et retournerais à l'école. Cela me permettrait d'obtenir une véritable qualification. Peut-être changerais-je alors d'activité. Mais, le commerce ne m'intéresse pas. Je verrais alors¹⁹ ».

En apprentissage dans un garage, Eric Nyarcho, quatorze ans, dépend entièrement de parents qui prennent les décisions pour lui.

« Ma famille est originaire de la Région Ashanti. Je suivis mes études à Kumasi. J'ai terminé mon JSS. À Kumasi, ma grand-mère veillait sur moi. Mais, elle n'avait plus les moyens de subvenir à mes besoins. J'ai dû quitter l'école en août dernier. Elle informa mon père de la situation. Celui-ci décida de me mettre au travail. Je fus envoyé à Nima le mois suivant. Mon père vit à Ashaiman. Il est employé à la VALCO. Ma mère est partie pour la Hollande. Elle travaille là-bas depuis un an et demi. Il lui arrive d'écrire. Mon père m'a placé auprès de la sœur de ma mère. Celle-ci vend des habits et des chaussures qu'elle se procure au Togo. Ses trois enfants fréquentent l'école. Elle est mariée avec un chauffeur de taxi.

18. Entretien avec Issa Suleimana, Nima, le 22 février 1994.

19. Entretien avec Rukaya Musa, Nima, le 13 mai 1994.

C'est elle qui paie pour ma formation. J'aurais préféré aller à l'université et suivre des études scientifiques. J'ai commencé l'apprentissage depuis le mois d'octobre sous la responsabilité de Yusuf Brahimi, le contre-maître. À Kumasi, j'avais de nombreux amis. Ici, je ne connais personne. Je ne me plais pas du tout à Nima²⁰ ».

Apprentie couturière, Asumawo Mohamed, quinze ans, s'est soumise à la volonté de son père qui décida de tout :

« Mes parents sont des Kotokoli originaires du Nord-Togo. Nous sommes musulmans. Mon père est enseignant dans une école coranique. Ma mère n'exerce aucune activité. J'ai effectué mes études primaires. Puis, on m'inscrit dans un centre de formation professionnelle. Mais mon père fut incapable de continuer de payer pour mon éducation. Je suis l'aînée. Mes deux frères et ma sœur poursuivent leur scolarité. J'ai commencé l'apprentissage depuis six mois. Cela me plaît beaucoup. Je travaille de 7 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Mon père paye pour ma formation. Il me faudra continuer d'apprendre pendant deux années ou plus. Lorsque j'en aurai terminé, je demanderai à mon père de m'aider à créer une boutique. Il décidera de l'endroit. L'atelier est ouvert le samedi. C'est ce jour-là que nous avons le plus de clients. Le vendredi, je vais à la mosquée. Le dimanche, je fréquente l'école coranique. Mon père œuvre pour mon avenir²¹ ».

Commis dans une boutique de Nima, Mawuesi Kwaku, quatorze ans, est placé sous l'autorité du frère de son père :

« Mes parents sont des Éwé. Nous habitons à Mamprobi. Je fus retiré de l'école sur la demande de mon oncle. Il avait besoin d'un vendeur. Son commis était parti avec la caisse. Il préférerait employer un parent. Je me rends tous les matins à Nima en *trotro*. Le frère de mon père me donne de l'argent pour mon petit déjeuner (150 cedis) et pour mon repas de midi (200 cedis). Le soir, je prends mon dîner à Mamprobi. Je vends du matériel de toiture. Je réalise chaque jour un chiffre d'affaires de l'ordre de 10 000 cedis. Je ne perçois aucune rémunération. Le frère de mon père m'a promis de m'aider à démarrer mon propre commerce lorsqu'il serait devenu vieux. J'aurais préféré poursuivre ma scolarité afin de devenir médecin. Mais souvent, à la fin des études, on ne trouve pas d'emploi. En devenant négociant, je pourrais me construire une maison. Je voudrais

20. Entretien avec Eric Nyarcho, Nima, le 11 décembre 1994.

21. Entretien avec Asumawo Mohamed, Nima, le 12 mai 1994.

que mon fils devienne magistrat. Mes parents se sont séparés. C'est pourquoi je fus forcé d'abandonner l'école. Mon souhait serait de reprendre mes études. Mais ni ma mère, ni le frère de mon père n'accepteront de payer les frais de scolarité. Je travaille donc ici en attendant²² ».

La mise au travail de Idrissu Seydu, seize ans, s'effectua à la demande de son frère aîné :

« Mes parents sont des Dagomba qui habitent dans les environs de Bimbila. Mon frère aîné qui vend des ignames sur le Timber Market d'Accra vint les trouver et obtint de me faire travailler à son service. Depuis quatre ans, je travaille comme *kaya-kaya* sur le marché. Je suis sur le marché de 6 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Le lundi et le samedi sont les jours les plus chargés. Lorsqu'il n'y a pas de client, j'arrête le travail dans le courant de l'après-midi. Le dimanche, je suis libre. Je loue un chariot pour 500 cedis par jour. Nous travaillons en équipe, et nous partageons les recettes. Les mauvais jours, nous ne gagnons rien. Si le marché est animé, nous pouvons faire jusqu'à 8 000 cedis en une journée, que nous partageons en deux. J'ai l'habitude de dormir sur le marché. Les commerçants qui descendent du Nord avec les cargaisons d'igname font de même. Le dimanche, j'habite à Nima chez mon frère. Lorsque je suis à court d'argent, ce dernier me donne un billet de 1 000 cedis. Lorsque j'en aurai les moyens, je louerai une chambre. La nuit, il y a du personnel de sécurité sur le marché. La police effectue des rondes. Mais, si vous êtes endormi, ils vous laissent tranquille. Il y a une mosquée. C'est là que je vais cinq fois par jour pour la prière. La majorité des gens sur le marché sont des Dagomba. On y parle Hausa et Dagbane. J'achète ma nourriture sur le marché. Le dimanche, je fais la lessive et me repose. J'épargne au *susu*. J'envoie régulièrement de l'argent à mes parents qui sont des paysans. Je souhaiterais retourner dans mon village et cultiver la terre²³ ».

Plus âgée, Salah Alhassan, dix-huit ans, fut mise au travail à l'initiative de son frère aîné :

« Mes parents sont des Kusasi de Bawku. C'est là que mon père s'est retiré pour vivre de sa retraite. Ma mère vit à Nima, dans le même logement que mon frère aîné. Elle ne travaille pas. Je suis née à Nima. Je

22. Entretien avec Mawuesi Kwaku, Nima, le 18 décembre 1994.

23. Entretien avec Idrissu Seydu, Nima, le 12 septembre 1994.

n'ai jamais été à l'école. Mon frère qui travaille dans l'administration organisa ma formation. C'est lui qui paya les frais d'inscription. J'ai suivi trois années d'apprentissage pour devenir couturière. Je travaille de 7 heures du matin à 7 heures du soir. Mon frère me donne de quoi m'acheter à manger (500 cedis). En contrepartie, je m'occupe de la maison. Je vais chercher de l'eau. Je fais le ménage. Je lave le linge. Je prépare les repas. À l'atelier, nous devons respecter des règles. Nous n'avons le droit de travailler que pour la patronne. Le problème est la coupe qu'il me faudrait maîtriser. Lorsque ma mère partira s'installer à Bawku, je pourrai disposer d'une pièce pour installer un atelier. Mon frère m'aidera à m'établir à mon compte. Je prendrai des apprenties. Sans avoir été à l'école, je sais lire et écrire²⁴ ».

À quinze ans, Nicholas Mabray suit une formation de menuisier :

« Mes parents sont des paysans. Nous sommes de Krachi Kwanta. J'ai été pendant quatre ans à l'école primaire. Puis, je dus abandonner, car mes parents n'avaient pas suffisamment de ressources pour payer mes frais de scolarité. J'aurais aimé poursuivre des études et devenir comptable. Je suis l'aîné. Mes trois frères et mes deux sœurs vont tous à l'école. Mes parents décidèrent, en 1992, de m'envoyer vivre à Accra, auprès du frère de mon père. Ce dernier travaillait comme comptable. Il est maintenant retraité. J'ai travaillé pendant deux ans dans sa maison avant qu'il ne se décide à me mettre en apprentissage. Il paie le coût de la formation et pourvoit à mes dépenses quotidiennes. Le plus souvent, je dors dans l'atelier. Nous travaillons le samedi. Le dimanche, je vais à l'église. Mes parents appartenaient à l'Église presbytérienne. Mais dès mon arrivée à Nima, je me convertis à la Great Commissioned Church International. Le frère de mon père avait été lui-même converti par sa femme qui en était une adepte. Je sais que le discours du pasteur me fait du bien. C'est une église spiritualiste. Si vous souffrez, vous serez guéri. De plus, ils font de l'excellente musique. Toutefois, lorsque je reviens chez moi, je vais avec mes parents à l'église presbytérienne. J'aimerais ouvrir un atelier. La décision dépendra de mon protecteur. Je suis sûr qu'il m'aidera²⁵ ».

Dans certains cas, le parcours de l'enfant s'effectue selon une véritable filière de recrutement. Ce fut le cas de Adjoa Jennifer Ayiti, seize ans, qui travaille dans une fabrique semi-industrielle de pain :

24. Entretien avec Salah Alhassan, Nima, le 7 août 1994.

25. Entretien avec Nicholas Mabray, Nima, le 28 mai 1994.

« Ma famille est originaire de Enyam Abase. Mon père a fait des études. C'est un officier. Ma mère cultive la terre. Elle a eu six enfants, dont cinq garçons. L'aîné suit un apprentissage d'électricien. Les autres font une formation de mécanicien. Le dernier va à l'école. J'ai dû stopper ma scolarité au bout de deux ans. C'est ma mère qui m'obligea à quitter l'école. La sœur de la patronne de la boulangerie lui demanda de m'embaucher. Ma mère accepta pour toucher la prime qui lui était offerte. La sœur me conduisit à Nima. Depuis, je vis en permanence à la fabrique. Je travaille ici depuis quatre ans. Je vais puiser l'eau, je lave les moules. Nous travaillons jour et nuit. Nous manquons de sommeil. Nous n'avons pas le droit de sortir à l'extérieur. J'accepte ces conditions de travail, car la maîtresse m'a promis de m'acheter une machine à coudre lorsque je quitterai mon emploi. Je rêve de retourner alors dans mon pays et ouvrir ma propre boutique. J'ai horreur de cette ville. D'ailleurs, je ne connais personne ici. J'ai hâte de retourner dans mon pays²⁶ ».

Les filières de recrutement passent principalement par les relations de « pays ». Les patrons embauchent dans leur village d'origine. Ils se trouvent des parents comme rabatteurs. Les parents recevront une minime prime au départ de l'enfant. Ensuite, ce dernier n'aura d'autre rémunération que de vagues promesses. À la limite, il s'agira de travail gratuit. Il existe aussi des filières de recrutement vers l'étranger, vers les pays ouest-africains. Celles-ci sont plus professionnelles, plus crapuleuses. L'émigration des gamines comme servantes ou comme prostituées au Nigeria ou en Côte d'Ivoire passe largement par elles. Les migrations internationales, à travers la Libye, l'Algérie ou le Maroc, sont surtout l'affaire de passeurs et intéressent exclusivement les garçons.

Apprenti en menuiserie lui aussi, Kofi Dogbe, dix-huit ans, s'est frayé lui-même son chemin :

« Ma famille est originaire de la Volta. Nous appartenons à la communauté Éwé. J'ai été à l'école primaire jusqu'en 1987. J'aurais aimé terminer afin de devenir enseignant. Mais l'argent manquait. Puis, je suis resté avec mes parents à Hohoe. Mon père est un ancien militaire. Il est maintenant à la retraite. Il s'est séparé de ma mère. Celle-ci vit désormais à Lomé. J'ai pris moi-même la décision de me rendre à Accra. Dans les premiers temps, j'habitais chez un ami, à Pig Farm. J'ai travaillé comme manoeuvre. Cela m'a permis de réunir l'argent nécessaire à mon apprentissage. Le dimanche, je fait de menus travaux ici et là. J'aimerais me faire embaucher par une entreprise. Je suis passionné par la Bible.

26. Entretien avec Adjoa Ayitu, Nima, le 13 mars 1994.

J'aimerais devenir pasteur. J'appartiens à une église évangéliste, Liberty Chistian Church. Lorsque je suis arrivé à Accra, je les ai rejoints parce que je souffrais. Je voulais aussi trouver un travail à travers l'église. D'ailleurs, Les fidèles m'assistent lorsque je suis en difficulté. Ils me donnent alors de petits travaux à faire pour eux²⁷ ».

Poursuivons dans la menuiserie avec Joe Komla, dix-sept ans, qui travaille comme apprenti pour Top Construction Carpenter :

« Je viens de la Volta. J'appartiens à une famille Éwé. J'ai quitté l'école après trois années d'études primaires. J'avais des difficultés scolaires. Je décidai donc moi-même d'interrompre ma scolarité et d'apprendre un métier. Je vis désormais avec mon frère aîné à Nima. Il est chauffeur de taxi. Il souhaitait que j'apprenne à conduire. Mais cela ne m'intéressait pas. Je préfère un métier plus manuel. C'est lui qui me plaça comme apprenti-menuisier. Il paya les frais de formation (30 000 cedis). Il me donne 200 cedis par jour pour ma nourriture de la journée. Je travaille à l'atelier de 7 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. Je ne touche pas de salaire. Le samedi et le dimanche, il me faudra me lever de bon matin pour faire la lessive de toute la famille et nettoyer la maison. La femme de mon frère vend dans la rue des cigarettes, du savon, des friandises. De 8 heures à 11 heures du matin, je la remplace à son poste de vente. Puis, je vaque à mes occupations. Je fais des petits travaux à mon compte. Cela m'a permis d'épargner 12 000 cedis. Le métier me plaît. Mais, à vrai dire, il ne s'agit pas d'un apprentissage, mais d'une mise au travail. Nous n'apprenons rien, ou si peu. Nous travaillons sur des chantiers de construction, ou bien nous servons de domestiques au patron. En une semaine, nous n'avons que deux ou trois heures d'instruction. Je désirerais terminer ma formation. Puis, je pourrais ouvrir mon propre atelier²⁸ ».

C'est de sa propre volonté que Kofi Sam, seize ans, a choisi d'effectuer une formation. Toutefois, il eut la chance de bénéficier de l'aide de son frère aîné :

« Ma famille est originaire d'Anyinam, dans l'Eastern Region. Mes parents sont des agriculteurs. Ils n'ont reçu aucune éducation. Mes deux frères sont installés à Accra. Ma sœur s'est mariée à Anyinam. Je n'aimais pas l'école. Donc, j'ai décidé de ne pas poursuivre ma scolarité

27. Entretien avec Kofi Dogbe, Nima, le 13 janvier 1994.

28. Entretien avec Joe Komla, 15 ans, le 18 juillet 1994.

et d'apprendre un métier. En 1992, j'ai rejoint mon frère aîné à Nima. Il travaille pour le Cocoa Marketing Board comme chauffeur. L'autre frère a un emploi de bureau au SNITT. Mon frère aîné m'a présenté au patron d'un atelier de réparation de véhicules Peugeot. Il a payé pour mon apprentissage de mécanicien (80 000 cedis) dans ce garage de Circle. Il me donne 200 cedis par jour pour mon repas du midi. Le matin et le soir, je mange chez lui. Je travaille de 6 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir, du lundi au samedi. Le soir, je participe aux travaux ménagers. Je vais chercher l'eau. Je fais la lessive et le repassage pour toute la famille. La femme de mon frère vend des cigarettes, du savon, des sardines. Je l'aide à vendre dans son kiosque. À la fin de mon apprentissage, je voudrais ouvrir mon propre atelier à Adabraka. J'ai des amis à Nima, à Lagos Town, à Circle. Nous nous rendons visite. Nous assistons à des matches de football. Nous allons voir des films au vidéo-cinéma. Ma formation me satisfait pleinement²⁹ ».

La filière religieuse fut la voie suivie par Emma Azare, quatorze ans, qui suit un apprentissage de couturière :

« Mes parents vivent à Nima. J'ai d'abord vécu à Kumasi. Puis, on m'a envoyée vivre auprès de parents à Sandema. Nous sommes des Builsa. Mes parents n'ont pas d'éducation. Mon père travaille pour la Ghana Film Corporation. Ma mère vend du poisson dans les rues de Nima. J'ai deux frères : l'un vit dans le Nord ; le second fréquente l'école à Kanda. Nous sommes trois sœurs. L'une va à l'école. Je suis l'aînée. Je n'ai pas été scolarisée. J'ai organisé ma formation. Je suis membre de l'Église presbytérienne et vais aux offices réservés aux gens du Nord à 441. C'est grâce à mon appartenance religieuse que j'ai été admise au centre d'apprentissage presbytérien. La formation est gratuite. Sinon, mes parents n'auraient pas payé pour moi. J'apprends la couture. Je veux connaître ce métier. Ensuite, j'ouvrirais ma propre boutique à Sandema. Je ne sais pas combien de temps durera l'instruction. Etre illettrée est un handicap. Chaque jour, j'effectue le travail ménager. Je me lève dès 5 heures du matin. Je vais chercher de l'eau. Je lave mon frère et ma sœur. Je les conduis à l'école. Je fais le ménage. Je fais la vaisselle. Je dois être à 9 heures au centre. Les cours se terminent à 3 heures de l'après-midi. Le samedi, je vais avec ma mère acheter du poisson. Je m'occupe des petits et je prépare le repas du soir. Puis je regarde la télévision. Je me couche vers 9 heures. Le samedi, j'effectue le nettoyage complet de la maison et lave le linge. Le dimanche, je pars, le matin tôt, acheter du poisson sur le

29. Entretien avec Kofi Sam, Nima, le 19 novembre 1994.

marché d'Agbobloshie, puis je vais à l'église. Le dimanche après-midi, je rencontre des amies de Nima qui sont toutes originaires de Sandema. La vie sur Accra est plus facile, à cause de l'électricité et des toits de zinc. Mais mes parents habitent Sandema. C'est là que mon père prendra sa retraite. C'est pourquoi je souhaite y retourner. J'aurais préféré poursuivre mes études. J'ai fait la demande à mon père. Mais ma mère s'y est opposée³⁰ ».

La nécessité a contraint Efoe Akoryi, seize ans, à se débrouiller :

« Mes parents sont originaires du Togo. Nous sommes des Éwé de Lomé. Mon père est mécanicien dans un garage de New Town. J'ai fréquenté l'école primaire, à Lomé, jusqu'en 1988. J'ai dû arrêter pour des raisons financières. Alors, je suis resté plusieurs années sans rien faire. À Lomé, je n'avais personne pour m'aider. Je suis donc venu m'installer auprès de ma grand-mère à Nima. Mais, celle-ci est retournée au Togo. J'ai alors habité chez le frère de mon père. Mais il est mort. Je suis à présent, depuis 1991, un apprentissage de réparateur de frigidaires. Mon père paya les frais d'inscription. Mais il est devenu alcoolique et a cessé de payer. Aussi suis-je obligé de travailler pour le patron, Thomas Tamakloe. Je vis chez un camarade d'école. Ses parents me nourrissent. Je travaille pour mon patron sans recevoir de rémunération. En dehors des heures de travail, je gagne de l'argent en effectuant des réparations pour mon compte. Je voudrais en effet payer les arriérés de mes frais de formation et pouvoir démarrer une affaire³¹ ».

L'itinéraire de Jamal Amidu, quinze ans, n'est pas sans écueils :

« Mes parents sont originaires du Togo. Ce sont des Kotokoli. Mon père est tailleur à Kumasi. Ma mère me conseilla d'apprendre le même métier. Mais j'ai pensé que cela ne serait pas une bonne idée de travailler avec mon père. L'apprentissage n'aurait pas été satisfaisant. Ma mère est commerçante. Je suis venu à Nima où j'habite chez la sœur de ma mère. Elle est enseignante. Elle est mariée à un militaire, un caporal. Le frère aîné de mon père a payé mes frais d'apprentissage (80 000 cedis). J'ai entrepris une formation de tailleur. La machine à coudre que j'utilise appartient à l'atelier. J'ai un an d'instruction. Lorsque j'aurai terminé l'apprentissage, il me faudra trouver un protecteur, acquérir une machine et travailler quelque part. Sinon, je continuerai de travailler ici. Je manque d'argent. Parfois, les clients me donnent un pourboire de 500 cedis. Je

30. Entretien avec Emma Azare, Nima, le 25 mai 1994.

31. Entretien avec Efoe Akoryi, Nima, le 26 mai 1994.

travaille ici de 7 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir. Mes parents ne me donnent ni argent, ni nourriture. Je dois me débrouiller. Je n'ai pas pu me rendre à Kumasi depuis le début de mon apprentissage. J'ai un numéro de téléphone pour joindre ma mère à Kumasi. Il faudrait qu'elle me fasse parvenir d'urgence de l'argent à travers un ami³² »

La mise au travail n'est pas un simple accident de parcours, car elle influencera tout un parcours de vie. Comment l'économie tutélaire pourrait-elle construire l'autonomie du sujet ?

Filières, trajectoires

La nouvelle génération d'enfants travailleurs est placée sous le signe d'un curieux paradoxe. Le processus à l'œuvre d'exploitation et de prolétarianisation des gamins et des gaminés coïncide dans le temps avec l'essor spectaculaire de la scolarisation des enfants de Nima.

Par filières, je désignerai les voies d'accès aux savoirs, aux savoir-faire, à la formation et à la qualification de l'enfant. Les parents font d'ailleurs clairement la distinction entre deux parcours possibles : la scolarisation, d'un côté, l'apprentissage professionnel, de l'autre. L'acquisition d'un savoir abstrait à travers les institutions modernes d'éducation représentera un choix coûteux, aux résultats incertains. Le diplôme ne viendra peut-être qu'au terme de longues années d'études. Cette filière constituait jadis la voie royale vers un emploi de fonctionnaire, de cadre ou de technicien. Elle permettait d'obtenir la reconnaissance sociale, une aura de prestige entourant les professions de médecin, de magistrat, d'ingénieur. Mais qui, à Nima, réussissait-il à atteindre des positions aussi éminentes ? L'école favorisait longtemps l'obtention d'un emploi salarié. Ce temps est aujourd'hui révolu. Le diplôme n'est plus la clé magique ouvrant l'entrée du marché du travail. Pour les filles, quelques années d'école, deux ou trois, seront jugées bien suffisantes. La réticence des hommes se conjugue au souhait des femmes d'avoir l'assistance de la fille, à la fois pour les tâches domestiques et dans leur activité de négoce. L'essentiel ne serait-il pas de les initier à la vie, de les adapter à leur future condition de femme, puis d'épouse ?

L'apprentissage constitue la seconde filière. Elle ne sera pas moins coûteuse. Mais elle se révélera moins longue et moins aléatoire dans ses

32. Entretien avec Jamal Amidu, Nima, le 28 novembre 1994.

résultats. L'enfant se familiarisera avec la pratique et débouchera directement sur un travail pratique dans le secteur des services ou de l'artisanat. Pour les garçons, la qualification professionnelle facilitera l'accès au marché international du travail. Pour les filles, elle sera le gage de la réussite du mariage.

Par trajectoires, j'entends les stratégies poursuivies par les parents, mais également par les enfants. Les choix sont importants, car ils engagent l'avenir. Même s'ils sont largement commandés par les contraintes, celles de l'environnement économique, celle de la soumission de l'enfant à l'autorité et aux décisions de ses parents, il existe toutefois une marge d'initiative qui, en fonction de la volonté d'autonomie et de promotion des enfants, différenciera leurs parcours, sans que l'on puisse véritablement parler de construction d'une carrière.

Par rapport à l'école, les sentiments s'avèrent mitigés. L'unanimité se fait autour de la faible qualité de l'enseignement et des enseignants, autour de l'inadaptation du système éducatif à l'initiation à la vie moderne. En dépit de ces carences, la demande d'éducation demeure forte. Le phénomène à Nima date d'à peine deux décennies.

Taux de scolarisation à Nima

	Garçons	Filles
Maternelle :	1 %	1 %
Primaire :	68 %	51 %
JSS :	37 %	21 %
SSS :	19 %	9 %
Collège technique :	5 %	1 %
Université :	2 %	0,5 %

Données du Ghana Education Service.

Il apparaît bien que l'inégalité scolaire existe dès l'école primaire, les filles étant largement défavorisées. D'autre part, le passage à l'enseignement secondaire constitue un écueil majeur pour les garçons. L'enseignement technique est largement délaissé. Environ un tiers des enfants de Nima effectuent leurs études primaires ou le cycle complémentaire (JSS) dans les English-Arabic Schools. 60 % des garçons et 25 % des filles suivent les enseignements de l'école coranique.

Une excellente étude sociologique menée par l'Université de Legon cherche à déceler les causes de la disparition des filles des bancs de l'école primaire. La raison la plus couramment avancée est réfutée par les

faits. Les observations de terrain font apparaître que le phénomène résulterait principalement de la mise au travail des fillettes pour des gains financiers immédiats. En effet, « les pressions obligeant à travailler pour de l'argent pèsent sur les épaules des gamines plus lourdement et plus tôt que sur celles des gamins³³ ».

L'abandon scolaire est rarement le fait des enfants eux-mêmes. Il résulte avant tout de la condition et de la volonté des parents. Les filles sont plus systématiquement retirées de l'école. Pour elles, la scolarité s'assimilera à un simple dégrossissage. L'échec scolaire ne constitue qu'un facteur secondaire dans le cas des garçons.

Retrait de l'école

	Garçons	Filles
Niveau primaire :	16 %	55 %
Niveau JSS :	31 %	64 %
Niveau SSS :	49 %	79 %
Niveau technique :	17 %	21 %

L'écramage pour les filles s'effectuera dès le cycle primaire. Pour les garçons, le seuil critique se situe à la fin de cycle complémentaire (JSS). Ceux qui ont la chance d'accéder à un collège technique se cramponneront à leur formation professionnelle. Nous l'avons dit, les raisons du retrait de l'école ne diffèrent guère de celles de la mise au travail des enfants. La pauvreté restera en toile de fond, car cette condition sociale explique 90 % des cas de retrait de l'école.

Raisons de l'abandon scolaire

	Garçons	Filles
Décision du père :	75 %	23 %
Décision de la mère :	15 %	75 %
Décision de l'enfant :	10 %	2 %

Pour ce qui est des relations entre l'enfant et la scolarité, tous les cas de figure se présentent. Le travail de l'enfant peut résulter de sa volonté

33. ASOMANING V. *et alia*, 1994, « The Missing Gender : The Explanation of the Low Enrollment Rates of Girls in Primary », University of Ghana, Department of Sociology, 28 p.

de poursuivre ses études. À la faveur du système de l'alternance scolaire, il pourra combiner le travail dans la rue et les heures de classes. Cela sera souvent le cas pour les filles qui contribueront ainsi au paiement des frais de scolarité. Les gamins pourront parfois viser à la reprise d'une scolarité interrompue par le décès du père ou par les difficultés familiales. Aussi, l'idée du travail, facteur de déscolarisation est-elle trop simpliste. Car les conditions de la scolarité peuvent varier :

Conditions de la scolarité

	Garçons	Filles
École uniquement	: 50 %	25 %
École + travail	: 10 %	15 %
Travail uniquement	: 8 %	10 %
Pas d'école	: 32 %	50 %

L'homme souhaitera envoyer ses fils à l'école, sinon les mettre en apprentissage. Il n'en aura pas toujours les moyens. La plupart des gamins regretteront de ne pas pouvoir poursuivre leur scolarité. Alors que les hommes se montrent plus ouverts aujourd'hui à une éducation minimale des filles, les femmes adopteront des attitudes plus contrastées. Les unes s'emploieront à payer la scolarité de leur gamine. Les autres s'opposeront à leur éducation afin de pouvoir profiter de leur travail.

La seconde filière, celle de l'apprentissage, obéit aux mêmes règles que celle de la scolarisation. Le père le plus souvent aménagera et financera la formation professionnelle du garçon. La mère se chargera de celle de la fille. Toutefois, le phénomène de la prolifération des familles monoparentales pourra pousser la mère à organiser la mise au travail du gamin. Les trajectoires divergent. Filles et garçons n'empruntent pas les mêmes parcours et ne nourrissent pas des projets similaires. Discontinus, les itinéraires ne s'ordonnent pas selon les mêmes séquences :

Étapes de la formation

Garçons	Filles
École	Travail domestique
Travail	École
Apprentissage	Travail
Travail ou école	Apprentissage

La faible qualité de l'apprentissage suscite de multiples récriminations parmi les apprentis, les garçons en particulier. Mais, il s'avère très difficile de s'orienter vers une nouvelle formation. En effet, la mise en tutelle fut aménagée par les parents. Eux seuls pourraient y mettre un terme. De plus, il s'agirait de payer une seconde fois pour les frais de formation. Qui y consentirait ?

Attitudes sur la qualité de l'apprentissage

		Garçons	Filles
Satisfaction	:	41 %	60 %
Insatisfaction	:	33 %	22 %
Changement de formation	:	12 %	8 %
Retour à l'école	:	14 %	10 %

On observe un décalage entre les parcours masculins et féminins. Il est intéressant de noter que chez les garçons le travail peut conduire à reprendre le chemin de l'école. Cette bifurcation des trajectoires se traduira dans la formulation de projets différents. Les filles rêvent de reproduire l'univers familial. Se donner les moyens de se marier, d'acquérir leur autonomie économique seront leurs objectifs majeurs. Le gamin voudra suivre les traces de son père, trouver un emploi salarié, s'évader le long des chemins de l'exil pour accéder à un gisement lointain de travail.

Nous voici à l'intérieur de l'univers du travail. Explorons les lieux, tout en n'oubliant pas qu'il s'agit de gosses. Car, ce qui nous importera, à ce stade, sera d'identifier les formes du travail précoce, et, à travers elles, de dessiner, à grands traits, les contours de l'exploitation.

6

Les formes du travail

Établir une typologie des formes du travail des enfants se heurte d'emblée à un écueil : l'invisibilité du phénomène. Cette invisibilité occulte la plupart des formes du travail. Elle dissimule aussi les modes d'exploitation. Toutefois, certains types d'activités sont manifestes, et bien connus. Mais ceux-ci ne concernent que très indirectement Nima. Ce sera le cas de l'emploi des enfants comme travailleurs agricoles sur les grandes exploitations mécanisées de production de coton ou de riz des régions septentrionales du Ghana. D'autres exemples, largement popularisés, sont fournis par les gamins utilisés dans l'industrie de la pêche, ou par les gosses enrôlés comme travailleurs dans les mines d'or, que ce soit pour le lavage et le tamisage dans les compagnies minières d'Obuasi ou de Tarkwa, ou bien aussi sur les chantiers clandestins d'orpaillage (*galamsey*). Le milieu urbain n'échappe pas au phénomène comme en témoigne l'exploitation de gamins et de gamines dans les manufactures de fabrication de meubles ou les ateliers de confection de Kumasi. La servitude pour dettes (*trokosi*), encore pratiquée dans la Volta, représente un autre aspect extrême, et largement dénoncé. Sur Accra, et plus spécialement à Nima, deux manifestations particulièrement visibles de l'exploitation du travail infantile relègueront les autres dans l'ombre : la présence des *street children* sur les trottoirs de la ville, l'activité des enfants comme porte-faix, comme *kaya-kaya*, sur les marchés. Or, il est certaines formes du travail qui se trouvent ainsi escamotées, et qui pourtant se révèlent, après observation, plus répandues et plus contraignantes encore : la servitude domestique, l'exploitation déguisée en apprentissage.

Formes du travail précoce

	Garçons	Filles
Activités domestiques	: 4,5 %	30 %
Activités de service	: 40,5 %	45 %
Activités de production	: 45,0 %	23 %
Activités marginales	: 10,0 %	2 %

Le terme d'activités domestiques s'avère trop lâche pour caractériser strictement un ensemble hétérogène de travaux conduits à l'intérieur de la maisonnée, dans le voisinage, ou sur le marché, dans le sillage de la mère ou de la tutrice. D'autant plus que se rattacherait à cette catégorie la fillette placée à l'extérieur comme servante, comme domestique. C'est pourquoi nous préférons parler d'activités menées à l'ombre du domestique pour traduire cette impression de flou.

Les activités de service prolifèrent. Il s'agira le plus souvent de vente ambulante, de petit commerce sur les marchés, de portage, de maintenance, de réparations. Le service est l'ombre portée du travail informel. Contrairement aux activités domestiques, filles et garçons se retrouvent mobilisés dans cette nébuleuse d'activités qui participent à la vie quotidienne.

Plus rares, les travaux productifs seront surtout le fait des gamins pour ce qui est du bâtiment, du travail du bois ou de celui du fer. Les filles seront associées à la transformation des produits agricoles et à la confection de vêtements.

Les activités marginales représentent des formes particulières de ce travail hors normes qui est celui de l'enfant transformé en marchandise. Loin de moi l'idée d'assimiler, dans sa généralité, le travail des enfants à la délinquance ou à la criminalité. Celui-ci n'est que l'un des symptômes d'une dérégulation sociale plus globale qui frappe plus particulièrement les couches laborieuses. La déréglementation des formes du travail est à l'œuvre. L'exclusion précipite le développement des activités marginales, certaines d'entre elles étant socialement tolérées, alors que d'autres, franchement illicites, seront réprimées et réprouvées. Il conviendrait de préciser que les activités marginales sont minoritaires. Quant aux actes délictueux ou criminels, ils restent exceptionnels.

Ce rapide inventaire laisse apparaître que l'exploitation des enfants constitue une rupture avec la condition salariale. Elle en est même la négation, et précipite ainsi la ruine du salariat. Elle projette le reflet de la

dérèglementation sous contrainte du marché du travail, sans laisser apercevoir le profil d'un modèle nouveau.

Le travail à l'ombre du domestique

Nous l'avons dit après d'autres, l'opposition classique entre tâches domestiques et travail infantile ne nous semble guère pertinente, car elle tendrait à gommer la diffusion de l'exploitation au sein même de l'univers domestique. Comme négatif, elle aurait toutefois l'avantage de révéler les dérives de la domestication des gosses et la différenciation de la nouvelle génération d'enfants travailleurs. Aujourd'hui, l'unité domestique devra se nourrir d'exploitation, que celle-ci soit infligée ou subie.

L'univers domestique est essentiellement le domaine du féminin. Aussi n'est-il guère surprenant que 95 % des activités domestiques soient effectuées par des gamines, celles-ci pouvant être âgées de cinq à dix-sept ans. Les filles combineront fréquemment deux types de travail, l'un à l'intérieur de la maisonnée, l'autre à l'extérieur, dans la rue, ou sur le marché. Cette exploitation protéiforme est celle de la femme ; et la fille devra se couler à l'intérieur de ce modèle d'assujettissement. La pluri-activité sera plus rare parmi les garçons dont l'enfance, en ville, restera relativement protégée par les parents. Il conviendrait d'ailleurs de distinguer plusieurs types de situations :

Types d'activités domestiques

	Garçons	Filles
Travail à la maison :	—	20 %
Travail à proximité :	—	15 %
Travail à l'extérieur (dans l'orbite de la mère) :	0,5 %	40 %
Travail à l'extérieur (placement domestique) :	4,5 %	20 %

Le renforcement de l'exploitation domestique est la conséquence d'un remaniement considérable des structures du travail à Nima. Un Kusasi de Bawku, qui vit depuis longtemps dans ce quartier, Paul Aboko, évoque avec précision ces transformations :

« Dans le passé, les activités commerciales sur Nima étaient rares. Leur prolifération constitue un phénomène récent. Son apparition est postérieure à 1981. Jadis, on ne voyait guère de fillettes travaillant comme *kaya-kaya* sur les marchés. Les seules fillettes aperçues au travail étaient les toutes jeunes lavandières Kotokoli qui faisaient la lessive du côté de James Town ou dans le centre d'Accra. En revanche, nombre de gamins pouvaient se faire embaucher comme domestiques lorsqu'ils arrivaient du Nord en quête d'un emploi. Plus tardivement, c'est-à-dire vers la fin des années 70, quelques femmes venues du Nord travaillèrent comme *kaya-kaya* sur les marchés de Makola ou d'Agbobloshie. Mais, elles étaient bien moins nombreuses que les hommes, à pratiquer cette activité. Car, à cette époque, la majorité des femmes étaient cantonnées à l'intérieur de la maisonnée, et assumaient l'essentiel des tâches domestiques. La part laissée aux gamines se révélait infime, alors que les garçons étaient généralement exempts de toute obligation ménagère. Par conséquent, les activités commerciales des femmes du Nord restaient exceptionnelles. Le petit commerce sur Accra était essentiellement l'affaire des femmes Ga, Fante ou Asante. Le négoce et le commerce de gros demeuraient l'apanage des hommes. Toutefois, parmi les migrants venus du Nord, seule une minorité se consacrait à des activités commerciales. La plupart d'entre eux se faisaient embaucher comme salariés en qualité de manœuvres ou se spécialisaient dans des activités artisanales. La structure des activités à Nima apparaît donc aujourd'hui fort différente de ce qu'elle était il y a 20 ans à peine. Les trois principales différences résident dans le chômage de nombreux hommes salariés, dans l'extension et la professionnalisation des activités des femmes qui délaissent largement la maisonnée et les tâches domestiques pour se consacrer plus pleinement à un métier, dans la mise au travail des gamins et des gamines¹ ».

Le travail dans la maison peut revêtir deux formes distinctes. La plus courante est l'accomplissement de la majeure partie des tâches domestiques par l'une des filles en lieu et place de la mère, celle-ci étant appelée à travailler à l'extérieur du fait de son métier. La forme secondaire est la conduite d'activités de production ou de service à domicile. Cependant, ces activités ne sont pas menées par des enfants, mais par des adultes. Ce sera le cas notamment des femmes utilisant le patio pour se livrer à la transformation des produits agricoles. Dans d'autres cas, un salon de coiffure ou un atelier de couture sera installé dans l'une des chambres. Le travail à l'intérieur de la maison sera du ressort quasi exclusif des femmes. Citons toutefois une exception où le travail à la maison sera

1. Entretien avec Paul Aboko, Nima, le 6 octobre 1993.

pratiqué par des hommes : l'une des chambres pourra être utilisée par un *malam* pour l'enseignement du Coran, par un devin ou un guérisseur pour des consultations. Disons cependant qu'en règle générale l'exploitation du travail des femmes et des fillettes à l'intérieur de l'univers domestique fait partie intégrante de la condition féminine à Nima.

Dans 30 % des cas, le travail à l'ombre du domestique résultera du transfert par la femme de ses responsabilités familiales sur l'une de ses filles. Il s'agira bien souvent de la fille aînée, mais pas automatiquement. Il est vrai que l'aînée se verra systématiquement défavorisée en matière d'éducation. Elle ne sera pas scolarisée, ou bien se verra prématurément retirée de l'école pour s'occuper de ses frères et sœurs moins âgés et assumer, à la place de la mère, les tâches ménagères. Mais le choix définitif procédera surtout d'un calcul économique : restera à s'occuper de la maison la moins apte à s'adonner aux activités du petit commerce. Dès l'âge de sept ans, la gamine pourra servir de substitut à la femme dans la conduite de la vie domestique. Elle devra obéir aux directives que celle-ci lui donnera quotidiennement. Le cahier des charges s'avèrera écrasant. À l'aube, puis à la nuit tombée, il lui faudra assurer l'approvisionnement en eau. Deux fois par jour, il lui incombera de baigner les enfants plus jeunes. Le matin, les ordures ménagères devront être portées à la décharge la plus proche. Ensuite, il lui faudra faire le ménage, la lessive, puis les courses. Enfin, la préparation du repas du soir sera de sa responsabilité dès l'âge de dix ans. À cela s'ajouteront, soit les obligations scolaires, soit l'exigence de pratiquer, pendant les rares temps morts, la vente ambulante dans le voisinage. Les horaires de travail s'étireront de 5 heures du matin à 9 heures du soir.

La vente à proximité de la maisonnée sera très rarement une activité exclusive. Dès l'âge de cinq ans, la fillette pourra être envoyée à l'extérieur pour vendre des oranges ou des arachides. Ce type de travail incombe exclusivement aux fillettes, qu'elles fréquentent l'école ou pas. Il est surtout usuel lorsque la femme travaille à domicile. L'argent reviendra à la femme.

Le travail à l'extérieur, dans le sillage de la femme, constitue un prolongement des activités domestiques. Pour les filles, il s'agira le plus souvent d'une activité à plein temps de portage ou de petit commerce. Une infime minorité de garçons est concernée. Ce sera pourtant le cas lorsqu'il n'y a pas de fille disponible pour assister la femme dans son négoce. Encore ne s'agira-t-il le plus souvent que d'une activité accessoire, le gamin poursuivant simultanément, soit sa scolarité, soit un apprentissage.

Le placement de la fille est relativement fréquent. La mise en condition implique la non-scolarisation ou l'abandon précoce de l'école. La gamine pourra être envoyée au village pour servir d'aide à des parents âgés dans les activités domestiques et les travaux agricoles. En ville, la préférence sera donnée à des parents proches : sœur de la mère ou sœur du père. La fillette sera contrainte de vivre dans un autre quartier, Accra New Town ou Madina, qu'elle ne connaîtra jamais vraiment. Plus la relation de parenté sera étroite, plus les conditions risquent de s'assimiler à une adoption. Le cahier des charges est lourd : il englobe l'ensemble des tâches domestiques et des responsabilités parentales. La vente de proximité peut s'y ajouter. Les activités de portage sont les plus épuisantes : eau, ordures ménagères, produits commercialisés par la tutrice. Les enfants sont utilisés pour suppléer aux carences de l'infrastructure². Dans cette fonction « d'infrastructure vivante », les femmes, les fillettes dépenseront chaque jour un cinquième de leur énergie. Ce travail domestique ne recevra aucune rémunération. La fillette restera confinée à l'intérieur de la maisonnée ou dans son voisinage immédiat. Elle n'obtiendra que la vague promesse d'un apprentissage à la clé.

En milieu urbain, l'existence d'une relation de parenté cessera d'être la condition nécessaire aux yeux de la mère³. En effet, « on assiste à l'apparition d'une tendance qui fait passer du système de l'adoption par des parents, à des arrangements similaires avec des inconnus qui pourront pourvoir à sa formation à des qualifications modernes, ou lui permettre de se familiariser avec la vie urbaine⁴ ». La fille pourra être placée auprès de connaissances lointaines, voire d'inconnus. Elle sera extraite directement de son village où elle ne trouverait pas à s'employer, ni à gagner un revenu monétaire. Le milieu d'accueil n'est pour la gamine, mise en condition, qu'un lieu de travail. Elle ne sera jamais traitée à égalité avec les autres enfants de la famille. On lui fera bien sentir son statut de servante. La dureté, l'inhumanité de la condition expliquent pourquoi il y aura tant de fugueuses, qui s'enfuient pour rejoindre leur famille d'origine.

Parmi les garçons, le placement sera plus rare. Ses modalités seront différentes. Ne seront placés en condition domestique que des gamins arrivant directement de leurs villages. Ceux-ci auront été pressés de descendre sur Accra par un parent, le plus souvent le frère du père ou le frère aîné. Ils seront mis directement à leur service, ou bien parfois

2. Dankwa Y., Turner J. *et alia*, 1994, « Living Infrastructure : The Role of Children in Refuse Disposal and Water Provisioning in Ghana », University of Ghana, Legon, Department of Sociology, 29 p.

3. Goody E., 1982, *Parenthood and Social Reproduction. Fostering and Occupational Roles in West Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 189.

4. *Ibid.*

embauchés par un proche de ce parent. Il leur faudra assumer l'ensemble des tâches domestiques. En contrepartie, ils seront logés, nourris et blanchis. Mais, il n'y aura pas de rémunération en argent. En revanche, il sera fréquent que le patron devienne un protecteur et finance un apprentissage. Mais le gamin tentera à tout prix d'échapper à cette condition domestique. Il fera tout pour gagner son autonomie, trouver un logement indépendant, se former à un métier. Alors que pour les filles la fonction de service n'est que la préfiguration de la condition féminine, pour les gamins, elle ne sera qu'un stade provisoire, un sas d'entrée dans la vie urbaine, une étape dans l'itinéraire de formation du travailleur migrant, une ouverture sur l'univers du travail.

Les activités de service

La prolifération et la diversification des activités de service constituent l'un des phénomènes marquants de ces 25 dernières années. Leur progression coïncida avec le recul du travail salarié et avec la professionnalisation du travail des femmes. La mise au travail des enfants amplifia le champ du marché des services. 70 % des activités de service sont conduites à l'extérieur de Nima, le reste (30 %), dans les rues, les venelles ou sur le marché de ce quartier. Les femmes participent majoritairement à ce secteur d'activités (65 %). Les hommes, qui y contribuent aujourd'hui en plus grand nombre (35 %), ne s'y intéressèrent que fort récemment. Entre hommes et femmes, il s'est institué une certaine répartition des tâches. L'intervention des enfants vient donner une impulsion nouvelle à ce secteur de l'économie. Le petit commerce sera la forme la plus commune des activités de service. Celles-ci peuvent également se convertir en apprentissage. S'ajouteront les multiples tâches de portage et les divers travaux de réparations. Entre service et production, la frontière est brouillée. L'activité des filles penche plutôt du côté des services, celle des garçons plutôt du côté de la production.

De gamin à gamine, l'image s'inverse. L'apprentissage se confondra avec un travail de service dans 55 % des cas pour ce qui est des garçons, lesquels ne seront que plus marginalement mobilisés dans les activités commerciales. Ce pourcentage tombera à 10 % en ce qui concerne les filles. Celles-ci, dans leur immense majorité (82 %), seront appelées à s'initier plus spécialement aux pratiques de la vente. Leur destin est fixé à l'avance : le négoce. S'opère ainsi dès l'enfance une bifurcation des

Typologie des activités de service

		Garçons	Filles
Portage	:	3 %	5 %
Vente sur le marché	:	10 %	72 %
Vente dans la rue	:	32 %	10 %
Artisanat divers	:	45 %	10 %
Commis, aide	:	10 %	3 %

trajectoires, puis une stricte partition des rôles. En se qualifiant professionnellement, les garçons seront préparés très tôt à rejoindre leurs aînés sur le marché du travail. Se spécialisant comme commerçantes, les fillettes seront précocement incorporées à la condition féminine qui les fera osciller entre les tâches domestiques et le secteur du petit commerce.

D'une façon générale, en tant que tâche domestique ou comme service, le portage constitue une activité primordialement féminine. Les modes de portage diffèrent selon les sexes. Les garçons se serviront de brouettes métalliques ou de chariots. Ils chargeront et déchargeront les camions, et transporteront les marchandises d'un endroit du marché à l'autre. Ils s'organiseront en équipes de deux ou trois. Ils seront directement en concurrence avec des portefaix plus âgés. Les filles pratiqueront le portage sur la tête. Elles transporteront les emplettes de leurs clientes du marché vers l'extérieur dans d'immenses cuvettes. Elles pourront effectuer de longs trajets d'un point de vente à l'autre. Elles travaillent en petites bandes, le plus souvent sous la houlette de leurs aînées. Elles sont plus nombreuses et plus actives que leurs émules masculins.

Récemment débarquée à Accra, Habiba Mussa, treize ans, travaille comme *kaya-kaya* sur le marché d'Agbobloshie :

« Je suis venue récemment de Yendi pour servir d'aide domestique chez la sœur de mon père. J'effectue aujourd'hui du portage sur le marché d'Agbobloshie. Je quitte Nima dès 5 heures du matin, et ne reviens qu'à 8 heures du soir. La sœur de mon père travaille comme *kaya-kaya*. Nous attendons sur le parking munies de larges cuvettes. Le tarif du portage oscille entre 200 et 400 cedis. Mais les trajets peuvent mener jusqu'à Makola Market, à Timber Market ou à la mosquée centrale. De Asiedu Kotoka à Makola Market, la course sera payée 600-700 cedis. Comme je suis encore petite, mon activité se limitera au marché. Lorsqu'il m'arrive d'aller à l'extérieur, je me fais accompagner par une amie de Nima ou de Lagos Town. Certains clients sont gentils. Les hommes sont plus généreux

que les femmes. Les jours les plus actifs, c'est-à-dire le mercredi et le samedi, je peux gagner environ 6 000-7 000 cedis. Les jours ordinaires, cela avoisinera 2 000-3 000 cedis seulement. Parfois, les clients vous donnent de quoi manger. La sœur de mon père conserve la totalité de mes gains. J'ignore combien j'ai amassé jusqu'à présent. Elle me fournit le repas du soir, du savon, des habits, un gîte. Elle me remet 10 000 cedis à envoyer à ma mère. Pour la fête de l'Id'El Fitr, elle m'a acheté une robe, des sandales, un sac à main, et donné 500 cedis pour me payer le cinéma. Elle m'a promis de me payer, en temps voulu, une machine à coudre et des ustensiles de cuisine. Si j'en avais les moyens, je souhaiterais suivre un apprentissage de couturière. J'aimerais rendre visite à ma famille. Ma tutrice s'y oppose formellement. J'ai horreur de ce travail trop éprouvant. Je préférerais trouver un emploi de vendeuse dans un magasin⁵ ».

La volonté d'arriver par elle-même anime Anima Assibi, seize ans, qui travaille comme *kaya-kaya* sur le marché de Kantamanto :

« J'appartiens à une famille Kusasi du district de Bawku West. Nous habitons Binaba, et sommes musulmans. Aucun d'entre nous n'a été à l'école. Ma mère est décédée en 1980. Mon père, retraité, était policier. Je suis partie pour Accra en 1989, alors que j'avais tout juste onze ans. Je me suis installée à Mamoobi auprès de mon frère qui travaille comme veilleur de nuit à Japan Motors. Il est marié et père de deux enfants. Les premiers temps, j'aidais sa femme à vendre du riz sur le marché. Mais le profit était insuffisant. J'ai ensuite travaillé, à l'âge de treize ans, comme *kaya-kaya* sur le marché de Kantamanto. L'une de nos voisines, une Kotokoli, m'a introduite sur le marché où elle est elle-même *kaya-kaya*. Au début, je ne gagnais que 200-300 cedis par jour. Aujourd'hui, mes gains journaliers sont de 800 à 1 000 cedis. Je quitte Mamoobi dès 4 heures 30 du matin. Je marche jusqu'à Kantamanto. Je commence à travailler vers 6 heures et poursuis mon activité jusqu'à 7 heures du soir. Je regagne alors Mamoobi à pied. Je me nourris sur le marché pour 200 cedis environ. Parfois, les clients me donnent quelque chose à manger, du pain ou des bananes. Je dépose 300 cedis au *susu* chaque soir. Mes économies se montent à présent à 15 000 cedis. J'ai pu envoyer 8 000 cedis à ma famille, ainsi que des vêtements et des sandales. Je me suis acheté des ustensiles de cuisine et des habits. Je voudrais pouvoir me payer une machine à coudre et poursuivre une formation de couturière. Mais pour cela, il me faudrait accumuler plus d'argent⁶ ».

5. Entretien avec Habiba Mussa, Nima, le 22 novembre 1993.

6. Entretien avec Amina Assibi, Kantamanto, le 21 mars 1994.

Écoutons maintenant Adongo Azuma, seize ans, qui travaille comme *kaya-kaya* sur le marché d'Agboblshie :

« J'appartiens à la communauté Frafra. Mes parents sont de Bongo. Mon père est décédé. Ma mère cultive la terre et fait du petit commerce. Elle vend du mil. Je suis descendu sur Accra en 1993 en quête d'un travail. Je me suis installé auprès du fils du frère de mon père qui travaille comme veilleur de nuit à la caserne des pompiers. J'ai commencé à faire du portage sur Makola Market. Puis, j'ai travaillé sur le marché d'Agboblshie. Nous avons formé une équipe de *kaya-kaya*, Attia, Akaa et moi. Nous sommes tous les trois originaires de Bongo. Attia, qui est l'aîné, est notre chef d'équipe. Nous louons un chariot pour 700 cedis par jour. Nous travaillons de 5 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Nous prenons notre nourriture sur le marché (200 cedis quotidiennement pour chacun d'entre nous). Nous payons une taxe municipale de 200 cedis par jour. À la fin de la journée, nos gains oscilleront entre 3 000 et 4 500 cedis. Il nous faudra déduire nos charges. La somme restante sera partagée également entre nous. Habituellement, nous dormons à ciel ouvert sur le marché. Durant la saison des pluies, il nous faudra toutefois trouver un abri que nous devons payer 50 cedis par personne. J'épargne 200 cedis par jour au *susu*. Cela me permet d'acheter des vêtements et des sandales. Je n'envoie jamais d'argent à ma mère. Le dimanche, je rends régulièrement visite à la famille de mon frère, à Nima. J'achète des friandises pour les enfants. J'envisage de retourner à Bolgatanga dès la fin de l'année. J'achèterai de la vannerie que je revendrai sur Accra⁷ ».

L'un de ses équipiers, Akaa Nangudi, quinze ans, vient confirmer ses propos :

« Moi aussi, je suis un Frafra originaire de Bongo. Ni mon père, ni ma mère, ni moi n'avons fréquenté l'école. Je suis venu dans la capitale en 1992. Deux de mes frères aînés habitent Nima. L'un travaille pour l'administration pénitentiaire, l'autre pour Radio Ghana. J'ai été accueilli chez le premier. Après mon arrivée sur Accra, je suis resté six mois sans aucun travail. Mon frère me prit en charge. Puis, je fis la rencontre de Akaa et de Attia. Nous décidâmes de former une équipe et de travailler sur le marché d'Agboblshie comme *kaya-kaya*. J'épargne 800 cedis par jour. Le reste de mes gains va à mon frère. Par son intermédiaire, j'ai fait parvenir une somme d'argent à mes parents. Je projette de continuer pendant un certain temps à accumuler un pécule. Puis, je retournerai dans

7. Entretien avec Abongo Azuma, Agboblshie, le 3 mai 1994.

mon pays. Je me consacrerai au travail du cuir, à la vannerie, et j'élèverai des volailles. Je m'installerai définitivement là-bas, car la vie y est plus facile qu'à Accra⁸ ».

Plus jeune, il n'a que neuf ans, Ibrahim Longa travaille au ramassage des ordures sur le marché de Nima :

« Ma famille vient du Burkina. Nous sommes des Busensi. Nous habitons à Nima 441. Mon père est au chômage. Ma mère fabrique de l'huile de palmiste. J'ai été un ou deux ans à l'école anglo-arabe de Kotobabi. Mes parents n'acquittaient pas mes frais de scolarité. Je fus donc obligé de quitter l'école, et de commencer ce travail sur le marché. Je me suis procuré un chariot. Je transporte les ordures du marché jusqu'à la décharge publique la plus proche. Je reçois 20 cedis pour chaque sac de déchets que je collecte. À la fin de la journée, j'aurai gagné environ 2 000 cedis. Le mercredi et le samedi, les jours où le marché est particulièrement animé, je pourrai me faire jusqu'à 4 000 cedis. Je donne tout l'argent à ma mère. Celle-ci m'achète de quoi me vêtir. Si mon père pouvait me faire reprendre mes études, j'accepterais volontiers. Ma mère me dit qu'elle me garde de l'argent de côté pour suivre plus tard un apprentissage. Mais l'ensemble de mes gains passe dans le budget familial⁹ ».

La vente sur le marché constitue une activité typiquement féminine. Les fillettes s'initient dès l'âge de sept ans à cette activité de vente en assistant leur mère ou une parente. Pour elles, cela deviendra bientôt une occupation permanente. Les gamines se consacreront essentiellement à la vente de produits vivriers. Elles tiendront le plus souvent un poste fixe. Mais elles pourront également effectuer de la vente ambulante dans les allées du marché. Pour les garçons, vendre sur le marché ne sera qu'un travail épisodique et transitoire. Ils opéreront isolément. Ils marchanderont essentiellement des articles manufacturés, de la fripe, des souliers usagés. Il ne représenteront qu'une petite minorité sur un marché régi primordialement par les femmes.

C'est sur le marché de Nima que Darmata Sheiba, quinze ans, tient un étal :

« Nous sommes Kotokoli et musulmans. Mes parents n'ont pas fréquenté l'école. Ma sœur aînée est mariée au Togo. Mon frère est chauffeur dans un service public. Mon père travaillait pour le Parks and

8. Entretien avec Akaa Nangudi, Agbobloshie, le 3 mai 1994.

9. Entretien avec Ibrahim Longa, Nima, le 11 avril 1994.

Gardens Department. Il a été redéployé. Il passe maintenant ses journées à la maison. Ma mère fait du petit commerce. Elle avait ouvert un étal de vente de légumes sur le marché de Nima. Aujourd'hui, elle tient une table dans la rue à proximité de la maison. Elle vend des arachides, du savon, des cigarettes, des sucreries. Je l'ai remplacée sur le marché. Je vends donc des légumes et des condiments du lundi au samedi. Chaque matin, dès 4 heures, je pars pour le marché de Makola afin d'acheter des produits frais. J'en achète pour 7 000-8 000 cedis chaque jour. Je reviens en taxi à Nima, ce qui me coûtera 400 cedis. Mes gains journaliers oscillent entre 6 000-7 000 cedis. Je déduis le frais de transports et de nourriture, et donne le restant à ma mère. Le soir, de 7 à 9 heures, je m'affaire aux tâches domestiques (ménage, lessive, préparation du repas). Le dimanche, il me faudra faire la lessive pour toute la famille. Si ma mère est d'accord pour financer ma formation, j'aimerais suivre un apprentissage de coiffure et ouvrir mon propre salon. Après mon mariage, je voudrais démarrer mon propre négoce de revente sur Accra, de vêtements que j'achèterais au Togo¹⁰ ».

Le marché de Nima est aussi le lieu d'activité de Asumale Asumda, une gamine Frafra de onze ans, qui y pratique la vente ambulante :

« Nous sommes originaires de Bolgatanga. Mon père est veilleur de nuit à Accra. Ma mère est commerçante. Nous habitons Nima. Ma sœur est mariée et vit à Kumasi. Mon frère travaille pour la Ghana Electricity Corporation. Aucun d'entre nous n'a fréquenté l'école. J'aide une commerçante Ga qui vend du poisson sur le marché de Nima. Je me promène dans les allées en portant un plateau de poissons sur la tête. La femme me paie la nourriture et 200 cedis par jour. Je commence dès 5 heures du matin. Je ne termine qu'à 7 heures du soir. L'argent est remis directement à ma mère par la commerçante. Le dimanche, j'assume les habituels travaux domestiques¹¹ ».

C'est sur le marché de Mamooobi que je rencontrerai Adama Yakubu, une fillette Wala de dix ans :

« Nous sommes originaires des environs de Wa. Notre famille est musulmane. Personne n'a été à l'école. Nous habitons Mamooobi. Ma mère vend du riz, du maïs et des arachides sur le marché de Mamooobi. Mon frère est veilleur de nuit pour une compagnie privée. Ma sœur aînée,

10. Entretien avec Darmata Sheiba, Nima, le 7 janvier 1994.

11. Entretien avec Asumale Asumda, Nima, le 5 janvier 1994.

mariée, vend des tomates sur le marché de Mamooobi. Elle les achète par cageots sur le marché de Makola. Je l'aide dans son négoce à la demande de ma mère. Je travaille de 6 heures du matin à 7 heures du soir sur le marché. Ma sœur me paie les deux repas du matin. Mes gains journaliers sont de 1 000 cedis. Le plus souvent, je prends le repas du soir chez moi, plus rarement chez ma sœur. C'est ma mère qui a organisé ce travail. En contrepartie, ma sœur l'assiste financièrement et lui achète des habits. Lorsque je serai grande, j'espère que ma sœur me procurera un capital de départ pour démarrer mon propre commerce de vente de tomates¹² ».

Pour certaines fillettes qui vont à l'école, la vente sur le marché représentera une activité à temps partiel. Ce sera le cas de Florence Duah, une fillette Asante de onze ans :

« Mon père travaille pour la Ghana Electricity Corporation. J'ignore son niveau d'éducation. Ma mère est commerçante. Elle vend du plantain et de l'igname frit sur le marché de Nima. Je viens l'aider en fonction de mes rythmes scolaires, tantôt le matin, tantôt l'après-midi. Je suis sa seule fille, et je dois m'occuper de mes deux frères cadets qui vont à l'école, ainsi que des tâches ménagères. Le dimanche, j'assiste à l'office à l'église presbytérienne. Puis, le reste de la journée, je vends sur le marché à la place de ma mère. Je donne l'argent à ma mère. Mais mon père paie mes frais de scolarité. Plus tard, j'aimerais devenir infirmière¹³ ».

De même, l'alternance du travail scolaire et de l'activité commerciale est le lot de Grace Adjoa, douze ans, qui suit le cours complémentaire (JSS) :

« Ma famille est originaire de Assin Nyankumase. Nous sommes Fante. Mon père a reçu de l'éducation. Il est négociant. Ma mère vend des condiments sur le marché de Nima. Je l'assiste dans son commerce, soit le matin, soit l'après-midi. Je suis fille unique. Aussi les tâches domestiques m'incombent-elles, tôt le matin, ou tard dans la soirée. Le dimanche, après avoir assisté à l'office religieux, je jouis de ma liberté et rencontre des amies. Dans le futur, je prévois de devenir commerçante et de vendre de l'igname et du plantain. Je m'approvisionnerai dans la Région Centrale et pratiquerai la vente sur le marché de Nima où je compte bien continuer d'habiter. Il y a plein d'argent à gagner dans ce type d'activités¹⁴ ».

12. Entretien avec Adama Yakubu, Mamooobi, le 21 décembre 1993.

13. Entretien avec Florence Duah, Nima, le 11 février 1994.

14. Entretien avec Grace Adjoa, Nima, le 5 janvier 1994.

Pour Apambil Ayarig, quatorze ans, la vente sur le marché est son unique activité. Il appartient à une famille rurale démunie et fut contraint à la migration de travail. Il se retrouve sous la protection d'un parent, sans ressources, dépendant. Son travail est une simple position d'attente, dans l'espoir d'une opportunité plus lucrative :

« Mes parents sont des paysans Builsa des environs de Sandema. Nous ignorons l'école. Mon père est décédé. Ma mère cultive la terre. La famille est pauvre. J'ai quitté mon village à l'âge de treize ans pour trouver du travail. Je vis auprès du frère de mon père qui est gardien à la Pioneer Tobacco Company. L'un de ses amis vendait des volailles sur le marché de Nima. Il m'a pris à son service. Je travaille de 5 heures du matin à 10 heures du soir, du lundi au samedi. Je suis chargé de nettoyer les cages, d'alimenter et d'abreuver les poules. Celles-ci sont achetées dans ma région d'origine, l'Upper East. Je participe également à la vente. On me donne simplement de quoi manger le matin et le midi. En revanche, je ne perçois pas d'argent. Je vis donc auprès du frère de mon père qui me loge, me nourrit, m'achète vêtements et souliers. Le dimanche, je fais la lessive après avoir assisté à la messe à l'église catholique. Je me suis fait des copains sur Nima, que je rencontre dans l'après-midi. Il me faudrait accumuler un capital pour me lancer dans la vente d'habits usagés¹⁵ ».

Commerçant Dagomba, Adamu Alhassan s'approvisionne en marchandises à Abidjan. Il se livre au commerce transfrontalier depuis 1991. Il s'est assuré le service de deux jeunes garçons, Bariche Adam, un Fulani de quinze ans, et Ali Braimah, un Dagomba de onze ans. Ceux-ci forment équipe et vendent ses articles (des vêtements, des sandales, des sacs) sur le marché de Nima. Écoutons ce qu'en pense Bariche :

« Nous logeons chez Alhassan. Sa femme nous donne le repas le soir. Nous dormons dans le salon. Nous participons aux travaux de la maison. Notre patron a eu des problèmes avec le fisc. C'est pourquoi il préfère désormais utiliser des mineurs pour assurer la vente au détail. En principe, il devrait nous remettre la moitié de la recette, que nous partagerions ensuite. Mais, cela ne fonctionne nullement ainsi, car il garde l'essentiel des rentrées. Certes, il prétend qu'il économise l'argent pour nous le redonner plus tard afin que nous puissions entreprendre notre propre activité commerciale. En réalité, il se sert de l'argent que nous gagnons pour le réinvestir dans son trafic avec la Côte d'Ivoire. À la veille de

15. Entretien avec Apambil Ayarig, Nimma, le 5 février 1994.

Noël, nous avons ramené 120 000 cedis. Il a empoché la somme. Puis, il nous donna 8 000 cedis à nous partager. Lors de l'Id'El Fitr, il nous paya une tunique et une paire de sandales chacun. Notre manière de gagner de l'argent est de faire de la gratte. Si nous vendons les articles plus cher que le barème fixé, la différence ira dans notre poche. Les conditions de travail sont très dures. Mais quoi faire ? Nous avons un gîte et de quoi manger. Dans le futur, j'espère bien pouvoir récupérer mon pécule et entreprendre quelque chose. Je ne sais pas encore très bien quoi¹⁶ ».

Enfants travaillant dans la rue, enfants vivant dans la rue, la condition des *street children* est diverse. Pour les garçons, la vente à la sauvette sera l'activité principale. Pour les filles, il s'agira fréquemment d'une activité d'appoint. Les gamins se spécialiseront dans la vente de journaux ou d'articles hétéroclites (mouchoirs, « pop-corn », chaînes de chien, rétro-viseurs d'automobile...). Ils travailleront aux carrefours, en files de vente strictement hiérarchisées. Les filles opèrent par équipe de deux ou trois copines. Elles vendent de l'eau fraîche, des oranges, du poisson frit, des épis de maïs grillé, des bananes, des arachides, des noix de kola. La police municipale harcèle perpétuellement les garçons, plus rarement les fillettes.

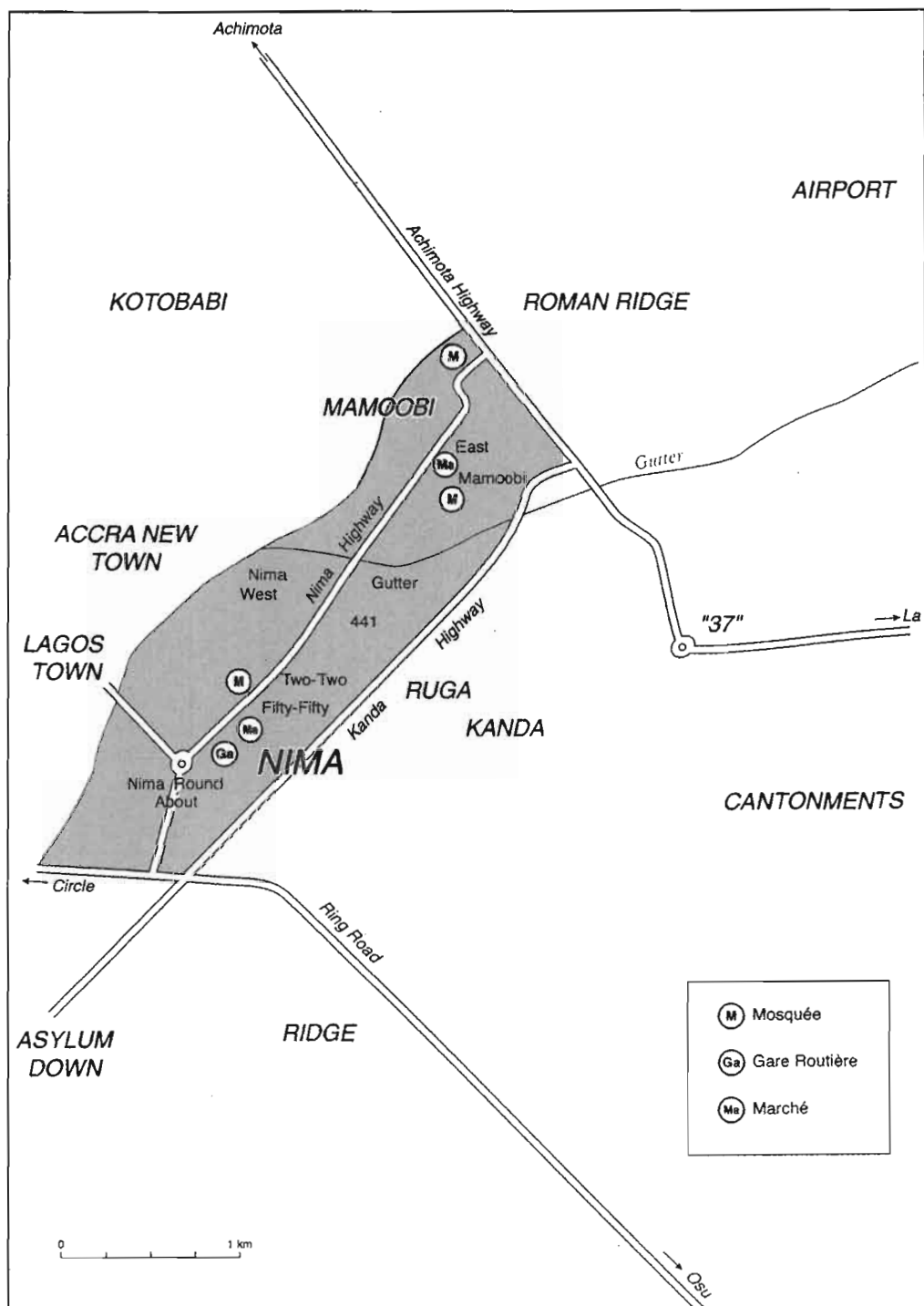
Dès l'âge de dix ans, Alamassi Alhassan, une gamine Mamprusi, passe ses journées à vendre des arachides grillées le long des trottoirs d'Accra :

« Dans la famille, personne ne va à l'école. Mon père travaillait comme manœuvre pour la société Construction Pioneers. Il a été redéployé. Il reste en permanence à la maison. Ma mère est commerçante. Elle vend des cigarettes et des arachides. J'ai commencé par l'aider, mais cela ne servait pas à grand-chose. Elle m'a acheté une calebasse d'arachides, en me montrant comment les griller. Je les mets dans des sachets de plastic. Puis, à partir de 7 heures du matin, je déambule de Nima à Circle pour les vendre. Le midi, j'achète pour 50 cedis de quoi manger. Le matin et le soir, je prends mes repas à la maison. Je vends jusqu'à 7 heures du soir. Je le fais du lundi au samedi. Le soir, je me consacre aux travaux domestiques. Le dimanche, il me faudra nettoyer à fond la maison et faire la lessive. Puis, je devrai griller les arachides. S'il me reste un instant, j'irai jouer avec les petites voisines. Je voudrais que ma mère m'achète une tablette pour vendre des cigarettes, du savon, des biscuits, des sucreries, des noix de kola. La sœur aînée de ma mère nous aidera. Elle est mariée, riche et tient un commerce d'ustensiles de cuisine¹⁷ ».

16. Entretien avec Bariche Adam, Nima, le 8 octobre 1993.

17. Entretien avec Alamasi Alhassan, Nima, le 8 décembre 1993.

Carte n° 5
Nima-Mamooobi en 1997



Tournons-nous à présent vers Elizabeth Azuma, une fillette Builsa de quatorze ans, qui vend des arachides grillées le long des trottoirs d'Accra :

« Ma famille est originaire de Sandema. Mes parents sont des paysans. Aucun d'entre nous n'a fréquenté l'école. Dans mon village, je participais aux travaux agricoles. Il n'y avait pas de possibilités d'emploi. Je suis partie à Accra en 1992, à l'âge de douze ans. J'ai rejoint mon frère aîné qui habite Nima, et travaille pour le Public Works Department. Avant de me mettre au travail, il m'a fallu apprendre à parler Ga et Hausa. Puis, mon frère me permit de commencer à travailler en m'achetant des arachides à vendre autour de Nima. Il me laissa le bénéfice avec lequel j'achetai moi-même des arachides. Cela me rapporta 1 200 cedis que je réinvestis aussitôt dans mon petit négoce. À présent, cela fonctionne parfaitement. Je gagne 1 300-1 400 cedis par jour. Je prends une partie de mes repas chez mon frère qui, en outre, m'achète du savon, des habits. Il m'a aussi payé des ustensiles de cuisine et du matériel de couchage. J'épargne 50 cedis par jour au *susu*. Mes économies s'élèvent aujourd'hui à 5 000 cedis. Par ailleurs, j'ai pu faire parvenir 2 500 cedis à ma mère, ainsi que des vêtements. Mon frère ne me réclame pas d'argent, et se satisfait de me voir prendre mon indépendance. Il me faudrait réussir à amasser environ 50 000 cedis. Je pourrais alors m'acheter une machine à coudre et suivre une formation de couturière. Je le ferai à Sandema, où je souhaiterais vivre dans l'avenir plutôt qu'à Nima. Si j'abandonnais la vente ambulante, je deviendrais une charge que mon frère ne pourrait plus supporter¹⁸ ».

Agée de douze ans, Pokua Akoto passe ses journées à vendre de l'eau fraîche aux carrefours :

« Mes parents sont commerçants à Kumasi. Ils n'ont jamais été à l'école, mais m'ont inscrite dans le primaire. J'ai décidé d'interrompre. Je suis partie pour Accra et me suis installée chez ma sœur aînée, à Nima. Elle est mariée. Son mari est comptable. Elle tient un magasin sur le marché de Kantamanto. Chaque jour, je me lève dès 4 heures pour effectuer les travaux domestiques. À partir de 6 heures, je pars du côté de Cantonments pour vendre de l'eau glacée. Cela me rapporte 1 000 cedis par jour. Je remets l'ensemble des gains à ma sœur. Celle-ci pourvoit à ma nourriture et à mon habillement. Cela fait maintenant deux années que je travaille ainsi, du lundi au samedi. Le dimanche, j'assiste à l'office de l'église anglicane, puis je me livre aux travaux ménagers. Je ne sais

18. Entretien avec Elizabeth Azuma, Nima, le 19 février 1994.

nullement si je récupérerai un jour l'argent que j'ai gagné. Je suis totalement dépendante de ma sœur. Je ne vois pas très bien ce que je pourrais faire dans l'avenir¹⁹ ».

Pour Agnes Ayee, douze ans, qui va à l'école, la vente d'eau glacée constitue une activité à temps partiel :

« Ma famille habite à Obomen, non loin de Nkawkaw (Eastern Region), en pays Kwahu. Mon père est chauffeur à Nkawkaw. Ma mère est décédée. Depuis la mort de ma mère, j'habite à Nima chez la sœur de ma mère. Celle-ci s'occupe de moi. Elle vend des épices et des condiments sur le marché de Nima. Son mari tient un commerce de clous et de peinture. Je suis le cours complémentaire (JSS) à l'école de Kanda. Soit le matin, soit l'après-midi, du lundi au samedi, je vends de l'eau glacée autour de Sankara Circle. C'est la sœur de ma mère qui l'a décidé. Elle achète de la glace. Je remplis d'eau fraîche des sachets de plastic. J'effectue la vente non loin du feu rouge. Je peux ramener près de 1 000 cedis par jour. L'argent va à ma tutrice. Il arrive que mon père passe me voir et remette de l'argent à la sœur de ma mère pour mon entretien. J'ignore tout de mon avenir, et je n'ai aucun projet²⁰ ».

Le mirage de l'exil rédempteur anime King Elias, seize ans, vendeur à la sauvette autour de Cantonments. Il se révèle singulièrement intelligent, clairvoyant, dynamique, et fait figure de meneur parmi ses pairs :

« Nous sommes des Dagomba originaires de Yendi (Northern Region). Ma mère est décédée lorsque j'avais cinq ans. Mon père, qui était militaire, fut tué au Liban en 1991. J'ai deux frères et deux sœurs. Je fus élevé par la sœur de mon père. J'ai été à l'école primaire pendant une année. À Yendi, il était impossible de trouver un travail. L'un de mes frères est à Accra où il travaille comme chauffeur. L'autre habite à Nima et vend des chaussettes et des T-Shirts dans le centre commercial d'Accra. Lorsque je suis arrivé sur Accra, j'ai d'abord travaillé comme *kaya-kaya* sur Timber Market. Je dormais sur le marché. J'ai rencontré là-bas des vendeurs à la sauvette, et je leur ai demandé leur aide. L'un d'eux a accepté de m'initier à la vente des journaux. Au départ, je vendais uniquement West Africa. Puis sont venus s'ajouter *Time Magazine* et *Newsweek*. Le distributeur, un Éwé, m'a hébergé chez lui, à Pig Farm, durant cinq mois. Maintenant, j'achète les journaux moi-même. J'ai pu

19. Entretien avec Pokua Akoto, Nima, le 17 mai 1994.

20. Entretien avec Agnes Ayee, Nima, le 7 mai 1994.

prendre une chambre à Nima. Je gagne en moyenne 2 000 cedis par jour. Je place mes économies à la Social Security Bank. Après déduction des 800 cedis que je dépense pour moi (transport, nourriture), je peux mettre quotidiennement 1 200 cedis de côté. Ce secteur est une zone militaire. Nous sommes constamment pourchassés par les soldats et par les policiers. Ils saisissent nos journaux, ou bien nous taxent de 10 000 cedis. J'ai des copains dans la file de vente. Ils viennent me rendre visite chez moi. Il m'arrive d'aller chez eux. Plus tard, je passerai mon permis de conduire. Lorsque j'aurai accumulé suffisamment d'argent, je partirai pour l'étranger. J'éviterai l'Italie à cause de la criminalité, et l'Allemagne pour ne pas risquer l'expulsion. Les meilleurs pays sont les États-Unis, le Canada, l'Australie. Ma préférence va à l'Australie. Au bout de six ans là-bas, l'un de mes amis a pu s'acheter un véhicule lors de son retour au pays. Je souhaiterais passer quelques années à l'étranger et revenir avec suffisamment d'argent pour m'établir ici et ouvrir une entreprise²¹ ».

Opérant autour de 37 ou dans le centre d'Accra, Latifu Salam pratique également la vente à la sauvette le long des rues :

« Mon père est un Yoruba. Il est retourné au Nigeria. Ma mère est une Kotokoli du Togo. Elle habite Nima. Elle mène un commerce de vente de riz avec ses deux filles. Celles-ci ne vont pas à l'école. Pour ma part, j'ai abandonné l'école depuis plusieurs mois. J'habite, avec mes sœurs aînées, chez ma mère. J'ai commencé par vendre de la fripe sur les trottoirs, dans le centre commercial d'Accra. Mais, j'étais sans cesse pourchassé par la police municipale. Je me suis donc converti dans la vente à la sauvette de mouchoirs. C'est moins risqué. Je quitte Nima à 4 heures 30 du matin, du lundi au samedi. Je prends mon repas de midi dans la rue. Je reviens le soir, vers 7 heures 30, à la maison, où je dîne. Le dimanche, je participe au nettoyage de la maison et je fais la lessive. Dans l'après-midi, je rencontre des amis. Nous allons voir un film ou assistons à un match de football. Mes gains journaliers sont de l'ordre de 1 400 cedis par jour. Je remets la moitié de la somme à ma mère et épargne la majeure partie du restant. Je projette de rendre visite à mon père au Nigeria. J'espère qu'il pourra m'aider à trouver un emploi là-bas. Lorsque j'aurai amassé suffisamment d'argent, je reviendrai à Nima, suivrai une formation de tailleur et ouvrirai mon propre atelier. Si mon père me dit de rester au Nigeria, je lui obéirai. Sinon, je retournerai au Ghana. Quand j'aurai fait suffisamment d'argent pour me procurer un visa, je partirai pour l'Europe. Je ne connais personne là-bas. Je ne reviendrai qu'après avoir

21. Entretien avec King Elias, Nima, le 2 mars 1994.

gagné suffisamment pour m'installer à Accra et y monter une entreprise prospère²² ».

Après avoir renoncé à l'école, Awal Issa, douze ans, vend des journaux à la criée :

« Ma famille est originaire du nord du Bénin. Mon père est manoeuvre. Ma mère vend des habits pour enfants. J'ai deux frères aînés qui fréquentent l'English-Arabic School de Kotobabi. On m'a retiré de l'école primaire. Mon père ne pouvait plus payer pour les frais de scolarité et pour l'uniforme. J'aurais souhaité poursuivre mes études. Du lundi au samedi, je vends des journaux dans le quartier des ministères. Ma commission est de 10 cedis par copie vendue. Je quitte Nima dès 4 heures du matin, à pied, et je ne reviens, également à pied, qu'après 7 heures du soir. J'achète le midi pour 100 cedis de *banku* ou de *kenkey*. Mes recettes journalières sont de 600-800 cedis. Je place 200 cedis par jour au *susu*. Ma mère conservera les reçus. J'achète de quoi m'habiller. Le reste de l'argent ira à ma mère. Quand mes économies le permettront, je me mettrai à vendre de l'étoffe pour pantalons. Puis, lorsque j'aurai accumulé un important pécule, je trouverai le moyen de partir pour l'Europe. Je n'y connais personne. Mais je compte bien y trouver un travail et gagner plein d'argent. Je regagnerai alors le Ghana, et j'ouvrirai une boutique à Nima²³ ».

Pour Hado Amadu, seize ans, la vente itinérante est un simple complément à sa scolarité, laquelle représente pour lui l'essentiel :

« J'appartiens à une famille Bissa. Mon père est tailleur le jour et gardien la nuit. Ma mère est commerçante. Je poursuis mes études dans un collège technique. J'ai un camarade qui vend de la fripe sur le marché de Kantamanto. Le samedi et durant les périodes de vacances, je viens sur le marché de 4 heures 30 du matin jusqu'à 6 heures du soir. Mon copain me confie quelques articles. Le tarif fixé pour une chemise est 500 cedis. Si je la vends pour 800 cedis, la différence sera pour moi. Un bon jour, je pourrai me faire 1 500-2 000 cedis en une seule journée. Mon père acquitte mes frais de scolarité. Ce que je gagne me permettra d'acheter des vêtements, des manuels scolaires et de disposer d'argent de poche. Le dimanche, je joue au football avec des copains de Nima, ou bien je vais voir un film avec eux. Je souhaiterais acquérir une qualification

22. Entretien avec Latifu Salam, Nima, le 7 décembre 1993.

23. Entretien avec Awal Issa, Nima, le 12 janvier 1994.

technique, obtenir un diplôme de fin d'études. Puis, je trouverai les moyens d'émigrer vers l'Amérique du Nord ou vers l'Europe. Au bout de quelques années de travail là-bas, je retournerai au Ghana. Je désirerais vivre à Nima et y ouvrir un magasin de matériel électrique. Je ne m'inquiète pas trop pour mon avenir. L'essentiel pour moi est d'acquérir une excellente qualification professionnelle. C'est pourquoi je m'applique à vraiment réussir dans mes études²⁴ ».

En fin de parcours scolaire, Kofi Pee, quinze ans, n'a rien trouvé de mieux que de vendre du « pop-corn » à la sauvette du côté de Cantonments :

« Ma famille habite à Nima. Mon père et ma mère sont de petits commerçants. J'ai terminé mon cycle d'études complémentaires (JSS) dans une école de Kanda. Mes parents n'ont pas les moyens de financer la poursuite de mes études. Depuis décembre 1993, je vends à la sauvette au carrefour qui relie Cantonments à l'aéroport. J'ai commencé par vendre des mouchoirs, des chaussettes, des chaînes de chien. Mais cela ne marchait pas. Désormais je vends du "pop-corn" pour une commerçante d'Accra et perçois une commission. Un camarade m'a introduit auprès d'elle. Le matin tôt, je marche jusqu'au centre d'Accra pour récupérer un sac de "pop-corn". La femme me paie le transport jusqu'au lieu de mon travail. Pour 1 000 cedis de vente, ma ristourne sera de 300 cedis. Je m'achète de quoi manger le midi. Dans la file de vendeurs, je forme équipe avec quatre gamins de Nima. Nous nous entraïdons. Chaque jour, je me fais environ 900 cedis. L'argent va à ma mère. Mon souhait serait de constituer un pécule, de m'acheter des outils et de suivre une formation de menuisier-charpentier²⁵ ».

L'artisanat de service constitue une nébuleuse d'activités étroitement liées à la vie quotidienne. Pour les garçons, qui sont les plus nombreux dans ce secteur, il s'agira surtout de réparations légères, de maintenance, d'entretien. Les filles seront surtout nombreuses comme apprenties dans les salons de coiffure.

Ce sera dans un atelier de réparation de radios et de télévisions que je m'entretiendrai avec Paa Nii, seize ans, qui y travaille comme apprenti :

« Mes parents sont originaires d'Ada, dans la Volta. Mon père était maçon. Il est décédé ainsi que ma mère. J'ai été recueilli par le frère de

24. Entretien avec Hado Amadu, Nima, le 17 décembre 1993.

25. Entretien avec Kofi Pee, Nima, le 7 octobre 1994.

mon père qui travaille à la caserne des pompiers d'Accra. Il est marié avec une femme venue du Liberia. Son fils et sa fille vont à l'école. Je n'ai jamais été à l'école. J'ai décidé de mon propre chef de démarrer un apprentissage. Je connaissais le patron de l'atelier. Mon tuteur dut payer 30 000 cedis au début de la formation. J'ignore combien de temps durera l'apprentissage. Je travaille du lundi au samedi, de 8 heures du matin à 8 heures du soir. J'effectue toutes les tâches qui me sont assignées. Il me faudra nettoyer l'atelier dès mon arrivée. Ensuite, j'effectue sur instructions de petites réparations. Je reçois 100 cedis pour mon repas de midi. Je prends mes autres repas à la maison. Le travail n'est pas trop compliqué. On me demande parfois d'effectuer des réparations durant mes temps de repos. J'accepte volontiers. Chaque mois, je me fais ainsi environ 2 000 cedis. Cela me permet d'acheter des habits. J'ai l'intention, lorsque je serai formé, d'ouvrir mon propre atelier dans l'une des pièces de la maisonnée. Mais je considère que la vie ici est trop chère. Aussi, il me faudrait trouver un protecteur qui m'aide à m'établir ailleurs, peut-être dans la Volta. Mais actuellement, je n'ai pas les moyens. Ada serait l'idéal, car j'y ai encore des parents. Rien n'est décidé pour l'instant, car je suis toujours en apprentissage et je ne dispose pas d'un capital de départ²⁶ ».

Poursuivant ses études, Mohammed Usman, quinze ans, suit simultanément un apprentissage dans un atelier de réparations de ventilateurs :

« Mon père est un Moga, originaire du Burkina. Il est conducteur d'engins. Il opère avec un caterpillar pour le compte d'une entreprise du bâtiment de Kaneshie. Ma mère vend des vêtements. J'ai deux frères qui sont encore petits et fréquentent la *makaranta* à Nima. Mes sœurs vont à l'école anglo-arabe. Je vais au cours complémentaire, à Kotobabi. Je suis en JSS 1. En fonction des rythmes scolaires, j'ai entrepris une formation de réparateur de ventilateurs pour une entreprise de Nima, Kabutey Electricals. J'ai débuté l'apprentissage en décembre 1993. J'envisage de poursuivre mes études jusqu'au niveau du SSS, tout en continuant mon apprentissage. Si mon patron décide de m'embaucher pour travailler avec lui, j'accepterai volontiers. Sinon, je m'arrangerai pour devenir conducteur d'engins comme mon père. En effet, de nombreux jeunes qui ont obtenu une qualification de réparateur de matériel électrique sont incapables de trouver un emploi. Ils ne peuvent pas non plus ouvrir un atelier de réparations, parce qu'ils n'ont pas de protecteur. Certains en

26. Entretien avec Paa Nii, Nima, le 25 mai 1994.

sont réduits à faire de la vente à la sauvette ou à vendre des glaces. La qualification ne crée pas l'emploi. Elle n'est rien sans un capital²⁷ ».

Venons-en à présent au témoignage de deux copains, Mohammed Baba, seize ans, et Fuseini Haruna, quatorze ans, qui travaillent comme coiffeurs et barbiers itinérants sur les trottoirs de Nima et de Circle. Laissons d'abord parler le plus âgé d'entre eux :

« Nous sommes tous les deux des Kotokoli habitant Nima. Nous avons fait connaissance, et depuis, nous travaillons ensemble. Nous n'avons jamais été à l'école. Nous avons commencé par vendre des glaces. Notre fournisseur nous payait 500 cedis chacun alors que nous pouvions faire des recettes journalières de 8 000 cedis. Il se trouva que notre lieu de vente était à proximité d'un salon de coiffure, tenu par un barbier Kotokoli. Celui-ci nous initia progressivement à son métier. Lorsque nous fûmes à peu près formés, nous décidâmes d'abandonner la vente de crème glacée et de devenir coiffeurs. Il nous fallu acheter des ciseaux, des rasoirs, des peignes et des serviettes sur nos économies. Nous nous installâmes sur un trottoir à Circle. Mais la police municipale nous délogea. Il nous fallut alors pratiquer de façon itinérante dans les rues de Nima et du côté de Circle. Nous occupons désormais un emplacement de travail fixe à Circle. Cela nous permet d'appliquer un tarif de 500 cedis par coupe, au lieu de 200 cedis précédemment. En une journée, nous gagnons 2 500 cedis au minimum, que nous partageons à égalité. Je place 250 cedis au *susu* chaque jour. Nos parents sont au courant de notre activité. Je remets régulièrement de l'argent à ma mère pour la nourriture, le savon, le kérosène. Le mois dernier, j'ai donné 12 000 cedis à mes parents pour acheter du maïs. Mon père est à la retraite, mais sa pension est insuffisante. Ma mère tient un petit étal sur le marché où elle vend des condiments. J'ai un frère et deux sœurs. Plus tard, je partirai pour l'étranger à condition de disposer des moyens de me procurer un visa et de payer le voyage. Il me faudrait obtenir la somme de mes parents, et la compléter avec l'argent que j'aurais épargné. Je les rembourserai plus tard. J'espère trouver du travail en Europe ou en Amérique du Nord. À mon retour, j'achèterai un véhicule et je deviendrai transporteur²⁸ ».

L'ensemble de ses propos sont confirmés par son jeune camarade, Fuseini, qui se contentera d'ajouter :

27. Entretien avec Mohammed Usman, Nima, le 15 février 1995.

28. Entretien avec Mohammed Baba, Nima, le 12 octobre 1993.

« J'appartiens à une famille plutôt aisée. Mon père occupe un emploi salarié. Il a décidé de ne pas m'envoyer à l'école. Cela ne me manque guère, car je n'avais aucun goût pour l'école. Ma mère est une riche commerçante : elle vend des plats préparés (riz et haricots). J'ai deux frères plus jeunes. La famille ignore la gêne. Aussi, je garderai pour moi la totalité de mes gains. J'épargne 500 cedis par jour au *susu*. J'accumule de l'argent en vue de partir plus tard pour l'étranger. Je ferai un emprunt complémentaire auprès de mes parents. Je voudrais émigrer en Arabie Saoudite, y trouver de l'argent, amasser un bon pécule. Au bout de quelques années, je reviendrais à Nima. Je construirais une maison et établirais une entreprise de construction²⁹ ».

Ce qui ressort de ces entretiens est d'abord la grande maturité de mes jeunes interlocuteurs. Ceux-ci parlent comme des adultes, se comportent comme des adultes. L'un et l'autre ont pris une certaine distance par rapport à leurs parents, mais tout en maintenant des liens étroits avec leurs familles. Ce qui frappe aussi est leur clairvoyance économique. La plasticité de leur attitude leur aura permis de glisser en souplesse d'une activité à une autre. Ils réinvestissent, épargnent, redistribuent. Tous deux partagent le même rêve d'exil. Mais ils ne voient la migration que comme la meilleure opportunité pour accumuler un capital afin de démarrer ensuite une entreprise, avec déjà en tête des projets bien précis. Elle représenterait le moyen le plus sûr d'améliorer durablement leur condition présente. Car le départ n'est perçu que dans la perspective du retour définitif.

La condition de commis, d'aide est, d'une façon générale, fortement empreinte de dépendance personnelle. Elle est à l'intersection du travail domestique et de l'activité de service. En ce qui concerne les gamins, elle recouvre un large éventail de menus boulots, qu'il s'agisse d'un emploi de magasinier, celui d'aide-chauffeur, de guide d'aveugles ou de préposé au pilage du manioc, du maïs et de l'igname. Pour les filles, moins nombreuses dans ce secteur d'activité aux contours vagues, la gamme sera moins étendue, les tâches essentielles étant l'emploi de serveuse dans les *chop bars* ou de vendeuse.

Commis dans un magasin de Nima, Daniel Abanzako, quinze ans, a interrompu sa scolarité dans son pays natal :

« J'appartiens à une famille Frafra de Bolgatanga. J'ai quitté l'école primaire au bout de quatre années. Mes parents, des paysans, ne pouvaient plus assumer le coût de ma scolarité. De toute manière, je détestais

29. Entretien avec Fuseini Haruna, Nima, le 12 octobre 1993.

l'école. On m'a envoyé travailler à Accra. J'habite auprès de mon frère qui est vigile à la Présidence (State House). Mon patron est un Éwé, qui réside près de chez nous. Il appartient aux classes moyennes. Mais il n'est pas vraiment riche, car la boutique est toute petite. Je travaille quatorze heures par jour, du lundi au samedi, dans un magasin de matériaux de construction. Le matin, je nettoie la place. Puis, j'effectue un travail de magasinier. Je suis le seul commis. Au début, j'étais seulement nourri sur mon lieu de travail. Maintenant, je perçois 6 000 cedis par mois en argent et l'équivalent de 7 000 cedis en nourriture. J'achète de quoi m'habiller, du savon, des serviettes. Ce qui reste va à la femme de mon tuteur. Le dimanche, je fais la lessive pour la famille et j'aide à la préparation des repas. Dans l'après-midi, je joue au ballon, aux cartes, ou je vais au vidéo-cinéma avec des copains de Nima. Au début, j'avais essayé de mettre de l'argent de côté. Mais je n'y parviens plus. Je suis même incapable d'envoyer de l'argent à ma famille. Depuis 1990, je n'ai pas trouvé les moyens de visiter mes parents dans le nord. Il me faudrait absolument trouver un emploi mieux rémunéré. Dès que j'aurai gagné suffisamment, j'obtiendrai mon permis de conduire et travaillerai comme chauffeur pour le compte de n'importe quel propriétaire de véhicules³⁰ ».

Idrissu Adam, seize ans, est employé comme commis au magasin Wasa Wasa, sur Nima Highway :

« Mes parents sont des Busensi de Bawku. Mon père est négociant en bétail. Ma mère fait le commerce de produits vivriers. Je suis parti pour Accra à la demande du frère de mon père. J'habite auprès de lui, à Nima. C'est lui que l'on surnomme Wasa Wasa. Il m'emploie comme vendeur dans son magasin. On y vend des chemises, du savon, du thé, du café, du sucre, des épices, des sucreries, du papier hygiénique... Je ne touche strictement aucune rémunération. Plus tard, je souhaiterais ouvrir un magasin sur Accra. Mon tuteur m'aidera assurément à y parvenir³¹ ».

C'est comme aide d'un conducteur de *trotro* que travaille Issaka Gado, treize ans :

« J'appartiens à une famille Kotokoli. Nous sommes musulmans. Mon père travaille comme manœuvre. Ma mère était commerçante. Elle est morte en 1990. Au début, mon père me faisait vendre du kérosène. Puis il

30. Entretien avec Daniel Abanzeko, Nima, le 21 janvier 1994.

31. Entretien avec Idrissu Adam, Nima, le 18 juillet 1994.

me trouva ce travail d'aide sur un *trotro*. Je le fais depuis huit mois. Du lundi au vendredi, je démarrerai le matin dès 4 heures 30, pour terminer après 9 heures du soir. Le samedi, nous ne travaillerons que de 4 heures du matin à 6 heures du soir. Le dimanche dans la matinée, je me repose et fais la lessive. L'après-midi, je dois laver le véhicule pour le prix d'un repas. Je touche chaque jour 600 cedis, lesquels sont remis directement à mon père. S'ajouteront 200 cedis pour mes repas, sur lesquels je parviendrai à économiser un peu pour m'acheter des vêtements. J'envisage pour plus tard, lorsque j'aurai gagné plus d'argent, de vendre des tissus pour chemises et pour pantalons³² ».

Ibrahim Alhassan, douze ans, est également *trotro mate* :

« Mon père travaille comme manœuvre. Ma mère vend des oranges, des arachides et des bananes. Nous sommes des Tchamba, donc des musulmans. Je vis à Nima, avec mes parents. Je n'ai jamais fréquenté l'école. Mon patron est Alhaji Dantoni, qui conduit le véhicule. À l'aube, je marche jusqu'à la gare routière. Car nous commençons, dès 4 heures 30, à faire la navette entre Nima et Circle, jusqu'à 11 heures du soir. Je travaille du lundi au samedi. Mes obligations sont de collecter l'argent des passagers, de charger les marchandises et de laver de temps à autre le véhicule. Les recettes sont d'environ 18 000 cedis chaque jour. Le patron me donne dans la journée 200 cedis pour m'alimenter. Je reçois 500 cedis cash à la fin de la journée. Je place 200 cedis au *susu*. Je remets 300 cedis à ma mère. Si le véhicule tombe en panne, je ne gagne plus rien. Il en est de même lorsque mon patron tombe malade. Plus tard, je souhaiterais devenir chauffeur de taxi. Et puis, si cela me rapporte, j'achèterais mon propre taxi que je conduirai moi-même³³ ».

Trotro mate également, Aliu Adam, seize ans, appartient à une famille monoparentale :

« Ma famille est d'origine Kotokoli. Mon père est décédé en 1980. Ma mère habite Nima et vend de l'igname frit. C'est elle qui m'a procuré ce travail. Je travaille donc comme aide-chauffeur depuis 1993. Nous opérons sur la ligne Nima-Madina. Nous roulons de 5 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir. Le plus souvent, je dors à la maison. Mais il peut arriver que je dorme dans le véhicule, à Madina. Au départ, je recevais 500 cedis par jour, plus mes frais de nourriture. Le patron me

32. Entretien avec Issaka Gado, Nima, le 9 avril 1994.

33. Entretien avec Ibrahim Alhassan, Nima, le 7 février 1994.

donnait aussi un morceau de savon pour laver le véhicule et un autre pour lessiver mes vêtements. Depuis mars 1994, mon salaire se monte à 800 cedis. Nous travaillons du lundi au samedi. Le dimanche, l'horaire de travail est de 6 heures du matin à midi. J'ai demandé à mon patron de m'apprendre à conduire. Car, il me faudrait obtenir mon permis. Je voudrais devenir chauffeur de *trotro* pour le compte d'un patron. Cela me rapporterait plus. Je pourrais alors penser à quoi faire dans le futur³⁴ ».

Ce sera au Polo Club d'Accra que je rencontrerai Seydu Amatu, treize ans, un garçon d'écurie :

« Nous appartenons à la communauté Dogon de Nima. Mon père est veilleur de nuit. Ma mère vend du riz. Mon frère et mes sœurs cadets vont à la *makaranta*. Pour ma part, je n'ai jamais été à l'école. Un camarade de Nima m'a demandé de le remplacer au Polo Club. Il vend maintenant de la fripe dans les environs de Makola Market. Je dois prendre soin de trois chevaux. Je continue d'habiter auprès de mes parents à Nima. Je quitte Nima pour le Polo Club à 4 heures 30 chaque matin. Je ne rentrerai pas avant 7 heures du soir. Mes tâches sont d'aller puiser l'eau, de nettoyer les écuries, de laver les chevaux, de couper de l'herbe pour les nourrir. Je touche au total 16 000 cedis par mois. De plus, je reçois une prime de transport de 200 cedis par jour. Je garde 5 000 cedis pour mes besoins personnels. Je remets le reste à ma mère. J'aide aussi mon frère cadet qui va à la *makaranta*. Je lui achète des vêtements. Lorsque je serai plus grand, je souhaiterais devenir mécanicien automobile. Mais il me faudrait suivre un apprentissage³⁵ ».

Agé de dix ans, Karim Hado sert de guide à un mendiant aveugle, depuis plusieurs années :

« Je n'ai pas suivi l'école primaire. J'ai seulement fréquenté la *makaranta*. Mon père est cuisinier chez un négociant et veilleur de nuit. Ma mère, commerçante, vend des produits vivriers sur le marché de Nima. Nous appartenons à la communauté Kotokoli. Nous sommes musulmans. C'est mon père qui m'a placé au service du frère de mon père, Mallam Braimah, un aveugle qui est mendiant professionnel. Celui-ci, qui est âgé de 52 ans, est devenu aveugle à l'âge de six ans, des suites de la rougeole. Il est veuf, et n'a plus qu'une fille. Je le guide le long des trottoirs. C'est un mendiant itinérant. Il lui arrive de partir mendier sur

34. Entretien avec Aliu Adam, Nima, le 22 juillet 1994.

35. Entretien avec Seydu Amatu, Nima, le 13 juillet 1994.

Tamale, Bawku ou Takoradi. Nous logeons alors auprès des parents qu'il a là-bas. Mais, la majeure partie du temps, il habite à Nima et mendie à la ronde. Il me nourrit, me paie des habits et du savon. Il me donne une petite commission en argent. Mais celle-ci est remise directement à ma mère. Nous déambulons dans les rues de Nima, de Lagos Town, de Circle ou du centre d'Accra, de 5 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. En faisant ce travail, je ne fais que me soumettre à la volonté de mes parents. Mais cela ne m'ouvrira aucune perspective pour l'avenir³⁶ ».

Originaire de la Région Ashanti, Michaël Achia, seize ans est cireur de souliers, comme de nombreux gamins Asante dans les rues d'Accra :

« Ma famille vit à Agona Jamasi. Mes parents cultivent la terre. Ma sœur, âgée de dix ans, est en JSS 1. J'ai terminé mes études complémentaires en 1993. J'ai d'abord aidé mes parents dans leurs travaux. Je suis descendu sur Accra avec un camarade d'Agona, il y a dix mois de cela. Mes parents étaient d'accord pour mon départ. Ils m'ont payé l'argent du voyage et donné 2 000 cedis. Mon copain, qui a vingt ans, est apprenti-mécanicien dans un petit garage près de Circle. Les quatre apprentis dorment, la nuit, dans l'atelier. Avec l'argent de mes parents, j'ai acheté une brosse à reluire (500 cedis) et du cirage (500 cedis). Avec du bois qui traînait dans l'atelier, l'un des apprentis m'a fabriqué une boîte. J'ai pu commencer mon activité de cireur de chaussures. Au départ, cela ne marchait guère. Je ne faisais que 300 cedis par jour. Maintenant, j'ai acquis de l'expérience, et gagne quotidiennement 1 200-1 500 cedis. Je ne dépends plus de mon camarade. J'achète de quoi manger (600 cedis). J'épargne 500 cedis au *susu* chaque jour. Je dors dans le garage. Il me faut quitter les lieux le matin, avant 6 heures, afin de ne pas être aperçu par le patron. Je ne l'ai rencontré que deux ou trois fois. Je reviens le soir, vers 9 heures. J'essaie de mettre de côté suffisamment d'argent pour pouvoir suivre une formation de mécanicien. Mon ami se chargera d'arranger la chose avec son patron. Je continuerai à cirer les chaussures le samedi et le dimanche pour subvenir à mes besoins. Mon rêve serait de travailler à l'étranger. Selon mes copains, en tant que mécanicien qualifié, il n'est guère difficile de trouver un emploi là-bas, y compris aux États-Unis³⁷ ».

36. Entretien avec Karim Hado, Nima, le 16 mai 1994.

37. Entretien avec Michaël Achia, Nima, le 28 novembre 1994.

Les activités de production

Les activités de production des enfants sont le plus généralement conduites à l'intérieur de Nima (80 %), plus rarement en dehors du quartier. Elles ne sont pas rétribuées par un salaire, car il s'agira le plus souvent d'un travail indépendant, d'un travail sous tutelle, ou d'un travail gratuit. Le divorce s'avère donc total avec les anciennes formes de la condition laborieuse à Nima, qui impliquaient ordinairement un salaire et un emploi à l'extérieur.

Le secteur productif correspond à un ensemble large, hétérogène d'activités. Ses contours sont lâches. Il englobe principalement les métiers du bâtiment, la fabrication de produits manufacturés ou la confection, la transformation de denrées agricoles en marchandises directement consommables. Il comprend également les multiples tâches de réparation et de maintenance dès lors qu'un élément de production s'y trouvera incorporé. Enfin, on peut considérer que le transport serait, dans une large mesure, un service qui ferait partie intégrante du processus productif.

Les activités productives se différencient selon qu'elles appartiennent à la sphère masculine ou à la sphère féminine. Les garçons se consacrent principalement aux métiers de la construction, ainsi qu'au travail du métal, du bois ou du cuir. Les tâches de maintenance et de réparation leur incombent exclusivement. Les filles se spécialiseront dans la transformation des produits agricoles, et, secondairement, dans la confection de vêtements. Il existe toutefois certaines marges où activités masculines et féminines coexistent. Les fillettes peuvent contribuer au secteur du bâtiment : concassage des pierres, fabrication de parpaings, transport des matériaux. Mais elles y seront peu nombreuses. On trouve des garçons dans le secteur de la confection. Ils seront apprentis tailleurs ou s'initieront à la broderie.

Typologie des activités de production

		Garçons	Filles
Construction	:	3 %	1 %
Fabrication artisanale	:	45 %	24 %
Réparations, maintenance	:	47 %	—
Transformation des produits agricoles	:	5 %	75 %

L'inventaire des activités productives pratiquées par les gamins recouvre un éventail extrêmement large de métiers conduisant de la forge, du chantier de bâtiment, à l'atelier de charpenterie-menuiserie ou de tailleur, à l'imprimerie, ou au garage de réparations automobiles. L'apprentissage sera la forme la plus commune de ces activités de production. Il s'agira le plus souvent de travail gratuit.

Apprenti de l'entreprise Top Construction Enterprise de Mamooobi, Yao Anthony, quatorze ans, se débrouille comme il peut :

« J'appartiens à une famille Éwé originaire de la Volta. Nous habitons à Nima. Je n'ai jamais été à l'école. Mon père m'a présenté au patron. Il a payé pour deux années de formation. Il lui a fallu m'équiper : un marteau, un rabot, une scie. Nous travaillons de 8 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. La plupart des apprentis dorment dans l'atelier. Notre travail consiste à scier des planches, à les raboter, à les assembler. Ce sont les apprentis qui fabriquent les meubles d'après les directives du "senior apprentice". Lorsque le patron va s'approvisionner en bois au Timber Market, il nous faudra l'accompagner et charger la marchandise sur le camion. Le patron de l'atelier est également entrepreneur en bâtiment. Il nous emploie sur ses chantiers de construction. Nous devons creuser les fondations. Parfois, le patron nous paie de quoi manger. Mais c'est fort rare. Le soir, le samedi, le dimanche, nous effectuons du travail au noir. Nous fabriquons des tabourets, que nous pouvons revendre pour 800-1 000 cedis, à partir des déchets de l'atelier. C'est une activité clandestine qui doit rester absolument ignorée du patron. Les apprentis forment une équipe soudée de camarades. Une commerçante écoule nos produits sur le marché de Nima. Nous nous partageons les recettes. Cela nous permet de gagner, en fin de semaine, environ 5 000 cedis chacun. Il m'arrive aussi d'effectuer de menus travaux à droite ou à gauche : réparer des tables, des chaises, des portes. Hormis le paiement de mes frais d'apprentissage, je ne reçois aucune aide de mon père. Il me faut subvenir moi-même à mes besoins. J'ai choisi ce secteur de métier parce que je voudrais travailler plus tard dans le bâtiment. Mais nos conditions de travail sont trop pénibles. Non seulement nous sommes employés sur des chantiers, mais il nous faut également effectuer tous les travaux domestiques dans la maison du patron. Tout cela, sans aucune rémunération. Mon projet serait de travailler plus tard dans l'industrie du bâtiment³⁸ ».

Apprenti menuisier-charpentier, Francis Agon, seize ans, travaille dans un atelier des hauts de Mamooobi, God Bless Furniture :

38. Entretien avec Yao Anthony, Mamooobi, le 11 août 1994.

« Ma famille est originaire de Fodome, en pays Éwé. Sur Accra, les menuisiers et les charpentiers sont pour la plupart originaires de la Volta ou de l'Akwapim. Nous habitons Nima. Nous sommes quatre frères et cinq sœurs. L'aîné travaille comme maçon à Wa. Le second est charpentier à Tamale. Le troisième cultive la terre au pays. Le dernier est commerçant à Accra. Ma sœur aînée est mariée à Nima. Les autres vivent au village. Je suis le dernier. J'ai été retiré du cours complémentaire. Mes parents ne pouvaient plus financer mes études. C'est mon frère aîné, qui réside à Wa, qui paya mes frais de formation (80 000 cedis). Nous travaillons de 6 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. Je dors à l'atelier. Pour mes repas, je dépends de mon patron. Mais ce sera surtout le travail au noir qui me permettra de subvenir à mes besoins. Nous fabriquons des meubles sans toucher aucun salaire. Il me faudra continuer la formation jusqu'à acquérir une bonne qualification professionnelle et obtenir un diplôme. Ensuite, je tenterai de me faire embaucher par une entreprise. Certaines d'entre elles, comme VALCO, utilisent des menuisiers-charpentiers pour fabriquer des meubles et assurer la maintenance. Le samedi et le dimanche, je continuerai à effectuer de petits boulots pour abonder mon revenu. Mais mon objectif primordial est bien de devenir salarié³⁹ ».

Ce sera à Daily Motors, un garage de Nima, que je m'entretiendrai avec David Adanu, seize ans, qui y travaille comme apprenti :

« Nous venons d'Abor (Volta), en pays Éwé. Ma famille habite Nima. Mon père est menuisier. Ma mère tient un étal de produits vivriers sur le marché de Nima. J'ai terminé mon cours complémentaire (JSS). Mes parents n'ont pas voulu payer pour mes études secondaires (SSS). Mon père a aménagé mon apprentissage. Il a financé ma formation (80 000 cedis). J'ai commencé depuis un an et demi. Chaque jour, mon père me donnera 200 cedis pour manger. Nous travaillons de 6 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir. Dès mon arrivée, il me faudra nettoyer la place et sortir les caisses à outils. Mon travail consiste à démonter et à remonter les parties du véhicule à réparer. Ce ne sera pas moi qui effectuerai les réparations, mais le "senior apprentice" ou le contremaître. Lors de l'essai du véhicule sur la route, j'accompagnerai le contremaître. Si quelque chose ne va pas, il me faudra de nouveau démonter le véhicule. Le samedi, mon travail se terminera dès 2 heures de l'après-midi. Je rejoindrai alors mon père à son atelier et l'aiderai dans son travail de menuiserie. Le dimanche, j'assiste à l'office de l'église presbytérienne.

39. Entretien avec Francis Agon, Mamooobi, le 3 mai 1995.

Puis, je repasse la lessive familiale que ma mère aura lavée. L'après-midi, je jouerai aux cartes ou au football avec des copains. Je voudrais terminer ma formation, puis travailler au garage avec mon patron. Par la suite, je souhaiterais ouvrir mon propre atelier de réparations à Nima. Les conditions d'apprentissage sont très dures. Lorsque l'on dépose un moteur, on risque de se blesser sérieusement⁴⁰ ».

C'est également à Daily Motors que Kwame Anyomi, seize ans, se trouve placé par ses parents comme apprenti :

« Ma famille appartient à la communauté Éwé. Nous sommes originaires de Jasikan (Volta). Mon père est chauffeur de *trotro*. Ma mère vend des produits vivriers sur le marché de Nima. Deux de mes frères aînés vivent sur Accra. L'un est chauffeur de taxi, l'autre tailleur. J'ai dû interrompre mes études au niveau du JSS, parce que mes parents ne pouvaient plus assumer. Mon père a acquitté mes frais de formation (80 000 cedis). Je dépends totalement de mon père qui m'achète y compris de quoi me vêtir et me chausser. En effet, le commerce de ma mère est d'un faible rapport. Je travaille de 6 heures du matin jusqu'à 7 heures le soir. Mon père me donne de quoi me payer à manger. Mon travail est celui d'un apprenti débutant. Je me contente d'aider les autres. Je n'ai jamais effectué moi-même de réparations. Je laisse cela aux mécaniciens qualifiés. J'observe les opérations. Le samedi, nous fermons en début d'après-midi. Il me faut ensuite laver et repasser le linge de la famille. Le dimanche, je vais à la messe à la paroisse catholique. L'après-midi, nous jouons au foot entre copains. Au terme de mon apprentissage, je désirerais que mes parents me donnent de quoi créer mon propre atelier. Sinon, j'apprendrai à conduire et travaillerai comme chauffeur de taxi⁴¹ ».

Solomon Agyinankya, douze ans, est apprenti mécanicien à Mawuli Motors, sur les hauts de Mamooobi :

« J'appartiens à une famille Fante de la Région Centrale. Mon père ne travaille pas. Il habite maintenant à Pokuasi, non loin de Nsawam. Ma mère est malade. Je n'ai pas eu les moyens de poursuivre mes études complémentaires (JSS). J'ai été confié à la sœur de ma mère. Elle tient une gargote (*chop bar*). Je n'y ai jamais travaillé. Ma tutrice paie mes frais d'apprentissage. La durée de l'apprentissage est de quatre ans. Le soir, je reviens à la maison. J'ai horreur de ce travail. Mais la sœur de ma

40. Entretien avec David Adanu, Nima, le 25 avril 1995.

41. Entretien avec Kwame Anyomi, Nima, le 19 juillet 1994.

mère n'accepterait pas que je le quitte. Mon seul souhait serait de reprendre mes études pour devenir ingénieur⁴² ».

Apprenti chez un tailleur de Nima, Ali Bukari, quinze ans, n'a en tête que de retourner au plus vite s'établir au pays :

« J'appartiens à une famille Bissa de Zebilla (Upper East). Mon père travaille la terre. Ma mère vend du riz préparé. Je n'ai jamais fréquenté l'école. Le tailleur, mon patron, est un Busenga originaire du Burkina. Il avait quatre apprentis. Il est venu voir mes parents à Zebilla pour me faire venir et travailler à son service à Nima. L'apprentissage durera trois ans. Mais le maître ne nous apprend jamais rien. Il effectue la coupe. C'est à nous d'assembler et de coudre. Nous ne percevons pas d'argent pour les travaux que nous effectuons. Je couche dans la boutique avec le fils du patron. Sa femme nous apporte à manger le soir. Le samedi, nous travaillons. Si je gagne un peu d'argent, je le garde pour mes besoins personnels. Lorsque j'aurai terminé mon apprentissage, je reviendrai à Zebilla. J'ouvrirai un atelier de tailleur. Mais il me faudra gagner de l'argent avant d'y parvenir⁴³ ».

Ingénieur, Momoni Issifu, quinze ans, s'est inventé un petit boulot qui conforte sa position familiale et sa scolarité :

« Je fréquente le cours complémentaire (JSS), à Kanda. Je réussis plutôt bien dans mes études. Mon père est veilleur de nuit au North Ridge Hotel. Ma mère fait du petit commerce. Dans mes temps libres, le soir, le samedi, le dimanche, pendant les vacances, je fabrique des marmites en récupérant de la ferraille sur les décharges de Nima. Un voisin m'a initié à ce travail. Je l'approvisionnais en métal récupéré ici ou là. Il ne m'a rien fait payer pour la transmission de son savoir-faire. Chacune des marmites me rapportera 700 cedis. Un tiers du bénéfice ira à mon père, un tiers à ma mère. Le reste sera pour moi. Cela me permettra de payer mes frais de scolarité et d'acheter des manuels scolaires. Lors des dernières vacances, j'ai pu fabriquer vingt-cinq marmites. La recette de dix-huit d'entre elles alla à mon père qui devait régler un litige avec son propriétaire. Le produit de cinq d'entre elles fut pour ma mère. Le reliquat me permit de m'acheter des sandales. Mon seul désir serait de progresser dans mes études. Je voudrais devenir médecin plus tard⁴⁴ ».

42. Entretien avec Solomon Agyienankya, Mamooobi, le 19 mars 1994.

43. Entretien avec Ali Bukari, Nima, le 27 avril 1994.

44. Entretien avec Momoni Issifu, Nima, le 17 mai 1994.

Dans son projet, on perçoit une grande cohérence et une volonté entière de le faire aboutir. Son activité de bricolage l'aide à poursuivre ses études et s'intègre parfaitement à sa vie scolaire. Elle resserre ses liens avec ses parents qui bénéficient de la majeure partie de ses gains. Elle nourrit ses ambitions pour l'avenir.

La gamme des tâches productives effectuées par les gamines est infiniment plus restreinte que l'éventail de celles assumées par les garçons. L'apprentissage dans les ateliers de confection constitue la forme la plus répandue sur Nima. Le travail dans les fabriques de pain représentera une forme particulièrement astreignante de travail. La majorité des fillettes contribueront à l'artisanat de transformation des produits agricoles, donc se verront incorporées précocement à la sphère du travail indépendant.

Agée de seize ans, Elizabeth Mensah est apprentie dans un atelier de couture du *gutter*, Merry Grace Fashion :

« Je suis née à Accra. Mes parents sont Éwé. Mon père est menuisier-charpentier. Il avait deux épouses. L'une d'entre elle l'a quitté, lui laissant trois enfants, deux petits garçons et une petite fille. Ils ne vont pas à l'école. Moi non plus, je n'ai jamais été scolarisée. Ma mère est restée avec lui. Elle vend du *kenkey* à Nima, où nous habitons. Entre 1990 et 1993, j'ai vécu auprès de la sœur de mon père, à Takoradi. Elle était gentille avec moi. Elle m'achetait des habits. Je suis revenue à Nima depuis plusieurs mois. Au début, j'aidais ma mère à vendre le *kenkey* qu'elle prépare. Puis elle m'a placée comme apprentie dans un atelier de confection. Elle a versé 50 000 cedis comme frais de formation. Celle-ci durera trois ans. Onze apprenties travaillent dans l'atelier. Les horaires sont de 8 heures du matin à 8 heures du soir. Ma mère me donne chaque jour de quoi me payer un repas. Il nous faudra nettoyer la place, installer les machines, débarrasser les tissus. La patronne nous demandera également de faire le ménage et la lessive chez elle. Le reste du temps, nous nous affairons sur nos machines à coudre. La maîtresse ne nous apprend pas grand-chose. Il nous faudra nous débrouiller entre nous. Ce travail me déplaît. Il correspond à une idée de ma mère. Pour ma part, ma préférence allait à la coiffure. J'ai des copines qui travaillent dans ce secteur. Elles sont contentes et impeccables. Le soir, de 9 à 11 heures, je vends le *kenkey* avec ma mère. Le samedi et le dimanche, je vendrai à sa place. Il me faut, tôt le matin, faire le ménage de la maison et la lessive de la famille. J'ai l'intention de terminer mon apprentissage. Puis de me donner les moyens de me mettre à la coiffure⁴⁵ ».

45. Entretien avec Elizabeth Mensah, Nima, le 18 juillet 1994.

Nyame Nti Fashion tient pignon sur rue dans les bas de Mamooobi. C'est là que travaille Mame Oppong, seize ans, comme apprentie :

« Ma famille est originaire de la Région Ashanti. Ma mère quitta mon père pour se marier avec quelqu'un d'autre. Je suis restée avec elle. Mon père est parti pour Accra où il travaille pour UTC. Ma mère m'a confiée à mon père, lequel réside à Nima, il y a trois ans de cela. Celui-ci m'a fait suivre un apprentissage dans une boutique de confection. Il a dû payer 30 000 cedis pour ma formation et m'acheter une machine à coudre. Depuis deux ans, je suis cet apprentissage. La patronne fait la coupe. Les apprenties effectuent le travail de couture sur les machines. Nous avons une douzaine de clients par jour. Les uns veulent de simples tuniques (3 000 cedis). D'autres préfèrent des robes plus stylisées (8 000 cedis). La patronne gagne près de 20 000 cedis par jour. Nous ne touchons rien. Mon père me donne de l'argent pour mon repas de midi. Nous dépendons des pourboires des clientes. Par ailleurs, le samedi et le dimanche nous faisons des travaux pour notre compte, à l'insu de la patronne. Outre notre travail à l'atelier, elle exige de nous d'assumer chez elle toutes les tâches domestiques. Elle ne travaille pas, mais se contente de nous surveiller. Je ne suis pas contente de cette absence de formation. D'autre part, je ne comprends pas pourquoi nous ne touchons aucun argent pour notre labeur⁴⁶ ».

Patience Astuy, quinze ans, suit une formation de couturière dans un atelier de confection de Nima, Nyame Bekyere :

« J'appartiens à une famille Éwé du Sud-Togo. Mon père est mécanicien, ma mère commerçante. J'ai deux frères cadets qui vont à l'école primaire. J'ai dû renoncer à poursuivre le cours complémentaire parce que mes parents ne pouvaient plus payer. Pendant quelques mois, j'ai travaillé sur le marché, sous le soleil, dans la poussière. J'ai trouvé cette activité trop pénible. Ma mère a organisé mon apprentissage. Elle avait connu la patronne à Lomé. Il lui a fallu verser 200 000 cedis pour les trois ans de l'apprentissage. Nous travaillons à l'atelier de 7 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir. Le samedi, je remplace ma mère sur le marché. Le dimanche, j'assume les tâches domestiques. Je n'ai pas de temps libre. Il me faut terminer ma formation. Puis, je tenterai d'ouvrir mon propre atelier à Accra New Town. La clientèle n'y manque pas. Des apprenties travailleront pour moi, et je les surveillerai⁴⁷ ».

46. Entretien avec Mame Oppong, Nima, le 8 juillet 1995.

47. Entretien avec Patience Astuy, Nima, le 21 novembre 1994.

Passons à un autre type d'activité, la boulangerie. Mary Mensah, seize ans, travaille dans une fabrique semi-industrielle de pain, à Nima :

« Mes parents sont des paysans. Ils vivent à Abora Dunkwa, non loin de Enyan Abase, dans la Région Centrale. Nous sommes quatre frères et quatre sœurs. Mon frère aîné travaille sur Accra. Le reste des enfants est resté au village. Ils aident mes parents dans leurs activités. Je suis la dernière. Ma mère m'a confiée à la patronne de la boulangerie, laquelle est originaire de Enyan Abase. J'ignore les termes de leur accord. J'avais sept ans lorsque j'ai commencé à travailler à Nima. Nous travaillons surtout la nuit. Nous dormons sur place. Mais nous manquons de sommeil. Lorsque nous nous activons près du four, la chaleur est intense. Nous devons aller puiser de l'eau et laver, deux fois par jour, les 8 000 moules à pain. Certains sont encore brûlants. Il nous faudra également placer la pâte dans les moules. Après la cuisson, nous devons démouler la fournée, puis insérer les pains dans des sachets de plastique. Comme nous sommes au bord de Kanda Highway, des véhicules s'arrêtent sur le bord de la route pour collecter les pains et conduire la marchandise sur les lieux de vente. Il nous faudra franchir un talus en forte pente pour accéder aux véhicules. L'une des livraisons se fait à l'aube, la seconde au début de l'après-midi, et cela tous les jours de la semaine. Nous ne sommes pas autorisées à sortir de l'enclos. Je suis confinée ici depuis plus d'une douzaine d'années. Le travail est pénible, mais je ne me plains pas. C'est le choix de ma mère. De plus, la patronne est gentille et très généreuse. Elle nous fournit nos repas, et nous soigne lorsque nous tombons malades. Mais elle est très stricte et se montre intraitable sur la discipline. J'aime bien mes copines de travail, et nous jouons ensemble. Les garçons qui travaillent ici courent après les filles. Certains couchent avec elles. Je ne connais personne à Nima. Mais j'aime bien l'endroit. Je voudrais m'installer plus tard dans le quartier, puis m'y marier. Mais il me faudra d'abord apprendre un métier. J'ai reçu la promesse de recevoir une machine à coudre à la fin. Je ne sais pas quand. De plus, il me faudra trouver quelqu'un qui accepte de me payer mes frais d'apprentissage. Ce sera probablement mon frère, qui travaille à Accra et qui est parfois venu me rendre visite à la fabrique⁴⁸ ».

Memuna Issa, dix ans, aide sa mère à fabriquer de l'huile de palmiste sur Nima :

48. Entretien avec Mary Mensah, Nima, le 3 avril 1994.

« Nous sommes de Kusasi originaires de Bawku. Mon père a quitté la maison pour aller travailler au Nigeria. Nous ne recevons aucune nouvelle de lui depuis plusieurs années. Nous ne savons même pas s'il est toujours en vie. Ma mère vit seule avec ses trois enfants. Je suis la plus jeune. Je fréquente le cours complémentaire (JSS) à Kotobabi. En fin de semaine et pendant les vacances, je collecte des noix de palmiste pour ma mère. Je fais la tournée des *chop bars* de Nima, Mamooobi, Accra New Town, Asylum Down, Adabraka, Circle. Le reste de la semaine, en fonction des alternances scolaires, j'aide ma mère à fabriquer de l'huile. Il nous faut laver et nettoyer les noix, les mettre à rôtir, les faire broyer par un meunier, puis laisser bouillir plusieurs heures. J'approvisionne ma mère en eau et en bois. Une fois l'huile extraite, je partirai la vendre sur le marché. Lorsque j'aurai terminé mon JSS, je redoublerai d'activité auprès de ma mère pour gagner suffisamment, épargner, puis payer un apprentissage de coiffeuse. Trois de mes camarades d'école suivent cette formation. Elles sont contentes. C'est une activité plaisante et rémunératrice. Lorsque j'aurai un métier, je pourrai me marier, et m'établir à Nima⁴⁹ ».

Les activités marginales

Nous entrons dans le travail de l'ombre, c'est-à-dire dans les arcanes de l'économie parallèle. Encore serait-il tout aussi approprié de parler de l'ombre du travail. Car cette économie fantôme s'inscrit dans le prolongement des activités licites. Il existe une gradation qui permet de différencier avec netteté les activités de ce secteur à la marge.

Typologie des activités marginales

	Garçons	Filles	Total
Abus, menus larcins	: 70 %	14 %	84 %
Vol	: 9 %	1 %	10 %
Prostitution	: —	3 %	3 %
Criminalité	: 3 %	—	3 %
Total	: 82 %	18 %	100 %

49. Entretien avec Memuna Issa, Nima, le 17 mai 1994.

Les activités marginales sont dans la majeure partie des cas le fait des garçons. Il est très rare que les gosses très jeunes versent complètement dans la délinquance. Celle-ci reste plutôt réservée aux adolescents et aux adultes.

Dans leurs activités de travail, les gamins peuvent être conduits à des conduites hors normes. Ce sera la surtarification des articles proposés à la vente, le commerce de marchandises volées, le recel. D'une façon systématique, le refus des contrôles, de la fiscalité, le squat seront des pratiques courantes. Sur les lieux d'apprentissage, le travail au noir, avec les instruments et les matériaux du patron, est largement pratiqué. Les filles participent aussi bien que les garçons à ces formes de « reprise » qui sont une expression clandestine de protestation contre la non-rémunération du travail par les patrons.

Écoutons Fuseina Azare, quinze ans, qui est apprentie coiffeuse au Sister Care Hair Saloon et qui est familière de ces actions de « gratte », de « reprise » :

« J'appartiens à une famille Grunsi de Navrongo. Nous habitons à Nima. Nous sommes musulmans. Ma mère a payé pour mes frais de formation (20 000 cedis). L'apprentissage sera de deux années. Au départ, je travaillais avec une commerçante en riz. Je trouvais ce travail trop pénible. Je fus donc placée par ma mère dans ce salon de coiffure. Nous travaillons du mardi au samedi. Le dimanche et le lundi, la boutique est fermée. Je passe ma journée à laver les cheveux des clientes. Je n'ai pas de gants et je m'abîme les mains. Les apprenties font tout le travail, la patronne se contentant de surveiller. Il nous faut aussi accomplir les tâches domestiques au domicile de la patronne et chez ses parents. Les apprenties ont volé à celle-ci du shampoing et de la crème. Nous les utilisons en cachette. Chaque semaine, nous pourrions nous faire ainsi 10 000 cedis, que nous partageons entre nous. J'ai pu m'acheter une robe et des souliers pour l'Id'El Fitr. Hormis ces recettes clandestines et les pourboires, nous ne recevons aucun argent pour notre travail. Le métier me convient. Mais je n'aime la manière dont la patronne dispose de nous. Plus tard, je voudrais tenir mon propre salon de coiffure et mettre au travail des apprenties. Je pourrais alors me marier⁵⁰ ».

La municipalité d'Accra traque systématiquement les gamins qui vendent à la sauvette sur les trottoirs. Ces opérations d'hygiène sociale ont instauré dans la cité un climat malsain de guérilla urbaine. Les gosses ne se laissent pas faire. Avec l'aide de leurs aînés, ils affrontent et

50. Entretien avec Fuseina Azare, Nima, le 7 décembre 1993.

repoussent ceux qui les harcèlent. Ils continuent, vaille que vaille, de tenir le haut du pavé. Entendons à ce propos John Ayukuma, quinze ans, qui vend des journaux à un carrefour de Cantonments :

« J'appartiens à une famille Ga de Bukom Square. Je vis avec ma mère à Accra. Je vends des journaux dans la rue. J'ai dû interrompre mes études parce que mon père a été redéployé. Nous sommes sans cesse harcelés par les policiers qui saisissent nos journaux et nous prennent notre recette. Lundi dernier, ils m'ont pris pour 7 000 cedis de journaux. Les militaires se joignent à eux. Ils prétendent que ce carrefour est réservé aux VIP's et aux diplomates. Les vendeurs de quotidiens sont tranquilles parce qu'ils leur versent régulièrement un peu d'argent chaque semaine. Lorsque nous voyons la police arriver, il nous faut nous enfuir. À Circle, les choses se sont passées autrement. Les vendeurs se sont bagarrés contre les forces de l'ordre et ils ont eu le dessus. Cela a fait la Une des journaux. Je dors souvent dans un bâtiment que nous squattons et qui nous sert de refuge⁵¹ ».

C'est également au carrefour de Cantonments et de l'aéroport que l'on peut rencontrer John Amegashie, seize ans, qui y vend des journaux :

« J'appartiens à une famille Éwé d'Ada dans la Volta. J'ai pu terminer mes études complémentaires. Je fus envoyé rejoindre mon père, qui habite à Nima, en 1991. Depuis, je vends des hebdomadaires. La combine est de les refiler à un tarif supérieur au barème. Si cela marche, la différence sera pour moi. Le problème constant sera l'intervention de la police municipale qui confisque nos marchandises. Nous pouvons nous retrouver pour huit jours en cellule. Nous avons donc une cache, un squat, où nous recélonos nos choses les plus précieuses : des bagues en or, des anneaux en argent, du *wee*. Nous vendons tout cela clandestinement. Sur Accra, certaines zones échappent au contrôle de la police. Mais ici, nous sommes en pleine zone militaire. Policiers et soldats veulent se procurer de la drogue. C'est pourquoi ils sont après nous. Que pouvons-nous dire ? Nous pratiquons du trafic illicite, y compris la vente de diamants. Personnellement, j'y participe, et cela constitue mon revenu principal⁵² ».

La notion de vol recouvre des pratiques diverses. Les voleurs à la tire sont rares parmi les enfants de Nima. En revanche, le chapardage constitue le revers des activités domestiques. Le vol rituel constitue un

51. Entretien avec John Ayukuma, Nima, le 26 juin 1994.

52. Entretien avec John Amegashie, Nima, le 21 décembre 1993.

acte émancipateur. C'est celui du garçon qui dérobe de l'argent à un parent pour partir à l'étranger. Cet acte n'entraîne guère de réprobation sociale, car il entretient la chaîne des migrations. En revanche, l'occasion faisant le larron, les vols subreptices de marchandises ne sont pas inconnus. Mais cela se passera la plupart du temps à l'extérieur de Nima.

La criminalité, laquelle suppose l'organisation en bandes, est l'affaire de générations plus âgées. Les gamins, du fait du caractère pénible de leur activité et de leur contact avec le public, peuvent, soit consommer, soit refourguer de la marijuana, le *wee*. Mais cela n'ira pas plus loin à cet âge. Le terme de prostitution n'est guère adapté aux réalités de Nima, car il existe une extrême variété de conditions. Le protecteur, qui se présente comme un tuteur, n'est pas le strict équivalent du souteneur. Deux catégories de commerce sexuel, les professionnelles, et les occasionnelles qui se prostituent la nuit du côté de Circle pour arrondir leur revenu, ne concernent guère les gamines. En revanche, on trouvera parmi elles, dès l'âge de treize ans, des filles protégées qui consentent à une relation unique avec un adulte pour assurer leur avenir, des filles soumises, qui sont contraintes à coucher avec des clients, parce qu'elles sont serveuses dans un *chop bar* ou parce qu'elles doivent obéir à leur patronne, des filles faciles qui se laissent entraîner par les garçons. En outre, une infime minorité de fillettes de Nima peuvent être enrôlées par les filières régionales de commerce du sexe et se retrouver à faire le trottoir à Lomé, à Abidjan ou à Lagos. Toutefois, si Nima, avec le quartier de *Two-Two* où tapinaient jadis les prostituées « Calabars », pouvait dans le passé faire figure de bordel pour militaires, la réalité aujourd'hui est plutôt celle d'une communauté ordonnée par l'islam où le contrôle et la cohésion sociales veillent à ce que l'enfance ne verse pas abruptement dans la marginalité.

L'inventaire des formes des activités laborieuses nous conduira à esquisser une topologie du travail et à révéler son inscription dans le paysage urbain, ainsi que dans le tissu social.

Les milieux de travail

Pénétrer à l'intérieur des milieux de travail, qui sont aussi, pour les enfants, des lieux de vie et de socialisation, n'est-ce pas déjà entreprendre l'exploration des champs de l'exploitation ? Car le milieu de travail constitue le creuset de l'exploitation. Il ne s'agira donc ici que d'un petit pas supplémentaire dans ce long parcours menant à la rencontre des classes laborieuses à Nima et à l'intelligence de leur destinée.

Les milieux de travail constituent à la fois des lieux et des liens. L'espace physique se dédouble en espace social. La morphologie urbaine ouvre ainsi sur une morphologie sociale du travail.

Le lieu de travail constitue le cadre matériel de l'activité. Il se caractérise par sa structure, par ses aménagements, par les équipements dont il dispose. Les conditions physiques du travail varieront selon le degré de salubrité et les nuisances de cet environnement quotidien. Les instruments et les outils de travail contribueront, par leur qualité et par leur diversité, à l'organisation technique du travail.

Les espaces de travail seront le plus souvent des lieux de vie. Les fillettes assignées à l'accomplissement des tâches domestiques n'auront d'autre horizon que l'espace fermé de la maisonnée. Celles qui sont placées en condition ne seront guère autorisées à s'éloigner du lieu de travail au sein duquel elles grandiront. Les gamins et les gamines qui peinent comme *kaya-kaya* sur les marchés de Agbobloshie ou de Kantamanto vivront et dormiront sur place. Quant aux enfants de la rue, ils n'auront d'autre univers que les trottoirs, ni d'autre abri nocturne que les auvents des magasins.

Les lieux de travail constituent avant tout des nœuds de relations sociales. Les rapports de parrainage et d'exploitation s'y conjuguent avec les liens de familiarité, de camaraderie, de compagnonnage, de com-

plicité. L'organisation du travail impliquera une monopolisation de l'autorité, la mise en place de structures hiérarchiques, et l'imposition d'un dispositif d'encadrement et de surveillance. L'exploitation se déguisera en tutelle. La soumission des enfants ne sera en fait qu'apparente. Ceux-ci ont largement conscience de leur condition et des abus qu'ils subissent. Les actes de reprise, la pratique du travail au noir signaleront leurs lignes de résistance. Ils inventeront leurs manières à eux d'investir le champ de l'exploitation, de se l'approprier, ne serait-ce qu'en imagination.

Les milieux de travail se partagent en espaces différenciés selon quelques couples d'opposition nettement affirmés. Il existe ainsi des lignes de partage entre espaces intérieurs/extérieurs, clos/ouverts, entre le masculin et le féminin.

Typologie des espaces de travail

Types d'espace		Garçons	Filles
Espace clos	:	2 %	25 %
Espace ouvert	:	18 %	55 %
Espace professionnel	:	65 %	15 %
Espace flexible	:	15 %	5 %

À ce stade de la démarche, nous ne nous aventurerons pas sur les espaces symboliques, ni sur les territoires de l'imaginaire. Leur découverte viendra plus tard, et à travers la parole de l'enfance.

Espaces clos

Les espaces clos se confondent avec l'univers domestique. Ils sont le royaume du féminin. Les hommes, les gamins se verront refouler vers la rue, vers l'extérieur. La résidence sera bien souvent convertie par les femmes, par nécessité, en lieu d'activité lucrative. Toutefois, l'habitation ne subira aucune modification matérielle, aucun aménagement particulier. Nulle pancarte dans la rue ne viendra signaler qu'ici l'on mène des activités pour la vente. Les clients seront pour la plupart des voisins. Ils viendront chercher un cruchon ou deux de *pito*, ou bien acheter une bouteille d'huile avant la nuit.

Les instruments de production seront les ustensiles domestiques usuels. Trop coûteuse et trop rare dans les maisonnées, l'électricité ne sera guère utilisée. L'eau sera puisée par les gamines à la fontaine publique la plus proche. Certes, les marmites en fonte utilisées pour faire bouillir le *pito* ou l'huile de palmiste seront parfois plus imposantes que celles qui servent quotidiennement à préparer le *fufu*. Mais le foyer sera entretenu avec du bois de feu que les fillettes apporteront régulièrement. L'absence d'aménagement et d'équipements professionnels caractériseront cette forme de l'économie domestique. Le travail se substituera au capital. Ce qui imposera une mobilisation constante de la force de travail des fillettes. Les formes du travail à l'intérieur de l'espace domestique reproduiront, au sein de la cité, les modes de production des femmes dans les villages.

Pour conduire ses activités, la femme devra s'approprier une bonne partie du patio. Or celui-ci constitue un espace collectif, un vivoir. Il en résultera des conflits incessants entre voisins, la femme se voyant reprocher d'empiéter sur le lieu de vie commun et de provoquer d'insupportables nuisances, odeurs ou bruits. Les querelles pourront s'envenimer, incitant le propriétaire à intervenir. Ce dernier pourra alors profiter de la situation. L'affaire risquera de se conclure par une expulsion.

Transformer la maisonnée en lieu de vente, ne sera guère toléré par les autres habitants, surtout lorsque le milieu ambiant n'est pas homogène. Il incombera donc aux fillettes d'aller vendre les plats cuisinés, l'huile, le *pito* dans le voisinage, sur le trottoir ou sur le marché. Les femmes qui habitent une baraque et disposent d'un apprentis ne rencontreront pas ce genre d'interdits. Il leur sera facile d'utiliser le devant de leur demeure comme *chop bar*, comme buvette, ou comme lieu de vente.

Les adolescentes qui utilisent l'une des pièces de la demeure pour installer un atelier de couture ou un salon de coiffure obéiront aux mêmes contraintes. Le local ne sera pas aménagé. L'équipement restera rudimentaire. Elles ne pourront pas employer d'apprenties. Toutefois, l'électricité sera indispensable à l'exercice de l'activité. Les clientes seront des voisines, car aucune publicité ne sera affichée à l'extérieur. Il s'agira habituellement d'un arrangement provisoire, en attendant la possibilité d'acquérir un local professionnel plus adapté à Nima.

Le jeune lettré musulman qui anime une *makaranta* à l'intérieur de la maisonnée n'aura besoin que d'un tableau noir. Les tout jeunes écoliers s'installeront à même le sol et recopieront les lettres inscrites au tableau sur leurs tablettes de bois ou sur des ardoises. Un auvent tiendra lieu d'école. Personne ne s'offusquera de cet enseignement qui pourra se dérouler dans la soirée, ainsi que le samedi et le dimanche. Le *malam* qui

commente le Coran et les *Hadith* à quelques jeunes disciples le fera dans sa propre chambre. Chez lui, la télévision restera curieusement allumée à longueur de temps.

Les gosses placés à l'extérieur, chez des parents, des proches ou des inconnus, travaillent dans des conditions tout aussi rudimentaires. Un faisceau de branchage sert de balai. La lessive se fait à l'eau froide, avec du savon de Marseille. Le bois de feu ou le kérosène sont les seuls combustibles. L'enlèvement des ordures ménagères et les corvées d'eau s'effectuent par le portage sur la tête dans de grandes bassines en aluminium.

L'espace clos est régi par les rapports domestiques. Réelle ou fictive, la parenté ordonnera les relations. La mère ou la tutrice détiennent toute l'autorité. La fillette n'aura d'autre choix que l'obéissance et la soumission.

Espaces ouverts

L'espace ouvert par excellence correspond au marché, celui de Nima, celui de Madina, ou ceux du centre d'Accra, Makola, Agbobloshie ou Kantamanto. Les marchés se partagent en lieux particuliers, selon les marchandises proposées et selon les affinités de pays. Matériellement, on peut distinguer les allées longeant une enfilade d'éventaires couverts qu'occupent les vendeuses les plus solidement établies. Celles-ci doivent payer une patente à la municipalité et acquitter des impôts mensuels. Dans les interstices s'installeront des tabliers. Ce petit commerce, conduit primordialement par des femmes, tentera d'échapper aux contrôles. Les tablières pourront se déplacer d'un lieu du marché à un autre. Le long des allées se promèneront des vendeurs ambulants. Ce sont en majorité des fillettes, proposant de l'eau fraîche, des oranges, des bananes, des noix de kola ou du poisson frit. À la périphérie du marché s'installeront, à même le sol, des détaillantes, qui s'abritent du soleil sous de larges chapeaux de paille, et passeront leurs journées assises sur de minuscules tabourets de bois. Dans ce milieu essentiellement féminin, certains secteurs sont néanmoins réservés aux hommes. C'est là que les tailleurs, les cordonniers, les vendeurs de tissu, les forgerons ont leurs ateliers. La vente de fripe et de souliers usagés sera l'affaire des gamins et s'effectuera à la périphérie du marché.

Le marché n'est entouré d'aucune clôture. Mais c'est un lieu étroitement contrôlé. La police municipale importune les marchandes. Les

agents de l'Hygiène les surveillent. Chaque jour, les collecteurs de la taxe de l'AMA parcourent les étals en faisant payer leurs tickets. Les percepteurs des impôts directs viendront encaisser les forfaits mensuels. En outre, le marché disposera de son propre personnel de sécurité. Ce quadrillage constitue également un dispositif de rançonnage des négociantes, la parafiscalité venant régulièrement grever les recettes des commerçantes.

L'occupation des espaces organise une sectorialisation précise du marché en fonction des types d'activités. Les grossistes et les semi-grossistes occuperont la partie centrale, la seule qui soit quelque peu aménagée. Les carcasses de bois qui servent d'étals sont allouées au mois. Les utilisatrices les recouvrent de nattes afin de se protéger du soleil ou de la pluie. Une allée sera réservée aux vendeuses de tomates et d'épices, une autre aux poissonnières. Plus loin, le lieu sera investi par les vendeurs de fripe ou les tailleurs. À la périphérie du marché, opéreront les détaillantes. Le long des allées circuleront les vendeuses ambulantes. Si le dimanche, l'activité est en sommeil, chaque jour ce sera la même cohue de chalands. Le mercredi, le marché de Nima se répandra dans les rues avoisinantes. On voit alors affluer des gens d'Ashaiman, de Korofidua, de Lomé.

Le marché de Nima a pour singularité d'avoir conservé la physiologie et l'ambiance des marchés villageois des régions soudano-sahéliennes. Sur les étals, on trouvera tous les ingrédients de la cuisine du Nord, le *dawadawa*, le petit mil et le sorgho, le riz pluvial, les légumes et les condiments venus de la savane. En fin de semaine, on viendra en nombre de Madina, d'Adenta, de Sabon Zongo s'approvisionner sur ce qui constitue le principal marché du Nord sur Accra.

Les autres marchés de la métropole ont des caractéristiques différentes. Le marché de Makola s'est spécialisé dans la vente de produits manufacturés et de textiles. Sur le trottoirs de Makola se déversent aussi les cargaisons d'oignons séchés en provenance de la région de Bawku ou du Burkina que les détaillantes venues des autres quartiers s'empresseront d'acheter pour partir les revendre ailleurs. Le marché d'Agbobloshie dispose de halles aménagées. Relativement excentrique, il occupe un vaste espace. Il avait pour vocation de faire office de Halles centrales. Mais les usagers en ont décidé autrement. Toutefois, Agbobloshie constitue aujourd'hui un important marché vivrier regroupant des grossistes et des semi-grossistes. Les négociantes sont en majorité Ga ou Asante. C'est le premier marché de poisson frais ou séché de la capitale. Contrôlés par les gens du Nord, Dagomba Market et Konkomba Market se sont affirmés comme les centres de la vente de l'igname à Accra.

Le marché de Nima se diffuse en une constellation de points de vente. La plupart se trouvent situés à l'extérieur de Nima. Les vendeuses s'installeront aux abords des bâtiments administratifs, à proximité des écoles, aux carrefours, sur les gares routières, le long des trottoirs. Lorsque le lieu de vente est éloigné, le travail mobilisera la femme et les gamines de 6 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir, sauf le dimanche. Si l'activité s'exerce à Nima, les horaires seront de 7 heures du matin à 11 heures du soir. Le dimanche, les fillettes remplaceront, dans ce cas, la femme sur son point de vente.

La vente ambulante est pratiquée surtout par les gamines. Il s'agira d'un prolongement ou d'un complément de l'activité de la négociante. Cette activité est tolérée. Elle échappe aux habituels harcèlements de la police municipale. Elle répond à des besoins immédiats : vente de pain, de rafraîchissements, de fruits, de produits frits ou séchés.

Les espaces ouverts sont animés par la convivialité des échanges, par la cohue des acheteurs, par la promiscuité des marchandes. Le corporatisme, les familiarités professionnelles se conjuguent avec les affinités de « pays », avec les relations de parenté ou d'affection. Le marché constituant un terrain de compétition et de concurrence, des conflits surgissent soudainement. Les injures pleuvent. On en viendra bientôt aux mains, dans l'hilarité générale. L'espace social de la fillette qui déambule inlassablement pour vendre s'assimilera à la solitude du coureur de fond.

Espaces professionnels

Les espaces professionnels sont des lieux aménagés et équipés tout spécialement pour abriter l'exercice d'une activité professionnelle. Leur configuration variera selon les métiers. Les transformations matérielles les distingueront nettement des espaces domestiques. Toutefois, ces espaces fermés seront parfois des lieux de vie pour les gosses. Dans certains ateliers, les apprentis dormiront la nuit. Dans les fabriques, les gamines, qui y travaillent de nuit, se reposeront dans un dortoir avant de se remettre au boulot.

Les apprentis sont des assemblages de briques en torchis, de planches et de tôles. Ils sont adossés à une baraque ou un mur. Ce sont des lieux ouverts qui échappent ainsi aux contraintes de la promiscuité. Ils peuvent abriter divers types d'activités : la vente de *pito* ou d'*akpeteshie*, celle de plats préparés, la fabrication d'huile de palmiste ou le brassage de la bière

de mil. Ces lieux sont gérés le plus fréquemment par des femmes seules, souvent âgées. Une ou deux gamines, leurs filles ou leurs petites filles, les assisteront. Les rapports de parenté les unissent.

Les baraques sont faites de planches et de poutres que recouvriront quelques plaques de tôles. Les plus vastes formeront de véritables hangars. Ces espaces sont à peine aménagés, et en général plongés dans l'obscurité. Ce seront les lieux d'élection des vidéo-cinéma que fréquentent les gosses, chaque après-midi, dans les bas-fonds de Nima. Certains d'entre eux abritent un bar ou une gargote. Quelques fillettes font le ménage, nettoient les tables, font la vaisselle, servent les clients. Elles endurent les formes les plus dures de la condition domestique.

Baraques et hangars pourront servir de remises, d'entrepôts. Plus fréquemment, ils seront convertis en espaces de travail : forge, meunerie, réparation de cycles. Écoutons tout d'abord un forgeron d'origine Bariba, Ibrahim Salifu, qui est installé, sous deux hangars, du côté de *Fifty-Fifty* :

« Ma famille appartient à la caste des forgerons au sein de la communauté Djougou, dans le nord du Bénin. Je suis né en 1954. À l'âge de dix ans, je fus envoyé travailler à Accra. Quatre années plus tard, je retournai au pays. On m'apprit le métier de forgeron. On me donna des outils. Je repartis pour Nima. Lorsque je m'installai ici, l'atelier existait déjà. Nous louons la terre à un Fulani. Entre les Fulani et les forgerons, il existe certaines relations de familiarité. Nous versons au propriétaire de la terre un loyer de 15 000 cedis par mois. Entre les taxes exigées par l'AMA et les impôts directs (IRS), il nous faudra déboursier mensuellement 6 000 cedis. Nous sommes seize personnes à travailler ou à vivre ici. Les plus jeunes vont à l'école. Ils apprennent durant leurs temps libres. Ils entretiennent le feu, actionnent les soufflets de forge et s'initient au métier. Ils nous approvisionnent en ferraille de récupération et en charbon de bois. Nous fabriquons des bagues, des bracelets et des parures en alliant le fer, le cuivre, l'argent et l'or. L'un d'entre nous se chargera de la vente. Lui sait lire, écrire et compter. Nous n'avons guère de problèmes pour négocier notre production. En l'espace de dix jours, tout sera acheté par des clients locaux, ou bien écoulé sur des marchés étrangers¹ ».

Tous sont musulmans. Ils ne quittent leur lieu de travail que pour la prière du vendredi. Ils vivent sous les toits de chaume de ces hangars. Cette communauté, très soudée, maintient des liens étroits avec le pays natal. Lorsqu'il aura atteint l'âge de six ou sept ans, l'enfant sera envoyé au pays pour s'y initier à la vie sociale.

1. Entretien avec Ibrahim Salifu, Nima, le 27 octobre 1994.

C'est sous un hangar que Bruce Adama, dix-huit ans, travaille dans une meunerie, laquelle appartient à son grand-père :

« Nous venons d'Aflao, dans la Volta. Mon père, un Éwé, travaillait comme comptable pour le Highways Department. Il est parti au Nigeria. Nous ne recevons aucune nouvelle de lui. Ma mère réside à Keta. J'étais venu à Nima rejoindre mon père. Nous avons ensuite habité Lagos Town. Puis, il a disparu à l'étranger. J'ai commencé à m'occuper de l'usinage des grains en 1988. Nous opérons sur plusieurs machines, six au total. Mon assistant s'appelle Bombay. L'une d'elles transforme le manioc en *gari*. Une autre est utilisée au décortiquage et au polissage du riz. Deux autres servent à broyer le maïs ou le mil. Nous employons une machine spécialement pour le broyage des noix de palmiste. La dernière produira de la farine de poisson. Nos clientes sont pour la plupart des commerçantes du marché de Nima. Mais certaines sont de simples mères de famille. L'atmosphère à l'intérieur du hangar est irrespirable avec la poussière en suspension. Les aides ne restent pas longtemps ici. Il y en a plus de huit, qui sont pour la plupart des enfants du propriétaire de cette entreprise d'usinage. Tous fréquentent l'école. Ils ne travaillent dans le hangar qu'à temps partiel. Le reste de la journée, ce sera à moi seul de faire tourner la boutique. J'habite au hangar. J'aimerais avoir les moyens, si jamais je les trouve, de suivre un apprentissage de mécanicien² ».

Une baraque de East Mamooobi est utilisée par Paul Agovi, un Éwé de seize ans, comme atelier de réparations de bicyclettes :

« Nous sommes originaires de Aflao, dans la Volta. Nous vivons à Mamooobi. Mon père est maçon. Ma mère vend du poisson. On m'a envoyé à l'école primaire, à Kanda. Durant ma scolarité, je fréquentais un atelier de réparation de bicyclettes pour apprendre le métier. À la fin de mes études primaires, après une longue période d'inactivité, ma mère me donna de l'argent pour entreprendre la location de bicyclettes. Je démarrai l'affaire à la maison. Cela ne marchait guère. Je manquais d'espace. En outre, j'étais surtout intéressé par les travaux de réparation. Grâce au chef de Mamooobi, un Ga, j'obtins l'usage de cette baraque. Je lui donnai de quoi s'acheter des noix de kola. Mais le local était occupé par les Comités de Défense de la Révolution (CDR). Il me fallut négocier avec eux. Enfin, je pus m'installer. J'ai trois apprentis. L'un travaille ici en permanence. Les autres viennent selon leurs obligations scolaires. Nous vivons dans la même maison. Aussi, je ne leur demande pas d'argent pour leur

2. Entretien avec Bruce Adama, Nima, le 17 mars 1994.

formation. Je souhaiterais développer mon entreprise et me lancer dans la revente des vélos d'occasion³ ».

Les échoppes à Nima prennent la forme de kiosques qui seront installés sur les bords des voies publiques ou dans les recoins des venelles. Les agents de l'AMA tentent d'interdire ces implantations illicites. Rien n'y fait. Les kiosques continueront d'abriter de nombreux ateliers de réparations, des boutiques de confection, des salons de coiffure, des épiceries, ou bien des points de vente de tickets de loterie. Ces lieux de travail sont intermédiaires entre la baraque et l'atelier. Ils constituent un moyen d'échapper à la fiscalité municipale. Ils assurent un service de proximité.

Les boutiques et les magasins sont implantés le long de Nima Highway ou des artères carrossables. Ils sont tenus par des hommes bien établis qui font travailler un ou deux commis. On y vend des matériaux de construction, de plomberie, des pièces détachées, de l'outillage, de la peinture, des produits vivriers en gros. Le phénomène nouveau est la prolifération des bureaux de change (*Forex-Bureau*), qui sont un instrument du blanchiment de l'argent acquis par des trafics illicites. Ils sont tenus par des hommes.

Les salons de coiffure, les ateliers de confection représentent la forme la plus commune de ces lieux de travail. Le patron ou la maîtresse y détiennent une autorité quasi parentale. Certains en abusent. Les enfants, des fillettes surtout, nouent entre eux des rapports de fraternité et de complicité. La frontière entre le salon de coiffure, la boutique de confection et l'atelier se révèle fort mince. Ainsi les ateliers des tailleurs, ceux des couturières peuvent accueillir une quinzaine d'apprentis, gamins ou gamines, les machines à coudre reposant sur des tréteaux de bois. La patronne, qui se contente d'effectuer la coupe, imposera une stricte discipline. L'atelier fonctionnera comme une classe, bien que la part réservée à la formation soit le plus souvent fort minime. Les relations de camaraderie feront en partie oublier l'autoritarisme du patron ou de la patronne, et masqueront le fait que les enfants sont mobilisés là prioritairement pour leur travail. L'agencement le plus courant fait habituellement coexister dans un local unique le salon de vente et d'essayage avec l'atelier de couture. De ce point de vue, l'entreprise de Alhaji Tanko, un Hausa originaire de Salaga, représente une exception. En bordure du marché de Nima, son établissement matérialise une stricte séparation entre la boutique de mode et l'atelier de travail. Fonction commerciale et fonction de production se trouvent ici dissociées.

3. Entretien avec Paul Agovi, Mamooobi, le 19 juillet 1994.

Les ateliers de réparations sont d'apparition récente. Leur multiplication accompagna la diffusion des équipements domestiques : réchauds électrique, fers à repasser, ventilateurs, frigidaire, radios, chaînes hi-fi, téléviseurs. Ce matériel ménager est fort hétéroclite et de seconde main. Les réparations exigeront beaucoup d'ingéniosité et de dextérité. Écoutons à ce sujet Kojo Boateng, vingt-trois ans, un Fante originaire de Cape Coast :

« Mon père décéda alors que j'étais âgé de trois ans. Son frère m'éleva. J'ai été à l'école primaire à Cape Coast. Mais ma scolarité fut interrompue après quatre années d'études. Je suis venu travailler à Accra. Pendant cinq ans, j'ai habité auprès d'un parent à James Town. Un Ibo de James Town m'a pris comme apprenti durant quatre années. C'est la meilleure manière d'être initié à tous les tours du métier. Le maître avait six apprentis. Mais c'est trop, car il devient impossible de les contrôler. Mon premier lieu de travail fut un kiosque à Komkomlele. Je me suis ensuite installé à Nima. Je loue l'endroit sur le bord de Nima Highway. C'est un emplacement idéal, car l'endroit est très fréquenté. Je répare les haut-parleurs. J'en fabrique aussi, à l'aide de bois et de cuir. Mon capital est limité. Aussi ne travaillerai-je que sur commandes. J'ai quatre apprentis. Certains d'entre eux sont mes parents. Je souhaiterais développer et diversifier mon atelier. Plus tard, je voudrais m'établir à l'étranger⁴ ».

Visitons à présent un atelier d'imprimerie situé à Nima *Fifty-Fifty*. Ici sont imprimés des faire-part de funérailles et des manuels scolaires. L'atelier occupe deux pièces que loue le patron, Paul Edusei, un Krobo de quarante-quatre ans :

« Je suis originaire de Odumase Krobo. Mon père était militaire. Ma mère est commerçante. J'ai suivi les cours de l'école primaire. À la sortie de l'école, j'appris le travail d'imprimeur auprès de Harissa Printing Press. Au bout de dix ans, je connaissais le métier. Je quittai alors l'atelier pour venir travailler à Nima. J'ouvris au début une petite papeterie-librairie. Depuis trois ans, j'ai réussi à créer cette imprimerie. Je loue ce local, qui comprend deux pièces. J'ai pris cinq apprentis en formation. Au pays, j'appartenais à l'église presbytérienne. À Nima, je n'ai pas tardé de me convertir au Pentecôtisme. Je suis devenu un fidèle des Immanuel Temple Assemblies of God qui officient du côté de Accra New Town. Mes apprentis ont tous fréquenté l'école, jusqu'au niveau du JSS. Ils se sont convertis, à travers moi, aux Assemblées de Dieu, à l'exception d'un

4. Entretien avec Kojo Boateng, Nima, le 25 juin 1994.

nouveau venu qui hésite encore à devenir un *new born Christian*. Le matin et le soir, nous faisons collectivement la prière. Durant les pauses, ce seront des lectures de la Bible. L'entreprise ne manque pas de commandes, surtout du fait de la forte demande de manuels scolaires et de cahiers. Mais le profit ne constitue nullement mon mobile. Ce qui m'anime est plus essentiellement le désir de transmettre à tous mes proches mon savoir-faire professionnel, et, plus encore, ma croyance et ma foi⁵ ».

Il se forme donc là un milieu de travail tout à fait singulier, fondé tout d'abord sur la forte personnalité du patron et sur les affinités communautaires (Krobo et Éwé exclusivement), ensuite sur le niveau avancé d'éducation, sur le goût pour une activité de diffusion de l'écrit, enfin sur la commune appartenance religieuse. On ne peut guère parler ici d'équipe ou de collectivité de travail. Il s'agirait plutôt d'une confrérie ou d'une congrégation.

Les garages constituent des espaces professionnels intermédiaires entre l'atelier et la fabrique. Ils occupent de vastes espaces à la périphérie de Nima et sur les hauts de Mamooobi. Sur le même terrain fonctionneront plusieurs ateliers spécialisés, chacun d'entre eux dépendant d'un seul maître : lavage-graissage, mécanique générale, carrosserie, peinture, électricité automobile, réparation de moteurs, garnitures. Il existera également une forge où travailleront des forgerons, originaires du Nord, chargés de la récupération du métal et à de sa transformation pour fabriquer des éléments de substitution aux pièces défectueuses. Un local situé à l'entrée sera réservé à l'accueil et à la gestion administrative. Le patron du garage y recevra les clients et les orientera à travers le dédale des ateliers. Il assurera la bonne marche de l'établissement. Dans une baraque à l'écart, on vendra des pièces détachées. Chaque chef d'atelier recrutera ses propres apprentis. Il délègue certaines responsabilités à des contremaîtres, lesquels répartissent les tâches entre les ouvriers et les apprentis les plus expérimentés. Ceux-ci se feront aider par des commis plus jeunes. Les nouveaux venus seront préposés au nettoyage et à la lessive des habits de travail des autres. Certains se contenteront d'observer les autres effectuer les réparations, car la pénurie d'outillage est habituelle. La nouvelle recrue est censée venir avec sa boîte à outils. Mais ce sera rarement le cas. Il dépendra surtout des instruments de travail de ses camarades.

Il existe des filières de recrutement, la plupart des apprentis ayant un parent proche qui travaille dans l'automobile. La majorité d'entre eux

5. Entretien avec Paul Edusei, Nima, le 3 décembre 1994.

viennent de la Volta, de l'Eastern Region ou de l'Ashanti. Tous ont suivi des études complémentaires (JSS). Certains ont à peine treize ans. La formation sera longue, de six à sept ans. Elle permettra d'acquérir une véritable qualification professionnelle. Au terme de l'apprentissage, l'apprenti sera tenu de travailler un ou deux ans pour le contre-maître sans toucher aucune rémunération. Quelques uns se feront employer comme ouvriers. Les autres tenteront de trouver un emploi ailleurs, mais toujours dans les métiers de l'automobile. Se faire recruter par une entreprise est devenu fort difficile. En revanche, il devrait être possible, à travers une relation, de trouver un travail dans un garage de Circle ou d'Adabraka. D'autres se rabattront sur le métier de chauffeur de taxi ou de *trotro* au service d'un transporteur. Les garages constituent des milieux de travail fortement structurés et hiérarchisés en dépit de leur apparence anarchique. Y règnent une stricte discipline et un véritable esprit professionnel. Les relations de travail s'apparentent ici au compagnonnage.

Les entreprises de charpenterie, de menuiserie et d'ébénisterie constitueront des fabriques. Un bâtiment servira de hall d'accueil et de salle d'exposition. Toutefois, la plupart des meubles à vendre, lits, fauteuils, armoires, buffets, portes, seront exposés à l'extérieur, sur le trottoir. L'atelier sera installé dans un hangar en bois, surmonté d'une couverture de tôles, lequel jouxtera la bâtisse. De dix à vingt apprentis y travailleront dans la pénombre sur des établis. L'outillage reste rudimentaire : scies, marteaux, rabots, varlopes. Les outils appartiennent aux apprentis. Ceux-ci effectuent la totalité du travail productif. L'entrepôt où sont stockées les planches sera situé dans l'arrière-cour, en plein air. Le patron ne participe pas directement au travail. Celui-ci est organisé par un contre-maître, avec l'aide d'un ou deux apprentis confirmés. L'activité se dédoublera, car le patron fait habituellement fonctionner parallèlement une entreprise de bâtiment. Les apprentis partageront donc leur temps entre la fabrique et les chantiers de construction. La formation se prolongera sur quatre années. Elle sera suivie d'une période équivalente de travail non rémunéré. La plupart des apprentis dorment la nuit dans l'atelier, et y passent leurs samedis et leurs dimanches. Ils sont en majorité originaires de la Volta ou de l'Eastern Region. Ils forment une brigade de travail fortement unie par les liens de camaraderie et de solidarité.

Un autre type de fabrique, proche de la manufacture, est constitué par les entreprises de fabrication semi-industrielle de pain. Celle que dirige Agnès Amoah, au bord de Kanda Highway, est la plus active et la plus caractéristique. Elle comprend quatre fours, dont deux fonctionnent en permanence. Les effectifs au travail sont de 70 personnes, la majorité

étant composée de fillettes de sept à dix-sept ans. L'espace, outre l'habitation de la patronne, comprend un entrepôt pour la farine et le charbon de bois, un magasin où dorment les quelques jeunes gens qui travaillent ici, un dortoir pour les filles, un réfectoire commun, un hangar au toit de chaumes. Les fillettes seront confinées au sein de cet enclos qu'il leur sera interdit de quitter. Ce sont toutes des Fante, originaires du même village ou de ses environs. Les liens communautaires se conjuguent avec les relations de copinage. La patronne exercera son autorité de façon stricte. Elle chargera de la surveillance une assistante qui aura pour mission de répartir les tâches et de faire respecter les horaires de travail. La vie quasi monacale, ordonnée, est celle d'une brigade.

En pénétrant dans les écuries du Polo Cub, nous découvrirons un milieu de travail tout à fait singulier. Pour qui ne connaît pas le Accra Polo Club, introduisons-le dans ce lieu. Il ouvre sur une immense pelouse à l'anglaise, soigneusement entretenue, où parfois, le dimanche dans l'après-midi, se disputent des matches de polo devant un parterre de notables et d'ambassadeurs. C'est surtout un Club House qui accueille tous les soirs l'élite de la capitale. Les détenteurs du pouvoir politique et les hommes d'affaires y entremêlent intérêts publics et intérêts privés. Visitions à présent les communs. Les écuries profilent leur alignement le long d'une allée. C'est là que vivent en permanence les garçons d'écurie. Leur âge va de sept-huit ans à l'adolescence. Le personnel rémunéré par le Club comprend une douzaine de personnes. Deux d'entre elles seulement, un vieux Dogon, et un Peul, originaire du Tchad, sont affectées à la surveillance des écuries. Leur entente avec les gamins est parfaite. Ceux-ci forment un collectif très homogène. Tous viennent de Nima. Ils sont musulmans. Ils viennent tous du Nord. La cooptation constitue la seule filière de recrutement. Tous dépendent du bon vouloir d'un propriétaire de chevaux. C'est lui qui rétribue leurs services. Autour d'eux, des gosses se rendent utiles et se placent en position d'attente. Tous sont unis par les mêmes passions : le cheval, le football. Les gamins du Polo Cub ont formé leur propre équipe. Ils s'entraînent tous les soirs. Ils disputent des matches contre des équipes de Airport ou de Shashie. Liés par leurs activités communes, ils forment un groupe qui vit en marge des adultes. Néanmoins, ils conservent des liens étroits avec leurs parents qui habitent Nima ou Mamooobi. Sur les terrains de foot, sur les champs de course, sur leur lieu de travail, dans la vie quotidienne, les gamins du Polo Club forment une véritable équipe.

Entendons B.K. Brown, seize ans, qui est originaire de l'Upper East :

« Mon père occupe un emploi à la Ghana News Agency. Ma mère vend du riz préparé. Je fus retiré de l'école primaire au bout de deux années. Un copain de Nima m'a permis de trouver un travail ici. Je m'occupe de trois chevaux. Je les soigne, je les nourris, je les monte. Je vis et je dors ici avec mes camarades d'écurie, qui viennent tous de Nima. Chaque mois, je rends visite à mon père qui habite East Mamooobi. Je donne à cette occasion 10 000 cedis à ma mère. Je suis le gardien de but et le capitaine de l'équipe du Polo Football Club. Plus tard, je souhaiterais devenir jockey professionnel et participer à des courses hippiques à l'étranger⁶ ».

Vif, intelligent, déluré, mon interlocuteur fait figure de caïd. Il fume à l'occasion du *wee*. Il lui arrive de boire et de parier. Ses copains le surnomment *Mutum wei karifi*, c'est-à-dire *Strong Man*.

Quittons maintenant les espaces professionnels pour aller à la rencontre de milieux de travail plus ouverts, plus incertains, plus marginaux : ceux qui s'organisent en espaces flexibles.

Espaces flexibles

Les espaces flexibles sont formés d'une nébuleuse de lieux de travail non matérialisés, indéfinis, insaisissables. Ils sont faits de mouvement et d'instabilité. Ils ne comportent ni bâti, ni équipement professionnel, ni aménagements spécifiques. Ils correspondent à un mode original d'investissement des interstices de la cité et de ses places publiques pour les transformer en points de vente. La conquête des carrefours, des trottoirs par les enfants insinuera des activités marchandes incontrôlées dans les endroits les plus fréquentés de la ville. Celles-ci sont parfois tolérées. Plus généralement, elles seront prohibées, pourchassées, réprimées.

Cependant, il est tacitement admis que les gamines puissent pratiquer, sans être systématiquement harcelées, la vente ambulante aux carrefours. Celles-ci s'organiseront en équipes mobiles. C'est ce que nous racontera Akosia Agyeman, treize ans, qui vend des sachets d'eau fraîche autour de 37 :

« J'habite Nima et fréquente le cours complémentaire (JSS) de Kanda. Avec deux copines de classe, Esi, douze ans, et Ama, dix ans, nous avons

6. Entretien avec B.K. Brown, Nima, le 17 août 1994.

décidé de mener cette activité en dehors de nos horaires d'école. Nous sommes toutes les trois de culture Akan. C'est moi qui eut l'idée au départ. J'ai convaincu les autres. Nous économisons sur notre argent de poche. Nous avons tout d'abord vendu des tomates. Mais il y avait trop de pertes. Aussi nous sommes-nous reconverties dans une autre activité de vente. Nous nous sommes procuré une glacière. Il nous faudra acheter de la glace et des sachets en plastique. C'est coûteux. Mais cela nous permet de garder l'eau au frais. Nous prenons un taxi pour effectuer le trajet entre Nima et 37. Mais, bon an mal an, nous réussissons à gagner pas mal d'argent. Je suis la trésorière. Nous partageons à parts égales nos gains après déduction des frais. Nous épargnons en commun auprès d'une parente. Nos parents respectifs sont parfaitement au courant de notre activité. Ils ne formulent aucune objection. D'ailleurs, celle-ci ne nuit aucunement à nos performances scolaires. Elle ne nous empêche pas de contribuer normalement aux travaux domestiques, le matin tôt et en fin de semaine. Nous accumulons tout cet argent afin de construire notre avenir en toute responsabilité⁷ ».

Les garçons rencontreront bien plus de difficultés dans l'exercice de leurs activités de vente sur le bord des rues. Seule leur mobilité leur permettra d'échapper à la vigilance de la police municipale et aux contrôles des agents des impôts. L'espace se structure invisiblement en territoires jalousement protégés par ceux qui y opèrent. Les rangs, les files de vente sont des milieux fortement hiérarchisés, soumis à des règles de conduite et à des obligations. Les nouveaux venus devront se faire introduire par l'un des membres de la bande. Il ne leur faudra pas empiéter sur le secteur d'activité de leurs voisins. Le choix des articles à vendre ne dépendra pas totalement d'eux. Un frère pourra présenter la candidature de l'un ou l'autre de ses cadets. Plus fréquemment, l'admission se fera sur la base des appartenances communautaires et des relations de voisinage. Pour les gamins, la vente à la sauvette constitue un travail permanent. La vie dans la rue éloignera définitivement le gamin de l'école. La plupart d'entre eux rêveront de trouver un emploi moins pénible, et de changer au plus vite de condition. Or, ce genre de métier n'apprend rien, et ne procure aucune qualification professionnelle, bien qu'il puisse permettre aux plus dynamiques d'entre eux de s'assurer des gains immédiats. La collectivité de travail développe des rapports de camaraderie et de solidarité denses. Elle invente et partage la même culture de la rue qui, par son originalité et par son éclectisme, distingue

7. Entretien avec Akosia Ansah, Nima, le 23 décembre 1993.

radicalement le comportement et les aspirations de cette catégorie de jeunes de l'attitude plus figée des adultes.

Les cireurs de chaussures forment un univers à part. Ils se singularisent par leur esprit d'indépendance. Leur errance les éloignera du monde des adultes. L'expérience de Kojo Akoma, douze ans, qui vient de la Région Ashanti, est fort révélatrice à cet égard :

« Je viens de la ville d'Agogo. Mon père est négociant. Il s'est récemment séparé de ma mère. Celle-ci, qui vit aujourd'hui à Kumasi, est une riche commerçante. J'ai fréquenté durant six années l'école primaire, à Agogo. L'un de mes camarades de classe, de quatre ans mon aîné, m'a initié au métier de cireur. Il disposait du matériel. J'ai commencé à cirer les chaussures dans les rues de la ville, en dehors de mes heures d'école. Je remettais mes gains quotidiens à mon copain. Il me ristournait régulièrement 50-100 cedis sur les recettes de la journée. En 1991, il quitta Agogo pour rejoindre son frère aîné à Takoradi. Il me laissa la boîte, les brosses et le cirage. En 1992, à la fin de mon cycle primaire, je partis pour Accra. Mon père désapprouvait mon travail de cireur. Il saisit mon matériel et le jeta. Je me rebiffai. C'est pourquoi je décidai de quitter le domicile familial. Au début, j'habitais chez des camarades d'école. Ma mère se mit très en colère. C'est elle qui décida mon départ pour Accra. Elle organisa mon accueil chez son frère, car elle espérait que celui-ci réussirait à me faire reprendre mes études. Ce dernier vend des chaussures d'occasion dans le centre d'Accra. Il habite à Nima. Il m'obligea à suivre le cours complémentaire au JSS de Kanda. Il me donnait chaque jour 300 cedis d'argent de poche. Cela me permit de faire des économies. Je ne tardai pas à acquérir une nouvelle boîte, une brosse et du cirage. Au début, je ne chargeai le client que 20 cedis. Mais à la fin de la journée, cela me faisait quand même 200-400 cedis, que je dépensais lors de mes sorties avec les copains ».

« En mars 1993, ma mère me rendit visite à Nima. Elle me donna 2 000 cedis pour m'inciter à retourner à l'école. J'emportai l'argent et refusai de reprendre ma scolarité. Avec l'apport de ma mère et mes économies personnelles, j'ai pu m'acheter une boîte plus grande, pour 1 200 cedis. J'achetai aussi trois couleurs différentes de cirage, et une brosse pour chacune d'entre elles, ce qui me revint à 1 500 cedis. Je décidai alors de m'enfuir de la maison du frère de ma mère, d'en finir avec l'école, et de vivre ma propre vie. La nuit, je dors désormais à Nima, chez des copains. Il m'arrivait de visiter le frère de ma mère en fin de semaine. Mais il s'entête à vouloir me renvoyer à l'école. Je cire les

chaussures et répare les talons. Je gagne 700 cedis par jour en moyenne. Je verse 200 cedis au *susu*. J'utilise le reste pour mes besoins quotidiens. Récemment, j'ai retiré 5 000 cedis sur mes économies pour m'acheter un pantalon, et offrir une chemise à un copain et des sandales pour un autre. Je déambule de 8 heures du matin à 6 heures du soir sur les trottoirs du centre d'Accra, du quartier des ministères, de Circle, d'Accra New Town. Le dimanche après-midi, j'opère à l'entrée du Stade. Je trouve, à l'occasion, la chance d'assister à un match de football. Parfois, je vais à Tema rencontrer des copains. Je resterai là-bas un ou deux jours avec eux. Lorsque je suis à Nima, je fais attention à ne pas tomber sur le frère de ma mère. Celui-ci n'hésiterait pas à me renvoyer immédiatement à Agogo chez mes parents. Par mon travail quotidien, je m'efforce d'accumuler un maximum d'argent. Cela me permettra plus tard de partir m'installer aux États-Unis où je trouverai un travail⁸ ».

Plus âgé, un autre cireur de chaussures, Kwesi Kuma, quinze ans, viendra confirmer, à peu de choses près, ces propos :

« Ma famille est originaire de Konongo Odumase, dans la Région Ashanti. J'ai suivi là-bas le cours complémentaire, jusqu'en 1995. Mon père cultive la terre. Il est également forgeron. Après mon départ de l'école, je commençai par travailler avec lui. En décembre 1993, je pris la décision de partir pour Accra. Je fis le trajet dans un véhicule appartenant à l'hôpital d'Agogo. Je souhaitais trouver du travail. Mes parents se seraient opposés à mon départ. Je me gardai donc bien de les avertir. Je m'établis chez le fils de la sœur de ma mère. Il habite Mamooobi et travaille comme magasinier au Novotel d'Accra. Il est marié. Sa fille aînée va au JSS de Kotobabi. Ses deux fils, plus jeunes, suivent l'école primaire. Mon père est aussitôt descendu à Accra pour me ramener à Konongo. Il me fallut obéir et repartir avec lui. Il me fit reprendre l'école. J'interrompis rapidement mes études. Ma volonté était d'apprendre un métier ».

« Je repartis pour Accra en septembre 1994. À Konongo, un camarade cirait et réparait les chaussures. Il m'apprit le travail. De retour à Nima, je me fabriquai une boîte. Je trouvai de quoi m'acheter une brosse et du cirage. Mon activité reste clandestine. Je cache mon matériel chez un copain pour ne pas être découvert. Chaque client me donne 50 cedis. Je gagne près de 2 000 cedis par jour. J'épargne la moitié au *susu*. Je répartis le restant entre mes besoins quotidiens, et l'achat de cirage ou de talons

8. Entretien avec Kojo Akoma, Nima, le 15 juillet 1994.

pour le ressemelage. Mon père est venu à ma recherche au mois d'avril. Je l'ai rencontré chez un ami à Adabraka. Il a fini par admettre que je puisse poursuivre mon travail actuel, pour plus tard suivre un apprentissage. Je continue donc de me balader, à longueur de journée, avec ma caisse à cirer sur l'épaule, dans les rues de Lagos Town, de Circle, de Kaneshie, et jusqu'à Korle Bu. Je me rends aussi, de temps en temps, à Ashaiman en *trotro*. J'ai des camarades là-bas. Habituellement, je dors, ici ou là, chez des copains. Nous sortons ensemble le soir. Je n'entame pas mes économies, car mon objectif est de posséder de quoi entreprendre un apprentissage. Mais j'hésite encore, car je ne sais pas très bien quelle branche choisir ? Et il me faudrait d'ailleurs continuer d'accumuler de l'argent pour ma future formation. Le fils de ma "petite mère" ne m'est d'aucun secours. Je dois me débrouiller par moi-même pour me nourrir, m'habiller, me soigner. Je n'envoie pas d'argent à ma mère. Car je dois me concentrer uniquement sur mon objectif de qualification professionnelle et m'y tenir. Lorsque je serai établi, je lui rendrai visite à Konongo⁹ ».

Ce milieu de travail, fait de vagabondage et de liberté, est en rupture ouverte avec le monde clos de la parenté et avec les cadres institués de l'école. Ici, les gamins, des Asante pour la plupart, explorent entre eux, et en toute complicité, les voies de leur autonomie et de leur émancipation. Ils poursuivent leurs projets avec une remarquable ténacité. Ils témoignent le plus souvent d'une maturité précoce et d'une intelligence très vive. Inventifs, impertinents, ce sont des rebelles à toute existence programmée sériellement, que ce soit à travers la famille, l'école, ou le monde des adultes. Ils s'organisent en réseaux et en société parallèle où ils trameront, en marchant inlassablement, les fils d'un avenir meilleur.

Au terme de ce rapide inventaire, il conviendrait peut-être de présenter une vision synthétique de la différenciation des espaces, des lieux et des liens, à partir de ces images contrastées de milieux de travail déconnectés, mais appartenant tous à la sphère marchande, et tous formés par l'entremise de la réinvention du domestique.

Les espaces clos ont pour lieux principaux la maisonnée, le placement à l'extérieur, le voisinage immédiat. Les liens de sociabilité y restent régis par les rapports de domination familiaux qui contraignent les cadettes à subir la loi des aînées, et aux fillettes à se soumettre à l'autorité parentale et à ses exigences. Réelles ou frelatées, les relations de parenté tisseront la trame qui ordonnera l'univers domestique, que la communauté de résidence et la commensalité contribueront à étayer.

9. Entretien avec Kwesi Kuma, Nima, le 8 avril 1995.

Les espaces ouverts ont pour forme privilégiée le marché, lequel irradie sur l'extérieur, se dissémine en une multitude de lieux de vente, et se répand dans les rues de la cité à travers l'exercice de la vente ambulante. À ces lieux correspondent des liens de sociabilité qui sont fondés essentiellement sur la familiarité, les affinités de « pays », la proximité, le corporatisme.

Les espaces professionnels se répartissent en une large gamme d'établissements aménagés en fonction du genre d'activités qui y sont exercées : les échoppes, les gargotes, les *chop bars*, les ateliers, les fabriques ou les écoles. Quasi-contractuels, les rapports y seront ordonnés autour de l'autorité centrale d'un patron ou d'une patronne. Ils seront strictement hiérarchisés, et reproduiront un simulacre des relations de parenté. Les liens sociaux se noueront pour former des équipes, des brigades, des communautés et des associations, lesquelles vivront de camaraderie, de compagnonnage, d'entente et de complicité.

Les espaces flexibles représentent l'ombre évanescence de la cité. On ne peut les assimiler à aucun lieu précis, car ils sont faits de fluidité et d'errance. Ces espaces insaisissables sont les plus proches des territoires de l'imaginaire. Les liens sociaux qui les caractérisent sont plastiques en apparence, mais en fait fortement structurés. Les gamins s'organiseront spontanément en équipes, en files d'attente, en bandes, en réseaux.

Cependant, cet inventaire pourra se révéler quelque peu trompeur. Car le fantôme du domestique plane uniformément sur l'ensemble des formes de l'exploitation du travail infantile.

Serviciables à merci

Peut-être serait-il temps de porter un regard en surplomb sur cet amas d'observations de terrain, jetées en ordre dispersé, et d'offrir une vision plus synthétique de ces aperçus multiples, segmentés, de les unir en un ensemble explicatif et théoriquement cohérent qui les rende intelligibles. Nous avons évoqué, de manière séparée, trois registres distincts d'un même phénomène : la mise au travail des enfants ; les formes du travail précoce ; les milieux de travail. Or, une réalité unifie et éclaire l'ensemble : l'exploitation de la force de travail des enfants.

L'exploitation, l'abus, le déni des droits les plus élémentaires de l'enfance, forment l'essence même du travail précoce. Là où l'exploitation se profile, s'inscrira une limite traçable entre les activités et les obligations domestiques, d'une part, et ce que, en anglais, on désigne habituellement sous le terme de *child labour*, lequel renvoie à l'équivalent, en français, de « travail des enfants ». Transformée en marchandise, la force de travail de l'enfant se convertit en une valeur d'usage négociable, interchangeable. Encore s'agit-il d'une marchandise de qualité singulière, puisque ce sont des enfants qui se trouvent aujourd'hui pris dans la nasse du marché mondialisé, alors que ceux-ci demeurent étroitement enserrés dans les liens de l'univers domestique, qu'ils ne sont nullement considérés comme des sujets de droit, que la socialisation leur aura inculqué les règles de l'acceptation de l'autorité, de l'obéissance, et, dès l'enfance, l'accoutumance aux formes domestiques, latentes, de l'exploitation. On pourrait en conclure, un peu hâtivement, que l'enfant pauvre, dans les sociétés dominées, subirait une programmation précoce, qui, sous la contrainte de la nécessité, le destinerait immanquablement au travail exploité. Néanmoins, une telle conclusion se révèle infondée au regard des réalités observées. Je n'y souscrirai aucunement.

Le travail se trouve bien au centre du processus, car l'enfant se voit nié, dans son être, dans son développement. La dérèglementation du travail vise, de plus loin, à construire un marché unique où serait stimulée une concurrence exacerbée entre les membres de la même unité domestique : hommes, femmes, enfants. La mise en œuvre de la force de travail des enfants assurerait au capitalisme une facile réserve de main-d'œuvre, malléable, peu coûteuse, non qualifiée, ignorante de ses droits, dévalorisée. La déchéance du chef de famille, la prolétarianisation de la femme qui en résultera, entraîneront la mise en vente de la force de travail de l'enfant pauvre. L'assujettissement de l'enfant au travail préfigure la construction de l'homme flexible, atomisé, coupé de ses racines sociales, privé de ses capacités contractuelles, vidé de sa pugnacité revendicative, réduit à l'état d'instrument dissocié, abstrait, de forces de classes qui décideraient aveuglément, de haut, de l'abaissement de sa condition. Sur le marché, la force de travail de l'enfant ne représente qu'une marchandise jetable, un peu plus dépréciée que les autres. Mais, sous notre regard, elle constitue avant tout le révélateur sensible d'une entreprise internationale d'équarrissage de la condition salariée.

Cette dimension internationale des mécanismes de la prolétarianisation des gosses dans les sociétés dominées est ici tout à fait essentielle. Car, c'est du global au local que se nouent les chaînes d'exploitation, et que se décide insidieusement le devenir des couches laborieuses, dont Nima fut historiquement l'un des creusets au Ghana. Mais la « globalisation » ne serait-elle pas, au-delà d'un processus, inégalement achevé, d'internationalisation des forces productives, que le masque, sous couvert de jargon « *politically correct* », du nouvel impérialisme, lequel s'arme des prétentions d'un « Système-Monde » ? Cependant, ne serait-ce pas escamoter quelque peu abruptement les facultés d'initiative et de résistance des classes laborieuses du *zongo*, les ressources propres et l'identité affirmée des sociétés dominées, qui ne se laissent pas si facilement dissocier ? Les dynamiques de la reproduction sociale, la vitalité démographique, l'allégresse juvénile, le ressourcement des liens communautaires, la recomposition des unités domestiques, les tendances conduisant à la découverte de nouvelles formes d'association et de solidarité, l'effervescence de l'invention culturelle, les richesses de l'imaginaire social, les pesanteurs de la tradition et les éblouissements de la mémoire formeront de fragiles et vivants barrages à la propagation d'un néolibéralisme dévastateur. L'enfant et les sortilèges ont, de tous temps, rivalisé de malices. Nous observerons les réponses, malignes, de l'enfant face à sa mise en condition.

Nous nous intéresserons, en premier lieu, à la domestication de l'exploitation et à la transformation du rapport d'exploitation en mise en tutelle. Ceci nous conduira à un examen critique de la notion de « paternalisme », car, à mes yeux, elle se révèle unilatérale, réductrice. À celle-ci, j'opposerai plus volontiers celle de « serviciabilité », qui certes ne me convient guère linguistiquement, mais qui aurait du moins le mérite d'englober les diverses facettes de la condition faite à l'enfant prolétaire et de rendre compte du système global d'exploitation, de ses logiques, de ses stratagèmes.

La seconde étape nous conduira à l'intérieur de l'univers de l'exploitation. L'identifier s'avère un exercice malaisé. Ses structures sont facilement repérables. En revanche, les chaînes d'exploitation sont plus compliquées à démêler à mesure que l'on s'éloigne du sommet, et que l'on se rapproche de la base, de la figure concrète de l'exploitation. Qui subit ? La réponse ne semble laisser aucun doute. Et qui exploite ? La chaîne de l'exploitation ne facilite guère le démêlement des véritables responsabilités. Dans les derniers maillons de cette chaîne qui scelle le rapport de domination, cela mériterait un examen plus poussé.

Enfin, il nous faudra reconstruire, de façon plus théorique, le lien qui unit la « serviciabilité » et le rapport d'exploitation, et dessiner les contours d'un système unique, généralisé, d'offre et de demande de services. À vrai dire, ce moment explicatif nous ramènera à notre point de départ, à savoir la mise au rebut du travail salarié, et les dérégulations sociales que cette casse brutale provoque sur les conditions de la reproduction sociale, parmi les classes laborieuses des pays dominés.

La domestication de l'exploitation

L'exploitation du travail des enfants plonge ses racines dans l'univers domestique. Elle reconduit les liens traditionnels de subordination des cadets aux aînés, des femmes aux hommes, ainsi que l'usage institué d'adoption et de parrainage du jeune enfant. Elle confirme l'autorité parentale, tout en la détournant de sa fonction protectrice. Aujourd'hui, les effets de la dérégulation domestique viennent renforcer cette relation entre le marasme familial et la mise au travail de l'enfant.

Le passage du travail domestique au travail-marchandise nécessite l'intervention d'un intermédiaire, qui se présentera comme le garant de l'enfant. Or cet entremetteur sera obligatoirement un proche parent : le

père, son frère, le frère aîné, pour ce qui est du gamin ; la mère, sa sœur ou la sœur aînée, lorsqu'il s'agit d'une fillette. Toutefois, lorsqu'une femme se trouve à la tête de l'unité domestique, son entremise sera la condition préalable à l'admission dans un stage de formation professionnelle, ou au placement auprès d'une famille extérieure, comme serviteur ou comme servante. Précédant l'apprentissage, la déposition des offrandes d'usage et le versement de l'argent correspondant à la première tranche des frais de formation prennent les formes consacrées d'un rituel. Ce rite de transfert de l'autorité parentale représente le stade préliminaire de la mise en tutelle de l'enfant. Le maître ou la maîtresse se voient déléguer le rôle et les prérogatives du père ou de la mère. La mise au travail prend les apparences d'une adoption. Plus la relation entre le parent qui sert d'intermédiaire, et celui qui entend utiliser la force de travail de l'enfant est étroite, plus le gosse se trouvera l'otage de cette relation. Son seul droit sera dès lors de se soumettre. Il n'aura plus aucun recours, son protecteur n'étant autre que celui qui l'exploite. Ainsi s'institue la domestication du rapport de travail, et s'impose le subterfuge qui travestit en protection et en service, l'exploitation sans limites. L'enfant se trouve projeté hors du champ du travail libre, et réduit à la condition d'un prolétaire sous tutelle.

L'emprise de l'unité domestique sur le mécanisme de la mise au travail précoce n'est pas sans incidences notables. Tout d'abord, elle laisse apparaître qu'une partie de son exploitation économique s'enracine dans l'unité domestique, est commanditée par elle. D'autre part, le fait que la mise au travail passe par les canaux de la parenté va aboutir à ce processus de domestication des rapports de travail. Ceux-ci emprunteront leurs formes au langage et à l'idéologie de la parenté. Le maître ou la maîtresse joueront d'un simulacre de position parentale sous prétexte que leur autorité procède initialement des parents, provient de l'univers domestique de l'enfant. Cette domestication du rapport de travail, l'usage qui en est fait, sont l'un des masques de l'exploitation, et confèrent à celle-ci une légitimité supérieure, appelant au respect et à la soumission¹.

Encore importerait-il de caractériser plus précisément ce rapport singulier de domestication légitimant l'exploitation et la mise en tutelle des enfants travailleurs. Plusieurs observateurs voudraient l'enfermer dans la notion unique de « paternalisme ». Selon un chercheur,

« le paternalisme se définit comme un rapport de domination qui associe la force et la protection, et dont le contenu est (ou fait croire qu'il

1. Verlet M., 1996, « Grandir à Nima (Ghana). Dérégulation domestique et mise au travail », p. 311-329, in Schlemmer B. (éd.), *L'enfant exploité, op. cit.*, p. 324.

est) viager mais non contractuel. Son action est très visible dans le cas des apprentis – y compris de ceux qui ont atteint l'âge adulte : l'employeur n'est pas un "employeur", mais un "maître", il doit considérer ses employés comme ses propres enfants, et les sacrifices qu'il leur demande, les châtiments qu'il leur inflige, en bref l'oppression qu'il leur fait subir, tout cela serait de leur intérêt. C'est le modèle familial, basé sur la toute-puissance paternelle, qui semble s'imposer dans l'univers du travail, comme simple prolongement d'une loi naturelle² ».

Cette notion de « paternalisme », empruntée aux études latino-américaines, me semble cependant bien peu adéquate pour caractériser la mise en tutelle de l'enfant travailleur de Nima. La prétention de l'ériger en modèle général, applicable à l'analyse de l'exploitation des enfants sur les cinq continents me semble bien exorbitante. Ne serait-ce pas effacer un peu vite les contrastes sociétaux et les diversités culturelles ? Rapportée aux communautés de Nima, la notion de « paternalisme » aurait pour principal défaut de privilégier unilatéralement l'exercice du pouvoir du maître, qui se prétend protecteur et parent, et d'occulter l'existence même de l'enfant, considéré comme un sujet passif, d'ignorer ses réactions. Cette notion ne désigne que l'enveloppe extérieure du rapport d'exploitation, le moule qui fera du lien paternaliste un mode de contrôle social « plus ou moins bien calqué sur le pouvoir qui règne au sein des unités familiales³ ». Les mécanismes internes de l'exploitation resteront dans l'ombre.

À la notion de « paternalisme », j'opposerai celle de « serviciabilité », qui me paraît qualifier plus justement le rapport d'exploitation dans sa totalité. Cette notion définit en effet le système dans son ensemble, et met en évidence la polarisation entre l'offre et la demande de travail. Elle signale le travestissement de l'activité productrice en service, et le déguisement de l'exploitation en banal échange de prestations. La mise au travail, se confondant avec une mise en tutelle, instituerait une relation mutuellement consentie de réciprocité. Le maître se posant en parrain, en protecteur et en bienfaiteur, l'enfant deviendrait son obligé.

Aussi, à ce stade de notre démarche explicative, peut-être importerait-il d'aller au-delà des cadres précédemment fixés de la domestication du rapport de travail et de la mise en tutelle de l'enfant travailleur. C'est pourquoi nous tenterons de qualifier deux dimensions complémentaires, mais probablement plus essentielles, du rapport de travail et de sa

2. Morice A., 1996, « Le paternalisme, rapport de domination », p. 269-290, in Schlemmer B. (éd.), *L'enfant exploité, op. cit.*, p. 280.

3. *Ibid.*, p. 269.

conversion en exploitation : la dialectique du bon vouloir et de la bonne volonté ; la « serviciabilité », c'est-à-dire la condition de « serviable à merci ». Auparavant, il nous faudra cependant nous livrer à un détour pour découvrir l'exploitation elle-même, ses formes, ses figures.

Formes et figures de l'exploitation

La suggestion que propose en particulier Bernard Schlemmer de « dissocier le terme d'exploitation en le distinguant de celui d'oppression » pour désigner les deux faces d'une même réalité paraît tout à fait pertinente. « Le second terme renverrait au statut de mineur de l'enfant, à qui – comme c'est souvent le cas pour la femme, mais plus rigoureusement encore – est niée la responsabilité de ses actes⁴ ».

L'oppression se manifeste à travers la toute-puissance du patron ou de la maîtresse. L'enfant ne sera pas considéré comme un sujet de droit. Il se trouvera dans l'incapacité de rejeter les conditions de cette oppression qui découle d'une délégation de l'autorité parentale. Dans ce contexte, les abus de pouvoir seront nombreux, le maître ou la maîtresse fixant les règles, et se chargeant de les faire respecter. Le travail juvénile n'est soumis à aucun cadre légal strict. Un âge minimum est certes officiellement fixé, celui de seize ans. Il sera rarement respecté. La mise au travail pourra, dans la réalité, intervenir dès l'âge de sept ans.

L'exploitation se traduit dans la durée du temps de travail. Celui-ci peut dépasser les quatorze heures par jour. Dans certains secteurs d'activité, les filles se verront imposer le travail de nuit. Ajoutons que, dans le cas des gamines en particulier, le travail à l'extérieur n'exempte aucunement des tâches domestiques. Le temps laissé au repos et aux loisirs s'avère dérisoire. L'insalubrité des conditions de travail se combine le plus souvent à la pénibilité du travail lui-même.

Il s'agira le plus souvent d'un travail gratuit, ne procurant à l'enfant aucune rémunération. Exceptionnellement, le patron ou la maîtresse pourront donner un peu d'argent de poche, ce geste prenant la forme d'un cadeau ou d'une gratification. Non seulement le travail de l'enfant ne sera pas rémunéré, mais, dans le cas d'un apprentissage, les parents devront payer pour les frais de la formation, ce versement représentant le paiement d'un service. Par ailleurs, une fois formé, l'apprenti sera tenu de

4. Schlemmer B., 1997, « Propositions de recherche sur l'exploitation des enfants au travail », *Recherches Internationales* (50), p. 68.

continuer à travailler gratuitement, comme ouvrier, pour le maître ou la maîtresse, durant une période de six mois à un an.

Le caractère hors normes de l'exploitation de la force de travail des enfants n'est guère modifié par les termes du contrat d'apprentissage. À vrai dire, celui-ci ne vise pas à établir une relation contractuelle. Il insiste exclusivement sur les prérogatives et les droits du patron ou de la maîtresse d'une part, sur les obligations des parents et les devoirs de l'enfant de l'autre. Le système de l'exploitation se constitue en totale rupture avec le modèle salarial.

La position officielle incrimine volontiers l'attitude des parents, et les désigne comme les principaux responsables de l'exploitation. Une telle allégation nous incitera surtout à retracer le fil des « chaînes d'exploitation ». Au sommet, opèrent des acteurs invisibles, en premier lieu, les institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale en particulier, qui portent la responsabilité de la dérèglementation du travail et de la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale. La propagation du dirigisme néolibéral prend pour relais les politiques de l'État dominé. Les licenciements massifs résultant des privatisations, le processus de désindustrialisation saperont les structures du marché du travail. Les ravages sociaux seront amplifiés par les carences du système éducatif, par les insuffisances des institutions de formation professionnelle, par le délabrement du système de santé moderne.

Maillons nécessaires de la mise au travail des enfants, donc de la chaîne de l'exploitation, les parents sont contraints de se placer dans la position ambiguë de pourvoyeurs d'une main-d'œuvre peu coûteuse, en même temps que de victimes de la crise du marché de l'emploi. Car ils se trouvent eux-mêmes pris dans les nœuds d'un système global d'oppression et d'exploitation qui renvoie directement au double phénomène de la ruine du salariat et de la dérégulation domestique. Travailleur sans travail, l'homme sera placé dans l'incapacité d'assumer ses responsabilités parentales et ses obligations domestiques. Laborieuse, la femme tentera un moment de prendre le relais et de combler les effets du retrait de l'homme. L'ultime et indispensable recours sera la mise au travail précoce d'une partie des enfants pour contribuer à la recomposition de l'unité domestique et au ressourcement des modes de reproduction sociale. À l'âge où les enfants sont appelés à l'émancipation, à l'épanouissement de leurs possibilités, les plus pauvres d'entre eux voient leur désir d'autonomie interdit. Ils se trouvent partagés entre le besoin d'identification, d'individualisme, et l'appel à participer prématurément aux responsabilités sociales et à se fondre dans les appartenances collectives.

Le projet néolibéral compte parmi ses objectifs primordiaux la transformation du marché en rapport de forces et le creusement des inégalités sociales. La majorité la plus appauvrie de la population se trouve marginalisée, alors qu'une mince frange sociale, au sein des sociétés dominées, se constituera en une élite de petits propriétaires ambitieux, aspirant à s'insérer dans les interstices d'un système économique fortement hiérarchisé, et à tirer parti de la misère des autres. Toutefois, ce capitalisme novice fonctionne lui-même à la marge. Il sera maintenu en position subalterne, précaire, et soumis à une compétition internationale qui met durement à l'épreuve sa vulnérabilité. Il n'échappera pas à la loi d'acteurs globaux qui entendent bien homogénéiser le champ économique international, et renforcer leur contrôle sur le marché du travail. Les patrons et les maîtresses qui exploitent la force de travail de Nima apparaissent certes comme des profiteurs, mais aussi comme les supplétifs d'un système de domination qui les opprime. Ils ne réussiront jamais à s'extraire totalement de la gangue sociale dont ils sont issus.

Vers un système généralisé d'offre et de demande de services

Le rapport d'exploitation se construit dans une tension permanente entre deux pôles : le bon vouloir et la bonne volonté. La dialectique du bon vouloir et de la bonne volonté s'enracine naturellement dans le terreau de la domestication du rapport de travail. Elle manifeste la dissymétrie entre la position du maître et la condition de l'enfant au travail. Le bon vouloir du maître est son pouvoir arbitraire. Sa volonté, ses nécessités, ses humeurs seules commandent la rémunération, fixent les temps et les conditions de travail, assignent les tâches, influencent la qualité de la relation.

La bonne volonté, c'est la disponibilité, la soumission qui sont attendues de l'enfant sous tutelle. Vulnérable, en quête de protection et d'appui, celui-ci se voit sommé de se montrer docile, serviable, soumis. Sa force de travail est une matière malléable, ductile, flexible. Ligne de force, cette polarisation entre bon vouloir et bonne volonté est aussi un champ sous tension. Si elles débouchent rarement sur une confrontation ouverte, les formes de résistance, d'esquive, de reprise opposées par l'enfant souterrainement peuvent être multiples.

L'inventaire des types d'activités exercées par l'enfant au travail fait apparaître une prévalence des activités appartenant au secteur des

services. Et même lorsqu'elles correspondent à des activités de production, le rapport de travail les travestit en services. À cet égard, on observe une sorte de glissement du légal à l'interdit, du licite à l'illicite, plus communément d'une activité à une autre. Un travail peut en cacher un autre, peut en entraîner un autre. Le patron pourra déplacer à sa guise les limites du travail demandé. Mais à cette extension des exigences issues du bon vouloir du patron, de la maîtresse ou du client pourra faire écho, de la part de l'enfant, une bonne volonté élargie à rendre service. Ainsi se manifesteront un bon vouloir et une bonne volonté sans contours qui n'étaient inscrits ni dans le contrat, ni dans la nature de l'activité de base.

Par exemple, un contrat d'apprentissage peut à l'occasion impliquer d'autres demandes, d'autres tâches, d'autres services que ceux initialement convenus (travaux ménagers, prostitution pour les fille ; travail sur des chantiers de construction pour le garçons). Le travail de l'enfant (*child labour*) le place en condition de service généralisé. Ainsi, pour les fillettes qui vivent en petites bandes sur les marchés où elle travaillent comme *kaya-kaya*, l'offre et la demande de service généralisé peuvent aller du portage à la relation sexuelle. Parfois, des glissements identiques peuvent s'observer dans certains salons de coiffure, dans des ateliers de confection, et plus communément dans les *chop bars*.

L'enfant au travail « entre en condition », comme on le disait jadis en France pour les domestiques, devient dépendant et disponible. Pour qualifier cette condition, on serait tenté de parler de « travail servile ». Mais le terme « servile » a l'inconvénient de renvoyer trop directement à l'état d'esclavage et à celui de servage. Nous choisirons donc de parler de « serviciabilité » pour désigner une condition personnelle et transitoire de dépendance et de soumission qui contraint, dans bien des cas, l'enfant travailleur à être pris dans un système d'offre et de demande généralisé de services. On peut dire ainsi que l'enfant pris précocement dans des rapports de travail et d'exploitation, est destiné à devenir « serviable à merci ». Telle est sa condition.

Prenons donc au sérieux cet avertissement prémonitoire lancé par Michel Bonnet, expert de ces questions au BIT :

« Ces travailleurs de demain en train de naître du travail des enfants d'aujourd'hui (...) sont prêts à tout, prêts à toutes sortes de travaux, prêts aussi à toutes les sortes d'exploitation. C'est peut-être là, dans la transformation d'un travailleur en serviteur, qu'il faut chercher le risque majeur du travail des enfants⁵ ».

5. Cité in Schlemmer B. (éd.), 1996, *L'enfant exploité*, op. cit., p. 24.

Ainsi se profilera, à travers la silhouette de l'enfant serviable, la figure du travailleur fragilisé, de l'homme flexible, de l'être dissocié.

La mise en évidence de l'exploitation et de sa constitution en système nous renvoie tout naturellement à l'enfant et à ses sortilèges. L'imaginaire des gosses prend pour matière première les conditions, les contraintes des rapports d'exploitation quotidiennement subis. De manière ambiguë, le travail du rêve tentera à la fois de reproduire l'expérience vécue, et de la transcender. De ce travail du rêve, naîtra une image dédoublée. L'imaginaire reproduira une réplique de l'expérience des aînés, laquelle apparaîtra, en surimpression, dans le désir des enfants. Il projetera aussi les miroitements d'une image idéalisée, transfigurée de ce vécu, et lui ouvrira des horizons, l'imaginaire exorcisant les formes les plus funestes du destin.

Les chemins de l'imaginaire

Il sera ici question, pour l'essentiel, d'imaginaire. Je prendrai toutefois la liberté d'abolir la frontière qui distingue usuellement les rêves, au sens strict du mot, de l'imagination. À chacun ses rêves, à tous l'imaginaire social. Il existe une archéologie de cet imaginaire collectif. Celui-ci est formé de sédimentations successives, de strates superposées, bousculées, enchevêtrées. Il fait scintiller un kaléidoscope chatoyant de mémoire, de symboles et de désirs.

Il existe plus fondamentalement une partition de l'imaginaire. Qui dit partition laisse entendre à la fois registre/rôle, et scission. Les partitions de l'imaginaire sont faites de rôles sociaux divergents, lesquels sont appris dès les premiers stades de la socialisation de l'enfant, les gamins là, les fillettes ici, aux côtés de la mère. La partition de l'imaginaire, elle, construira une ligne de démarcation fondamentale : on rêvera au masculin ; différemment, on rêvera au féminin. L'imaginaire social se dissociera en imaginaires multiples, disjoints, en rêves.

Revenons à des notations de terrain, écrites au jour le jour :

« Me voici parti sur les sentiers de l'imaginaire. Je pars de l'archéologie de l'imaginaire, que l'on devine, invisiblement, symboliquement, dans le dessein fondateur de Nima : établir la "Cité divine". Cela correspondait surtout aux désirs des très secrets et fort influents Wangara. Puis, je m'emploierai à révéler les stratifications dans les systèmes de représentations, des plus anciennes aux plus récentes, des premiers migrants aux chômeurs d'aujourd'hui, à déchiffrer le sens des rêves et des cauchemars. Se découvrent ainsi des imaginaires sociaux qui se chevauchent, des dissonances aussi, les disharmonies dans l'imaginaire se faisant plus perceptibles aujourd'hui que Nima a vu sa population se

stabiliser, se féminiser, se diversifier, alors que la constellation de villages qui transfigurait le bidonville fut éventrée par le sillon aveugle des bulldozers. Chaque génération, avec sa partition, son registre, participera à la symphonie, avec, plus sonore, l'éclat des dissonances. Ce volet qui concernerait l'archéologie de l'imaginaire pourrait s'intituler "Errance et imaginaire social". Certains sur Nima font une profession de l'analyse des rêves. Le *malam* interprétera les rêves à l'aide de chiffres ou d'écrits. Le devin traditionnel utilisera des cauris ou de petits cailloux. Mon propos s'en tiendra au repérage de la ligne de fracture de l'imaginaire social entre masculin et féminin, à sa genèse, à sa signification¹ ».

Décliner les rêves au masculin et au féminin, cela nous obligera à remonter aux sources, c'est-à-dire à la construction de cette différenciation des rôles entre hommes et femmes. Mais celle-ci, sous l'effet de la crise du marché du travail, tend elle-même à se brouiller. Le rôle parental et social de l'homme se voit abaisser, cependant que celui de la femme grandira. La femme s'extraîra progressivement de l'enclos domestique pour s'ouvrir sur l'environnement économique extérieur. Les processus de socialisation des garçons et des filles s'en trouvent ainsi quelque peu bousculés. Mais, peut-être conviendrait-il de faire remonter l'analyse plus en amont, jusqu'au système traditionnel de domination des femmes par les hommes, qui perdure au sein du *zongo*, qui continuera d'inspirer les formes de socialisation des enfants, et qui fera bifurquer prématurément leurs trajectoires.

Dès le tout jeune âge, la fille grandit dans un univers exclusivement féminin, dans une condition de domination et de soumission. Elle subit la tutelle directive de sa mère ou de sa tutrice. Son seul horizon sera l'unité domestique. Elle se trouvera immédiatement incorporée à la survie d'un système primaire de protection et de reproduction sociales. Ses marges d'initiative sont fort réduites. Elle sera précocement programmée pour perpétuer la condition féminine. Les obligations domestiques constituent son lot quotidien. Pour elle, la scolarisation ne sera, exceptionnellement, qu'un bref épisode. Le marché constitue sa seule ouverture sur l'extérieur. Le mariage sera rarement considéré comme une libération, mais le plus souvent comme un cadre renouvelé, plus indépendant, pour assumer les mêmes obligations domestiques et un surcroît d'activités professionnelles. Les rêves des filles projeteront les images mythiques d'une famille harmonieuse, égalitaire, restaurée, d'une communauté villageoise retrouvée. Mais l'idée d'évasion, de prise de distance, d'affranchissement ne sera pas éteinte pour autant, même si elle reste le

1. Lettre à Maguy, Nima, le 22 septembre 1996.

plus souvent refoulée. Toutefois, le désir de protection, de refuge, d'enracinement demeure prévalent.

L'univers masculin s'ouvre sur l'extérieur, sur l'ailleurs, sur l'étranger. Il aura pour horizon unique le marché du travail. Il reproduit l'expérience historique du travailleur migrant. Les parcours du garçon s'avèrent plus diversifiés que ceux, quasi uniformes, de la gamine. Ils passent le plus souvent par l'école, par l'apprentissage. La recherche de la qualification professionnelle sera poursuivie avec obstination. Le désir d'autonomie s'exprime fortement. Les rêves figureront les emplois-mirages, ainsi que l'exil rédempteur. Ils profileront, comme perspective mythique, le lointain extérieur.

Masculin, féminin

Il nous faudra partir de la genèse, à Nima, de la séparation de ces deux mondes : l'univers féminin, l'univers masculin. La ligne de fracture originelle paraît instituée par l'inégalité traditionnelle des statuts sociaux : supériorité de l'homme, subordination de la femme. Toutefois, la dissymétrie de ces rapports domestiques de domination et d'obéissance est aujourd'hui quelque peu amoindrie par les évolutions récentes. La ruine du marché du travail et le retrait de l'homme salarié ébranlent l'éminence économique et l'autorité parentale des hommes. La généralisation de l'exercice d'un métier par les femmes modifie les agencements internes de l'économie domestique. Il n'est plus rare que la femme, de simple gestionnaire, se transforme en véritable responsable des unités domestiques. Les enfants, prenant le chemin de l'école ou exerçant un travail, adopteront des mentalités et des attitudes vis-à-vis de leurs parents qui trancheront avec les rapports institués dans le passé.

Néanmoins, cette séparation du masculin et du féminin en deux univers dissociés reste structurée par quelques polarisations fortes, même si, sous l'effet de la crise de l'ajustement, celles-ci tendent à s'atténuer. Elle est innervée par une série de couples d'oppositions marquées, immédiatement repérables : intérieur/extérieur, ici/ailleurs, familial/étranger, protection/indépendance.

Dès le plus jeune âge, il s'opérera une différenciation des espaces de vie. La fillette reste confinée à l'intérieur de la maisonnée. Elle ne tardera pas à assister la mère dans les tâches ménagères. Son enfance se déroulera dans l'orbite de la mère. En revanche, le garçon vivra toute la

journée dans la rue, avant de prendre le chemin des écoliers. Il a ses propres jeux, distincts de ceux de ses sœurs. Jadis, les hommes et les femmes du *zongo* ne partageaient pas les mêmes espaces de vie, ceux-là habitant la ville, celles-ci demeurant au village. La distance semble aujourd'hui effacée. Mais les femmes ont reconstitué la vie villageoise à l'ombre du domestique, alors que les hommes s'identifieront d'abord à leur milieu de travail, situé le plus souvent dans la cité, à l'extérieur.

La différenciation par le travail inscrit une opposition entre l'ici, domaine féminin, et l'ailleurs, horizon masculin. Durant la période de la formation, les femmes restées au pays travaillaient la terre et s'adonnaient au petit commerce sur les marchés ruraux. Le travailleur migrant vivait ailleurs, là où existaient des gisements d'emplois. Les lieux de travail se sont aujourd'hui rapprochés. Les femmes ont accédé en nombre croissant au marché du travail. Mais les formes et les milieux de travail établissent désormais une nouvelle différence.

Il existe aussi une différenciation des perspectives, laquelle se reproduira dans la construction d'imaginaires distincts, masculins et féminins, perpétuant la distance entre la communauté rurale originelle et le bidonville du travailleur migrant, opposant le familial et l'étranger. Les rêves féminins figureront l'image nostalgique des racines, du milieu villageois redécouvert, de l'ensemble familial revivifié. L'imaginaire masculin projetera, de façon incertaine, les miroitements du départ vers l'inconnu salvateur, de l'exil imposé par la recherche d'un emploi, de la migration lointaine, de la découverte d'un filon de travail et d'argent à l'étranger.

On observe en outre une différenciation des trajectoires. La socialisation imposera rapidement les rôles et tracera les parcours de chacun. Le cursus du gamin le fait passer de l'école à l'apprentissage, puis au métier, et enfin au départ. Celui de la fille la mènera de la maisonnée au marché, puis au mariage, donc à un retour à l'unité domestique, avec le fardeau supplémentaire du métier et des enfants. Le long de son itinéraire, la fille sera perpétuellement en quête de protection. Par le détour de l'éducation et de l'apprentissage, le gamin aura, lui, pour objectif primordial une qualification professionnelle et l'accès à un métier. Il sera surtout animé par le désir d'autonomie. Mais ce ne sera le plus souvent que *wishful thinking*. Comment pourrait-il rester indifférent au marasme de ses proches ? Il lui faudra bien s'impliquer dans la survie de l'économie domestique. Mais cette exigence immédiate ne dissipera pas ses rêves d'indépendance.

On pourrait penser que plus dures seraient les conditions de l'existence, incertaines et sombres les perspectives d'avenir, plus la libération dans l'imaginaire serait à l'œuvre. Rien n'est moins sûr. Celui-

ci reproduira des archétypes imposés, des figures tutélaires, des mythes institués. Il reflètera les programmations de la socialisation domestique sous contrainte. La bifurcation du parcours des filles et des garçons traduit donc la permanence des cadres de la reproduction sociale. La partition des rêves ne fera que redonner vie à des lignes de fracture plus anciennement, inscrites dans la mémoire sociale.

Rêves de filles : l'horizon proche

Les filles se verront assigner un parcours de formation imposé, linéaire, étroitement encadré. Elles seront contraintes de se conformer à un modèle uniforme de comportements et d'attentes. L'enfance aura pour elles la rigidité d'un destin. Elles grandiront sous surveillance. S'amuser, se reposer, s'éloigner leur seront interdits. La fillette n'aura d'autre choix que d'apprendre à se soumettre à la condition féminine, à ses obligations, à ses fonctions de reproduction et d'administration de la vie quotidienne. Ses marges d'initiative personnelle seront en outre réduites par les lacunes de son éducation scolaire et de sa formation professionnelle. Il lui sera donc fort difficile de s'arracher à cet apprentissage domestique et de se frayer la voie de l'affranchissement. Toutefois, elle restera intimement partagée entre deux sentiments : le besoin d'une protection familiale, qui signifierait la reconduction de sa condition présente et de sa dépendance domestique ; ou le désir d'évasion, en quête de liberté et d'espaces nouveaux.

Il existera certes une minorité de fillettes qui tenteront, avec vaillance, de se construire une existence plus autonome, de s'éloigner de l'ombre de la mère et de l'enclos domestique. Il ne sera jamais question de rupture, mais plutôt de prise de distance. Portons-nous maintenant à leur rencontre, et entendons leurs témoignages, et l'expression de leur différence. Ces gamines ou ces adolescentes appartiennent à plusieurs catégories, selon le type d'émancipation qu'elles auront imaginé. Les unes s'acharneront à parfaire leur éducation ou leur formation technique pour accéder à un métier qualifié, et miseront tout sur la réussite professionnelle. D'autres espéreront l'amélioration de leur condition dans l'apparition d'un protecteur, d'un bienfaiteur. La migration représentera très rarement pour les filles le chemin rêvé de l'émancipation.

Un projet professionnel bien précis anime Hassana Keita, vingt-trois ans, qui travaille comme apprentie dans un atelier de couture, à

Mamoobi, le long de Nima Highway. Elle rêve d'un retour au pays natal, après avoir perfectionné sa qualification :

« Mon père est un Bambara, originaire du Mali. Ma mère vient du Togo. Ils habitent à Madina. Je vis à Nima depuis six ans. Je m'y suis mariée. Mon mari fait partie du personnel de sécurité de la Loterie nationale. J'ai eu un enfant en 1990. C'est ma mère qui finançait les frais de mon apprentissage de couturière. Celui-ci se terminera dans quelques mois. Mon souhait serait d'apprendre ensuite la broderie. Il existe quelque part à Nima un lieu où cela est possible. Mon frère a un emploi salarié dans la métallurgie. Je suis sûre qu'il m'aidera financièrement. La formation me prendra deux ou trois ans. Ensuite, je repartirai pour Bamako. J'y ouvrirai une boutique de mode. Ici au Ghana, la concurrence est trop intense dans ce secteur d'activité. Mais surtout, je souhaiterais revenir dans mon pays. J'ai conservé la citoyenneté malienne. Je parle couramment le Bambara et le Hausa. C'est à Accra que j'ai dû apprendre à parler le Ga, le Éwé et l'anglais. Mon entreprise sera établie chez les miens, à Bamako² ».

Je rencontrai Vida Odoi, vingt-deux ans, dans un garage à l'entrée de Nima. Coquette, délurée, avec ses boucles d'oreilles, sa coiffure impeccable, son maquillage discret, elle se faisait remarquer dans cet atelier de travail par son allant, et parce qu'elle était la seule femme à travailler sur les voitures :

« Mes parents habitaient Adabraka. Mon père est originaire des collines Shai. Il est décédé. Ma mère, qui est une Éwé de la Volta, vend de la canne à sucre du côté de Circle. Mes trois sœurs se sont mariées. Deux d'entre elles aident ma mère dans ses activités de vente. Mon frère est menuisier-charpentier. Il continue d'habiter chez notre mère. J'ai fait mes études secondaires dans une école publique d'Accra. Puis, j'ai suivi une formation professionnelle au Bremeso Technical College. J'y ai appris le métier de secrétaire. Mais, cela ne me plaisait guère. Je désirais exercer un métier plus manuel. En 1989, ma mère m'organisa un stage d'apprentissage dans un garage de Adabraka qui appartenait à un ami. Mais je ne supportais pas le comportement du patron. Je décidai donc de changer de garage. Je travaille maintenant dans cet atelier de peinture à l'entrée de Nima. Ma mère a tout arrangé. J'ignore les termes de l'accord. Ma formation est à présent terminée, mais il me faut continuer de travailler pour le maître de l'atelier. Mon petit ami travaille dans une

2. Entretien avec Hassana Keita, Nima, le 15 décembre 1993.

entreprise de réparation de climatiseurs. Je souhaiterais gagner de l'argent pour ouvrir un magasin de pièces détachées, car je souhaite continuer de travailler dans l'automobile ».

« Mais, pour réaliser mon projet, il me faudrait trouver un protecteur, car j'aurais besoin d'un capital de départ. J'attends beaucoup de mes croyances religieuses. Dans la famille, nous étions presbytériens. Ma mère s'est convertie récemment à la E.P. Evangelical Mission, une branche schismatique de l'Église presbytérienne. Depuis trois ans, je suis devenue une fidèle de la Promise Church, fondée à Los Angeles. Celle-ci a des antennes à Takoradi, à Korofidua, à Adabraka. Ma sœur me l'a fait découvrir. J'y ai entraîné mon petit ami. Ce que l'on y enseigne me reconforte. Nous participons, durant chaque office, à des séances d'envoûtement. Et puis j'aime tant cette atmosphère de congrégation. Les fidèles forment une grande famille et se fréquentent régulièrement. Les croyants abandonnent les églises instituées pour s'affilier à de nouvelles confessions. Ils escomptent en tirer quelques avantages, car ces nouvelles églises sont fort riches. Me marier avec un pasteur serait pour moi l'idéal : il m'offrirait une protection. Je jouirais de sa richesse. De plus, il me permettrait de profiter de ses réseaux d'influence à l'étranger. Je pourrais alors m'extraire de mon milieu et m'établir aux États-Unis. Un pasteur, avec ses relations et ses multiples contacts internationaux, m'assurerait une véritable protection³ ».

L'image d'un protecteur qui sera le rédempteur hante l'imaginaire des gamines. Mais d'où apparaîtrait-il à moins qu'un adulte ne joue le rôle d'entremetteur ? Toutefois, il se trouvera exceptionnellement un parent plus âgé qui jouera un rôle de bienfaiteur, en permettant à la gamine de terminer un apprentissage ou d'entreprendre un petit négoce.

L'émigration féminine est fort rare. Elle est mal tolérée par la famille. Les fillettes qui partent à l'étranger iront rejoindre une parente qui s'y est précédemment établie. Ou bien, la gamine prendra prétexte de la visite à une sœur pour aller retrouver une copine de quartier ou d'école qui fait, toute jeune, le trottoir à Lomé, à Lagos, à Abidjan. Ces filles seront considérées, à Nima, comme des filles perdues. Il leur sera fort difficile de réintégrer plus tard leur milieu familial.

Un jour, le Spinoza cordonnier, *Shoe Philosopher*, me présenta cette jeune Peule, à la taille élancée, à l'allure fière. Elle est son amie d'occasion. Elle ne parle guère l'anglais. Elle est originaire de Ouagadougou. Elle arrive d'Abidjan, d'où elle a été chassée par les

3. Entretien avec Vida Odoi, Nima, le 22 mars 1994.

pogromes anti-Ghanéens de janvier 1994. Selon ses dires, elle serait partie en Côte d'Ivoire retrouver sa sœur, mariée à un militaire. J'apprendrai vite que le personnage de la sœur est parfaitement fictif. Elle ne tardera guère à m'avouer qu'elle est en fait partie sur les traces d'une copine, à peine plus âgée qu'elle. Elle avait quinze ans à l'époque. Donc, son expérience ivoirienne s'est prolongée sur une demi-douzaine d'années. Elle souhaiterait retourner parmi les siens, à Ouagadougou, où son escapade devrait être maintenant oubliée.

Je reviens à mes notes de terrain pour esquisser un portrait plus précis de « Miss Aventure » :

« On l'appellerait volontiers la "fugueuse". Mais ce mot, équivoque, n'a pas de sens ici. Mieux vaudrait peut-être partir directement de l'entretien que j'eus avec cette toute jeune Fulani, originaire du Burkina, élégante, élancée, la pâleur de son visage rehaussée par un discret maquillage pourpre et émeraude. C'était une amie du *Shoe Philosopher*, qui se consolait avec elle d'avoir perdu son jeune copain boxeur, lequel choisit brusquement de l'abandonner pour l'Allemagne, ce dont ni lui, ni la philosophie, ni la cordonnerie ne se sont jamais véritablement guéris. Après avoir séjourné plusieurs années à Abidjan où elle vivait l'existence des "filles faciles", elle s'est repliée sur Accra, parmi la communauté Fulani de *Fifty-Fifty*. À présent, elle tapine, furtivement, aux abords des hôtels internationaux de Ridge, de Cantonments, de Osu, du centre d'Accra. Le français étant son langage le plus familier, le Novotel aura sa préférence. La belle, qui, en me parlant d'elle, avait vaillamment et superbement entrepris de me séduire sous le regard protecteur et amusé du *Shoe Philosopher*, m'avait annoncé, tout de go, dans son délicieux jargon : "Moi, c'est Aventure". Je ne lui connaîtrai pas d'autre identité. Aussi la baptisai-je sous le nom de "Miss Aventure". Ses trajectoires, ses déambulations sont emblématiques. Elles profilent un genre, un type, une condition, un destin. Bien sûr, elle vit du marchandage de son corps et de sa présence. Son activité de service est l'offre sexuelle. Toutefois, son projet sera, plus radicalement, de nier son sexe, de refuser sa condition féminine ».

« Putain peut-être, mais comme un rejet de l'asservissement à la condition de femme. Elle a choisi, de façon risquée, de se libérer. Elle figure, au sens plein, la femme affranchie. Elle n'accepte pas de subir la destinée sociale de la femme, le parcours obligé qui passe du rôle de la fille, au statut de l'épouse, puis à la fonction de mère. Toute jeune, elle s'insurgera de devoir vivre à l'ombre de la maisonnée, dans le sillage de

ses aînées, mères et épouses. Adolescente, elle rêve d'échapper à l'univers domestique. Elle répugne à n'avoir pour horizon que le passage d'une famille, celle de ses parents, à une autre, celle d'un mari. Elle a des semelles de vent. À l'âge de treize ou quatorze ans, elle s'aventurera en Côte d'Ivoire pour rejoindre une sœur "mythique", qui ne sera en réalité qu'une copine qui, plus hardie, plus effrontée, l'aura devancée sur les sentiers de l'exil ».

« Cependant, la rupture de Hassana ne sera pas seulement d'avec la communauté domestique. Avec la condition féminine, les amarres seront également rompues. Elle créera son propre genre. Elle instituera vis-à-vis des autres, à partir de divers référents personnels et inusités, des rapports égalitaires, confondant filles et garçons, combinant le copinage, l'affection, le marchandage, le besoin de protection. Souvent, elle se droguera. Des amis de cœur, elle en aura beaucoup. Indépendante, elle ne se laissera pas maquer. Elle se dressera, frêle silhouette de guetteur, tendue à l'extrême par la bravoure et l'attente. Miss Aventure ne songera pas à vieillir. Elle est là, serviable, disponible, assise auprès de moi, toute lisse, un peu canaille, docile, avertie, calculatrice, insolente, câline, si humaine, si pathétiquement humaine, fragile, inquiète et menacée⁴ ».

Les tentatives d'évasion hors de la condition féminine représentent néanmoins des exceptions. Revenons donc à l'itinéraire de socialisation étroitement programmé des gamines. Celles-ci détiendront un répertoire de l'imaginaire qui s'inscrira dans un champ clos, borné par les limites de l'univers domestique, et sera jalonné de deux passages obligés : le mariage, la procréation.

Très tôt, les fillettes devront se préparer matériellement à leur mariage. Elles en feront une affaire personnelle, n'attendant guère de largesses de leurs parents. Elles tenteront plutôt, par leur propre travail, de se procurer les biens qu'une jeune épousée est supposée posséder au moment de ses noces : draps, couvertures, matelas, coffres, ustensiles de cuisine, robes, parfums. Les gamines qui quittent leur village en pays Dagbon, dès l'âge de huit ans, pour peiner comme *kaya-kaya* sur le marché d'Agbobloshie n'auront d'autre préoccupation que d'épargner suffisamment d'argent pour pouvoir se constituer, au bout de quelques années de labeur, un trousseau convenable. L'exigence d'acquérir un métier constituera un autre préalable au mariage. En particulier, lorsque l'adolescente se trouvera incorporée à une unité familiale polygynique, quel que soit son rang, première épouse, seconde ou troisième épouse, elle devra conduire,

4. Lettre à Maguy, Nima, le 7 avril 1995.

de façon autonome, ses activités économiques, et vivre de ses propres revenus, l'argent redistribué périodiquement par le mari n'ayant qu'une simple fonction de régulation et d'intégration domestiques. Plus généralement, les apports financiers de la femme constitueront un ingrédient indispensable à la survie de la collectivité de base.

Le mariage sera rarement perçu par les adolescentes comme une émancipation. L'image du mari n'est pas associée à l'idée de protection, de soutien. En revanche, l'homme établi, l'homme riche et influent (*big man*) sera, avec ses exigences, perçu comme un contrat sûr sur l'avenir. Le mariage obéit primordialement aux contraintes sociales, même si, à présent, la liberté de choisir son partenaire est plus aisément tolérée des parents. Pour la fille, se marier, c'est accéder à un statut social. Vous cessez d'être une gamine disponible, harcelée, risquant de verser dans la prostitution. Une fois placée sous l'autorité d'un mari, la femme appartient à un milieu reconnu. Elle imposera le respect autour d'elle. Parfois, l'adolescente prolongera son célibat, afin de mieux asseoir sa réussite professionnelle. Mais ce type de calcul économique, qui annonce déjà la transition démographique, reste le lot des classes aisées, et n'est guère courant à Nima où les filles, pour la plupart, se marient dès l'âge de dix-sept dix-huit ans. La pression sociale les incitera d'ailleurs à ne pas retarder le moment de leur union conjugale. La mère sera la première à pousser sa fille à un bon mariage avant même la fin de son adolescence. Car sa nouvelle situation n'empêchera aucunement la fille, une fois mariée, d'entretenir avec sa mère et avec ses sœurs des relations d'intimité et d'association. C'est auprès de celles-ci qu'elle viendra habiter au lendemain d'un accouchement. Le lien avec la famille d'origine est rarement rompu.

Les cas de fillettes qui accouchent, dès l'âge de quinze ans, de père inconnu, sont plus rares sur Nima que dans d'autres quartiers de la ville. Les codes de vigilance imposés aux mères dans cette société musulmane sont stricts et ne tolèrent guère les écarts de conduite de leurs filles. Mais, en cas de grossesse, la gamine et son enfant seront pris en charge par la famille sans barguigner.

L'homme attendra de sa jeune épouse une descendance nombreuse. La stérilité du couple entraînerait la rupture automatique de l'union. Responsable d'une association de planning familial financée par le FMUAP, Baba Issa, un notable musulman de Mamooobi, doute quelque peu, aujourd'hui, de l'efficacité des campagnes sur la limitation des naissances dans le *zongo*. Il s'est donc reconverti dans un patient travail d'information sur le sida. Les hommes persistent à considérer les moyens contraceptifs, quels qu'ils soient, comme une atteinte à leur virilité et

comme une incitation des femmes à la licence et aux liaisons extra-conjugales. Chez les plus âgés, le contrôle des naissances sera perçu négativement comme une rupture de l'ordre social. En effet, socialement, plus la femme a d'enfants, plus elle sera considérée. Dans le passé, les enfants représentaient un avoir, une aubaine. Désormais, ils deviennent coûteux, embarrassants. Mais, même si leur valeur économique immédiate s'est fortement dépréciée, ils constituent toujours une protection pour l'avenir, une ressource pour les vieux jours. Pour les jeunes femmes, six ou sept enfants seraient le nombre idéal. Celles-ci sont fort explicites sur leurs motivations : « Avoir des enfants, c'est la seule chose qui nous appartienne en propre. C'est notre seule façon de construire notre avenir⁵ ».

La reproduction, sous des formes idéalisées, magnifiées, de l'univers domestique hante l'imaginaire des filles. Rares seront celles qui entreprendront effectivement le retour au pays natal. Mais nombreuses sont celles qui rêveront de ce voyage en imagination et de la redécouverte d'une communauté villageoise parée de toutes les séductions d'un mythe d'origine, offrant toute les promesses de la chrysalide. Cependant, la majorité des gamines reproduiront en esprit l'image de la mère ou de la maîtresse, tout en sublimant les contraintes de la condition féminine. Leur rêve fera naître, par la toute puissance de la pensée, la vision d'une famille radieuse, harmonique, inconnue, unifiée, le cocon au sein duquel s'épanouir, et exister enfin.

Rêves de gamins : le lointain extérieur

Il sera plus volontiers admis que le garçon emprunte des chemins de traverse. Celui-ci a, dès son plus jeune âge, une ouverture sur l'extérieur, qui sera toujours refusée à la gamine. Ses marges de choix, ses capacités d'initiative s'en trouveront élargies. Il pourra s'installer provisoirement dans une position d'attente, choisir un temps d'oisiveté. Plus fréquemment, il s'appliquera à parfaire son éducation ou sa formation professionnelle. Il se montrera fasciné par les métiers-miracles. Mais, le rêve le plus prégnant qui l'habitera sera celui du départ vers l'étranger, pour découvrir, au loin, dans l'inconnu, un filon de travail et d'enrichissement.

5. Entretien avec Amina Awini, Nima, le 22 septembre 1994.

L'oisiveté ne représente pas un état familial aux jeunes de Nima. Parmi les fillettes, celle-ci est pratiquement interdite par la pression des obligations domestiques. Une seule fois, à Ruga, je rencontrai une adolescente qui semblait verser dans l'indolence, en attente d'un contrat professionnel à sa convenance. Amina Aboko, une Kusasi originaire de Bawku, venait de terminer des études commerciales. Elle possédait une excellente qualification de secrétaire. Les propositions de travail qui lui avaient été faites lui semblaient insatisfaisantes financièrement. Aussi préférait-elle se mettre en réserve. Son attente confinait à l'oisiveté. Toutefois, celle-ci était contredite par l'étal de vente de produits de première nécessité qu'elle tenait sur le seuil de la maison familiale, l'ensemble de ses gains revenant à sa mère.

Chez les garçons, la position d'attente, l'état d'oisiveté seront le privilège des diplômés. Partons à la rencontre du « Narcisse des bas-fonds ». Je reviens à mes notes de terrain :

« La femme, devant son appentis, fait la lessive. Elle semble usée, desséchée. Vieillie prématurément, elle n'a que quarante-cinq ans. Elle fait le commerce d'*akpeteshie* et d'autres alcools blancs, ceux qui tuent. Il n'est pas tard. La matinée commence à peine, et les clients en manque se présentent, paient leur ration, la vident, et disparaissent : manœuvres, chômeurs, rebuts du travail de force et de la dérégulation. La femme ne boit pas. Elle veille. Elle est l'unique pivot et le principal soutien de l'unité domestique. Elle abrite et nourrit huit parents, dont ses propres rejetons, sa sœur et ses enfants, d'autres encore. Dagari de Nandom, son sens des convenances sociales est aiguisé. Elle porte le fardeau. Nous aurons deux heures d'entretiens, des propos passionnants au cours desquels elle recomposera sa mémoire, avec émerveillement, exposera ses déchirures, révélera sa philosophie. Sa croyance première est en ses devoirs. Elle se sentira constamment tenue par la conscience de ce qu'elle se doit à elle-même d'assumer. Ne le faisant pas, elle risquerait, dans son village lointain, du côté de Nandom, d'être dénigrée, méprisée⁶ ».

La vieille femme, Mary Dakubu, a deux filles qui poursuivent leurs études au cours complémentaire de Kotobabi. Elle a aussi un fils, Nelson Dakubu, qui est loin d'être un foudre de guerre. Il vient de terminer ses études secondaires. Rechercher un travail, ou se rendre utile, serait indigne de lui. Aussi préférera-t-il végéter dans un quotidien d'inactivité, d'oisiveté. Revenons à nouveau à nos observations de terrain :

6. Lettre à Maguy, Nima, le 5 août 1995.

« Je me pose une question insolite. À Nima, qu'est-ce que c'est qu'un oisif ? Rare, le jeune oisif existe cependant et se maintient en état d'hibernation prolongée. On peut le rencontrer jusque dans les quartiers les plus misérables. Il aura entre quinze et vingt ans. Il adoptera l'air guindé, insolent et supérieur d'un grand benêt. Il se croit, il se pare, il se mire, il s'économise. Il a reçu une bonne éducation, parfois complétée par une formation professionnelle. Il sort tout juste de l'école. De cela, c'est-à-dire des sacrifices consentis par ses proches pour sa formation, il tire son ironique condescendance. Il les juge de haut, et méprise ouvertement leur affairisme. Il se comporte comme un privilégié de la classe de loisirs. Narcisse précoce, il a des exigences, des besoins, qui, chaque jour, se renouvellent. Dépendant de sa mère pour se nourrir, se vêtir, se divertir, il jouera cyniquement les petits-maîtres. Consommateur, consommateur uniquement, il vivra aux dépens de ses parents. Il passera l'essentiel de ses journées au dehors. Car il vit largement de vagabondage et de copinage ».

« Il sera soucieux avant tout de se distraire. Il se place en position d'attente : d'un emploi, d'une migration, d'une protection. Mais il ne fera rien pour accéder au monde du travail. Trop timoré pour se risquer dans la criminalité en bande, il aura le chapardage opportuniste et honteux. Il subsistera, au jour le jour, d'une économie de cueillette, de collecte, de grappillage. À quoi joue-t-il, sinon à mimer un rôle de composition ? Il ne représente que la réplique falote de la figure tragique du travailleur sans travail, du chômeur, du *redeployee*. Ce dernier considère sa condition d'inactivité comme un abaissement, une déchéance. En revanche, le jeune oisif semblera se complaire dans son état de vacance, d'inconsistance. Narcisse fixait voluptueusement le flottement de son image sur une onde pure, dans les bruissements ou les silences de la forêt. Il ne dépendait de personne, puisqu'il figurait à lui-même la création de l'être. Désabusé et servile, le Narcisse des égouts, lui, se contempera, avec délectation, dans le miroir des eaux glauques de la misère des autres⁷ ».

Le système moderne d'éducation n'ouvrira sur un métier que pour qui aura la chance, très exceptionnelle pour un gosse de Nima, d'accéder aux études supérieures, université ou institut polytechnique. Le gamin rêvera alors de devenir, plus tard, ingénieur, pilote d'avion, avocat ou médecin. La formation professionnelle, dans un atelier de travail ou dans un collège technique, ouvrira sur des possibilités plus immédiates d'embauche sur le marché du travail. Par la qualification sera poursuivi le

7. Lettre à Maguy, Nima, le 30 septembre 1995.

projet d'insertion professionnelle, en tant que travailleur indépendant, et parfois comme salarié. En outre, l'acquisition d'une qualification technique sera perçue comme la promesse d'un visa pour l'étranger.

Écoutons Mohammed Umar, un Busenga de vingt-sept ans, qui, depuis son enfance, associe la qualification technique et l'accès au marché international du travail :

« Ma famille vient du Burkina. Mon père est décédé. Ma mère, une Busenga, fabrique de l'huile de palmiste. Je suis né à Nima. J'ai suivi les cours de l'école coranique, où j'ai appris des rudiments d'arabe. J'ai aussi fréquenté l'école primaire. Puis, j'ai fait un apprentissage de mécanicien dans un garage de Nima. Je suis spécialisé dans les réparations de voitures de marque Peugeot et sur les moteurs Diesel. En 1992, j'ai pu trouver un emploi à la SCOA, dans l'atelier de mécanique. Les conditions de travail étaient très pénibles. J'ai touché une indemnité de licenciement de 250 000 cedis. J'avais un ami au Burkina qui faisait le métier d'agent recruteur de main-d'œuvre. Je lui remis la somme, et il se chargea de me faire passer en Libye. Je voyageai en avion jusqu'à Tripoli. Une fois arrivé là-bas, je trouvai un travail, en moins de deux jours, grâce à un copain de Nima. Celui-ci a réussi à passer en Italie où il est maintenant installé. On trouvait de jeunes migrants ghanéens à Tripoli, à Benghazi, à Sebha. On rencontrait aussi des filles ghanéennes. Mais j'ignore quelle était leur métier, car je ne les fréquentais guère. Les conditions de vie sont plus faciles qu'au Ghana. Je percevais un salaire mensuel de 250 \$, ce qui au Ghana représente beaucoup d'argent. À Accra, un travailleur hautement qualifié ne touchera pas plus de 100 000 cedis par mois. Or, pour ma part, mon bagage technique reste limité. Mon projet était d'accumuler, en peu de temps, un capital pour pouvoir ouvrir un atelier de réparations automobiles à mon retour. Au lendemain des sanctions américaines contre la Libye, les migrants d'Afrique de l'Ouest furent expulsés. Ce fut mon sort ».

« J'ai monté depuis un semblant d'atelier de réparations automobiles à Nima West, avec l'un de mes camarades comme associé. Nous sommes obligés d'effectuer la plupart des réparations sur le trottoir, car le local est trop exigu. Je souhaiterais perfectionner ma formation technique. Il me faudrait aussi amasser une bonne somme d'argent. En effet, comme la plupart des jeunes de Nima, mon seul rêve serait d'émigrer à l'étranger. Avec une bonne compétence professionnelle, il me serait possible de trouver un emploi aux États-Unis ou au Canada. Or, avec un paquet d'argent, il est toujours possible d'obtenir un visa. Je devrai aussi payer le

billet d'avion. Je compte ne rester que quelques années au loin. Car ma vie est à Nima. Je resterai tout le temps nécessaire pour constituer un capital. À mon retour, si je réussis dans mon projet, je me construirai une maison et je fonderai ma propre entreprise de réparations automobiles. Je prendrai alors des apprentis et vivrai à l'aise avec ma famille⁸ ».

Les « métiers-miracles » revêtiront toutes les séductions d'un raccourci, de l'échappée belle hors de la basse condition. Ils ouvriraient directement sur la notoriété publique et le prestige social. Ils offriraient en prime les clés de l'international. Leur image se construira autour de l'idée de la réussite d'une carrière de sportif professionnel. Il est vrai que Nima est, à cet égard, riche en icônes de personnages talentueux qui enflamment les jeunes imaginations : Nelson Azumah, le boxeur ghanéen, qui fut champion du monde, et tient un gymnase d'entraînement au noble art sur Achimota que fréquentent une dizaine de jeunes de Nima ; ou Abedi Pelé, la vedette internationale de football, dont le frère et la famille résident à Mamooobi. Les « métiers-miracles » ressortissent au domaine du rêve. Mais la fiction ne se laissera pas si facilement transformer en statut social. Ils appartiennent au domaine de l'illusion.

Travaillant comme apprenti chez un tailleur de *Fifty-Fifty*, Moussa Salegu, un Busenga de quinze ans, voit dans ses talents de footballeur la seule chance de s'en tirer dans la vie :

« Ma famille est originaire du Burkina Faso. Nous appartenons à la communauté Bissa. Mon père était veilleur de nuit. Il avait trois épouses. Il est décédé en 1988. Ma mère habite Nima et vend des produits vivriers. Elle eut huit enfants. J'ai également un frère d'une autre mère qui travaille dans les douanes à Wa, Upper West. J'ai fréquenté l'école anglo-arabe de Kotobabi. J'ai terminé mes études complémentaires (JSS). Je suis en apprentissage depuis 1992. Ma mère et ce frère douanier paient pour ma formation. Le métier me convient. Il me laisse le temps de m'entraîner au football. Je joue depuis cinq ans. J'appartiens à une équipe de jeunes, *Kaolin Leaders*. Nous jouons sur un stade d'Accra. Nous nous entraînons le mardi, le mercredi et le jeudi à partir de 3 heures de l'après-midi. Mon patron me libère sans faire de difficultés. Le samedi et le dimanche, nous jouons. J'ai signé un accord pour devenir footballeur professionnel. J'ignore si cela marchera. Il n'est guère facile de réussir dans le football. Pour moi, ce métier serait l'idéal, et je fais tout pour y parvenir un jour⁹ ».

8. Entretien avec Mohammed Umar, Nima, le 14 novembre 1994.

9. Entretien avec Moussa Salegu, Nima, le 15 juillet 1994.

Ouvrier à l'échoppe de cordonnerie du *Shoe Philosopher*, le long de Kanda Highway, Puntì Nakewarafaray, dix-huit ans, ne rêve qu'à devenir boxeur professionnel :

« Nous sommes d'origine Konkomba. Mon père était caporal dans l'armée. Il est mort en 1986. Ma mère vend des oranges. Nous habitons Nima après avoir vécu à Kumasi. J'ai terminé mes études primaires en 1986. À la suite du décès de mon père, je fus retiré de l'école. J'ai débuté mon apprentissage de cordonnier en 1989. Ma formation est à présent achevée. Je continue de travailler pour mon patron comme ouvrier. En 1990, j'ai commencé à m'initier à la boxe au gymnase qu'a ouvert Nelson Azumah à South Achimota. Chaque mois, je dois payer, en principe, 5 000 cedis de frais d'entraînement. Mais, du fait que mon frère aîné fait partie des milieux de la boxe, j'en suis exempté. Nous bénéficions des conseils d'un manager expérimenté, Moro Sanda, ancien champion d'Afrique des poids welter. Il s'est retiré de la pratique de la boxe professionnelle, et exerce le métier d'entraîneur. C'est lui qui dirige la salle où nous sommes une dizaine à nous entraîner quotidiennement. C'est à Kumasi que j'ai commencé à m'intéresser à cet exercice, car dans l'Ashanti, la lutte et la boxe correspondent à une tradition bien ancrée. Mon frère aîné, Liadi Alhassan, est un poids lourd renommé. Il est passé professionnel. Un autre de mes frères pratique la lutte, tout en travaillant pour le Ministère de la Santé. C'est lui qui a financé mon stage d'apprentissage. Mon maître, *Shoe Philosopher*, m'a converti à l'islam. Nous sommes devenus amis, et j'habite chez lui. Le samedi et le dimanche, dès 3 heures du matin, j'effectue à la course l'aller et retour d'ici à Adenta Barrier. Chaque après-midi, à partir de 4 heures, je suis au gymnase. Ma carrière de boxeur s'annonce bien. Sur six combats, j'en ai gagné quatre par K.-O., et j'ai concédé deux matches nuls. Mon seul rêve serait de devenir un boxeur professionnel. Il me faudra travailler beaucoup et attendre le moment de saisir ma chance¹⁰ ».

Ce serait plutôt l'icône de Lester Pigott, le célèbre jockey britannique, qui ferait rêver Boga Musah, dix ans, qui travaille comme garçon d'écurie au Polo Club :

« Ma famille vient du Nord-Bénin. Nous habitons Nima. Mon père travaille pour la Compagnie des Transports (STC). Ma mère tient un étal sur la marché. Nous sommes musulmans. J'ai obtenu ce travail grâce à un copain de Nima, Seydu. Je m'occupe de deux chevaux. La plupart d'entre

10. Entretien avec Puntì Nakewarafaray, Nima, le 5 mai 1995.

nous dorment ici. Nous nous couchons à même le sol, si possible dehors, sinon, en cas de mauvais temps, dans un hangar. Je rends visite à mes parents chaque mois, un vendredi avant la prière. Je remets à ma mère l'essentiel de mes gains. Je ne garde pour moi que le strict nécessaire. Ma passion est de monter à cheval. J'espère me faire embaucher un jour par le Polo Club comme travailleur permanent. Je resterais dans ce monde du cheval qui me plaît tant. Avec un peu de chance, et grâce à l'aide d'un protecteur, je pourrais alors entreprendre une carrière de jockey professionnel, voire participer à des courses hippiques, en Angleterre ou ailleurs. L'un de mes camarades, plus âgé que moi, a pu accompagner à l'étranger le propriétaire des trois chevaux dont il s'occupait au Polo Club. Je voudrais bien suivre ses traces¹¹ ».

Le mirage le plus fascinant fait scintiller les éclats de l'exil rédempteur. Pour 90 % des gamins de Nima, la migration internationale représente le chemin rêvé de l'avenir. L'imaginaire du gosse reproduira ainsi la figure ancestrale du travailleur migrant, celle du père, celle des aînés. Le père professe pour philosophie qu'il n'existe pas d'ailleurs là où se trouvent des emplois. Qu'il faut partir au loin à la rencontre du travail. Il inculquera au gamin son expérience de vie, c'est-à-dire le dur métier de l'exil. Il apportera son soutien matériel aux projets de départ de son fils. Il en sera de même des autres hommes de la famille. En revanche, les sentiments de la mère, même s'ils ne s'expriment jamais directement, sont plus partagés. Elle ne pensera qu'aux nouvelles, aux secours éventuels que l'enfant pourra faire parvenir durant son absence. Elle attendra impatiemment son retour. Néanmoins, ce départ, elle l'acceptera, et l'aidera dans la mesure de ses moyens. Les gens de Nima possèdent une connaissance étonnante des filières des migrations internationales, et une vision précise de la géopolitique du marché mondial du travail et de ses fluctuations. Une échelle hiérarchique est établie entre les destinations offrant les meilleures opportunités, celle-ci étant constamment révisée au gré des fluctuations de l'économie globale et de la situation sociale dans les pays-cibles. Par contre, l'ignorance la plus totale planera sur les métiers exercés par les travailleurs, sur leurs conditions de travail et de vie. Celui qui revient de l'étranger devra apporter les présents d'usage. Mais, il restera muet sur son existence lointaine. Nul n'oserait lui poser une question à ce sujet, car cela ne serait pas conforme aux convenances.

Partons à la rencontre de Nestor Kpawiga, seize ans, originaire de Chereponi, dans la Northern Region :

11. Entretien avec Boga Musah, Nima, le 9 octobre 1994.

« Mes parents sont des paysans. Nous appartenons à la communauté Konkomba. Ma famille est musulmane. Je suis né en 1980. J'ai suivi les cours de la *makaranta* et de l'école primaire. Puis, j'ai appris à coudre à la machine. Je n'avais aucune envie de cultiver la terre. J'entrepris de la vente à la sauvette, mais ce fut un échec. Mes parents décidèrent, en 1992, de me faire partir pour Accra. Je m'installai auprès de parents à Nima qui m'ont payé ma formation. Je suis aujourd'hui apprenti chez un tailleur. Puis, je m'initierai à la broderie et au métier de styliste. Nous, gens de Chereponi, nous avons tissé un réseau dense de relations communautaires et de solidarités de pays. Tous mes camarades partent à l'étranger, en Europe, puis en Amérique. Je poursuis une formation pour pouvoir un jour vivre au Canada. L'un de mes camarades s'est établi là-bas depuis trois ans. Un autre travaille en Allemagne depuis deux années déjà. Mes amis qui se sont installés à l'étranger m'aideront à réaliser mes projets. Une demi-douzaine d'entre eux ont réussi à s'établir en Europe ou en Amérique. L'un d'eux a même ouvert un magasin de mode à Toronto, au Canada. Peut-être m'acceptera-t-il comme associé. Ma formation, je ne la perfectionne que pour créer les conditions de mon départ au loin, grâce à la *Chereponi connection*, puis de ma réussite professionnelle dans mon pays d'accueil¹² ».

C'est un projet parfaitement construit que Michael Britchum, vingt-huit ans, poursuit, avec comme point de passage obligé, un rêve de séjour à l'étranger :

« Ma famille vient de Ampeda, dans l'Akyim Abuakwa. Nous appartenons à la communauté Asante. Mon père tient un magasin d'articles ménagers dans le centre d'Accra. Ma mère travaille avec lui. Elle a eu trois enfants. Mon frère aîné vend des journaux près de la poste centrale d'Accra. Ma sœur aînée est mariée. Elle vit à Lagos Town et vend des produits vivriers. À l'école déjà, mon frère me protégeait. Lorsque j'ai quitté le cours complémentaire, il m'a pris sous son aile. Je l'ai aidé, pendant près de cinq ans, à vendre les journaux. Je ne recevais aucune rémunération. J'étais en revanche logé, nourri, blanchi. Depuis deux ans, j'ai ouvert mon propre point de vente sur Sankara Circle. Ce fut mon frère qui m'introduisit dans la place. Il avait un gamin qui vendait pour lui des journaux dans la file de vente le long de Liberation Avenue. Ce dernier me présenta à ses camarades, qui m'acceptèrent. Sans une bonne introduction, on serait rejeté immédiatement. Mon frère fit pour moi un dépôt de 60 000 cedis au *Daily Graphic* pour l'achat des premiers journaux. Je

12. Entretien avec Nestor Kpawiga, Nima, le 2 février 1995.

tiens maintenant un étal sur la Ring Road. J'ai pu effectuer sur mes propres recettes un dépôt de 60 000 cedis au *Ghanaian Times*. La commission est de 40 cedis sur chaque exemplaire vendu. Trois gamins m'aident à la vente à la criée. Je leur ristourne 10 cedis sur chaque journal qu'ils réussissent à placer. Les problèmes viennent de la police, des militaires, des inspecteurs des impôts qui vous importunent en prétextant qu'il s'agit de vente illégale. Ils tentent de s'emparer de la recette ou de confisquer les journaux. J'ai de nombreux copains dans la file de vente. Certains ont mal tourné, s'adonnant à la boisson, au jeu, à la drogue. Pour ma part, je préfère mener une vie rangée. Je suis marié. J'ai un garçon de quatre ans et une fille de deux ans. La pièce que nous louons à Nima devient trop petite. Il me faudrait trouver à Nima un logement plus spacieux. Ma femme vend des cigarettes. Je voudrais que mes enfants aillent à l'école et apprennent un métier. Cela leur évitera d'être obligés, comme moi, à vendre dans la rue, ce qui est très pénible. La vente de la presse privée augmente mes recettes journalières ».

« J'ai ouvert un compte à la Social Security Bank. Mes économies s'élèvent maintenant à 900 000 cedis. Lorsque mes épargnes seront suffisantes pour me payer un visa et un billet d'avion, je partirai pour l'Europe ou pour l'Amérique. Ma femme restera à Nima avec les enfants. Il me faudra donc l'établir dans une activité commerciale rémunératrice. Je resterai à l'étranger le temps de constituer un capital. Je sais exactement ce que je ferai à mon retour. J'ouvrirai ma propre entreprise, très précisément une imprimerie. J'ai choisi ce métier depuis un certain temps¹³ ».

Restons un instant encore sur ces lieux de la partition de l'imaginaire, et scrutons cette double image, toute nimbée d'illusions : celle, féminine, de la communauté villageoise ou de l'unité familiale, reproduites autrement, réappropriées ; celle, masculine, de l'exil libérateur.

13. Entretien avec Michael Britchum, Nima, le 8 décembre 1994.

Conclusion

Clôturer un terrain de recherche supposerait qu'à un moment donné l'on parvienne au terme de la recherche, que l'inventaire soit achevé, et qu'il ne reste plus qu'à poser le point final. À vrai dire, l'expression n'a guère de sens, dès lors que nous rendons compte de totalités sociales en mouvement, et que l'observation porte sur des trajectoires de longue durée dont la continuité ne saurait nullement être interrompue par la décision du chercheur d'ouvrir d'autres terrains. S'il faut conclure, ce sera donc sur quelques brèves remarques. Celles-ci consisteront tout d'abord en un regard neuf porté, après cinq années d'éloignement, sur les évolutions à l'œuvre dans un quartier populaire d'Accra afin d'essayer de percevoir vers où, et à quoi celles-ci conduisent. En second lieu, je tenterai de jeter un coup d'œil critique sur ma propre démarche de connaissance afin de déceler ses limites, ses lacunes. Enfin, j'évoquerai les pistes nouvelles de recherche sur lesquelles m'aura engagé, à partir de 1995, ce travail sur Nima, lequel fut un tremplin vers d'autres terrains, une ouverture sur des questionnements imprévus.

Nima revisité

Nima ne cesse de s'inventer. Redécouvrir Nima après un temps d'absence, c'est à nouveau se dépayser, surtout lorsque la crise de l'ajustement ronge inexorablement le milieu social et grave plus profondément son empreinte, accentuant les contrastes, creusant les inégalités, dictant les exclusions, minant les agencements sociaux. Porter un regard neuf, ce sera donc surtout rechercher des éléments de réponse à une triple question. Comment les communautés de Nima, les unités domestiques qui les structurent, ont-elles résisté à la poussée simultanée de l'urbanisation spontanée et du néolibéralisme sous contrainte ? Quelle fut l'efficacité

des réponses locales face à une globalisation et à une uniformisation propagées de l'extérieur ? Et, au-delà, quelle sera l'avenir des couches laborieuses ghanéennes, et le destin de Nima qui en fut l'un des creusets ?

Au fil de ces dernières années, l'environnement économique s'est sensiblement détérioré. La déferlante du chômage n'en a pas fini de ruiner les fragiles équilibres agencés par les unités domestiques. Depuis 1996, les tarifs des transports collectifs ont triplé. Les frais d'un apprentissage ont plus que doublé. Le prix d'une machine à coudre neuve ou d'occasion a été multiplié par trois. Ce renchérissement du coût de la vie quotidienne est intervenu alors que l'amorce d'ouverture sur l'extérieur suscitait de nouveaux besoins, en particulier parmi les jeunes.

« Badauder » à Nima, c'est humer un air d'allégresse, de liberté. C'est prendre un coup de jeunesse. Sous les décombres du marché du travail, affleure une intense vitalité. Le misérabilisme vole en éclat sous les manigances narquoises des gamins, la volonté des femmes, la sagacité des aînés. Des lignes de résistance s'échafaudent qui traduisent un commun refus de la condition de paria.

La ligne première de défense, la plus inattendue, se matérialise par le rejet, par le refoulement de l'urbanisation. Au refus de la Ville, correspond l'affirmation d'une appartenance, d'un enracinement. Maîtrisées de l'intérieur, les formes de la ville abriteront les ébauches de recomposition et de régénération d'un milieu social en voie de dislocation. L'Anti-Ville fait de la résistance, et déploie pour les siens un rideau protecteur.

Une seconde réponse, démographique, constitue un camouflet aux politiques néo-malthusiennes préconisées par les institutions internationales. La vitalité démographique est un défi lancé, à travers les Océans, aux pays occidentaux industrialisés et à leurs populations vieillissantes.

Une autre parade est recherchée dans la scolarisation des enfants. L'éducation moderne est désormais valorisée. Elle sera perçue comme le moyen de se dresser face à ceux qui gouvernent et qui oppriment. Savoir lire et écrire, n'est-ce pas avoir son mot à dire, être capable de s'opposer à l'arbitraire et à l'injustice ? De plus, à partir de l'école, il serait plus aisé d'acquérir une qualification, donc d'accéder au marché du travail. Pour le candidat à l'exil, la lettre deviendra comme un sauf-conduit, aussi essentiel que le visa d'entrée.

L'islam constitue à Nima un acteur central de ces reprises d'initiative. Le wahhabisme se posa un moment comme l'unique promoteur, parmi les musulmans, des idéologies de la modernisation et de l'esprit d'entreprise. Toutefois, dès les années 70, l'islam des aînés, fortement inspiré par le soufisme, entendit rivaliser sur ce terrain avec les jeunes doctrinaires fraîchement émoulus des universités séoudiennes. Une sorte

de *nahda* a irradié la communauté des musulmans, incitant à une appropriation du savoir global et à une ouverture maîtrisée sur l'extérieur. Les réseaux de solidarités primaires ont été revitalisés. Les *malamai* ont ouvert des établissements scolaires. Des centres d'apprentissage et des instituts de formation professionnelle ont été créés. Les associations de femmes musulmanes, les unes étant des foyers de propagation de l'islam, les autres des groupements corporatistes ou des sociétés d'entraide, témoignent d'un remarquable dynamisme. Cet islam rénové contribue à affirmer la particularité des communautés de Nima face à l'extérieur et à cimenter une cohésion fissurée.

La mémoire du migrant apporte d'autres éléments de réponse à la crise. Elle éclaire une sortie de secours. Le migrant engendre l'autre migrant. L'expérience de l'itinérance et de l'exil constitue le patrimoine commun des gens de Nima. Lorsque les sources de l'emploi se tarissent autour de soi, partir, au loin si nécessaire, là où existent des gisements d'emplois, là où il sera possible de gagner de l'argent par son travail, est comme inscrit dans l'ordre des choses.

Les reprises d'initiative locales sont cependant marquées par d'étroites limitations. La résistance a ses revers. Le regain de dynamisme des réseaux de solidarités primaires va de pair avec une érosion progressive des systèmes de reproduction et de protection sociales. L'élan démographique est freiné par la ruine des dispositifs de santé publique et par une recrudescence de la mortalité infantile. La tendance à la scolarisation se conjugue avec la mise au travail plus fréquente des enfants. De plus, le système moderne d'éducation se montre incapable de transmettre aux enfants la maîtrise des techniques et des savoir-faire conduisant à une qualification accrue du travail. L'islam à Nima vit sous tension. Les clivages internes opposent l'islam confrérique des aînés aux lettrés formés en Arabie Saoudite qui, sous couvert de rigorisme doctrinal, tentent d'arracher le pouvoir religieux à leurs anciens et propagent insidieusement la vulgate néolibérale. En outre, les églises évangélistes ont entrepris sur Nima une « reconquista », leur prosélytisme visant à refouler l'islam du bidonville.

Si, sous l'impulsion notamment des associations de musulmans, les tentatives de ravaudage du tissu social se sont multipliées, le glissement d'un milieu social fortement structuré dans l'anomie s'opère insensiblement. Force est de constater que « l'individualisme négatif » corrompt désormais les relations sociales. Il se traduit par le comportement de celui qui, ayant perdu ses repères, subsiste dans une économie de grappillage, laquelle ignore la réciprocité et exclut tout projet, toute entreprise. La vie quotidienne se voit désocialisée. Inviter celui qui survient à partager son

repas était l'usage courant. Aujourd'hui, on préférera se nourrir à l'abri des regards, ce qui hier eût été considéré comme une honte. Le coût social des migrations se fait sentir. Jadis, le travailleur migrant de Nima faisait régulièrement parvenir de l'argent à sa famille restée au village. Aujourd'hui, la mécanique s'est inversée. Celui qui est resté à Nima attendra le mandat de son proche qui a choisi le chemin de l'exil. Se formera ainsi un monde d'assistés, une communauté sous perfusion.

Dans ce magma en mouvement, il serait bien hasardeux de fixer des points d'aboutissement. Mieux vaut se borner à profiler quelques mutations tendancielle. Une double polarisation tend à mettre en correspondance et en opposition deux espaces de vie et deux milieux sociaux. Les négociants, les propriétaires, les patrons, les transporteurs, les possédants se sont accaparés la frange urbanisée : l'artère commerciale et les îlots résidentiels. Les bas-fonds sont appropriés par les couches populaires les plus démunies. Ce sont les communs de la Ville.

Par ailleurs, on observe une double tendance, à la féminisation et au rajeunissement de Nima. Quatre phénomènes reflètent la féminisation croissante de la vie sociale et du travail. Les femmes chefs de famille se font plus nombreuses et tentent de pallier le retrait de l'homme salarié. Le nombre de femmes qui dirigent une entreprise s'accroît rapidement. Parmi elles, on compte des femmes célibataires qui attendent la réussite économique pour se marier. Le mouvement de scolarisation n'a touché que marginalement les filles. Pourtant, certaines d'entre elles ont acquis un diplôme et une qualification. La femme salariée fait son apparition à Nima.

La tendance au rajeunissement du marché du travail et à l'intervention plus active des jeunes dans la vie sociale s'affirme également. De l'enfant scolarisé à l'enfant soutien de famille, on observe un éventail croissant de situations. L'accès à l'éducation moderne crée de nouvelles aspirations, des besoins nouveaux. Parmi les générations qui grandissent sous ajustement, le gamin ou la gamine se trouvent confrontés à diverses bifurcations. Le risque guette de se trouver précipité dans la délinquance ou la prostitution, ou encore de se laisser asservir par la drogue. La scolarisation sera le plus souvent interrompue, et conduira rarement à un métier. Mais elle permettra de se constituer un bagage suffisant de connaissance et de savoir-faire pour tenter sa chance en exil. La migration de travail sera souvent temporaire, le jeune migrant ramenant de son expérience à l'étranger la vision d'un univers différent. S'il choisit de s'établir à Accra, le jeune s'efforcera de reconstituer, à son profit, le rapport d'exploitation qu'il a vécu. S'il est entraîné dans l'exil, il s'efforcera de trouver sur le marché du travail n'importe quel emploi dès lors que celui-ci offrira la possibilité de s'enraciner durablement. Un trait marque

toutefois les nouvelles générations, l'exigence de qualification et de promotion par le travail. Rares seront ceux qui verseront dans l'oisiveté.

On peut aussi observer l'apparition de nouvelles formes de mobilité sociale ou urbaine. Avec la saturation de l'espace habitable et l'apparition d'un marché immobilier, s'opère un renouvellement de la population habitant à Nima. Certains quittent le quartier pour d'autres parties de la ville, alors que d'autres s'y installeront. Toute récente, cette mobilité interne à l'agglomération urbaine modifie le paysage social de Nima.

La migration à longue distance constitue l'horizon du futur. Grandir à Nima, ce sera naître à l'exil. S'arracher aux contraintes et à la pénurie, n'est-ce pas franchir, avec la connivence des aînés, les barrières dressées par la dictature du marché libre ? Le rêve partagé sera la figuration d'un autre monde, celui de l'abondance, celui du désir.

La dislocation du monde du travail freine les mobilisations sociales. Les classes laborieuses de Nima avaient appris les ressources de l'organisation syndicale et la pertinence de choix politiques tranchés, pour Nkrumah et le CPP durant la transition postcoloniale, du côté de Rawlings pendant la crise de l'ajustement. La fragmentation sociale engendre le fatalisme, la passivité, la vulnérabilité. Les seules ripostes collectives perceptibles ont Nima pour champ clos. Or, l'avenir dépend primordialement de réponses plus globales, essentiellement politiques. Comment sortir le Ghana de l'économie rentière et du retour de l'économie de traite ? Comment recomposer un système productif cohérent, diversifié ? Comment infléchir les politiques gouvernementales vers une prise en compte des besoins sociaux et une revitalisation des modes de reproduction et de protection sociales ? Desserrer les contraintes extérieures, aménager, grâce au pouvoir régulateur de l'État, les modalités d'une économie de transition maîtrisée, la réponse à ces questions ne peut être que collective, politique. Or, l'atomisation de la force de travail, la transformation du travailleur en agent économique abstrait, ne visent-elles pas d'abord à le livrer, muet et sans défense, aux forces aveugles du marché ?

Angles morts, zones d'ombre

Le regard de l'anthropologue se focalise sur un objet particulier. Il ne balaie qu'un espace exigu. Une telle vision n'est évidemment pas exempte de myopie. L'image laissera dans l'ombre bien des phénomènes, alors que d'autres resteront hors du champ. Mieux vaut peut-être

souligner d'emblée ces zones obscures et ces angles morts qu'un œil plus aigu ne manquera pas de repérer.

Le sociologue tamisera la réalité qu'il observe à l'aide de questionnaires ou de données statistiques. Celles-ci lui permettront d'en saisir les dimensions quantitatives. Le parti pris ici adopté fut tout autre puisqu'il privilégia les entretiens ouverts et l'observation libre, ce qui laissera nombre de questions sans réponse dès lors qu'il s'agit de chiffrer avec exactitude l'extension des phénomènes ou bien de mesurer l'ampleur des évolutions. Par exemple, je me trouverais dans l'impossibilité de préciser les effectifs des enfants au travail sur Nima et de répartir leur nombre suivant les divers types d'activité ou selon les milieux de travail. Des indications peuvent être néanmoins tirées de l'examen des registres de la fiscalité locale, bien que la fraude fiscale et la mobilité sociale réduisent quelque peu leur portée. Dans bien des cas, il faudra nous contenter de simples estimations. Cette imprécision des données quantitatives fragilise incontestablement l'analyse. Cependant, elle n'affecte pas la totalité des phénomènes observés. Les statistiques permettant d'observer l'évolution de l'emploi sont nombreuses et précises. Les tendances démographiques se profilent nettement à travers le résultats des cinq recensements de population qui ont été effectués depuis 1960, même si celui de 1984 se révèle bien peu fiable. Les résultats de celui réalisé au printemps 2000 semblent toutefois plus cohérents. Mais, ces enquêtes de population montrent quelque maladresse lorsqu'elle tentent d'appréhender les phénomènes migratoires, alors que Nima fut et reste fondamentalement un univers de migrants.

L'inflation vient compliquer le traitement des données économiques et l'établissement d'une base homogène permettant de tracer les lignes d'évolution. La difficulté est encore aggravée par son rythme variable, les taux pouvant osciller entre 15-25 % et 60-70 % suivant les périodes. J'ai fait le choix suivant. Lorsque je relate des comptes rendus d'entretiens, je reprends les chiffres donnés par mon interlocuteur. Par ailleurs, en octobre 1996, puis en avril 2001, j'ai effectué des relevés systématiques des prix et des tarifs en vigueur à Nima.

Une difficulté d'ordre plus théorique surgit du maniement des notions d'unités familiales et d'unités domestiques. Celles-ci tirent leur pertinence de la mise en séquence de types différents et successifs de communautés de proches et de familiers.

Focalisé sur un milieu urbain singulier, Nima, le travail reste dépourvu d'une dimension comparatiste forte. Par conséquent, il serait hasardeux de généraliser le constat établi à partir de l'analyse concrète d'une situation particulière. Les seuls éléments de comparaison viendront

d'observations que j'ai pu effectuer directement à Takyiman, à Bawku ou à Kumasi. D'autres référents seront empruntés à l'abondante littérature consacrée à la crise du travail ou à l'enfance exploitée.

Suite et ouvertures

Paradoxalement, les mots de conclusion prendront la forme d'un avant-propos. Ils donneront à voir de nouveaux espaces de recherche que me firent découvrir les observations sur Nima. Ces prolongements ne visèrent nullement à combler les lacunes ou à éclairer les zones d'ombre. L'ouverture de ces chantiers visait plutôt à répondre à quelques interrogations qui me taraudaient. Mes terrains furent ceux que j'avais retenus pour mes programmes de recherche sur le local et l'étatique, puis sur la transmission des savoirs et des savoir-faire : Takyiman, dans le Brong Ahafo ; Bawku, dans l'Upper East Region.

L'extraction de la force de travail de zones rurales éloignées pour la transformer en classe laborieuse et la quasi instantanéité de cette conversion intriguent. J'ai évoqué la matrice de l'incorporation des militaires. Mais l'énigme subsiste. Une rencontre à Takyiman, celle d'un vieux Moga, Abdul Mumuni, m'incita à plus de curiosité. Lorsque les entretiens commencèrent au début de l'année 1996, au rythme de quatre ou cinq par semaine, ce dernier avait près de 95 ans. Il avait quitté son village pour la première fois à l'âge de dix-sept ans comme migrant à la recherche d'un travail. Nos entrevues se poursuivirent, sur la fin avec un échelonnement plus lâche, jusqu'en 1998. Il devait mourir, à la fin de l'automne 98, à l'âge de 97 ans. Avant de disparaître, il était fasciné par l'idée de léguer à ses proches son expérience de vie, mais, plus largement, de transmettre sa part de la mémoire ouvrière.

Le rôle de l'islam dans le processus de socialisation des communautés de travailleurs déracinés fut un autre centre d'intérêt. À Nima, j'avais amorcé cette étude de l'impact de l'islam dans des sociétés en mutation ou en crise. À Takyiman, puis à Bawku, je poussai plus loin l'analyse. Mon attention se focalisa plus particulièrement sur l'attitude des *turuq*, les confréries inspirées du soufisme, à l'égard de l'éducation moderne, de la formation technique, de la modernisation. Il en résulta une recherche sur la transmission islamique des savoirs.

Les échanges à longue distance inscrivent les migrations de travail dans des trajectoires de longue durée. Autour de Takyiman qui constitue

le plus important marché vivrier du Ghana lequel est fréquenté par des négociants au long cours venus du Niger, du Mali, du Burkina, du Nigeria. À Takyiman et Bawku, il me fut possible de reconstituer sur une longue durée, c'est-à-dire à partir du XI^e siècle, le rôle des marchés et des voies commerciales dans le mouvement des hommes et dans leur mise au travail.

Le travail des enfants s'effectue communément sous le couvert de l'apprentissage. Force est de constater que le besoin de qualification professionnelle et technique n'est que très partiellement satisfait au Ghana par le système moderne d'éducation. Celui-ci ignore totalement les savoirs et les savoir-faire locaux qui pourraient, s'ils étaient pris en compte, constituer une voie d'accès facilitée, raccourcie vers le savoir global et les technologies modernes. Nima fut traditionnellement un réservoir de travailleurs non qualifiés. Longtemps, la demande de manœuvres, de tâcherons, d'hommes de peine, de gens de maison offrait de larges opportunités d'emploi. Cela n'est plus le cas. Le rétrécissement du marché du travail va de pair avec une exigence de qualification accrue. À Bawku, je me suis intéressé plus largement à l'articulation entre savoirs locaux et savoir global plus précisément à travers les problèmes de l'apprentissage et de la formation. J'ai mis à l'épreuve cette problématique par une recherche de près de trois années, qui fut conduite comparativement sur mes terrains de Takyiman et de Bawku, et eut pour objet « la transmission du pouvoir de guérir ».

Du prolétaire déchu de Nima à l'éboueur ghanéen se profilant au matin bleu sur les trottoirs de Dortmund, du gamin déluré s'amusant dans les éboulis du *gutter* au chiot de guerre terrorisant les villageois de Sierra Leone, se tissent d'invisibles convergences, des liens discrets d'appartenance à une même condition. Et, au-delà, une unique nasse ne capture-t-elle pas l'enfant mineur de Bolivie et le chômeur sur les quais du port de Bombay, la femme concassant la rocaïlle dans les carrières des faubourgs du Caire et la gamine se prostituant à la nuit tombée sur les avenues de Mexico ? L'ajustement structurel est d'abord désajustement social. D'une exploitation parcellaire à une exploitation globale, chacun est sommé d'inventer, sous contrainte et sans avenir, son existence. Il reste beaucoup à penser et à dire de cet impérialisme nouveau si l'on refuse de s'abandonner à son discours religieux et à sa domination uniforme. Et à faire. Il n'est pas de recherche sans suite. À bientôt donc. Comme nous disons en Hausa : « *To ! Shikenan ! Sai an juma¹ !* ».

1. Ce qui, en Hausa, signifie : « Bon ! C'est fini ! À bientôt ! ».

Références bibliographiques

Les références bibliographiques sont réparties, selon leur nature, en trois grandes catégories : 1/ Ouvrages. 2/ Articles. 3/ Thèses et documents non publiés. Par souci de clarté, nous avons choisi d'ordonner, à l'intérieur de chacune de ces catégories, les documents suivant des rubriques de caractère plus thématique : A/ Nima et l'environnement urbain. B/ Emploi et travail. C/ Ajustement structurel au Ghana. Une telle classification ne va évidemment pas sans arbitraire.

Ouvrages

Nima et l'environnement urbain

APPADURAI A., 1990, « Global Ethnoscapes : Notes and Queries for a Transnational Anthropology », p. 191-210, in Fox R. (éd.), 1991, *Recapturing Anthropology : Working in the Present*, Santa Fe, N.M., School of American Research Press.

ACQUAH I., 1972, *Accra Survey. A Social Survey of the Capital of Ghana*, Accra, Ghana Universities Press.

ANNORBAH-SARPEI J., 1974, *Operation « Help Nima ». Five Years of Christian Involvement in Urban Renewal*, Accra, Asempa, 30 p.

— 1983, *Letters from Nima* (1^{re} éd. 1969), Accra. Asempa, 72 p.

AZU D.G., 1974, *The Ga Family and Social Change*, Cambridge, African Studies Centre, 139 p.

BOYD J., HOLDEN P., 1992, *Children of the Cities*, Londres, ZED, VIII + 152.

- BUSIA K.A., 1950, *Report on a Social Survey in Sekondi-Takoradi*, Londres, Crown Agents, 164 p.
- CALDWELL J.C., 1969, *African Rural-Urban Migration : The Movement to Ghana's Towns*, New York, Columbia University Press, 258 p.
- CAMACHO M., 1986, *Les poubelles de la survie : la décharge municipale de Tananarive*, Paris, L'Harmattan, 208 p.
- COHEN A., 1969, *Custom and Politics in Urban Africa*, Londres, Routledge & Kegan Paul.
- 1974, *Urban Ethnicity*, Londres, Tavistock, XXIV + 391 p.
- DABIT E., 1933, *Faubourgs de Paris*, nouvelle édition, 1990, Paris, Gallimard, 144 p.
- DAENINCKX, 1993, *En marge*, Paris, Denoël, 155 p.
- EADES J.(éd.), 1987, *Migrants, Workers, and the Social Order*, Londres, Tavistock, XIII + 281 p.
- FIELD M.J., 1940, *Social Organization of the Ga People*, Londres, Crown Agents for the Colonies, 231 p.
- GILBERT A., GUGLER J., 1992, *Cities, Poverty and Development : Urbanization in the Third World*, Oxford, Oxford University Press, X + 331 p.
- GRAFMEYER Y., JOSEPH I. (éds), 1979, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, Champ Urbain, 378 p.
- HISKETT M., 1984, *The Development of Islam in West Africa*, Londres, Longman, 353 p.
- KITSON M.D., 1974, *African Urban Kinsmen : The Ga of Central Accra*, Londres, C. Hurst, 122 p.
- KROPP-DAKUBU M.E., 1997, *Korle meets the Sea. A Sociolinguistic History of Accra*, Oxford, Oxford University Press, XVIII + 216 p.
- LUBECK P.M., 1983, *Islam and Urban Labour in Northern Nigeria. The Making of a Moslem Working Class*, Londres, Cambridge University Press.
- MABILEAU A. (éd.), 1993, *A la recherche du « local »*, Paris, L'Harmattan, 232 p.
- MANOUKIAN M., 1951, *The Tribes of the Northern Territories of the Gold Coast*, Londres, International African Institute, 102 p.
- MERRIMAN J.M., 1994, *Aux marges de la ville. Faubourgs et banlieues en France. 1815-1870*, Paris, Seuil, 402 p.
- PELLOW D., 1977, *Women in Accra. Options for Autonomy*, Algonac, Mich., Reference Publications, 272 p.
- POGUICK R.J.H., 1955, *Gold Coast Land Tenure. Vol. III. Land Tenure in Ga Customary Law*, Accra, Gold Coast Lands Department, 52 p.

- 1955, *Gold Coast Land Tenure. Vol. IV. Land Tenure in Ga Customary Law*, Accra, Gold Coast Lands Department, 55 p.
- ROBERTSON A.F., 1991, *Beyond the Family. The Social Organization of Human Reproduction*, Cambridge, Polity Press, VIII + 231 p.
- SANDBROOK R., ARN J., 1977, *The Labouring Poor and Urban Class Formation : The Case of Greater Accra*, Montréal, McGill University, Center for Developing-Area Studies, VII + 86 p.
- SCHILDKROUT E., 1978, *People of the Zongo. The Transformation of Ethnic Identities in Ghana*, Cambridge, Cambridge University Press, XVI + 303 p.
- SHACK W.A., SKINNER E.D. (éds), 1978, *Strangers in African Societies*, Berkeley, Calif., University of California Press.
- UNICEF, 1990, *The State of World's Children*, Oxford, Oxford University Press, 102 p.
- WESTERLUND D., EVERS-ROSANDER D. (éds), 1997, *African Islam and Islam in Africa. Encounters between Sufis and Islamists*, Londres, C. Hurst, X + 1997.
- WYLLIE R.E., 1980, *The Spirit-seekers : New Religious Movements in Southern Ghana*, Missoula, Montana, Scholars Press, 139 p.

Emploi et travail

- AGIER M., COPANS J., MORICE A. (éds), 1987, *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Paris, Karthala/ORSTOM, 295 p.
- APT VAN HAM N., BLAVO E.Q., OPUKU S.K., 1992, *Street Children in Accra. A Survey Report*, Legon, University of Ghana, Department of Sociology, Social Work and Administration Programme, VII + 94 p.
- ARDAFIO-SCHANDORF E., KWAFO-AKOTO K. (éds), 1990, *Women in Accra. An Annotated Bibliography*, Accra, Woeli Publ., XVII + 427 p.
- ARDAFIO-SCHANDORF E. (éd.), 1994, *Family and Development in Ghana*, Accra, Ghana University Press, 163 p.
- ARIES P., 1973, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime* (1^{re} éd. 1960), Paris, Seuil, 318 p.
- BEQUELE A., BOYDEN J., 1988, *Combating Child Labour*, Genève, ILO, XIII + 266.
- BIDET J., TEXIER J. (éds), 1995, *La crise du travail*, Paris, PUF, Actuel Marx, 266 p.
- BOSERUP E., 1989, *Woman's Role and Economic Development*, Londres, Earthscan Publ., 283 p.

- BRUCE J., DWYIER D. (éds), 1988, *A Home Divided. Women and Income in the Third World*, Stanford, Calif., Stanford University Press, IX + 289 p.
- CASTEL R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 490 p.
- CASTEL R., HAROCHE C., 2001, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 251 p.
- CLARK G., 1989, Money, Sex and Cooking : Manipulation of the Paid/Unpaid Boundary by Asante Market Women, p. 324-348, in Orlove B., Rutz H. (éd.), *The Social Economy of Consumption*, op. cit.
- 1989, Separation between Trading and Home for Asante Women in Kumasi Central Market, Ghana, p. 91-118, in Wilk R.R. (éd.), *The Household Economy : Reconsidering the Household Mode of Production*, Boulder, Col., Westview.
- CLAYTON A., KILLINGRAY D., 1989, *Khaki and Blue : Military and Police in British Colonial Africa*, Athens, Ohio, Ohio University, Center for International Studies, X + 335 p.
- COHEN R., GUTKIND P.C.W., BRAZIER P. (éds), 1979, *Peasants and Proletarians. The Struggles of Third World Workers*, Londres, Hutchinson, 505 p.
- COHEN R., 1981, *Labour and Politics in Nigeria*, Londres, Heinemann, XV + 304.
- CRISP J., 1984, *The Story of an African Working Class : Ghana Miner's Struggles, 1870-1980*, Londres, ZED, 200 p.
- ENNEW J., MILNE B., 1989, *The Next Generation. Lives of Third World Children*, Londres, ZED, XII + 266 p.
- FOUCAULT M., 1975, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 362 p.
- FYFE A., 1989, *Child Labour*, Londres, Blackswell, 189 p.
- GAISIE S.K., DE GRAFT-JOHNSON K.T., 1976, *The Population of Ghana*, Paris, CICRED, 139 p.
- GRANT P. (UNICEF), 1990, *The State of the World's Children*, Oxford, Oxford University Press, 102 p.
- GOODY E., 1982, *Parenthood and Social Reproduction. Fostering and Occupational Roles in West Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, XIII + 348 p.
- GUTKIND P., COHEN R., COPANS J. (éds), *African Labor History*, Londres, SAGE, 1978, 280 p.

- HAFKIN N.J., BAY E.G. (éds), 1976, *Women in Africa. Studies in Social and Economic Change*, Stanford, Calif., Stanford University Press, XII + 306 p.
- JAMES A., PROUT A. (éds), 1990, *Constructing or Reconstructing Child Work : Contemporary Issues in the Sociological Childhood*, Londres, Falmer Press.
- JEFFRIES R., 1978, *Class, Power and Ideology in Ghana: The Railwaymen of Sekondi*, Cambridge, Cambridge University Press, 244 p.
- KANBUR R., MAZUMDAR D. (éds), 1992, *Labour Markets in an Era of Adjustment*, Washington D.C., World Bank.
- KAYE B., 1962, *Bringing up Children in Ghana. An Impressionistic Survey*, Londres, Allen and Unwin, 244 p.
- KILLINGRAY D., RATHBONE R. (éds), 1986, *Africa and the Second World War*, Londres, MacMillan, XI + 268 p.
- KOUROUMA A., 2000, *Allah n'est pas obligé*, Paris, Seuil, 233 p.
- LAVALETTE M., 1990, *Child Employment in the Capitalist Labour Market*, Aldershot, VII + 308 p.
- LEE-WRIGHT P., 1990, *Child Slaves*, Londres, Earthscan Publications, VII + 280 p.
- LE BRIS E., CHAUVEAU F. (éds), 1993, *Jeunes, Villes, Emploi. Quel avenir pour la jeunesse africaine ?*, Paris, Ministère de la Coopération et du Développement, 348 p.
- MACGAFFEY J. (éd.), 1991, *The Real Economy of Zaïre. The Contribution of Smuggling and other Unofficial Activities to National Wealth*, Londres, J. Currey, XVI + 175.
- MARGUERAT Y., POITOU D. (éds), 1994, *A l'écoute des enfants des rues en Afrique noire*, Paris, Fayard, 628 p.
- MEDA D., 1995, *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, 362 p.
- MEILLASSOUX C., 1975, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 251 p.
- MENSAH-BONSU H., DOWUONA-HAMMOND C. (éds), 1994, *The Rights of the Child in Ghana. Perspective*, Accra, Woeli Publ., XVI + 122.
- MOULIER-BOUTANG Y., 1998, *De l'esclavage au salariat. Économie historique du travail bridé*, Paris, PUF, Actuel Marx/Confrontation, 767 p.
- MYERS W.E. (éd.), 1991, *Protecting Working Children*, Londres, ZED, XI + 173 p.

- NASH J., 1979, *We eat the Mines and the Mines eat us. Dependency and Exploitation in Bolivian Tin Mines*, New York, Columbia University Press, XXI + 363 p.
- NASH J., FERNANDEZ-KELLY M.P. (éds), 1983, *Women, Men and the International Division of Labour*, Albany, N.Y., State University Press of New York, XV + 463 p.
- NIEUWENHUYTS O., 1994, *Children's Lifeworlds : Gender, Welfare and Labour in the Developing World*, Londres, Routledge, XIX + 228 p.
- OPPONG C., 1973, *Growing up in Dagbon*, Tema, Ghana Publishing Corp., 79 p.
- (éd.) 1987, *Sex Roles, Population and Development in Africa : Policy related Studies on Work and Demographic Issues*, Londres, James Currey, 242 p.
- ORLOVE B., RUTZ H. (éds), 1989, *The Social Economy of Consumption*, Lanham, Maryland, University Press of America.
- REY P.P., 1976, *Le capitalisme négrier*, Paris, Maspero.
- ROBERTSON C.C., 1984, *Sharing the Same Bowl. A Socio-economic History of Women and Class in Accra*, Ghana, Bloomington, Indiana University Press, XIX + 299 p.
- ROUCH J., 1956, *Migrations au Ghana (Gold Coast). Enquête 1953-1955*, Paris, Société des Africanistes, 176 p.
- RODGERS G., STANDING G., 1981, *Child Work, Poverty and Environment*, Genève, ILO, 310 p.
- SANDBROOK R., COHEN R. (éds), 1975, *The Development of an African Working Class. Studies in Class Formation and Action*, Londres, Longman, VII + 330 p.
- SCHLEMMER B. (éd.), 1996, *L'enfant exploité. Oppression, mise au travail, prolétarianisation*, Paris, Karthala/ORSTOM, 522 p.
- SCOTT R., 1966, *The Development of Trade Unions in Uganda*, East African Publishing House.
- SHIBOTTO G., CUSSIANOVITH A., 1994, *Working Children : Building an Identity*, Lima, MANTHOC, 223 p.
- VERLET M., 1993, Jeunesses sous influences : le Ghana ajusté, p. 252-257, in Lebris E., Chauveau F. (éds), *Jeunes, Villes, Emploi, op. cit.*
- WEINER M., 1991, *The Child and the State in India : Child Labour and Education Policy in Comparative Perspective*, Princeton, Princeton University Press, 213 p.
- WILK R.R. (éd.), 1989, *The Household Economy. Reconsidering the Domestic Mode of Production*, Boulder, Col., Westview, 275 p.

WILLIAMS G., 19774, « Political Consciousness among the Ibadan Poor », p. 109-139, in De Kadt E., Williams G. (éds), 1974, *Sociology and Development*, Londres, Tavistock, X + 374 p.

Ajustement structurel au Ghana

ARYEETEEY E. (éd.), 1992, *Planning African Growth and Development*, Accra, ISSER/UNDP, XIV + 518 p.

BANQUE MONDIALE, 1989, *L'Afrique subsaharienne. De la crise à une croissance durable. Étude prospective à long terme*, Washington D.C., Banque mondiale, XVI + 346 p.

CAMPELL K.B., LOXLEY J. (éds), 1989, *Structural Adjustment in Africa*, Londres, Macmillan, XV + 277.

CHAZAN N., 1983, *An Anatomy of Ghanaian Politics. Managing Political Recession, 1969-1982*, Boulder, Col., Westview, XVII + 429 p.

ENGBERG-PEDERSEN P., GIBBON P. et alia (éds), 1996, *Limits of Adjustment in Africa : The Effects of Economic Liberalization, 1986-94*, Oxford, James Currey, XI + 422 p.

FRIMPONG-ANSAH J.H., 1991, *The Vampire State in Africa. The Political Economy of Decline in Ghana*, Londres, J. Currey, XVI + 205 p.

GENOUD R., 1969, *Nationalism and Economic Development in Ghana*, New York, Praeger, 244 p.

HARVEY C. (éd.), 1996, *Constraints on the Successes of Structural Adjustment Programmes in Africa*, Londres, Macmillan, XII + 248 p.

HERBST J., 1993, *The Politics of Reform in Ghana, 1982-1991*, Berkeley, Calif., University of California Press, XII + 180 p.

HELLEINER G.K. (éd.), 1986, *Africa and the International Monetary Fund*, IMF, Washington D.C., XI + 277 p.

HUQ M.M., 1989, *The Economy of Ghana. The First 25 Years since Independence*, Londres, Macmillan, XXIX + 355 p.

HUSSAIN I., FARUQUE R. (éds), 1994, *Adjustment in Africa. Lessons from Country Case Studies*, Washington D.C., World Bank, IX + 436 p.

HUTCHFUL E. (éd.), 1987, *The IMF and Ghana. The Confidential Record*, Londres, ZED, 298 p.

— 1989, « From "Revolution" to Monetarism : The Economics and the Politics of the Adjustment Programme in Ghana », p. 92-132, in Campbell B.K., Loxley J. (éds), *Structural Adjustment in Africa*, op. cit.

HYDEN G., BRATTON M. (éds), 1992, *Governance and Politics in Africa*, Boulder, Col., Lynne Rienner, XII + 327.

- ISSER, 1994, *The State of the Ghanaian Economy in 1993*, Legon, University of Ghana, Institute of Statistical, Social and Economic Research, XI + 200 p.
- 1996, *The State of the Ghanaian Economy in 1995*, Legon, University of Ghana, XI + 179 p.
- 2000, *The State of the Ghanaian Economy in 1999*, Legon, University of Ghana, Institute of Statistical, Social and Economic Research, XI + 183 p.
- KILLICK T., 1978, *Development Economics in Action. A Study of Economic Policies in Ghana*, Londres, Heinemann, XIII + 392 p.
- KHOTARI R., 1990, *State against Democracy. In Search of Humane Governance*, Londres, Ajanta Publications, 308 p.
- MAHJOUB A. (éd.), 1990, *Adjustment or Delinking? The African Experience*, Londres, ZED.
- MEIER G.M., STEEL W.F. (éd.), 1989, *Industrial Adjustment in Sub-Saharan Africa*, Oxford, Oxford University Press, 293 p.
- MENGISTEAB K., LOGAN B.I (éds), 1995, *Beyond Economic Liberalization in Africa: Structural Adjustment and the Alternatives*, Londres, ZED, VII + 295.
- MIHEVC J., 1995, *The Market Tells Them So. The World Bank and Economic Fundamentalism in Africa*, Penang, Third World Network, 313 p.
- MOSLEY P., HARRIGAN J., TOYE J., 1991, *Aid and Power*, Londres, Routledge, vol. I, *The World Bank and Policy-based Lending*, XVII + 317 p., vol. II, *Case Studies*, XIII + 443 p.
- NUGENT P., 1995, *Big Men, Small Boys and Politics in Ghana. Power, Ideology and the Burden of History, 1982-1994*, Londres, Pinter, XVI + 306.
- NINSIN K., 1990, « Ghana under the PNDC : Delinking or Structural Adjustment », p. 131-153, in Mahjoub A. (éd.), *Adjustment or Delinking. The African Experience*, op. cit.
- OQUAYE M., 1980, *Politics in Ghana, 1972-1979*, Accra, Tornado Publications, XVII + 286 p.
- ROTHCHILD D. (éd.), 1991, *Ghana. The Political Economy of Recovery*, Londres, Boulder, XVI + 285 p.
- SAHN D. E. (éd.), 1994, *Adjustment to Policy Failure in African Economies*, Ithaca, Cornell University Press, XIII + 409.
- SARRIS A., SHAMS H., 1991, *Ghana Structural Adjustment : The Impact on Agriculture and the Rural Poor*, New York, New York University Press for IFAD, IX + 265.

- SAWYERR A., 1990, *The Political Dimension of Structural Adjustment Programmes in Sub-Sahara Africa*, Accra, Ghana Universities Press, VII + 60 p.
- SID Ahmed A., 1996, *Économie Politique de la Transition dans les Pays en Développement*, Paris, Publisud, 363 p.
- SHILLINGTON K., 1992, *Ghana and the Rawlings Factor*, Londres, Macmillan, VIII + 184 p.
- THOMAS V., CHHIBBER A. et al. (éds.), 1991, *Restructuring Economies in Distress. Policy Reform and the World Bank*, Oxford, Oxford University Press, XIV + 566 p.
- VAN DE LAAR A., 1980, *The World Bank and the Poor*, La Haye, Martinus Nijhoff, XII + 269 p.
- VERLET M., 1991, « Le FMI, les politiques d'ajustement structurel et la problématique Population/Ressources. L'expérience du Ghana », p. 397-424, in Gendreau F. et al. (éds), *Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*, Paris, EDI, 442 p.
- 1992, « Du local au mondial : Lieux et parcours du politique. Le paradigme ghanéen », p. 345-357, in Haubert M., Leimdorfer F. (éds), *État et société dans le Tiers-Monde. De la modernisation à la démocratisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 367 p.
- 1998, « Political Attitudes and the 1996 Elections : Market and Politics in Techiman South », p. 309-339, in Aryee J. (éd.), 1998, *The 1996 General Elections and the Democratic Consolidation in Ghana*, Accra, Gold Type.
- WUNSCH J.S., OLOWU D. (éds), 1990, *The Failure of the Centralised State : Institutions and Self-Governance in Africa*, Boulder, Col., Westview, VIII + 334 p.
- YANSANE A.Y. (éd.), 1993, *Prospects for Recovery and Sustainable Development in Africa*, Westport, Conn., Greenwood Press, XII + 359 p.

Articles

Nima et l'environnement urbain

- ADDO N., 1973, « Immigration into Ghana. Some Social and Economic Implications of the Aliens Compliance Order of 18 Nov. 1969 », *Ghana Journal of Sociology* 6(1), p. 20-42.

- AMINI G., 1989, « The Inward Dimension of an Islamic City. A mystical "Sufi" Approach », Tokyo University Press, *Research Report on Islam*, Monograph 14.
- BARKOW J.H., 1972, « Hausa Women and Islam », *Canadian Journal of African Studies* 6(2), p. 317-328.
- BENDER D.R., 1967, « A Refinement of the Concept of Household : Families, Co-residence, and Domestic Functions », *American Anthropologist* 69(5), p. 493-504.
- CALDWELL J.C., 1966, « The Erosion of the Family. A Study of the Fate of the Family in Ghana », *Population Studies* 20(1), p. 5-26.
- FAYORSEY C., 1995, « Ga Women's Autonomy : A Critique of the Concepts and Economy of the Household and Family », *African Anthropology* 2(1), p. 91-123.
- FRIEDL E., 1997, « The Position of Women. Appearance and Reality », *Anthropological Quarterly* 40(3), p. 97-108.
- GRINDAL B.T., 1973, « Islamic Affiliations and Urban Adaptation : The Sisala Migrant in Accra, Ghana », *Africa* 43(4), p. 333-346.
- HAMMEL E.A., LASLETT P., 1974, « Comparing Household Structure over Time and between Cultures », *Comparative Studies in Society and History* 16(1), p. 73-109.
- HART K., 1973, « Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana », *Journal of Modern African Studies* 11(1), p. 61-89.
- 1976, « The Politics of Unemployment in Ghana », *African Affairs* 75(301), p. 488-497.
- HOUSEMAN M., 1995, « Kinship Networks in Africa : Past and Future », *African Anthropologist* 1(2), p. 76-90.
- OPPONG C. (éd.), 1975, « Changing Family Studies », Legon, Institute of African Studies, *Family Research Papers* n° 3.
- PELLOW D., 1978, « Work and Autonomy : Women in Accra », *American Ethnologist* 5(4), p. 770-785.
- 1985, « Muslim Segmentation and Divisiveness in Accra », *Journal of Modern African Studies* 23(3), p. 419-444.
- 1987, « Solidarity among Muslims Women in Accra », *Anthropos* 82, p. 489-506.
- SANJEK R., SANJEK L.M., 1976, « Notes on Women and Work in Adabraka », *African Urban Notes* 2(2), p. 1-25.
- SANJEK R., 1982, « The Organization of Households in Adabraka : Toward a Wider Comparative Perspective », *Comparative Studies in Society and History* (24), p. 57-103.

- SCHILDKROUT E., 1970, « Strangers and Local Government in Kumasi », *Journal of Modern African Studies* 8(2), p. 251-269.
- 1970, « Fostering of Children in Urban Ghana. Problems of Ethnographical Analysis of a Multi-cultural Context », *Urban Anthropology* 2(1), p. 48-73.
- THOME B., 1987, « Revisioning Women and Social Change : Where are the Children ? », *Gender and Society* 1(1), p. 85-109.
- WELLINGTON H. N., 1969, « Croissance spontanée d'un habitat urbain », *Urbana* (1), p. 116-130.

Emploi et travail

- ELSON D., 1982, « The Differenciation of Children's Labour in the Capitalist Labour Market », *Development and Change* 13(4), p. 479-497.
- FOLBRE N., 1986, « Hearts and Spades : Paradigms of the Household Economics », *World and Development* 14(2), p. 245-255.
- GYEBI-OFOSU E.A., 1990, « Profile of Child Labour in Kumasi, Ghana », *Journal of University of Science and Technology* 9(1), p. 19-25.
- HART K., 1973, « Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana », *Journal of Modern African Studies* 11(1), p. 61-89.
- KANBUR R., MINK S., 1994, « Poverty and Accelerated Growth in Ghana : Policy Issues in Light of Global Experience », *The Economic Bulletin of Ghana* 4(1), p. 3-26.
- KILLINGRAY D., 1982, « Military and Labour in the Gold Coast in the Second World War », *Journal of African History* 22(1).
- MACGAFFEY J., 1983, « How to survive and become Rich amidst Devastation : The Second Economy in Zaïre », *African Affairs* 82(328), p. 351-367.
- NIEUWENHUYS O., 1996, « The Paradox of Child Labour and Anthropology », *Annual Review of Anthropology* (25), p. 237-251.
- PEIL M., 1970, « The Apprenticeship System in Accra », *Africa* 40(2), p. 137-150.
- PELLOW D., 1987, « Work and Autonomy : Women in Accra », *American Ethnologist* 5(4), p. 489-506.
- PANFORD K., 1994, « Structural Adjustment, the State and Workers in Ghana », *Africa Development* 19(2), p. 71-95.
- RECHERCHES INTERNATIONALES, 1997, « Exploitation du travail des enfants. Dossier », *Recherches Internationales* (50), p. 43-140.

- ROBERTSON C.C., 1974, « Economic Women in Africa : Profit Making Techniques of Accra Market Women », *Journal of Modern African Studies* 12(4), p. 657-665.
- SCHILDKROUT E., 1980, « Children's Work reconsidered », *International Social Science Journal* 32(3), p. 479-490.
- SCHLEMMER B., 1997, « Propositions de recherche sur l'exploitation des enfants au travail faites aux sciences sociales, qui, en France, ignorent encore la question », *Recherches Internationales* (50), p. 67-88.
- THOMAS R., 1973, « Forced Labour in British West Africa : The Case of the N.T.'s of Gold Coast (1906-1927) », *Journal of African History* 16(1).
- VAN HEAR N., 1982, « Child Labour and the Development of Capitalist Agriculture in Ghana », *Development and Change* (13), p. 499-514.
- VERLET M., 1994, « Grandir à Nima : Dérégulation domestique et mise au travail des enfants », *Travail, Capital et Société* 27(2), p. 162-190.

Ajustement structurel au Ghana

- ALGER C.F. (éd.), 1998, « Interconnexions entre le Local et le Mondial. Dynamiques locales et le système mondial, les micro-espaces, les réseaux transnationaux », Paris, UNESCO, *Revue Internationale des Sciences Sociales* (117).
- BRYDON L., 1999, « With a Little Bit of Luck : Coping with Adjustment in Urban Ghana, 1975-1990 », *Africa* 69(3), p. 366-385.
- GRAHAM Y., 1988, « Ghana : The IMF's Success Story ? », *Race and Class* 29(3), p. 41-52.
- JEFFRIES R., 1992, « Urban Popular Attitudes Towards the Economic Recovery Programme and the PNDC Government in Ghana », *African Affairs* (91), p. 297-226.
- PANFORD K., 1994, « Structural Adjustment, the State and Workers in Ghana », *Africa Development* 19(2), p. 71-95.
- VERLET M., 1996, « Le Ghana sous Rawlings. Ajustement et pouvoir », *Politique africaine* (64), p. 89-100.
- 1996, « Pouvoir, Ajustement, Changement », *Aujourd'hui l'Afrique* (60), p. 22-25.
- 1997, « Ghana : l'effet Rawlings », *Afrique contemporaine* (182), p. 32-46.

Thèses et documents non publiés

Nima et l'environnement urbain

- ABOAGYE-ATTA K., 1990, East Mamooobi Slum Upgrading Scheme. An Evaluation Study. University of Ghana, Legon, Department of Sociology, M.A. Thesis.
- ACOLATSE J.S., 1974, Urban Renewal in Accra. The Example of Nima, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, B.A. Thesis.
- AFUM-ANSAH G., 1993, A Case Study of Street Children at Nima, a Slum Suburb of Accra, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, B.A. Thesis.
- AGYE-MENSAH S., 1986, Slums and their Health Problems in Urban Centres. A Case Study of Nima-Mamooobi Area in Accra, University of Ghana, Legon, Department of Geography, B.A. Thesis.
- AVORTI J.Y., 1990, Children at Work. A Study in Sociology, Legon, Department of Sociology. B.A. Thesis.
- BURDEN G.N., 1951, Labour Migration in Africa. A Memorandum, Oxford, Rhodes House Library, Archives, Manuscript MSS. Afr.s.652.
- DANKWA Y., Turner J. *et al.*, 1994, Living Infrastructure : The Role of Children in Refuse Disposal and Water Provisioning in Ghana, Londres, Overseas Center, 29 p.
- DEPARTMENT OF GEOGRAPHY, UNIVERSITY OF GHANA, LEGON, 1990, Demographic Studies and Projections for Accra Residential Area (AMA), Legon, Department of Geography, 235 p.
- DRETKE J.P., 1965, The Islamic Community in Accra. An Historical Survey, University of Ghana, Legon, Institute of African studies, M.A. Thesis.
- FRIMPONG-YEBOAH F., 1975, The Role of Rural-Urban Migration in the Evolution of Slums. The Case of Nima, University of Ghana, Legon, Department of Geography, B.A. Thesis.
- IBN CHAMBAS M., 1977, The Political Economy of Urbanization. A Study of Leaders and Development in Nima, a Slum in Accra, University of Ghana, Legon, Department of Political Science, M.A. Thesis.
- LARBI A.K., 1989, An Appraisal of Health Care Delivery Systems in Nima, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, B.A. Thesis.

- MENSAH BAMPOE P.K., 1989, Nature of Complaints made to the Police. A Case Study of Nima Police Station, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, M.A. Thesis.
- MUMUNI SULEMANA A.S., 1994, Islamic Organizations in Accra. Their Structure, Role and Impact in the Proselytisation of Islam, University of Ghana, Legon, Department for the Study of Religions, M.Phil. Thesis.
- NADER H.N., 1972, Sabon Zongo. A Study of the Conditions in a Zongo. A Low-Class Residential Area, Legon, Department of Geography, B.A. Thesis.
- NJISANE E.G.M., 1963, Nima Social Survey. Preliminary Report. A Study of a West African Urban Village in Accra, Chicago, Michigan State University, 46 p.
- NYARKO E.K., 1992, Waste Management in an Urban Slum. The Case of Nima, Accra, University of Ghana, Legon, Department of Geography, B.A. Thesis.
- NADER H.N., 1972, Sabon Zongo : A Study of the Conditions in a Zongo. A Low-Class Residential Area, University of Ghana, Legon, Department of Geography, B.A. Thesis.
- ODOTEI B.A., 1986, Different Modes of Acquisition in Accra and their Impact on Residential Development. A Case Study of Nima-Mamoobi and Roman Ridge, University of Ghana, Legon, Department of Geography, B.A. Thesis.
- OKAITEYE-BLESSYN D.O., 1993, Street Children. A Growing Social Canker in the City of Accra, University of Ghana, Legon, Department of Geography, B.A. Thesis.
- SARPONG L., 1993, Factors within the Family that encourage Child Labour in Ghanaian Society, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, B.A. Thesis.
- TWUMASI P.A. (éd.), 1990, Children and Women of Ghana. A Situation Analysis. 1989-1990, Accra, UNICEF.
- VAN HEAR N., 1982, Northern Labour and the Development of Capitalist Agriculture in Ghana, Birmingham, Center of West African Studies, Ph.D. Thesis.
- WAYOE P.S., 1980, Housing Quality as an Index of Slum Creation. A Case Study of the Nima Residential Area, Accra, University of Ghana, Legon, Department of Geography, B.A. Thesis.
- WELLINGTON H.N., 1969, Nima : A Case in Spontaneous Urban Housing Growth, UST, Kumasi, Faculty of Architecture, M.A. Thesis, VIII + 92 p.

WESTWOOD S.I., 1978, Class Formation in Urban Ghana. A Study of the Ga of James Town, Accra, Cambridge University, Ph.D. Thesis.

Emploi et travail

- AGARWAL S., ATTAH M. *et alia*, 1994, Bearing the Weight : The Kayayoo, Ghana's Working Girl Child, Accra, UNICEF, 18 p.
- APT N.A., 1993, Ghanaian Urban Case Studies : The Institution of Fostering, University of Ghana, Legon, Social Administration Unit.
- APT N.A., GRIECO M. *et alia*, 1994, Jobs for the Boys, Loads for the Girls : The Social Organisation of Porterage in Accra, Report commissioned by the Transport Research Laboratory, U.K.
- APT N.A., GREICO M., 1995, Listening to Girls on the Street tell their own Story : What would help most, University of Ghana, Legon, Social Administration Unit, 48 p.
- APT N.A., GRIECO M. *et al.*, 1994, Home and away : Domestic Organisation and Low Income Travel in Urban Ghana, Report to Transport Research Department, U.K., 29 p.
- ASOMANING V., 1994, Girl Working Children in Ghana, Fieldwork Notes.
- AVOTRI J.Y., 1990, Children at Work. A Study in Sociology, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, B.A. Thesis.
- BROBBEY K., 1993, The Socio-economic Effects of Child Labour on the Economy of Ghana. A Case Study of Kumasi Metropolitan Authority, UST, Kumasi, Faculty of Social Sciences, B.A. Thesis.
- DE SOUZA, 1990, « Child Labour » and « Child Work ». A Sociological Reconsideration, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, B.A. Thesis.
- DORDUNOO C.K., 1994, A Macroeconomic Analysis of Output and Employment in Ghana, Accra, Ministry of Employment and Social Welfare, VI + 70 p.
- GNCC, 1996, Reforming the Law for Children in Ghana. Proposals for a Children's Code, Report by the Ghana National Commission on Children, 75 p.
- GROOTAERT C., KANBUR R., 1995, Child Labour. Background Paper for the 1995 World Development Report on Labour, World Bank, Washington D.C.
- GUESSOUS C., 2000, Le travail des enfants au Maroc, Saint Denis, Université Paris VIII, Département d'Anthropologie, thèse de doctorat.

- KERSI P., 1992, A Study of the Effectiveness of Waste Management Systems at Nima, Legon, University of Ghana, B.A. Thesis.
- HAMMOND D.K., 1993, Working Children at Madina, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, B.A. Thesis.
- KILLINGRAY D., 1982, The Colonial Army in the Gold Coast. Official Policy and Local Response, Londres, University of London, Ph.D. Thesis.
- 1983, The British Military Presence in West Africa, Oxford, Rhodes House Library, Report 3.
- KITSON E., 1990, The Effect of Child Labour on Educational Aspirations of Children in Cape Coast Municipality, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, B.A. Thesis.
- MENSAH R., 1994, L'enfant ouvrier. Une étude de cas : Asafo et Kejetia à Kumasi au Ghana, UST, Kumasi, Department of Modern Languages, B.A. Thesis.
- OWUSU S.K., 1987, Socio-Economic Factors that push Juveniles into Early Years Employment, Kumasi, University of Science and Technology, Department of Sociology. B.A. Dissertation.
- SARPONG L., 1993, Factors within the Family that encourage Child Labour in Ghanaian Society, University of Ghana, Legon, Department of Sociology, B.A. Thesis.
- SEFA-BOATENG K., 1987, Elementary Education and Pupil's Involvement in Trading Activities. A Case Study at Kumasi Central (Schools), UST, Kumasi, Department of Modern Languages, B.A. Thesis.
- WHITE B., 1994, « Children, Work and Child Labour », La Haye, Institute of Social Studies.
- WUMBEE J.K., 1990, The Biographical Background and Psychological Needs of Street Children in Ghana : A Case Study of Street Children in the Markets and Lorry Parks of Accra, University of Ghana, Legon, Department of Psychology. B.A. Dissertation.

Ajustement structurel au Ghana

- BOUDY C., LEENHARDT B., LHERITEAU M.F., 1993, Structural Adjustment and the Financial Sector in Ghana, Paris, Caisse française de Développement, 90 p.
- GOVERNMENT OF GHANA, 1991, Enhancing the Human Impact of Adjustment Programme, Accra, Ministry of Finance, 45 p.
- KANBUR R., 1994, Welfare Economics, Political Economy and Policy Reform in Ghana, Accra, World Bank, 20 p.

- WORLD BANK, 1984, A World Bank Country Study : Ghana. Policies and Programme for Adjustment, Washington D.C., World Bank, XLIV + 181 p.
- 1992, Ghana Strengthening Local Initiative and Building Local Capacity. Sector Study. World Bank, Washington D.C., Infrastructure Operations Division, Western Africa Department. 76 p. + 6 p.
- 1993, Ghana 2000 and Beyond : Setting the Stage for Accelerated Growth and Poverty Reduction, Washington D.C., World Bank Report.

Table d'équivalences monétaires

Évolution des taux de change franc/cedi (1993-2001)

Année (janvier)	Francs	Cedis
1993	1 FF	170 C
1994	1 FF	195 C
1994	1 FF	260 C
1995	1 FF	345 C
1996	1 FF	420 C
1997	1 FF	565 C
1999	1 FF	670 C
2000	1 FF	785 C
2001	1 FF	995 C

Table des cartes

Carte n° 1	:	Le centre d'Accra en 1952	32
Carte n° 2	:	Nima en 1970 (Darmstadt Universität)	73
Carte n° 3	:	Les quartiers d'Accra en 1989	110
Carte n° 4	:	Les quartiers d'Accra en 1990	168
Carte n° 5	:	Nima-Mamooobi en 1997	216
Carte n° 6	:	Ghana	256

Index thématique

activités :

activités agricoles : 12, 13, 40, 61-67, 102, 167, 169.

activités domestiques : 7, 15-17, 167-170, 202-207, 241-244, 273, 274.

activités marginales : 202, 237-240.

activités productives : 196, 197, 229-237.

activités de service : 86, 88, 142, 196, 207-228.

adoption : 49, 153, 178, 180-186, 206, 264, 265.

ajustement structurel : 7, 8, 11, 14, 15, 17, 18, 41, 49, 53-56, 62, 80-92, 103-105, 129, 130, 139, 167, 170, 291, 292, 295, 298.

anthropologue, anthropologie : 8-10, 19-24, 62, 141, 295-298.

apprenti, apprentie : 10, 97, 148, 173, 187, 189-193, 228-234, 243, 246, 250-252, 266, 267, 275, 276.

apprentissage : 16, 18, 97, 141, 174, 182, 187, 188, 192-197, 199, 200, 205-207, 222, 230-238, 248, 266, 267, 274, 276, 277, 284, 298.

artisanat : 66, 69, 92, 109, 140, 197, 208, 221, 229-231, 234.

association : 31, 52, 53, 260.

autonomie : 10, 17, 66, 71, 141, 154, 179, 196, 197, 207, 259, 267, 273, 274, 280.

autorité : 10, 51, 65, 67, 70, 74, 169, 170, 180, 189, 194, 197, 249, 263, 264, 273, 280.

bidonville : 13, 14, 27, 28, 35, 61, 62, 64, 67, 68, 72, 76, 82, 91, 100, 131, 293.

budget domestique : 131-140, 170, 180-182, 211.

capital : 101, 115, 141, 143, 144, 177, 214, 224, 249, 277, 284.

chef de famille : 11, 14, 15, 93, 115, 122, 169, 170, 294.

« *child labour* » : 169, 269.

chômage : 7, 11, 15, 41, 81-83, 89, 104, 105, 107, 112, 114, 115, 141, 142, 292.

chômeur : 11, 12, 56, 89, 91, 101, 103, 115, 298.

classes sociales : 11-15, 25, 26, 29, 31-58, 65-72.

classe ouvrière, classe laborieuse : 7-11, 15, 19, 25, 26, 29, 47, 61, 62, 67, 72, 80, 83, 88, 93, 126, 153, 295, 297.

communauté : 13, 27, 44, 49-52, 57, 63, 65-67, 71, 76, 89-93, 97, 101, 153, 157, 167, 259, 281, 289, 291, 293.

contrat : 50, 58, 262, 265, 267, 269.

contrôle des naissances : 97, 280, 281, 292.

- corruption, *kalabule* : 54, 79, 81, 86, 103.
- cosmopolitisme : 13, 19, 40, 46, 47, 69, 75.
- culture : 13, 19, 22, 36, 40, 41, 46-53, 56, 181, 255.
- délinquance : 17, 58, 59, 126, 180, 202, 235-239.
- dépossession sociale : 23, 56, 93.
- déréglementation du travail : 7, 8, 15-17, 56, 89, 102-105, 126, 127, 136, 149-151, 201, 261.
- dérégulation domestique : 8, 10, 15, 23, 129, 153, 154, 164, 165, 263, 267.
- disqualification : 11, 14, 49, 61, 115.
- domestication : 17, 18, 263-266.
- domination : 10, 22, 72, 171, 261, 262, 268, 272.
- drogue : 58, 173, 239, 240, 253, 279, 294.
- échanges marchands : 143, 169, 297, 298.
- école : 31, 99, 106, 116, 118-121, 123, 124, 132, 133, 141, 145, 179, 183, 186, 188-191, 194, 197-200, 205, 210-213, 217, 225, 250, 273.
- école primaire : 52, 111, 122, 124, 134, 163, 192, 193, 195, 197, 198, 217, 218, 227, 235, 250, 254, 284, 288.
- école coranique : 29, 52, 97, 131, 137, 138, 150, 182, 189, 191, 197, 199, 222, 227, 237, 238, 288.
- école secondaire : 32, 52, 144, 149, 152-157, 159, 182-184, 187, 190, 191, 197, 218, 227, 231-233, 237, 249-251, 257, 258, 285.
- école anglo-arabe (*English-arabic school*) : 42, 52, 85, 133, 138, 152, 158, 186, 188, 220, 285.
- économie :
- économie domestique : 134, 153, 169, 175, 274, 275.
- économie de subsistance : 169, 170, 178.
- économie de traite : 55, 83, 295.
- économie de marché, économie marchande : 56, 65, 66, 127, 128, 139, 140, 166, 169, 175, 200, 243, 245, 295.
- économie de pauvreté, économie de pénurie : 89, 130, 132, 139, 152, 153, 170.
- économie nationale, économie ghanéenne : 7, 8, 11, 14, 40, 41, 53-57, 80-89, 103-105.
- économie internationale : 22, 53-57, 81-86, 140.
- emploi : 11, 12, 16, 67-69, 74, 81, 82, 86, 89, 91, 92, 100-105, 107, 127, 139, 177, 267, 294.
- enfance, enfant : 7-10, 15-18, 167, 169-173, 261-270.
- enfant exploité : 7, 12, 15-19, 169-172, 201, 261-268, 270.
- enfant au travail, enfant travailleur : 7-9, 16-18, 167, 169-181, 196, 198, 266, 268-270.
- équipement :
- équipements ménagers : 138, 178, 250.
- équipements collectifs : 35, 83, 140.
- ethnicité, ethnie : 40, 46-52, 58.
- État : 7, 19, 22, 48, 54, 55, 66, 69, 70, 74-81, 84-88, 95, 102, 104, 267, 295.
- exil, exode : 12-14, 40, 41, 66, 92, 157, 200, 218, 273, 274, 287, 289, 292-295.
- exploitation : 10, 17, 18, 169-172, 185, 200, 203, 241, 260, 261, 263-267, 269, 298.

famille :

familles éclatées : 49, 103, 155-157.

familles monoparentales : 49, 154, 157-165.

familles polygyniques : 48, 154, 279, 280.

familles nucléaires, familles restreintes : 39, 48, 103, 154.

familles sérielles : 18, 49, 154, 155.

féminin : 129, 141-152, 211, 229, 271-281, 289, 294.

femme au travail, femme laborieuse : 9, 86, 127, 129-133, 141-152, 294.

filière : 15, 93, 94, 126, 191, 192, 194-200, 251, 252.

fiscalité : 54, 55, 66, 80, 85, 117, 132, 137, 140, 244.

flexibilité : 15, 104, 131, 164, 242, 254-260.

formation :

formation professionnelle : 106, 107, 137, 168, 179, 191, 192, 261, 275-278.

formation technique : 106, 107, 118, 137, 143, 160, 163, 179, 197, 198, 218, 275, 284, 297, 298.

formes de travail : 10, 12, 16, 68, 78, 92, 206-240.

formes de la ville : 7, 8, 27-39, 62-67.

force de travail : 10, 12, 13, 64, 68, 109, 170-172, 295.

génération : 11, 40, 57, 58, 89, 104, 141, 169, 170, 196, 203, 294, 295.

habitat : 35, 37-40, 68, 82, 83.

homme travailleur : 10, 15, 40, 41, 93, 105, 107, 127, 131.

homme salarié : 7-9, 14, 15, 40, 41, 49, 92, 104, 113, 127, 129.

imaginaire : 8, 15, 23, 46, 56, 270-289.

impérialisme : 15, 22, 298.

individualisme : 56, 58, 104, 140, 267.

individualisme négatif : 11, 293.

industrie, industrialisation : 16, 19, 54, 55, 74, 82.

infrastructure : 55, 75, 77, 81-88, 206.

institutions financières internationales : 7, 11, 53-56, 75, 80-87, 103, 104.

islam : 8, 9, 13, 15, 20, 21, 28, 36, 40, 41, 51, 52, 58, 62, 72, 80, 89, 240, 292, 293.

libéralisation : 15, 22, 55, 56, 74-76, 79-81, 87, 139.

lien social : 11, 52, 62, 66, 72, 89, 171, 241, 259, 260.

lieu de travail : 131, 241-260.

marché : 15, 30, 31, 33, 36, 41-43, 183, 184, 175-178, 183, 186, 196, 208-213, 211, 224, 225, 235, 238-240, 263, 268, 273, 292.

marché du travail : 7, 10-13, 49, 56, 61, 62, 72, 74, 79, 91, 95, 100, 102, 103, 171, 178, 180, 203, 208, 273, 292.

mariage : 137, 175, 182, 194, 210, 238, 274, 276, 279, 280.

masculin : 40, 82, 88-90, 98, 100, 126-128, 176, 227, 271-275, 289.

métamorphoses du travail : 8, 10-18, 40, 89, 93.

migrant : 9, 13-15, 19, 47, 61, 66, 67, 72, 91-95, 102, 123, 202, 287, 293, 294.

migration : 8, 12, 66, 91, 93, 102, 156, 157, 274, 297.

migrations internationales : 14, 83, 107, 156, 160, 192, 219-221, 223, 224, 250, 258, 284, 285, 287, 288, 289, 295.

milieu social : 11, 12, 67, 82, 291.

- milieu de travail : 47, 241-260.
- militaire : 12, 13, 68, 69, 78, 96, 109, 137, 219, 239.
- mise au travail :
- mise au travail des enfants : 7, 15-17, 89, 166-200.
 - mise au travail des femmes : 41, 79, 103, 130, 141-152.
 - mise au travail des filles : 130, 131, 141, 143, 164, 169, 181, 182, 185, 198, 203, 205-208, 211-213, 234, 243, 244, 264.
- municipalité (AMA) : 70, 117, 119, 137, 139, 140, 147, 245-247, 249.
- néolibéralisme : 56, 75, 267.
- oisiveté : 114, 281-283, 295.
- ONG : 53, 76-78.
- parents, parenté : 10, 16, 17, 21, 172, 174, 175, 179, 180, 185, 187, 188, 191, 192, 194.
- patron, patronne : 9, 10, 21, 109, 189-191, 206, 224-236, 248-252, 266, 267.
- pauvreté : 9, 139, 152, 154, 173, 178-180, 198, 262.
- pluriactivité : 14, 79, 105, 107, 108.
- police : 30, 71, 140, 215, 219, 238, 239, 244, 255.
- polygynie : 48, 154, 156, 279, 280.
- portage, *kaya-kaya* : 108, 164, 176, 184, 190, 208, 210, 211, 241, 279.
- professionnalisation : 7, 15, 130, 131, 298.
- prolétaire : 9, 11-13, 93, 94, 104, 130, 139, 172, 262, 298.
- prostitution : 26, 35, 68, 173, 175, 269, 278, 279, 294, 298.
- protection sociale : 7, 56, 101, 115, 139, 293.
- qualification : 101, 109, 111, 115, 117, 118, 175, 193, 194, 206, 219-221, 251, 254, 257, 284, 294, 295, 298.
- quartier populaire : 7-11, 25, 35.
- redeployment, redeployed* : 11, 12, 114, 121, 122, 125-127, 129, 156.
- relations sociales : 8, 11, 27, 46-53, 58, 111, 129, 131, 153, 297.
- rémunération : 12, 15, 92, 95, 100, 117, 180, 207, 230, 235, 266.
- reproduction sociale : 15, 49-56, 91, 130, 132, 153, 178, 262, 263.
- résistance, reprise, gratte : 11, 15, 22, 178, 215, 220, 230, 235, 238, 239, 262, 291, 292, 295.
- revenu : 14, 15, 88, 105, 128, 131, 137, 140, 164.
- rêves : 52, 271-289.
- salaire : 7, 14, 62, 100, 107, 130.
- salarial : 8, 10, 11-13, 25, 89, 90, 104, 127, 128, 131.
- salarié : 7, 8, 10-12, 15, 104, 109, 122, 137, 194.
- santé : 36, 54-56, 82, 132, 139, 267, 293.
- scolarisation, scolarité : 82-84, 89, 132, 138, 173, 177, 187, 196-199, 205, 206, 255, 272, 293, 294.
- secteur privé : 14, 69, 75, 82, 83, 87, 88, 102, 115.
- secteur public : 14, 54, 55, 69, 74, 75, 77, 79, 82, 83, 87, 88, 100-102, 115.
- service : 88, 142, 202, 204, 207-228, 264, 268-270.
- serviciable : 23, 261-270.
- socialisation : 17, 18, 49, 153, 167, 169, 272.
- solidarité : 7, 47, 101, 249, 262, 293.

street children : 16, 201, 215, 217-224.

système généralisé d'offre et de demande de services : 23, 268-270.

terrain : 8-10, 19-23, 297, 298.

transports : 42, 43, 54, 55, 81, 86, 115, 132, 138, 142, 143, 292.

travail :

travail captif : 181.

travail des enfants : 7, 8, 15-17, 165, 198, 199, 201-203, 238, 261-270.

travail des filles : 15, 143, 147, 175-177, 185-187, 190-192, 198, 199, 201-209, 211-215, 217, 218.

travail des femmes : 9, 15, 41, 130, 141-152, 138-163, 174-176.

travail domestique : 12, 202-208.

travail gratuit : 180, 230, 231, 266.

travail informel : 12.

travail libre : 12, 264.

travail salarié : 8-15, 91-127, 200, 263.

travail sous tutelle : 12, 264, 265.

travailleur :

travailleur migrant : 9, 13, 15, 47, 61, 65, 72, 91, 101, 274, 294.

travailleur salarié : 8, 10-12, 15, 73-77, 100, 104, 105, 129, 205.

travailleur sans travail : 89, 90, 105, 126, 113-130.

tutelle : 12, 70, 181, 265, 268.

unité domestique : 7, 8, 11, 14, 15, 48, 49, 56, 129-165, 292, 296.

université : 20, 76, 78, 198, 283, 292.

urbanisation : 9, 25, 35, 68, 78, 83, 134, 291, 292.

vente :

vente ambulante : 164, 183, 212, 220, 244, 246, 254, 255.

vente sur le marché : 41, 43, 142, 143, 149, 151, 208, 209, 211-214.

vente à la sauvette : 215, 218-221, 239, 255.

village : 12, 25, 26, 33, 37, 39-41, 49, 63, 92-94, 102, 120, 122-124, 155, 156, 178, 192, 281, 289.

ville : 8, 9, 19, 21, 25-27, 33, 39, 40, 46-48, 62, 89, 93, 94, 123, 129, 292, 294.

violence urbaine : 58, 59, 238.

voisinage : 49-51, 135, 205, 259.

vulnérabilité : 7, 11, 82, 89, 151, 268.

zongo : 9, 11, 12, 17, 47, 52, 56, 81, 87, 151, 262, 272.

Table des matières

Note liminaire	5
Introduction	7
1. <i>Sannu da zuwa !</i>	25
2. Nima : du creuset à la décharge	61
3. Le retrait de l'homme salarié	91
4. La crise des unités domestiques	129
5. La mise au travail des enfants	167
6. Les formes du travail	201
7. Les milieux de travail	241
8. Serviciables à merci	261
9. Les chemins de l'imaginaire	271
Conclusion	291
Références bibliographiques	299
Table d'équivalences monétaires	317
Table des cartes	319
Index thématique	321

Composition, mise en page :
Écriture Paco Service
27, rue des Estuaires - 35140 Saint-Hilaire-des-Landes

Achevé d'imprimer en juillet 2005
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery
58500 Clamecy
Dépôt légal : juillet 2005
Numéro d'impression : 507049

Imprimé en France

Ce livre a pour objet les métamorphoses du travail dans une cité ouvrière du Ghana. Le parcours séculaire va de l'intrusion coloniale britannique jusqu'au choc social, à partir de 1983, des politiques d'ajustement structurel préconisées et pilotées par le FMI et la Banque mondiale, mises en œuvre par l'État. Du retrait de l'homme salarié à la mise au travail des enfants.

Nima ? Au cœur d'Accra, Nima, cité de 140 000 habitants, s'est constitué en ville à part, celle des migrants venus du Nord, musulmans pour la plupart. Hier creuset des classes laborieuses au Ghana, Nima est devenu, sous la déferlante du chômage de masse, le cimetière de la condition salariale. Le tissu social s'étirole. Les systèmes de reproduction et de protection sociales s'effritent. Les réseaux de solidarités communautaires s'épuisent. L'ajustement se transforme en désajustement social, en dissociation. Les figures du travail ? Le profil du travailleur s'altère, se démultiplie. De la disqualification de l'homme travailleur, à l'homme sans travail, au chômeur. De la femme laborieuse, devenue le pivot d'une unité domestique en recomposition, à l'enfant exploité.

Sous les décombres du marché du travail, affleure une intense vitalité. De fragiles lignes de résistance s'échafaudent qui traduisent un commun refus de la condition de paria. Plusieurs questions sont posées. Comment les communautés de Nima, les unités domestiques qui les structurent, s'opposent-elles aux effets dévastateurs du néolibéralisme sous contrainte ? Quelle est l'efficacité des réponses locales face à une globalisation et à une uniformisation propagée de l'extérieur ? Et, au-delà, quel sera l'avenir des couches laborieuses ghanéennes, et le destin de Nima qui en fut l'un des creusets ?

L'approche ressortit à l'anthropologie sociale. Elle se fonde sur la familiarité du chercheur avec le terrain, l'écoute des récits de vie, l'observation attentive de la vie quotidienne. L'ambition est clairement affichée : libérer la parole de l'Autre, rendre vivant ses mouvements et ses gestes, laisser affleurer l'imaginaire et les désirs.

Chercheur en sociologie à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Martin Verlet a séjourné plus d'une dizaine d'années au Ghana. Il a contribué à plusieurs ouvrages scientifiques (Les spectres de Malthus, L'enfant exploité). Il a enseigné à l'Université de Paris I (IEDES) et de Paris VIII, ainsi qu'à l'Université du Ghana (Legon).

Collection dirigée par Jean Copans



ISBN : 2-84586-666-6